PLAN LOCAL d'URBANISME

Approuvé

Munster

1a. Rapport de présentation

- ***Diagnostic territorial***
- ***Les choix d'aménagement et les dispositions du P.L.U.***

ELABORATION
Approuvée par Délibération du Conseil Municipal du 24 février 2022

Le Maire Pierre DISCHINGER
Maire

Février 2022

Sommaire

AVANT-PROPOS 5

1ère partie Analyse de la situation générale de la commune 7

Cadrage territorial 9

1. Etat initial du site, de l'environnement et du paysage 11

1. Le cadre réglementaire 13

2. Le milieu physique 14

2.1. La topographie 14
2.2. Géologie et pédologie 15
2.3. Hydrographie 17
2.4. Ressources du sol et sous-sol 22

3. Milieu naturel 23

3.1. Périmètres d'inventaires et de protection du patrimoine remarquable 23
3.2. Milieux naturels et semi-naturels 30
3.3. Espèces remarquables 34
3.4. Zones humides 36
3.5. Réseau écologique 38

4. Paysage et patrimoine bâti 43

4.1. Grandes structures paysagères et évolutions 43
4.2. Atouts et sensibilités paysagères 46
4.3. Approche visuelle 51
4.4. Protections en matière de paysage et de patrimoine 55

5. Santé publique 60

5.1. Alimentation en eau potable 60
5.2. Assainissement 63
5.3. Pollutions des sols 65
5.4. Exposition aux bruits 67
5.5. Qualité de l'air 70
5.6. Gestion des déchets 75
5.7. Energie 77

6. Risques naturels et technologiques 84

6.1. Risques naturels 84
6.2. Risques technologiques et installations classées agricoles 89

7. Synthèse des enjeux 93

2. Analyse de l'espace bâti 97

1. Un peu d'histoire 99

2. Les étapes du développement urbain 105

3. Analyse des différentes formes urbaines 109

3.1. Le centre historique 109
3.2. Les faubourgs 113
3.3. Le développement urbain durant la deuxième moitié du 20ème siècle jusqu'à aujourd'hui 119

4. La voirie, les espaces publics 125

4.1. La voirie 125
4.2. Les aménagements cyclables 126
4.3. Les espaces publics 131

5. Inventaire des capacités de stationnement 135

6. Le patrimoine bâti 138

7. Les capacités de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis 149

7.1. Les espaces interstitiels 149
7.2. Les logements vacants 150
7.3. Les friches industrielles 150
7.4. Les friches urbaines 153

3. Les données socio-économiques 161

1. Profil démographique de la commune 163

1.1. Les évolutions démographiques 163
1.2. La structure par âge et par sexe de la population 168

2. Structure des ménages de la commune 170

2.1. La composition des ménages 170
2.2. Les structures familiales 171

3. Logement et habitat 173

3.1. La dynamique du logement 173
3.2. La dynamique de construction 178

4. Activité et économie de la commune 181

4.1. L'activité et l'emploi 181
4.2. Le pouvoir économique des habitants 185
4.3. L'attractivité économique 187
4.4. Les déplacements professionnels 190
4.1. Les transports 193
4.2. Les équipements de la commune 195
4.3. Le secteur agricole 198

2ème partie Les choix d'aménagement retenus et les dispositions du P.L.U. 201

1. Perspectives d'évolution et besoins recensés 203

2. Les choix d'aménagement retenus pour l'établissement du Projet d'Aménagement et de Développement Durables 213

3. Les dispositions du P.L.U. 229

1. Délimitation des zones et exposé des motifs du règlement 231

1.1. Découpage du territoire communal en zones et secteurs 231
1.2. Les zones urbaines 234 ha, soit 27 % du ban communal 235
1.3. Zone AU, à urbaniser : 11,8 ha soit moins de 2 % du ban communal 251
1.4. Zone agricole, zone A, 262,9 ha soit 30 % du ban communal 255
1.5. Zone naturelle, zone N, 355,3 ha, soit 41 % du ban communal 259
1.6. Autres éléments de zonage et de règlement 261

2. Capacités d'accueil théoriques en logements offertes par le P.L.U. 266

3. Orientations d'Aménagement et de Programmation 269

ANNEXES 273

AVANT-PROPOS

Le Conseil Municipal a prescrit par délibération du Conseil Municipal en date du 21 avril 2015 la révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.).

Cette procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols, ayant fait l'objet de plusieurs modifications successives, et sa transformation en P.L.U. est conduite sous l'autorité de Monsieur Pierre DISCHINGER, Maire de MUNSTER.

Compte tenu de la présence de deux sites NATURA 2000 au sein du territoire communal, le P.L.U. est soumis automatiquement à évaluation environnementale sur la base de **l'article R.104-9** du **Code de l'Urbanisme** qui stipule :

Les plans locaux d'urbanisme, dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :
1° De leur élaboration ;
2° De leur révision ;
3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L. 153-31.

Dans ces conditions, **l'article R.151-3** du **Code de l'Urbanisme**, ci-après, précise le contenu du rapport de présentation.

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :
1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

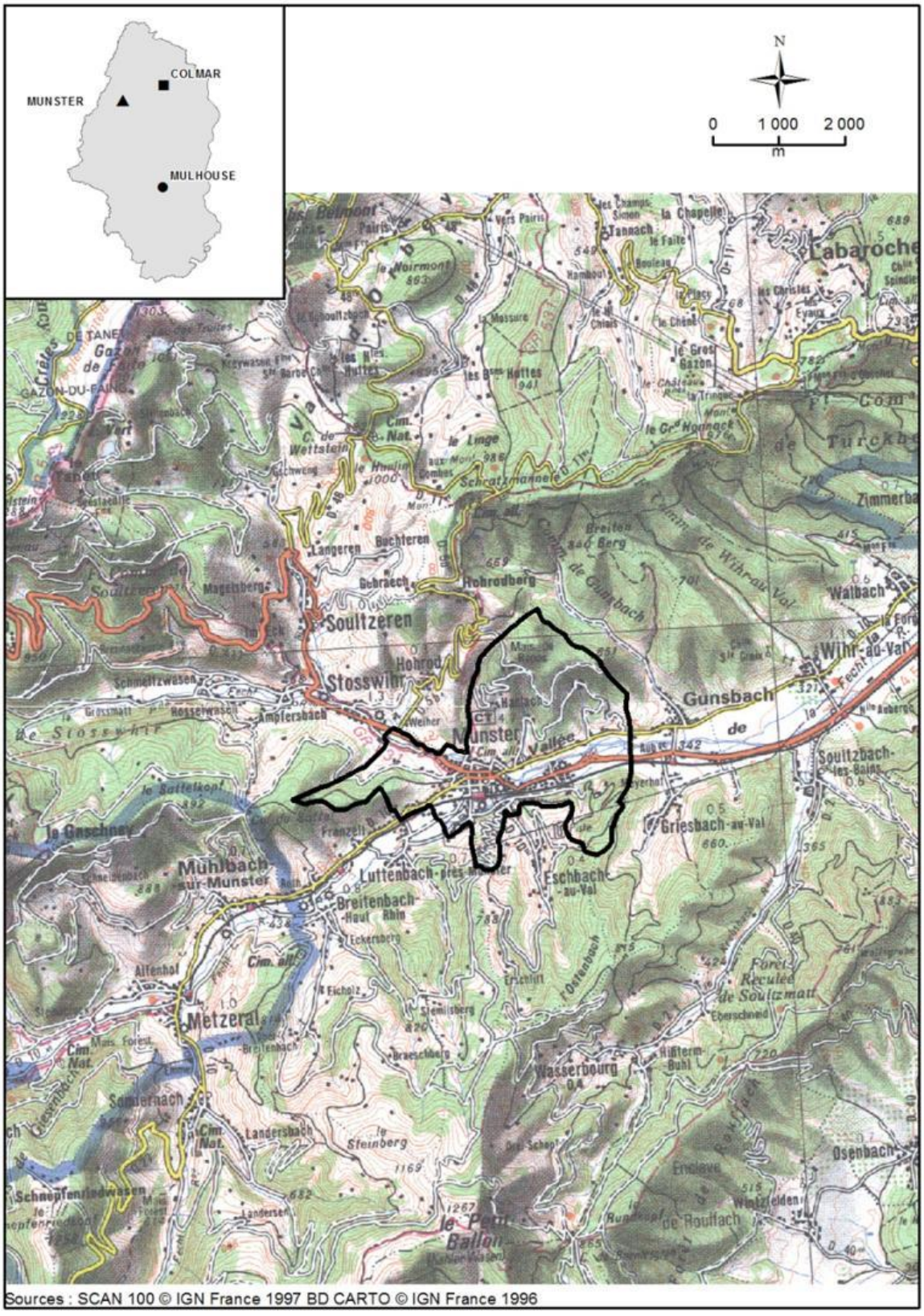
6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

1ère partie
Analyse de la situation générale de la commune

MUNSTER dans son contexte territorial



Cadrage territorial

Au plan administratif, MUNSTER appartient à l'arrondissement de Colmar-Ribeauvillé et au canton de Wintzenheim. En outre, la ville représente le pôle urbain de la Communauté de Communes de la Vallée de Munster qui regroupe 16 communes. Son territoire est également inscrit au sein des périmètres :

- du Schéma de Cohérence Territoriale Colmar-Rhin-Vosges ;
- du Grand Pays de Colmar ;
- du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges.

Le ban communal, d'une surface de 864 ha, occupe le cœur de la vallée de la Fecht, à la confluence de la Grande Vallée et de la Petite Vallée, en un lieu d'une grande qualité paysagère et environnementale. Ce site emblématique confère à la ville, dans son écrin montagnard, toute sa force et son ampleur.

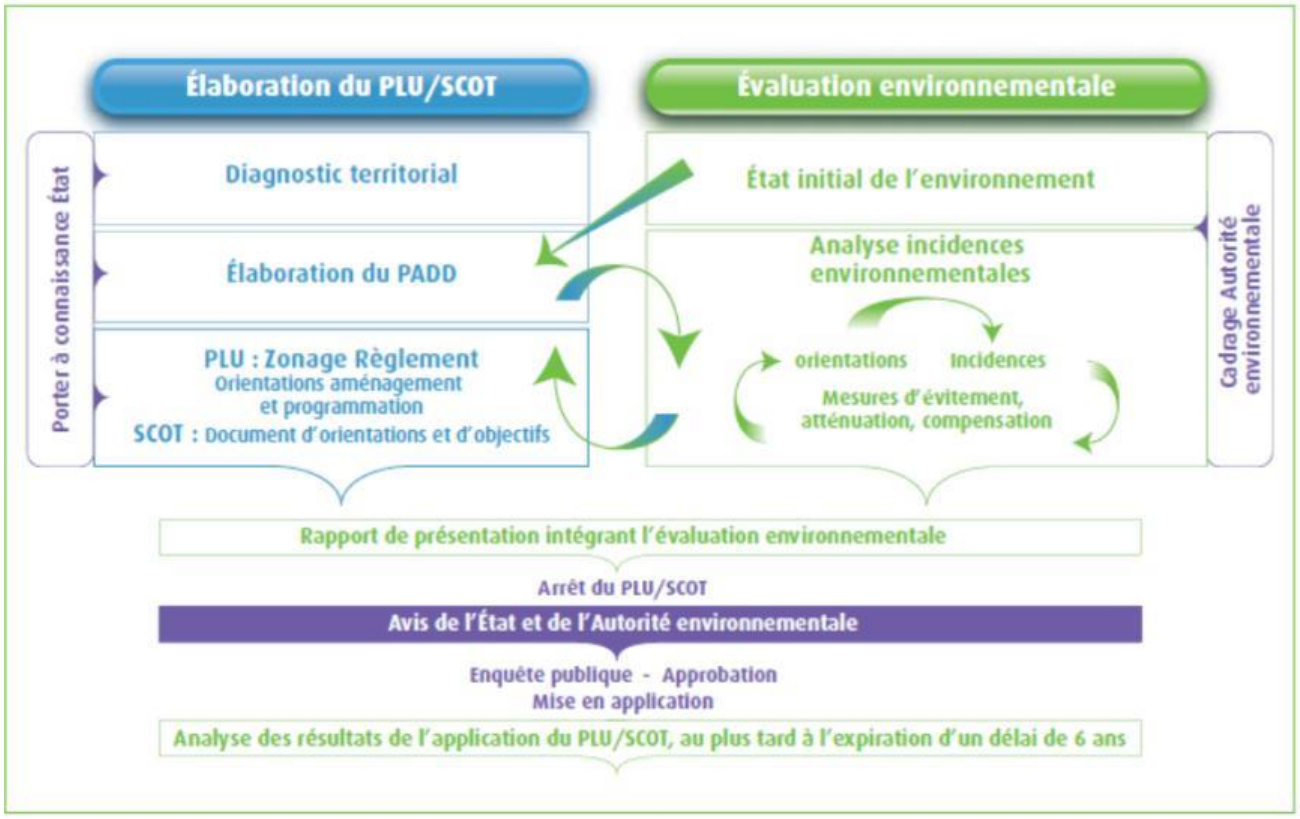
La commune, avec son réseau d'équipements, de services et de commerces qui s'est renforcé récemment, joue véritablement le rôle de ville-centre, de « ville à la montagne », animant pleinement l'ensemble du territoire de la vallée. La fonction touristique, déjà présente au 19ème siècle, n'a fait que se consolider au fil du temps pour devenir un véritable moteur économique pour la Ville et toute la Vallée.

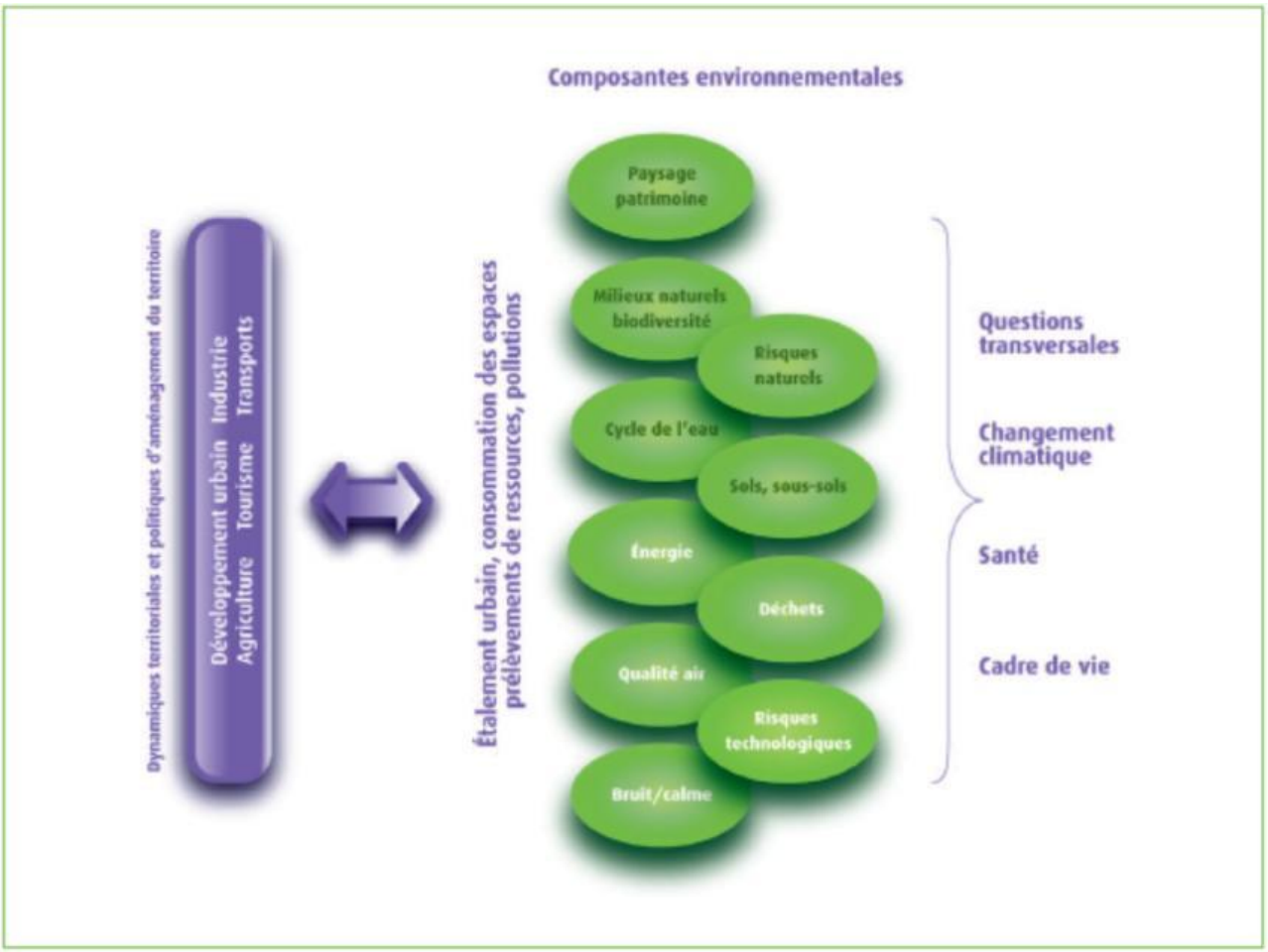
La 1ère guerre mondiale a affecté gravement la cité qui a néanmoins conservé une part de son patrimoine architectural et urbain remarquable qui reflète une histoire mouvementée et un passé d'une grande richesse. Malgré ses nombreux atouts, la ville subit un déclin démographique ces dernières années avec une population municipale qui atteint 4560 habitants au recensement de 2016.

La cité a été façonnée et marquée profondément par l'activité industrielle dont les traces subsistent sous forme de friches présentes en cœur de ville. Un des enjeux majeurs de l'élaboration du P.L.U. consiste à réussir la reconversion de ces sites dans la perspective, notamment, d'un nouvel essor démographique et d'une attractivité consolidée.

Le P.L.U. se doit également d'apporter des réponses locales en termes de biodiversité, de continuités écologiques, de préservation des paysages, de protection du patrimoine et de prise en compte des risques naturels.

1.
Etat initial du site, de l'environnement et du paysage


Élaboration du PLU/SCOT
Évaluation environnementale
Porter à connaissance État
Diagnostic territorial
Élaboration du PADD
PLU : Zonage Règlement
Orientations aménagement et programmation
SCOT : Document d'orientations et d'objectifs
État initial de l'environnement
Analyse incidences environnementales
orientations
incidences
Mesures d'évitement, atténuation, compensation
Cadrage Autorité environnementale
Rapport de présentation intégrant l'évaluation environnementale
Arrêt du PLU/SCOT
Avis de l'État et de l'Autorité environnementale
Enquête publique - Approbation
Mise en application
Analyse des résultats de l'application du PLU/SCOT, au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans


Composantes environnementales
Dynamiques territoriales et politiques d'aménagement du territoire
Développement urbain Industrie
Agriculture Tourisme Transports
Étalement urbain, consommation des espaces
prélèvements de ressources, pollutions
Paysage patrimoine
Milieux naturels biodiversité
Risques naturels
Cycle de l'eau
Sols, sous-sols
Énergie
Déchets
Qualité air
Risques technologiques
Bruit/calme
Questions transversales
Changement climatique
Santé
Cadre de vie

1. Le cadre réglementaire

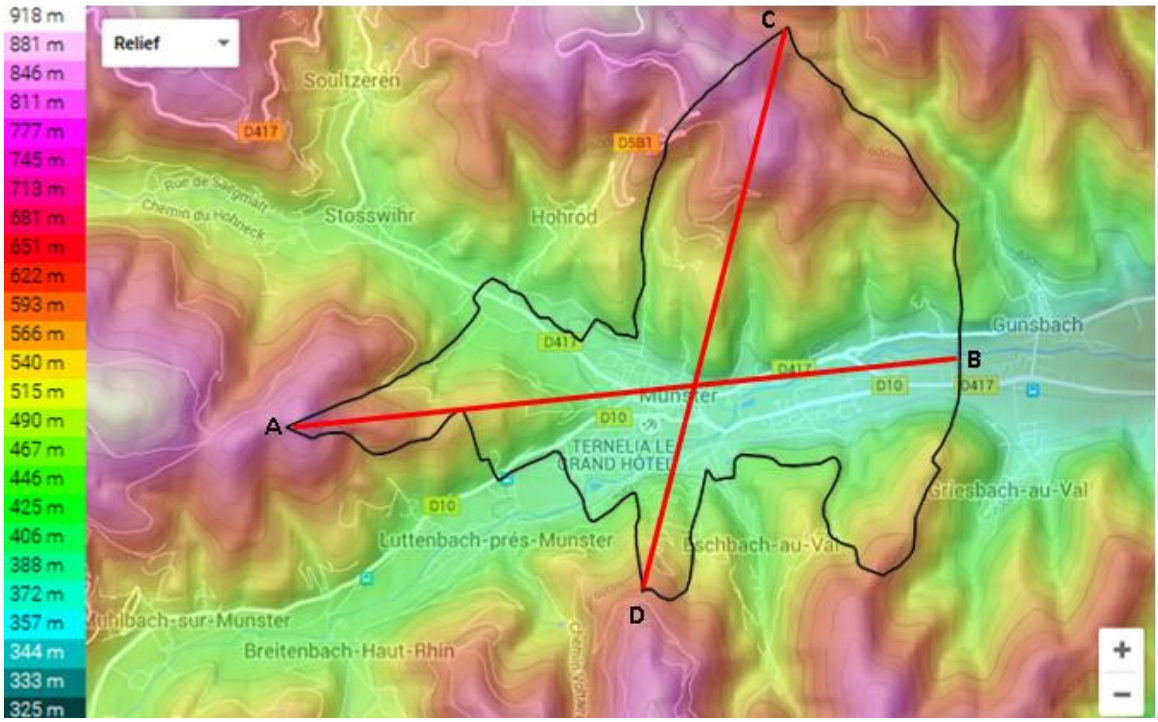
L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme s'intègre dans un cadre règlementaire qui a évolué au fil du temps.
La Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) de 2000 intègre les bases de l'évaluation des projets d'urbanisme au regard de l'environnement. Postérieurement à cela, la Directive européenne de juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, a introduit l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.
« Le Grenelle de l'environnement, et tout particulièrement la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, introduit des évolutions importantes dans le code de l'urbanisme, notamment en ce qui concerne les SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) et les PLU. Ainsi, la lutte contre le changement climatique, l'adaptation à ce changement, la maîtrise de l'énergie, la lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, la préservation de la biodiversité à travers la conservation et la restauration des continuités écologiques, deviennent des objectifs explicites des documents d'urbanisme.
L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme vise à placer l'environnement au cœur du processus de décision et d'aménagement. Elle vise une anticipation et une prévention des impacts du projet urbain sur les différentes rubriques environnementales, et vise à assurer une cohérence des choix. À l'échelle d'un PLU, l'évaluation environnementale s'intéresse à l'ensemble des potentialités ou décisions d'aménagement concernant le territoire, et donc à la somme de leurs incidences environnementales.
Pour remplir son rôle, l'évaluation environnementale doit être conduite conjointement à l'élaboration du document d'urbanisme, en accompagnant chaque étape de son élaboration. Elle doit être considérée comme un processus d'intégration de l'environnement qui vise à accompagner de manière proportionnée chaque niveau de décision ».
« Lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation ».
(Source : CGDD-SEEIDD, 2011)

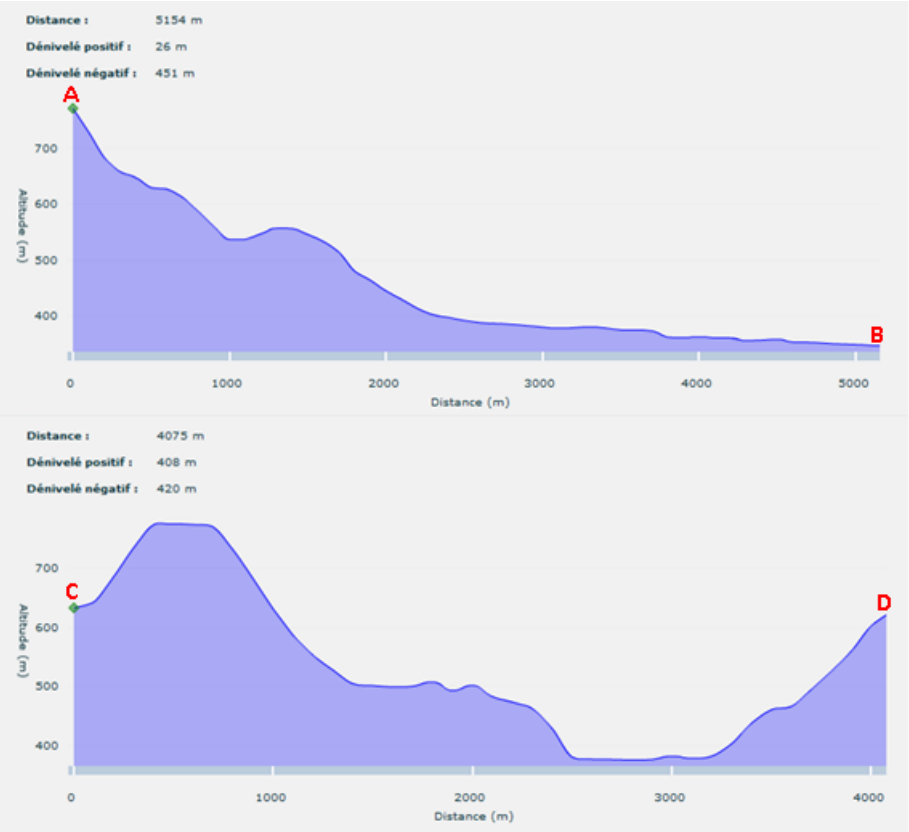
La réalisation d'une étude d'incidences au titre de Natura 2000 conditionne ainsi la réalisation de l'évaluation environnementale du document d'urbanisme.
Du fait de la présence de la Zone Spéciale de Conservation « Site à chauves-souris des Vosges haut-rhinoises » et de la Zone de Protection Spéciale « Hautes-Vosges, Haut-Rhin », le PLU de MUNSTER est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 et donc à évaluation environnementale.

2. Le milieu physique

2.1. La topographie

La commune de MUNSTER se situe au cœur du massif des Hautes-Vosges, à la convergence de la vallée de la Fecht et de la vallée de la Petite Fecht. MUNSTER présente ainsi une topographie très variée dont l'altitude est comprise entre 341 et 794 m environ.
Le bourg est localisé au pied de plusieurs monts dont le Frauenackerkopf et l'Heidenruckenkopf au nord-est, les versants du Dumbuhlkopf et du Solberg au sud et du Reichsackerkopf à l'ouest. Les pentes déclinent majoritairement du nord au sud pour le relief au nord du ban et du sud au nord pour les deux versants situés au sud. La déclinaison des pentes est plus complexe en ce qui concerne le Reichsackerkopf, qui varie d'ouest en est, selon un axe sud/nord dans un premier temps, puis un axe ouest/est dans sa partie la plus orientale. Le fond de vallée est quant à lui relativement plat et décline doucement entre les parties les plus en amont des vallées à l'ouest et la partie aval de la Fecht à l'est du ban.
Le réseau hydrographique superficiel est essentiellement marqué par la présence de la Fecht et de la Petite Fecht, qui traversent la commune globalement selon un axe ouest/est.



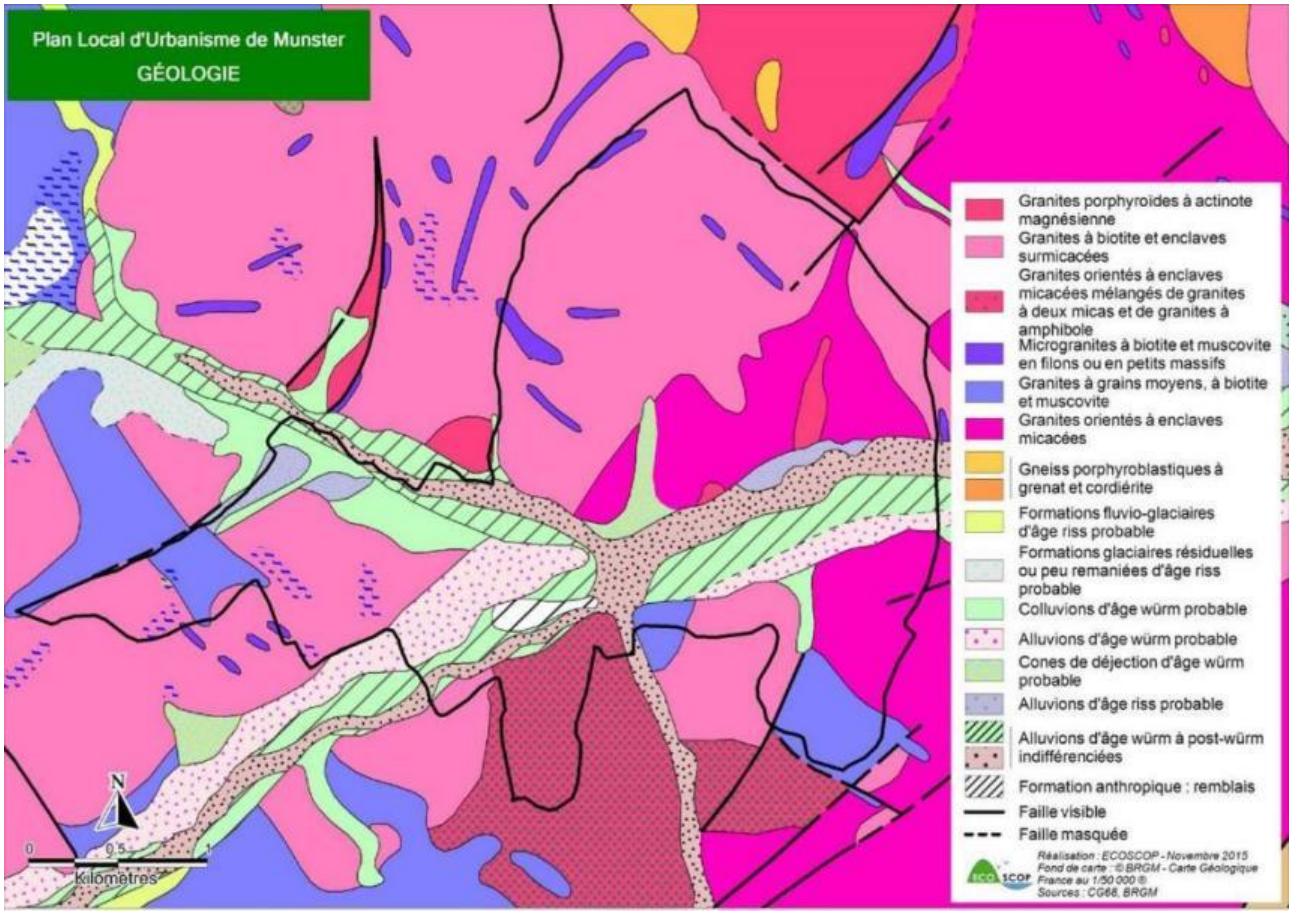


Profil topographique (valeurs du point le plus bas indiquées)

2.2. Géologie et pédologie

➢ Géologie

La vallée de la Fecht repose essentiellement sur les dépôts sédimentaires (sables, argiles, limons, cailloux, …) du tertiaire voire du quaternaire, arrangés de manière très complexe. Cette vallée, large à fond plat et située en pays granitique, a été fortement modelée par les glaciers quaternaires dans sa partie amont.
Les monts qui bordent le ban communal sont constitués de granites de différentes granulométries, avec minéraux silicatés. Ces granites couvrent les versants des monts qui représentent la majeure partie du ban communal en termes de surface.



Géologie simplifiée de la commune

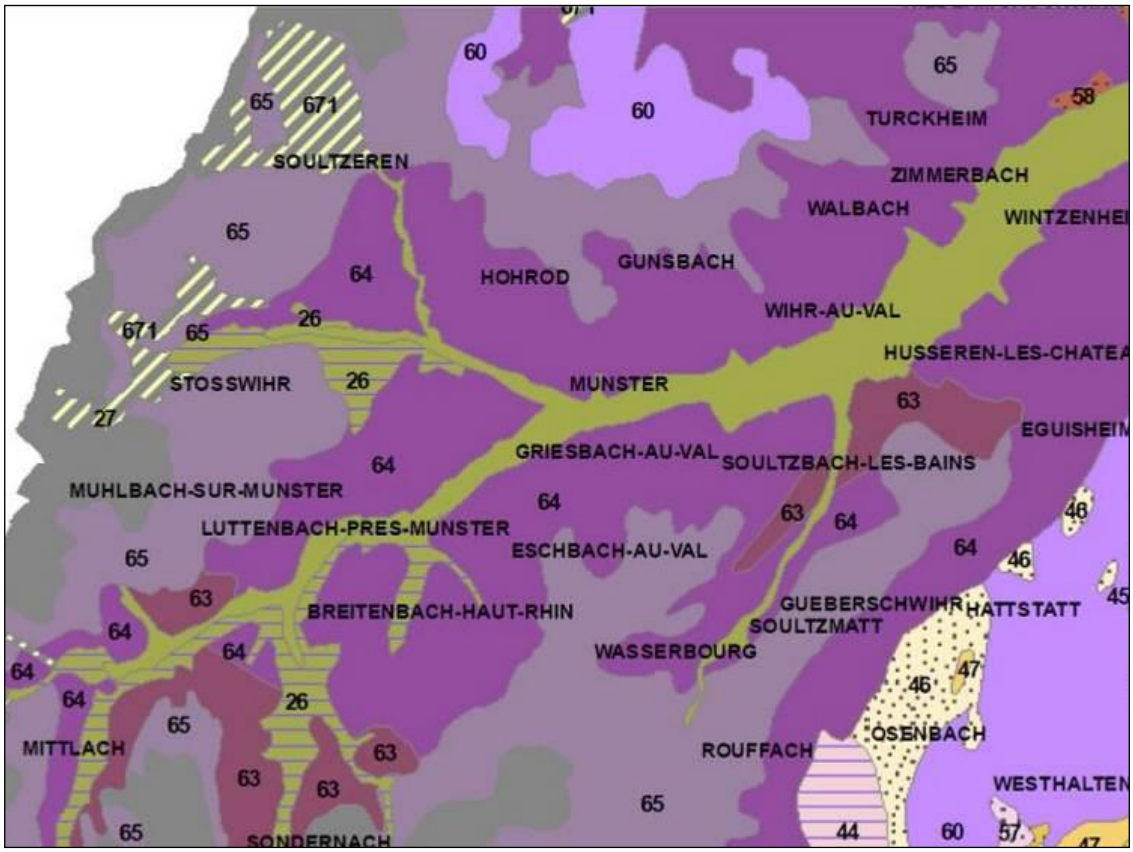
➢ Pédologie

Les différents types de sols présents sur le ban communal sont les suivants :

- Sols de texture, profondeur et hydromorphie variables, localement tourbeux, des alluvions récentes des rivières vosgiennes du sud et du centre. Ces sols sont localisés dans les vallées de la Fecht et de la Petite Fecht ;

- Sols bruns acides à podzoliques sur granites pauvres en fer. Ces sols sont représentés sur la grande majorité des versants des monts vosgiens du ban ;

- Sols bruns acides (localement podzoliques) sur schistes du dévonien, du Carbonifère et du Permien. Ce type de sol est situé aux alentours du sommet du Fraunackerkopf.



Pédologie de la commune

Vallée des rivières vosgiennes et du Jura

Sols de texture, profondeur et hydromorphie variables, localement tourbeux, des alluvions récentes des rivières vosgiennes du sud et du centre (27)

Massif Vosgien - Vosges du socle cristallin

Sols bruns acides à podzoliques sur granites pauvres en fer (64)

Massif Vosgien - Vosges du socle schisteux

Sols bruns acides (localement podzoliques) sur schites du Dévonien, du Carbonifère et du Permien (65)

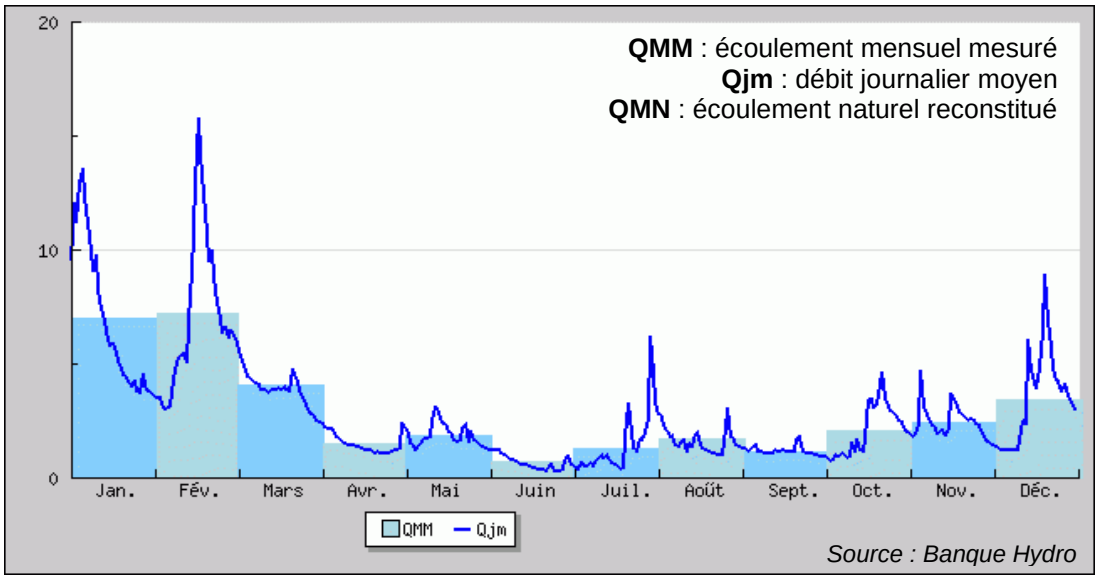
Source : ARAA, guide des sols d'Alsace, 1/250.000ème

2.3. Hydrographie

➢ Réseau hydrographique

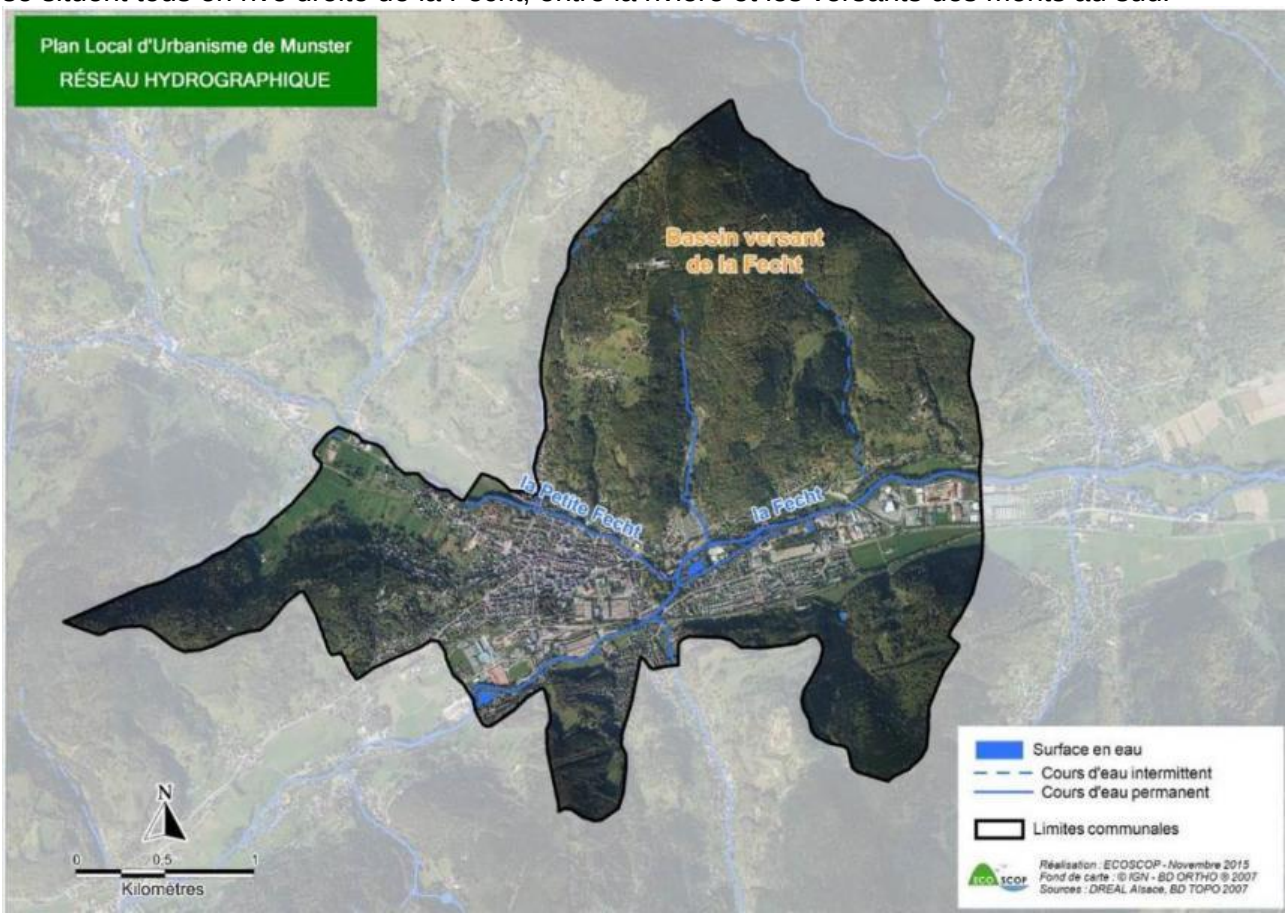
Le réseau hydrographique du territoire de MUNSTER est marqué par la présence de la Fecht et de son affluent la Petite Fecht, qui forment deux vallées distinctes.
La Fecht prend sa source sur le territoire de la commune de Metzeral dans le Massif Vosgien, à environ 5 km au sud-ouest de MUNSTER et à 1 km au nord du Schnepfenriedkopf. Parmi ses affluents les plus importants, on peut noter la Petite Fecht et la Weiss. La rivière se jette dans l'Ill sur le ban communal d'Illhaeusern, dans la plaine d'Alsace.
Une station de mesure des caractéristiques de la Fecht se situe à Wihr-au-Val, à 4 km environ en aval de MUNSTER. D'après les mesures de cette station, la Fecht, tout comme la Petite Fecht, présente des fluctuations saisonnières de débit bien marquées avec un débit mensuel assez haut entre décembre et avril inclus (hautes eaux d'hiver) et un débit assez faible en été (basses eaux d'été).

.



Débits journalier et mensuel moyen de la Fecht à Wihr-au-Val (en m³/s), mesurés en 2014

A la traversée de MUNSTER, les «deux Fecht» possèdent une ripisylve plus ou moins continue selon les secteurs. L'urbanisation jusqu'au bord des cours d'eau est l'un des principaux facteurs impliquant l'absence d'une ripisylve de qualité le long de ces cours d'eau.
La commune possède également 5 plans d'eau pour une superficie totale d'environ 1,15 ha, qui se situent tous en rive droite de la Fecht, entre la rivière et les versants des monts au sud.



Réseau hydrographique de la commune

➢ Outils de gestion

• Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE)

Le SDAGE est un outil de planification permettant la mise en application de la Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2003, ou Directive Cadre sur l'Eau (DCE), dont la transposition en droit français est la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006. Son objectif est de parvenir au « bon état » des masses d'eaux à l'horizon 2015 (qualité chimique et écologique) en fixant les orientations de la gestion de la ressource en eau : entretien et restauration des cours d'eau, maîtrise des inondations et des prélèvements, lutte contre les pollutions, protection de la santé, préservation des zones humides, du littoral et de la biodiversité, etc.
Les collectivités, les départements, les régions, l'État et ses établissements publics devront tenir compte de la référence que constitue le SDAGE pour tout projet lié à la ressource en eau. Il s'impose aux décisions de l'État en matière de police des eaux, notamment des déclarations d'autorisations administratives (rejets, urbanisme, etc.) ; de même, il s'impose aux décisions des collectivités, établissements publics ou autres usagers en matière de programme pour l'eau. Le SCoT et le PLU doivent être compatibles avec le SDAGE (article L.122-1 du code de l'urbanisme).

• La commune de MUNSTER appartient au bassin Rhin-Meuse.

Le SDAGE Rhin-Meuse 2016-2021, approuvé le 30 novembre 2015 par arrêté du Préfet Coordinateur de bassin, fixe les grands enjeux d'une gestion de l'eau équilibrée : (*AERM, 2009*)

- Enjeu 1 : Prévenir plutôt que guérir ;
- Enjeu 2 : Le changement climatique, un enjeu d'anticipation ;
- Enjeu 3 : La place de l'eau dans l'aménagement du territoire ;
- Enjeu 4 : Renforcer la coopération entre les pays qui partagent l'eau du Rhin et de la Meuse ;
- Enjeu 5 : L'information et la participation du public et des acteurs : un enjeu à part entière ;
- Enjeu 6 : Retrouver les équilibres écologiques ;
- Enjeu 7 : Eliminer les substances dangereuses pour l'eau et l'environnement ;
- Enjeu 8 : Pollution diffuse : favoriser les pratiques compatibles avec la protection durable des ressources en eau et des milieux naturels aquatiques ;
- Enjeu 9 : Pollution urbaine : optimiser le rapport coût/efficacité et s'accorder sur des priorités dans une vision partagée entre les acteurs ;
- Enjeu 10 : Valider les bonnes solutions pour l'avenir ;
- Enjeu 11 : Economiser la ressource ;
- Enjeu 12 : Le prix de l'eau maîtrisé et des contributions plus équilibrées ;

• Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et contrat de milieu

Un SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est un outil de planification créé par la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, tout comme le SDAGE. Il planifie la gestion de la ressource en eau à un niveau local. Il est généralement à l'initiative de collectivités et d'acteurs de l'eau locaux. **MUNSTER fait partie du bassin versant de la Fecht, qui n'est actuellement intégrée à aucun SAGE.**

➢ Qualité des eaux superficielles et souterraines

• Les eaux superficielles

Pour les eaux de surface, le «bon état» se décline par un bon état chimique et bon état écologique. Dans la pratique, il vise globalement un fonctionnement équilibré des milieux aquatiques par rapport à leurs caractéristiques naturelles et avec un impact modéré des activités humaines. Afin d'évaluer la qualité des principaux cours d'eau, le SDAGE les a découpés en «masses d'eau SDAGE».
La commune est concernée par les masses d'eau superficielles **Fecht 2** et **Petite Fecht**.

Qualité des masses d'eau superficielles de la commune

Code	Nom	MEA/MEFM	Etat chimique en 2009	Etat écologique en 2009	Etat biologique en 2009	Etat physico-chimiques en 2009	Echéance d'atteinte du "Bon état"
FRCR85	Fecht 2	AERM	Bon	Moyen	Très bon	Moyen	2015
FRCR95	Petite Fecht	AERM	Mauvais	Moyen	ND	Moyen	2021

MEFM : Masse d'Eau Fortement Modifiée

		Etat des lieux 2013			
Code	**Nom**	**Etat chimique en 2013**	**Etat écologique en 2013**	**Etat biologique en 2013**	**Etat physico-chimique en 2013**
FRCR85	Fecht 2	ND	Moyen	Moyen	Bon
FRCR95	Petite Fecht	Bon	Bon	Bon	Bon

• Les eaux souterraines

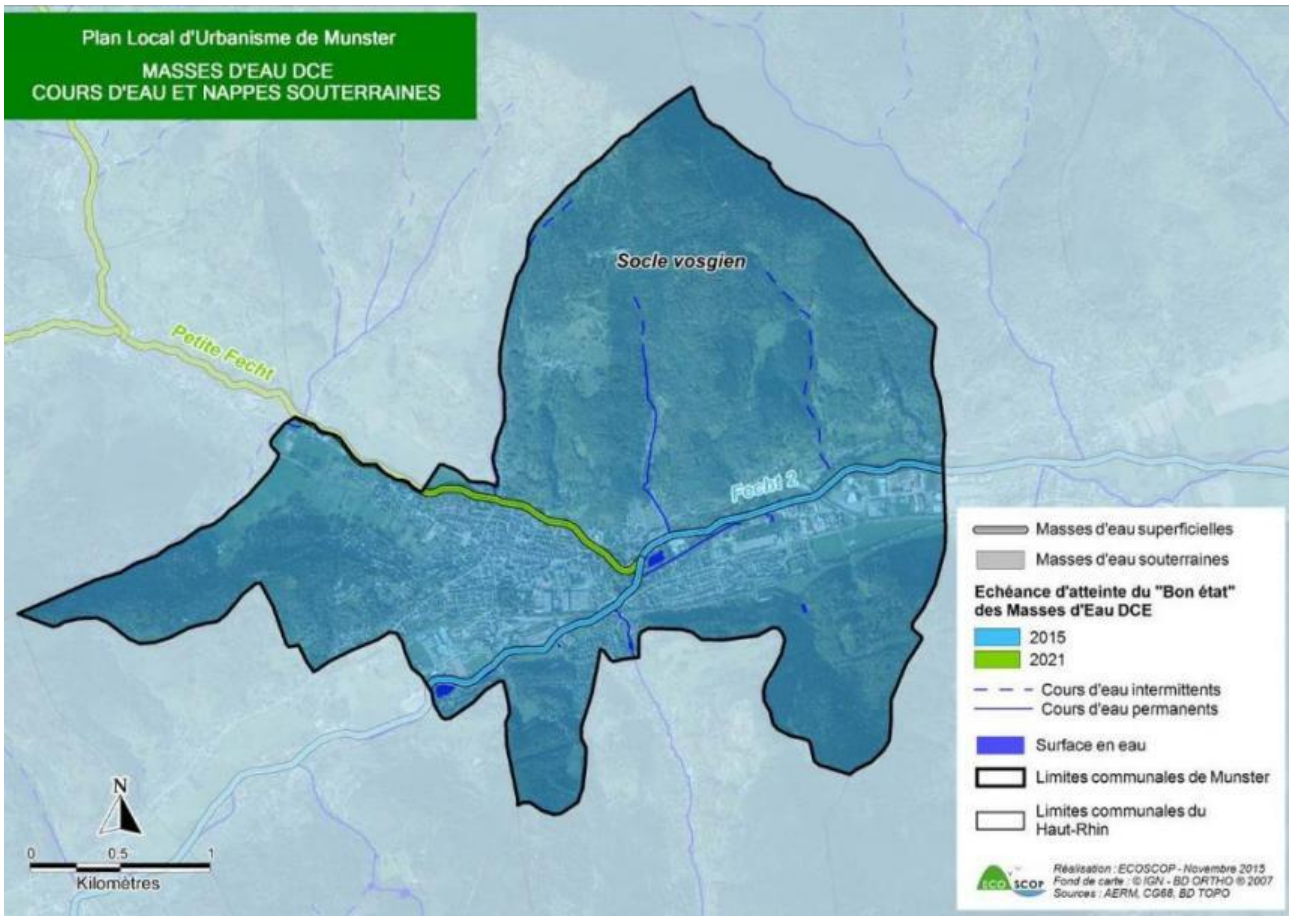
Pour les eaux souterraines, l'état qualitatif et quantitatif des masses d'eaux sont pris en compte.
Le ban communal de MUNSTER est concerné une masse d'eau souterraine : celle du **Socle Vosgien**.

Cette masse d'eau souterraine est de type « socle ». Malgré sa surface importante (3 095 km²) les réserves sont faibles, avec seulement 73 captages qui en dépendent. Comme les deux précédentes, cette nappe d'eau est une nappe libre. Cette masse d'eau comporte le socle granitique vosgien, les nappes alluviales incluses dans son périmètre, et une partie des marnes de l'oligocène du fossé rhénan. Certaines zones du champ de fracture des collines sous-vosgiennes, et des buttes-témoins de grès du trias inférieur sont également présentes.
Etat quantitatif : Le socle est aquifère dans les zones faillées ou altérées sous forme d'arène granitique dans lesquelles l'eau peut circuler. Ce sont surtout les résurgences très nombreuses mais au débit limité qui sont exploitées (presque 20 millions de m^3/an dont 17 millions pour l'alimentation en eau potable). Les piézomètres situés dans ces formations présentent généralement des périodes de hautes eaux et d'étiage décalées en raison du régime humide voire nival d'altitude.
Etat qualitatif : Cette masse d'eau ne présente pas de pollution notable.

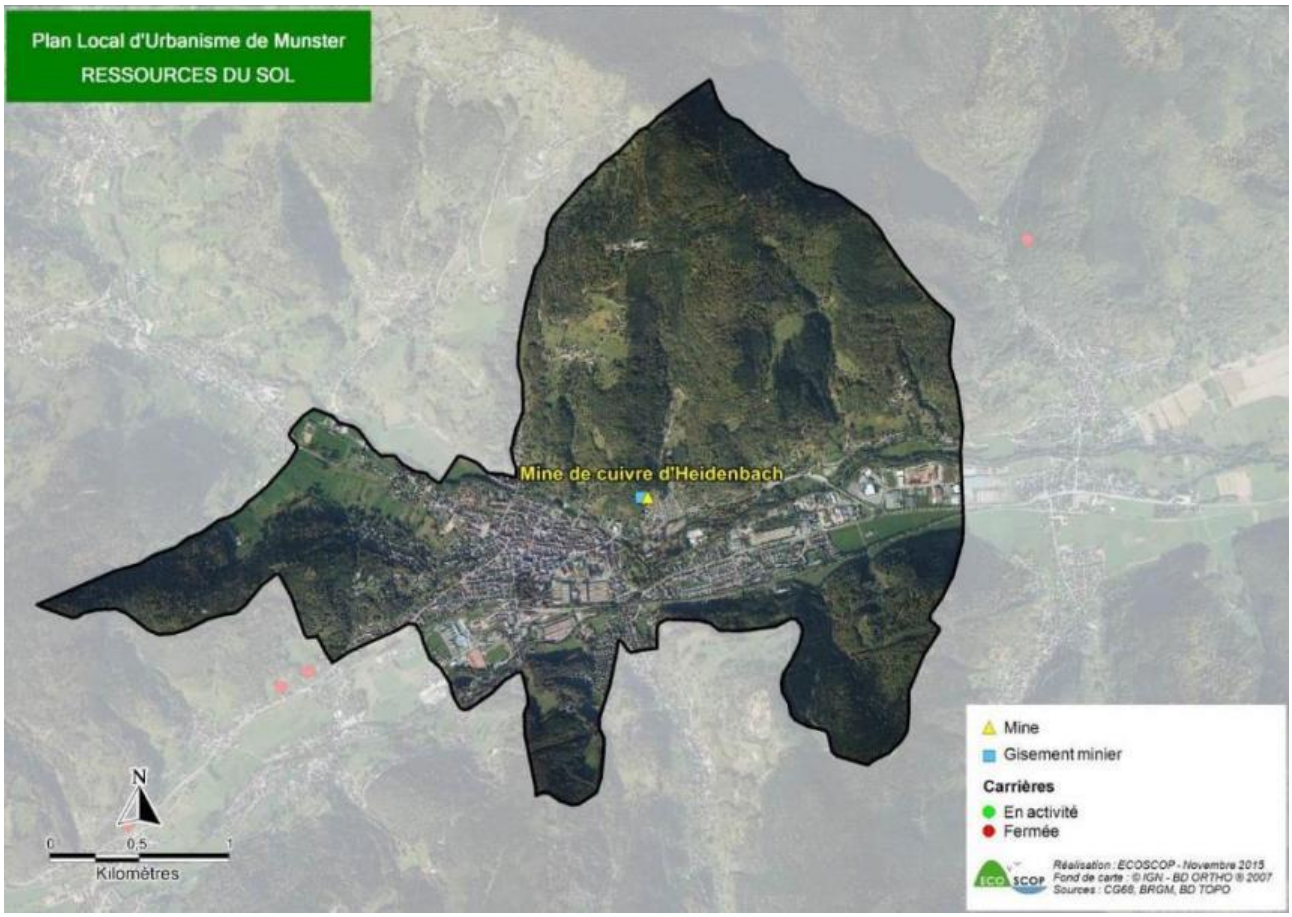
Qualité des masses d'eau souterraines de la commune

Code	Nom de la masse d'eau souterraine	SDAGE 2010-2015					Etat des lieux 2013 (base du SDAGE 2016-2021)	
		Etat qualitatif en 2009	Etat quantitatif en 2009	Echéance d'atteinte du "Bon état"	Paramètres motivant le report	Motivation des choix	Etat qualitatif en 2013	Etat quantitatif en 2013
FRCG 003	Socle vosgien	Bon	Bon	2015	-	-	Bon	Bon

(Source : AERM, 2013)



Echéance d'atteinte du « Bon état » des masses d'eau de la Directive Cadre sur l'Eau



Ressources du sol

2.4. Ressources du sol et sous-sol

(Source : materiaux.brgm.fr)

Une ancienne mine est recensée sur la commune. Il s'agit de la mine d'Heidenbach, localisée au centre du ban au nord de la ville, au lieu-dit du même nom. Le principal minerai extrait était le cuivre, présent sous forme de filons.

3. Milieu naturel

3.1. Périmètres d'inventaires et de protection du patrimoine remarquable

Plusieurs dispositifs permettent la reconnaissance et la protection des milieux naturels remarquables d'un territoire. On distingue ainsi :

- Les dispositifs de protection règlementaire : forêt de protection, réserve naturelle, arrêté préfectoral de protection du biotope, etc. Il s'agit de dispositifs règlementaires (inscrits dans le Code de l'Environnement), permettant une protection forte des milieux concernés.
- La maîtrise foncière : elle permet à l'acquéreur de disposer de tous les droits liés à la propriété et vise le plus souvent une acquisition de terrains à fort intérêt écologique afin de les préserver (exemple des espaces naturels sensibles des Conseils Généraux).
- Le réseau Natura 2000 : il a pour objectif de «développer un réseau écologique européen de sites destiné à préserver à long terme la biodiversité sur l'ensemble du territoire de l'Union Européenne en assurant le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire».
- Les autres dispositifs contractuels : dispositif volontaire par contractualisation (exemple des Mesures Agro-Environnementales), contrat de gestion avec un gestionnaire d'espaces naturels (par exemple le Conservatoire Régional des Espaces Naturels, ou dans le cadre de Natura 2000).
- Les dispositifs d'inventaires : ces dispositifs permettent de mettre en évidence les espaces les plus intéressants au regard de leur biodiversité sans toutefois leur conférer un quelconque statut de protection. Il s'agit essentiellement des ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique).

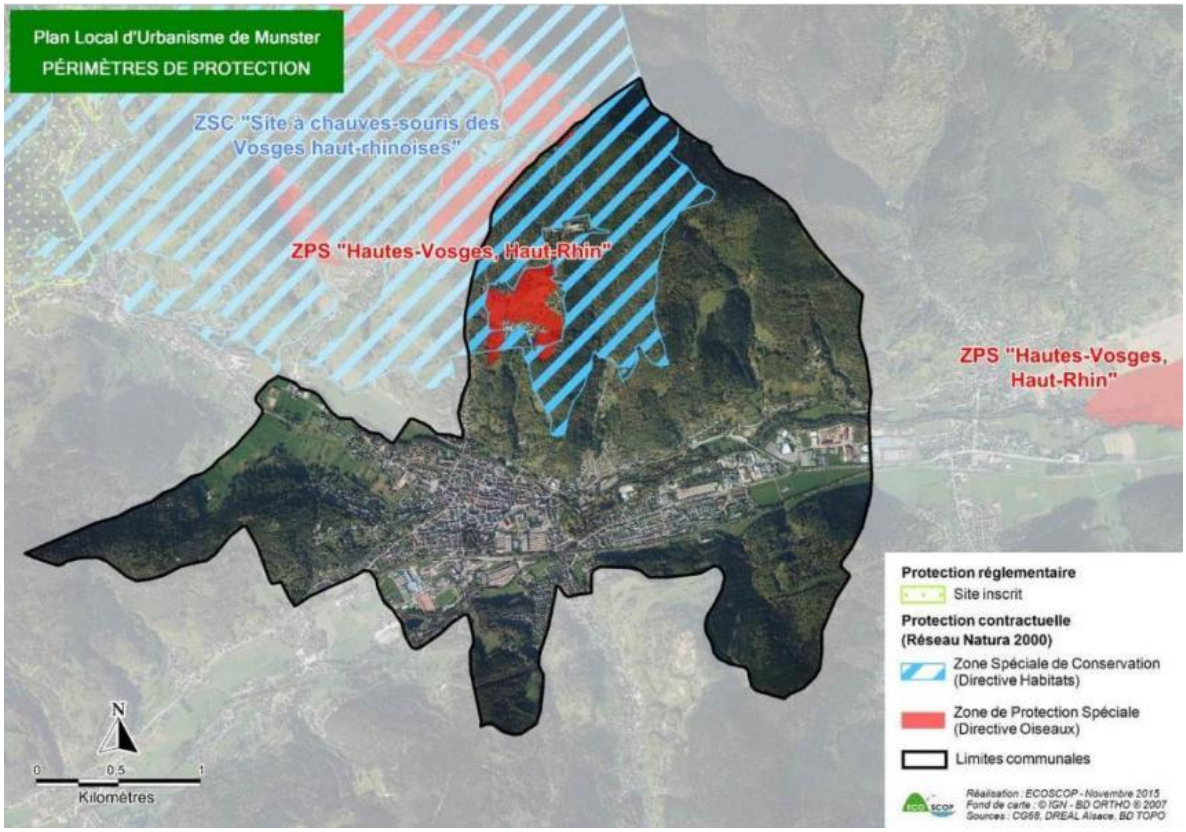
Le ban communal de MUNSTER comprend sur son territoire 2 sites Natura 2000, à savoir la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Hautes-Vosges, Haut-Rhin » et la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Sites à chauves-souris des Hautes-Vosges haut-rhinoises ». Une Zone Humide Remarquable du Haut-Rhin est également présente sur le territoire.

Périmètres d'inventaire et de protection du patrimoine naturel remarquable sur le ban communal

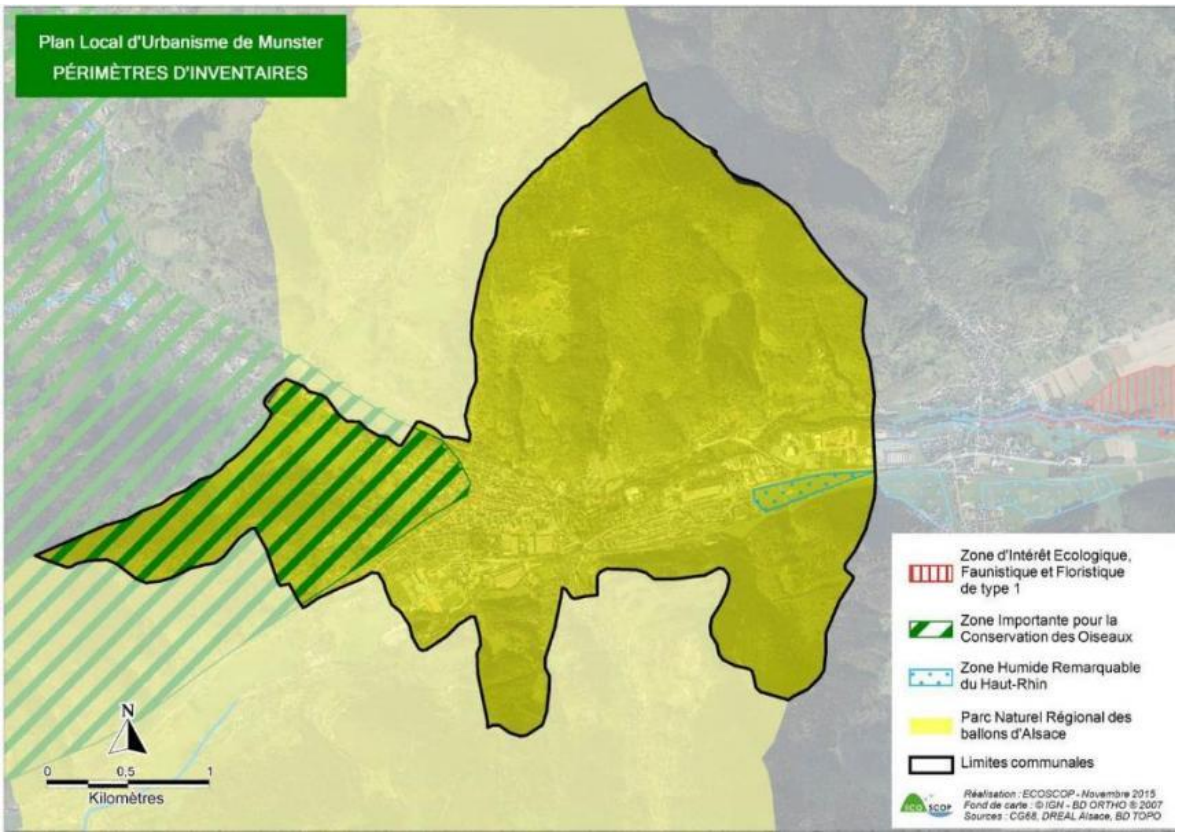
Type de zonage	Identifiant	Intitulé	Date du dernier arrêté	Communes concernées	Superficie	Distance par rapport à la commune
Protection règlementaire						
Site inscrit	-	Massif du Schlucht-Hohneck	24/11/1972	Muhlbach-sur-Munster, Stosswihr, Soultzeren, Mittlach, …	15 645 ha	700 m
Protection contractuelle						

Type de zonage	Identifiant	Intitulé	Date du dernier arrêté	Communes concernées	Superficie	Distance par rapport à la commune
Site Natura 2000 de la Directive « Oiseaux » : Zone de Protection Spéciale (ZPS)	FR4211807	Hautes-Vosges, Haut-Rhin	06/01/2005	Munster, Hohrod, Orbey, Soultzeren, Stosswihr, …	23 680 ha	compris
Site Natura 2000 de la Directive « Habitat » : Zone Spéciale de Conservation (ZSC)	FR4202004	Site à chauves-souris des Hautes-Vosges haut-rhinoises	27/05/2009	Munster, Hohrod, Orbey, Soultzeren, Stosswihr, …	6 231 ha	compris

Type de zonage	Identifiant	Intitulé	Date du dernier arrêté	Communes concernées	Superficie	Distance par rapport à la commune
Inventaires et autres dispositifs						
Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1	420030078	Lit majeur de la Fecht et ses prairies, de Gunsbach à Turckheim	-	Gunsbach, Wihr-au-Val, Walbach, Wintzenheim, Turckheim	287 ha	700 m
Zone Humide Remarquable du Haut-Rhin	V25	Lit majeur de la Fecht entre Munster et Wihr-au-Val	-	Munster, Griesbach-au-Val, Gunsbach, Wihr-au-Val	62 ha	compris
	Vr3a	Fecht (vallée principale)	-	Walbach, Gunsbach, Wihr-au-Val, Zimmerbach, Wintzenheim, …	6 ha	500 m
Parc Naturel Régional (PNR)	FR8000006	PNR des Ballons des Vosges	02/05/2012	Munster, Hohrod, Eschbach-au-Val, Luttenbach-près-Munster, …	264 049 ha	compris



Périmètres de protection des milieux naturels



Périmètres d'inventaires des milieux naturels

➢ **Le réseau Natura 2000** *(Source : MNHN)*

Le territoire de MUNSTER comprend 2 sites Natura 2000, à savoir la ZSC « Site à chauves-souris des Vosges haut-rhinoises » et la ZPS « Hautes-Vosges, Haut-Rhin » :

- La ZPS « Hautes Vosges, Haut-Rhin » (FR4211807), d'une superficie de 23 680 ha dont 16,4 ha sur MUNSTER, a été désignée le 06/01/2005. Elle concerne 69 communes. Le site abrite 10 espèces d'oiseaux nicheurs d'intérêt communautaire inscrites à l'annexe I de la Directive Oiseaux (cf. Tableau 4 ci-après). Le site est majoritairement couvert par la forêt. Le territoire présente des habitats diversifiés, dont des hêtraies-sapinières, des pessières naturelles, des chaumes, des tourbières, des falaises et éboulis rocheux. La conservation du site est primordiale, d'autant plus qu'il accueille des espèces extrêmement fragiles comme le Grand Tétras. La sauvegarde de ces espèces passe par l'application de mesures de gestion offrant des habitats de bonne qualité : quiétude des espèces, protection des falaises, maintien d'une agriculture extensive, régénération en forêt.

Le Document d'Objectif (DOCOB) a été approuvé par arrêté préfectoral le 22/12/2011. Les enjeux sont les suivants :

- Maintien et/ou amélioration de l'état de conservation en termes d'effectifs et de dynamique des populations d'espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire et de leurs habitats (milieu de vie et quiétude).
- Mise en cohérence des usages et des pratiques du territoire dans une démarche de concertation et dans le respect de la conservation du patrimoine ornithologique du site Natura 2000.
- Sensibilisation des élus, des gestionnaires, des différents usagers et du grand public.

Caractère général de la ZPS FR4211807

Classe d'habitats	**% de couverture**
Forêts (mixte, caducifoliées, artificielles en monoculture, résineux)	63 %
Pelouses alpines et sub-alpines	8 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	8 %
Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières	7 %
Prairies semi-naturelle humides, Prairies mésophiles améliorées	6 %
Rochers intérieurs, éboulis rocheux, Dunes intérieures, neige ou glace permanente	3 %
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	3 %
Eaux douces intérieures (eaux stagnantes ou eaux courantes)	2 %

Liste des espèces ayant mené à la désignation de la ZPS FR4211807

Nom commun	Nom scientifique	Fréquentation
Bondrée apivore	*Pernis apivorus*	Reproduction
Chevêchette d'Europe	*Glaucidium passerinum*	Sédentaire
Chouette de Tengmalm	*Aegolius funereus*	Sédentaire
Faucon pèlerin	*Falco peregrinus*	Sédentaire
Gélinotte des bois	*Bonasa bonasia*	Sédentaire
Grand Tétras	*Tetrao urogallus*	Sédentaire
Pic cendré	*PIcus canus*	Sédentaire
Pic mar	*Dendrocopos medius*	Sédentaire
Pic noir	*Dryocopus martius*	Sédentaire
Pie-grièche écorcheur	*Lanius collurio*	Reproduction

- La ZSC « Site à chauves-souris des Vosges haut-rhinoises » (FR4202004), d'une superficie de 6 231 ha dont 149 ha sur MUNSTER, et dont le dernier arrêté a été signé le 27/05/2009. Elle concerne 23 communes. Les Hautes-Vosges, montagnes granitiques de moyenne altitude, abritent en ensemble exceptionnel d'habitats naturels remarquablement bien conservés. Les forêts, qui montrent un fort degré de naturalité, sont composées pour l'essentiel de hêtraies-sapinières et de hêtraies d'altitude. Les érablaies d'éboulis et les pessières sur les blocs constituent les autres habitats forestiers de grand intérêt patrimonial. Les landes, qui résultent de pratiques agropastorales séculaires, recouvrent la plupart des crêtes. Elles couvrent également une bonne proportion des versants. Elles accueillent de nombreuses espèces animales et végétales.

Certains versants situés en dessous de 900 m, vallées et crêtes secondaires du Massif Vosgien abritent les gîtes de reproduction, de passage ou d'hivernage de deux espèces de chauves-souris d'importance communautaire, le Grand Murin et le Minioptère de Schreibers. Ces secteurs sont essentiels pour les espèces concernées en Alsace, puisqu'ils accueillent respectivement le tiers de la population du Grand Murin et la totalité de la population de Minioptère de Schreibers.
A noter également la présence d'un cours d'eau abritant l'écrevisse à pattes blanches. Les surfaces retenues abritent divers habitats naturels d'intérêt communautaire. Parmi eux, les hêtraies sapinières et prairies montagnardes sont particulièrement développées. On notera le développement de diverses formations forestières de ravins et des groupements végétaux d'éboulis et de rochers.

Le Document d'Objectif (DOCOB) a été approuvé par arrêté préfectoral le 15/07/2013. Les enjeux écologiques sont les suivants :

- Garantir la quiétude des gîtes à chauves-souris ;
- Améliorer la qualité d'accueil des gîtes à chauve-souris ;
- Améliorer la qualité des habitats forestiers d'espèces d'intérêt communautaire ;
- Conserver un espace rural diversifié riche avec prairies, buissons et arbres ;
- Assurer une veille environnementale ;
- Assurer un observatoire des espèces et des habitats d'intérêt communautaire ;
- Sensibiliser et informer le public.

Liste des habitats ayant mené à la désignation de la ZSC FR4202004

Habitat	Couverture	Superficie (ha)	Représentativité	Conservation
3150 – *Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition*	1 %	62,31	Non significative	-
3260 – *Rivières des étages planitiaires à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion*	1 %	62,31	Non significative	
4030 – *Landes sèches européennes*	11 %	685, 41	Significative	Bonne
6210 – *Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)*	1 %	62,31	Significative	Bonne
6230 – *Formations herbeuses et faciès d'embuissonnement sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)**	1 %	62,31	Non significative	
6410 – *Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)*	1 %	62,31	Non significative	
6430 – *Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin*	1 %	62,31	Significative	Bonne
6510 – *Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)*	1 %	62,31	Significative	Bonne
6520 – *Prairies de fauche de montagne*	8 %	498,48	Significative	Bonne
8110 – *Eboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (Androsacetalia alpinae et Galeopsietalia ladani)*	1 %	62,31	Significative	Bonne
8220 – *Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique*	1 %	62,31	Significative	Bonne
8230 – *Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion*	1 %	62,31	Significative	Bonne
91E0 – *Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) **	1 %	62,31	Significative	Moyenne/Réduite

Habitat	Couverture	Superficie (ha)	Représentativité	Conservation
9110 – *Hêtraie du Luzulo-Fagetum*	18 %	1 121,58	Significative	Bonne
9130 – *Hêtraie de l'Asperulo-Fagetum*	13 %	810,03	Significative	Bonne
9150 – *Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion*	1 %	62,31	Non significative	-
9160 – *Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli*	3 %	186,93	Significative	Moyenne/Réduite
9170 – *Chênaies-charmaies du Galion-Carpinetum*	4 %	249,24	Significative	Moyenne/Réduite
9180 – *Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion* *	3 %	186,93	Significative	Bonne

*** Habitat prioritaire**

Liste des espèces ayant mené à la désignation de la ZSC FR4202004

Nom commun	Nom scientifique	Fréquentation
Ecrevisse à pattes blanches	*Austropotamobius pallipes*	Sédentaire
Grand Murin	*Myotis myotis*	Migratrice (reproduction et hivernage)
Lynx boréal	*Lynx lynx*	Sédentaire
Minioptère de Schreibers	*Miniopterus schreibersii*	Migratrice (concentration)

3.2. Milieux naturels et semi-naturels

➢ Cours d'eau et plans d'eau

Ces milieux sont intéressants car ils offrent un habitat à une faune et une flore particulière (poissons, oiseaux, amphibiens, insectes, végétation, etc.).
Si l'artificialisation des rivières a pu se révéler bénéfique en termes de protection des biens et des personnes, elle a entraîné une grave détérioration de la qualité intrinsèque du milieu aquatique, surtout au passage des zones urbaines. Le milieu fluvial physique est, en effet, le garant de sa qualité biologique. Les berges figées et les fonds banalisés sont responsables d'une perte de diversité, tant animale que végétale.

De même, les ripisylves, formations végétales linéaires, sont indicatrices de la patrimonialité des cours d'eau qu'elles longent. En effet, elles jouent notamment un rôle dans la préservation de la diversité faunistique, en favorisant les déplacements de la faune, et le maintien des berges.
La rivière de la Fecht ainsi que son affluent la Petite Fecht sont des cours d'eau à régime torrentiel, alimentés par les précipitations récoltées sur les versants vosgiens et soumis à des crues hivernales et à des étiages automnaux. Ces deux cours d'eau serpentent à travers leur vallée respective pour se rejoindre au centre de la ville de MUNSTER. Ils sont plus ou moins artificialisés selon les secteurs et quelques aménagements jalonnent leur parcours sur le ban communal.
Ainsi, la ripisylve de la Fecht et de son affluent la Petite Fecht est plus ou moins développée sur le linéaire traversant le ban communal, notamment à la traversée de la partie urbanisée. Quelques petits affluents à régime torrentiel alimentent également les deux cours d'eau principaux, en provenance des versants des monts vosgiens (ruisseau d'Eschbach-au-Val notamment).
Ces cours d'eau sont d'intérêt pour des espèces d'eau vive comme le Cincle plongeur et la Bergeronnette des ruisseaux. A noter qu'une espèce considérée comme invasive, la Renouée du japon, a été observée le long de certains tronçons de la Fecht ainsi que la Balsamine, même dans le parc du Dubach.. Elles constituent un facteur de la dégradation du milieu.

5 plans d'eau sont présents sur la commune, situés en rive droite de la Fecht, dont le plan d'eau du Parc de la Fecht. Ces plans d'eau couvrent une surface totale d'environ 1,15 ha. Il s'agit en majorité de plans d'eau artificialisés.



Confluence de la Fecht (à gauche) et de la Petite Fecht (à droite) au centre-ville de Munster

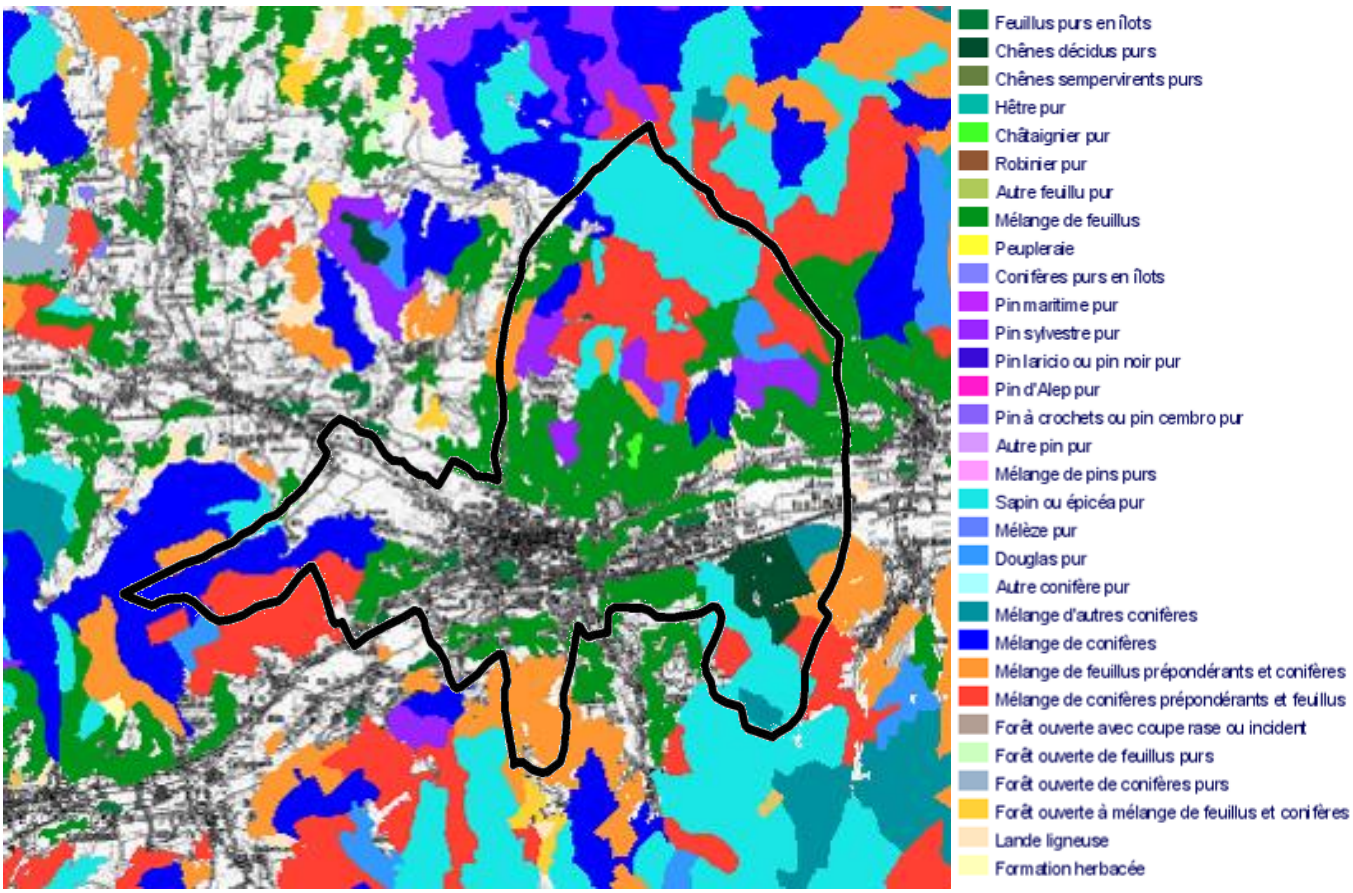


Petite Fecht au Nord de Munster avec une ripisylve maigre en rive gauche et des enrochements importants en rive droite

➢ Espaces boisés

• Les forêts

Plus de la moitié de la commune est couverte par des milieux forestiers (plus de 490 ha, soit 56,3 % du ban). Ce milieu correspond majoritairement aux versants de monts vosgiens au nord, au sud et à l'ouest du ban.
Dans la partie nord du ban, le milieu forestier est essentiellement composé de monocultures de sapins ou pins (Epicéas purs, Pins sylvestre purs, Douglas purs), de mélanges de feuillus, de mélanges de conifères et de feuillus, de mélange de conifères. Les essences des boisements à l'ouest sont majoritairement représentées par des mélanges de conifères et de feuillus. Les forêts des versants au sud du ban sont essentiellement composées de monocultures d'Epicéas, de Chênes décidus et de mélanges de feuillus et de conifères. (cf ci-après).



Formations végétales des milieux forestiers

Les plantations de conifères sont principalement constituées de boisements dont l'intérêt écologique est limité avec une diversité faunistique et floristique réduite. Sur les milieux de pente et bas de pente, les peuplements de feuillus sont majoritaires. Au contraire des pessières, ces espaces boisés accueillent des espèces qui, sans être exceptionnellement remarquables, présentent un intérêt certain. Ils constituent notamment un refuge pour de nombreux oiseaux (Pics noir et mar, etc.) et mammifères (Blaireau, Martre, Ecureuil, chauves-souris, etc.).

- **Les lisières**

Les lisières forestières constituent la limite entre deux milieux : l'un forestier et l'autre plus ouvert. Ce sont des écotones soumis à des conditions climatiques et écologiques propres. Ce sont donc des éléments écologiques et paysagers d'intérêt, liés aux réservoirs de biodiversité que sont les boisements. Ils servent notamment de corridors écologiques pour plusieurs groupes d'espèces comme les reptiles, les insectes et les mammifères.
Les lisières présentes sur le territoire de MUNSTER sont en général nettes et ne présentent pas un écotone très diversifié et stratifié. Elles sont situées en limite des prairies et des vergers. Elles sont donc généralement entretenues régulièrement dans le but de limiter l'expansion des boisements dans les espaces utilisés.

- **Les haies**

Au sein des espaces périurbains et agricoles, les haies constituent des refuges pour la faune (surtout les oiseaux et les petits mammifères), des milieux relais et des corridors verts, jouant ainsi un rôle essentiel pour le maintien de la biodiversité et le fonctionnement écologique local. Parmi les espèces qui exploitent ces milieux, on trouvera notamment des oiseaux comme le Bruant jaune, le Gobemouche gris, etc.
A MUNSTER, les haies sont peu nombreuses du fait de la part importante du territoire occupée par les boisements ou l'urbain. La majorité des alignements d'arbres correspond à des vergers.
A noter sur le territoire les ripisylves de la Fecht et de la Petite Fecht, plus ou moins denses et continues selon les tronçons et leur localisation au sein de la trame urbanisée.

- **Les vergers**

Les vergers sont l'héritage des paysages péri-villageois traditionnels. En effet, ils étaient historiquement en périphérie et/ou imbriqués aux villages et marquaient la transition avec les zones cultivées ou boisées. Ces milieux subissent des pressions fortes dues à l'urbanisation. Ils sont éliminés progressivement, à mesure de l'étalement urbain.
Ce sont des milieux pouvant abriter une flore et une faune relativement riches, notamment lorsqu'ils sont gérés de manière extensive. Leur valeur écologique tient en grande partie à l'âge souvent important de certains arbres. Ils sont l'habitat d'une avifaune originale et menacée : Pie-grièche écorcheur, Rouge-queue à front blanc, Moineau friquet, etc. Ce sont aussi des éléments de la beauté des paysages ruraux.
Les vergers se composent d'essences comme le Noyer, le Cerisier, le Poirier et le Pommier.
Ils ne représentent qu'une infime proportion de la surface totale du ban communal (0,2 %) pour une surface de 1,4 ha. Très peu nombreux et de développement très limité, ils sont essentiellement localisés sous forme de quelques alignements dans les prairies de pâture ou de fauche à l'Ouest de la commune.



Verger extensif à l'ouest du ban communal (vallée de la Petite Fecht)

- **Prairies et pâtures**

Les prairies sont des milieux herbacés mis en valeur par les pratiques agricoles et pastorales (fauche ou pâturage). Leur composition et leur structure résultent de plusieurs facteurs : composition du sol, degré d'hydromorphie, altitude, type d'exploitation, intensification et fertilisation. Elles représentent un peu plus de la moitié du ban communal (13 % pour 114,2 ha) et certaines prairies et pâtures sont à caractère humide (abords de la Fecht à l'aval de MUNSTER et de la Petite Fecht en amont de la ville). L'intérêt écologique de ces milieux est surtout fonction du type de gestion mis en place. En effet, plus la fauche ou le pâturage est intensif, moins la diversité floristique pourra s'exprimer. Les milieux qui résultent de ces pratiques sont alors plus ou moins banalisés.

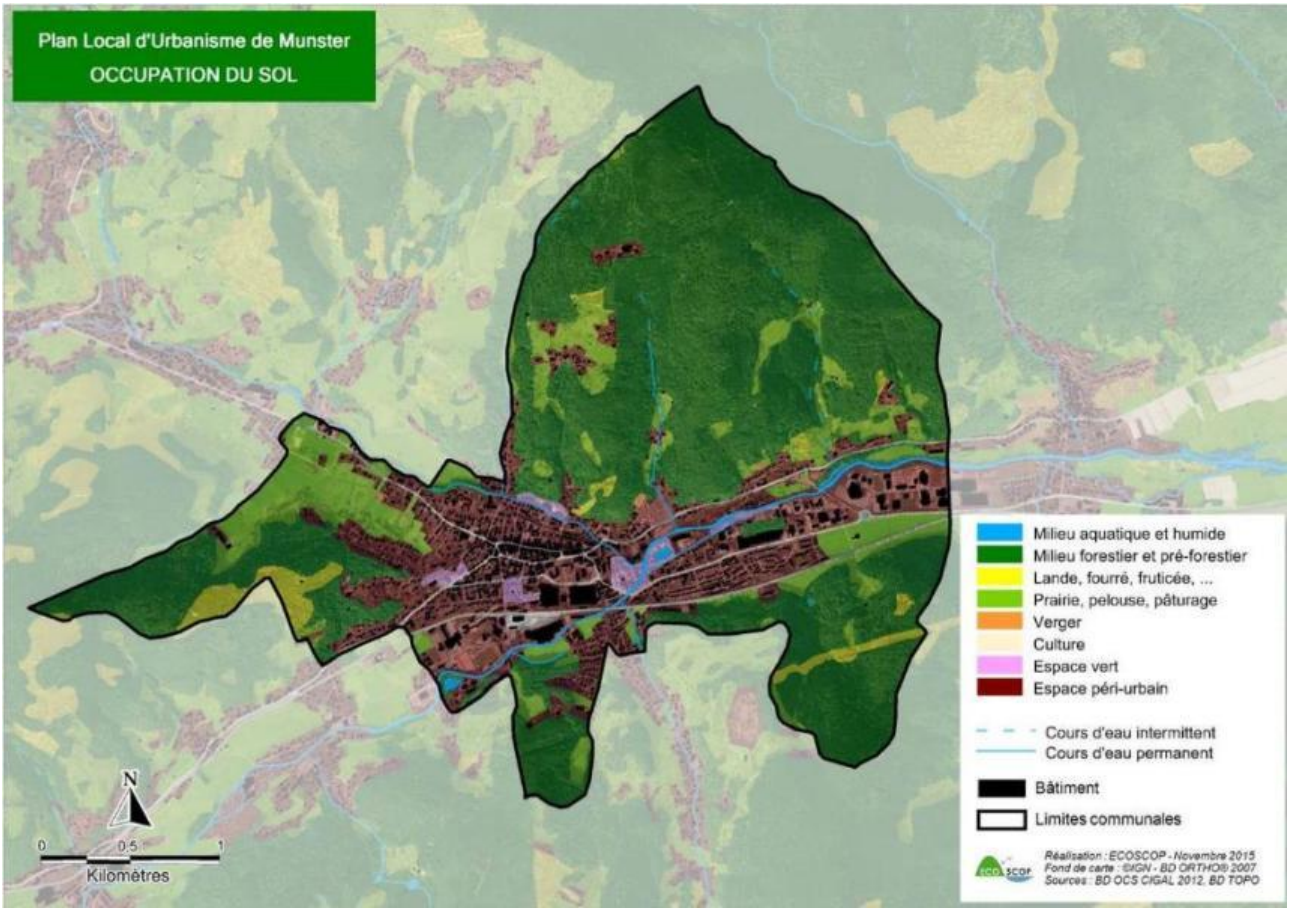


Prairie de pâture de pente en limite du périmètre du ban communal de Munster, au bord de la route

Sur le ban communal, les prairies de fauche sont essentiellement localisées en fond de vallée, alors que les versants pentus sont plutôt utilisés pour le pâturage.
Les prairies accueillent une faune caractéristique des milieux ouverts (Argus frêle, Petite Tortue, etc.). Accompagnées de structures arborées (arbres isolés, vergers, haies), ces prairies constituent des terrains de chasse pour de nombreuses espèces d'oiseaux (Pie-grièche écorcheur et Pouillot véloce entre autres). Elles accueillent également plusieurs espèces d'orthoptères et de papillons diurnes.

- **Landes, fourrés et fruticées**

Les landes, fourrés et fruticées sont des milieux intermédiaires (écotones) entre milieu forestier et milieu ouvert prairial. Ils résultent majoritairement de la fermeture des milieux suite à l'abandon des pratiques de gestion sur les prairies.
Ces milieux constituent des espaces naturels diversifiés qui participent à l'expression de la biodiversité. Ils jouent localement un rôle important pour les petites populations animales, notamment les insectes comme les abeilles sauvages, syrphes, orthoptères ou papillons. Les mammifères (campagnols, mulots), oiseaux (Pie-grièche écorcheur, Fauvette grisette, etc.) et reptiles (Lézard des murailles, Orvet fragile) peuvent également y trouver des ressources abondantes de nourriture.
Environ 2,5 % du territoire de MUNSTER est constitué de friches, soit 22 ha. Elles sont adossées ou comprises au sein des forêts de versant. Sont inclus également les friches se développant sur la servitude de la ligne HT (rajeunissement constant).



Milieux naturels

Répartition des principaux milieux naturels

Types de milieux	Superficie	Part de la commune
Milieu forestier et pré-forestier	494,7 ha	56,3 %
Espace péri-urbain	212 ha	24,1 %
Prairie (fauche ou pâture)	114,2 ha	13 %
Lande, fourré, fruticée	22 ha	2,5 %
Espace vert	10,7 ha	1,2 %
Milieu aquatique et humide	7,1 ha	0,8 %
Verger traditionnel	1,4 ha	0,2 %

3.3. Espèces remarquables

Si on fait la synthèse d'espèces recensées sur la commune, on dénombre plus de 308 taxons connus sur le ban communal, dont 68 espèces sont protégées (environ 90 % d'oiseaux) et 34 espèces sont menacées (environ 65 % d'oiseaux, 18 % d'insectes et 12 % de plantes).

Le caractère remarquable des espèces retenues ici est basé sur leurs statuts de protection au niveau européen (Directive Habitat-Faune-Flore et Directive Oiseaux), national et régional, et sur les listes rouges nationale et régionale. Ces dernières n'ont aucune valeur réglementaire mais doivent être considérées comme des outils afin d'évaluer la sensibilité des espèces à l'échelle du territoire.

Cet inventaire ne se veut pas exhaustif puisqu'il dépend bien évidemment de la pression d'observation par les naturalistes.
La flore patrimoniale est composée de 4 espèces qui fréquentent des habitats différents :

- L'Aconit napel, espèce de milieu humide ;
- La Gagée des prés préférant pelouses et les rocailles ;
- La Gagée des champs, messicole des cultures extensives ;
- La Digitale à grandes fleurs, rencontrée à l'étage montagnard dans les prairies, les bois clairs et au bord des chemins.

Pour la faune, la richesse patrimoniale du territoire est essentiellement associée à l'avifaune. Les espèces les plus menacées sont inféodées aux milieux forestiers (versants montagnards du ban communal) et semi-ouverts (dans la vallée à l'ouest et à l'est et sur le versant du Frauenackerkopf et de l'Heidenruckenkopf). Les forêts de versant, qui recouvrent la majorité de la commune, hébergent également des espèces listées à l'annexe I de la Directive Oiseaux, comme le Pic noir et le Pic mar.

Une espèce d'insecte très menacée est également présente sur le territoire de la commune : le Caloptène ochracé, classé en danger d'extinction à la liste rouge des orthoptères d'Alsace. Cette espèce est attachée aux milieux ouverts chauds et secs.
Le cortège recensé pour les mammifères et les reptiles est relativement commun et sans enjeu particulier. A noter qu'aucun amphibien n'a été relevé sur le ban mais que quelques espèces de ce groupe, tout du moins les plus communes, sont certainement présentes sur les abords des plans d'eau.

Synthèse de la connaissance naturaliste (données postérieures à 1990)

Groupe d'espèces	Nombre d'espèces connues	Dont nombre d'espèces protégées	Dont nombre d'espèces menacées
Flore	187	1	4
Oiseaux	79	61	22
Mammifères	11	2	-
Reptiles	4	4	2
Insectes	27	-	6
TOTAL	**308**	**68**	**34**

3.4. Zones humides

La prise en compte des zones humides constitue aujourd'hui un enjeu majeur. Les **zones humides** sont considérées comme des milieux particulièrement sensibles et menacés, notamment au sens de la LEMA (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, 2006).

Définition : *« on entend par zone humide, les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* » (Art. L.211-1 du Code de l'Environnement).
Il s'agit d'espaces qui cumulent des intérêts plurifonctionnels en termes d'équilibre des bassins versants (soutien à l'étiage, atténuation des niveaux de crues), de qualité de l'eau (rôle de filtre) et de richesse biologique (forte biodiversité). Ces secteurs assurent aussi des fonctions récréatives et paysagères.

Le SDAGE du Bassin Rhin-Meuse fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici 2015. Une des orientations fondamentales est de concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques.
Le SDAGE préconise ainsi la préservation des zones humides, même ordinaires, qui présentent un intérêt essentiellement hydraulique et le cas échant, de veiller par des mesures compensatoires à préserver leur fonctionnalité :

- Dans les zones humides remarquables, les décisions administratives impactées par le présent SDAGE **interdiront toute action entraînant leur dégradation** sauf dans le cas d'aménagements ou de constructions majeur d'intérêt général, ou si le pétitionnaire démontre que son projet ne dégradera pas les fonctionnalités et la qualité environnementale de la zone humide concernée.
- Les décisions administratives devant être compatibles avec le présent SDAGE s'attacheront à préserver la fonctionnalité des zones humides ordinaires et **limiter au maximum les opérations entraînant leur dégradation.**

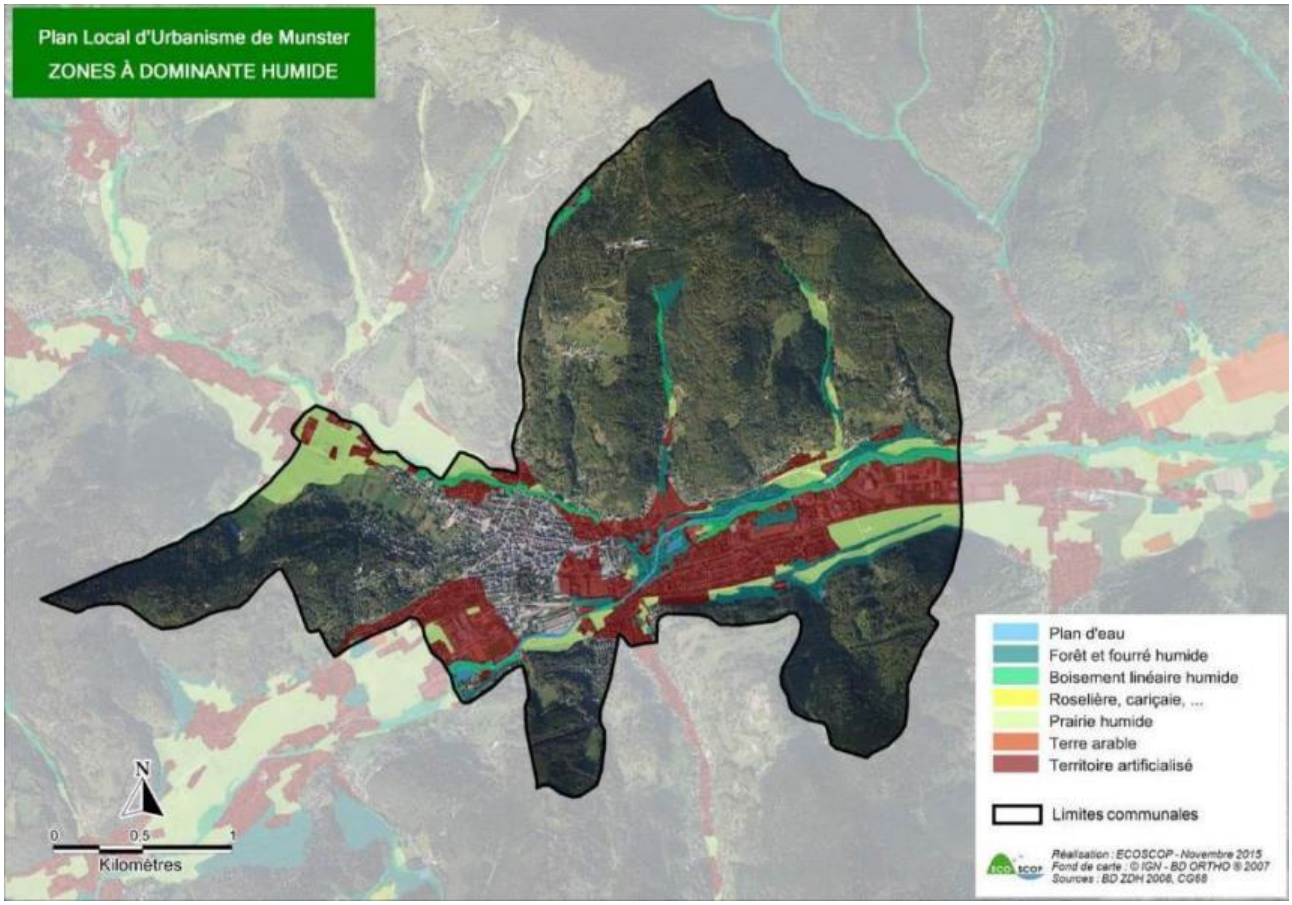


Par ailleurs, en vertu de l'obligation générale de respect de l'environnement prévue par le code de l'environnement et le code de l'urbanisme, et en particulier des obligations résultants de la reconnaissance de l'intérêt général attaché à la préservation et à la gestion durable des zones humides de l'article L.211-1-1 du code de l'environnement, les services de l'Etat s'assurent que les enjeux de préservation des zones humides sont pris en compte lors de l'élaboration des projets soumis à autorisation ou à déclaration.
La Base de données des Zones à Dominante Humide CIGAL (BdZDH-CIGAL, 2008) constitue une **cartographie d'alerte et de signalement des zones humides** en Alsace, devant servir d'appui à l'inventaire des zones humides tel que prévu dans le SDAGE.

Les zones humides de la commune couvrent 202,2 ha soit 23 % du ban. (cf. ci-après). Elles se répartissent essentiellement le long des vallées de la Fecht et de la Petite Fecht, comprenant une grande partie du bâti de MUNSTER.
Il s'agit principalement de territoires artificialisés (environ 110 ha), de prairies humides (49 ha) et de forêts et fourrés humides (environ 9 ha, dont les ripisylves des 2 cours d'eau du territoire).

Synthèse des zones humides répertoriées sur la commune

Type de milieu	Superficie (ha)	Part des zones humides	Part de la commune
Territoire artificialisé	109,4	54,1 %	12,4 %
Forêt et fourré humide	27	13,4 %	3,1 %
Boisement linéaire humide	15,7	7,8 %	1,8 %
Prairie humide	48,9	24,2 %	5,6 %
Plan d'eau	1,2	0,6 %	0,1 %
	202,2 ha		**23 %**



Zones à dominante humide

3.5. Réseau écologique

➢ Le cadre règlementaire

La Trame verte et bleue (TVB) analyse le fonctionnement des milieux naturels et leurs interactions réciproques. L'objectif est de maintenir et reconstituer un réseau d'échanges entre les espaces pour que les espèces animales et végétales puissent assurer leur cycle de vie. La Trame Verte et Bleue définit ainsi un réseau de continuités écologiques terrestres et aquatiques ; elle contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau.

Conformément au code de l'urbanisme, les PLU doivent déterminer les conditions permettant d'assurer la protection et la remise en bon état des continuités écologiques. La TVB doit s'affirmer comme un des volets du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable), en identifiant, au préalable et à leur échelle, les espaces constitutifs de la TVB.
La loi Grenelle II portant engagement national pour l'environnement, instaure la Trame Verte et Bleue comme un nouvel outil au service de l'aménagement durable des territoires.
Par ailleurs, le décret n° 2012-1492 (du 27/12/2012) relatif à la TVB instaure la mise en place d'un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) dans chaque région. Le SRCE vise :

- la cohérence à l'échelle régionale de la Trame Verte et Bleue,
- la définition de réservoirs et de corridors d'importance régionale,
- des objectifs de préservation ET de remise en bon état des continuités écologiques.

Le SRCE Alsace a été adopté par arrêté du préfet de Région le 22 décembre 2014.
Les SCoT doivent prendre en compte les SRCE (article L.131-1 du code de l'urbanisme). En l'absence de SCoT, les PLU doivent directement prendre en compte les SRCE. Depuis, le SRCE a été intégré au SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) le 22/11/2019.

➢ La Trame verte et bleue sur le territoire communal

Il s'agit de mettre en évidence le maillage écologique sur le territoire et de voir comment il s'inscrit dans une échelle plus large. La Trame verte et bleue se distingue à la fois par les milieux naturels, supports des continuités écologiques (sous-trames), et par les « composantes » de la TVB que sont les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques. Elle repose donc sur quatre axes complémentaires :

• Les sous-trames

Elles correspondent à l'ensemble des espaces constitués par un même type de milieu, que sont les milieux forestiers, les milieux prairiaux, les milieux humides (forestiers ou prairiaux), les milieux ouverts secs et, dans une moindre mesure, les milieux cultivés.
Les sous-trames représentent l'ensemble des milieux favorables aux espèces qui leur sont inféodés, pour assurer leur cycle de vie et leurs déplacements (notion de perméabilité de matrice), et sont identifiées à partir de l'occupation du sol sur le territoire.
Les réservoirs et les corridors s'inscrivent au sein des sous-trames. Même si des interdépendances fonctionnelles existent entre les différentes sous-trames, les espèces sont souvent inféodées à une sous-trame donnée.
Au regard des éléments qui constituent l'occupation du sol, 2 continuums écologiques peuvent être identifiés sur la commune de MUNSTER :

- La sous-trame des milieux forestiers, constituée des boisements continus des versants du Massif Vosgien, qui assurent des fonctions d'habitats majeurs pour de grandes familles faunistiques.

Les lisières jouent un rôle de corridor très important pour la faune : gîte pour de nombreux oiseaux, terrains de chasse pour les mammifères (Renard, chauves-souris, etc.), corridors pour les insectes (papillons, orthoptères, coléoptères, etc.). Leur qualité ainsi que la nature du milieu adjacent influent sur la diversité biologique de ces milieux. Les lisères de MUNSTER sont généralement sans milieu transitoire entre les milieux forestiers et les milieux ouverts et sont directement liées aux milieux ouverts (prairies) ou au milieu anthropique (jardins, bâti), ce qui diminue sensiblement leur qualité d'écotone.

- La sous-trame morcelée des milieux ouverts, relativement bien représentée sur la commune, composée du réseau de prairies et prés (et arbres fruitiers associés), principalement localisé le long des lisières forestières ou des habitations et en fond de vallée à l'ouest et à l'est du ban.
- La sous-trame des milieux aquatiques et humides, essentiellement représentée par la Fecht, ses affluents (Petite Fecht et ruisseaux provenant des versants du Massif Vosgien) et leur ripisylve ou milieux humides attenants respectifs.

- **Les réservoirs de biodiversité**

Les réservoirs de biodiversité sont définis comme les espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante. Ils abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces. Ils sont définis sur la base d'éléments écologiques patrimoniaux tels que les zones bénéficiant de protections et/ou d'inventaires (ZNIEFF, Zone Humide Remarquable, Espace Naturel Sensible, etc.).

- **Réservoirs d'importance régionale**

La commune de MUNSTER comprend un réservoir de biodiversité (RB) d'importance régionale au nord de son ban. Il s'agit des « Hautes Vosges haut-rhinoises » (RB 68). Ce réservoir, principalement composé de milieux forestiers et de prairies, est d'intérêt pour une trentaine d'espèces sensibles à la fragmentation comme le Grand Tétras, la Gélinotte des bois, la Chouette de Tengmalm, l'Azuré de la Sanguisorbe, l'Agrion à fer de lance, la Leucorrhine douteuse, la Coronelle lisse, le Chat sauvage, le Muscardin, etc.

- **Réservoirs d'intérêt local**

Les boisements de pente du Massif des Vosges, comprenant les versants au nord, au sud et à l'ouest du ban communal, constituent des réservoirs d'importance locale. Ils sont constitués des forêts de pente du Massif Vosgien et des prairies.

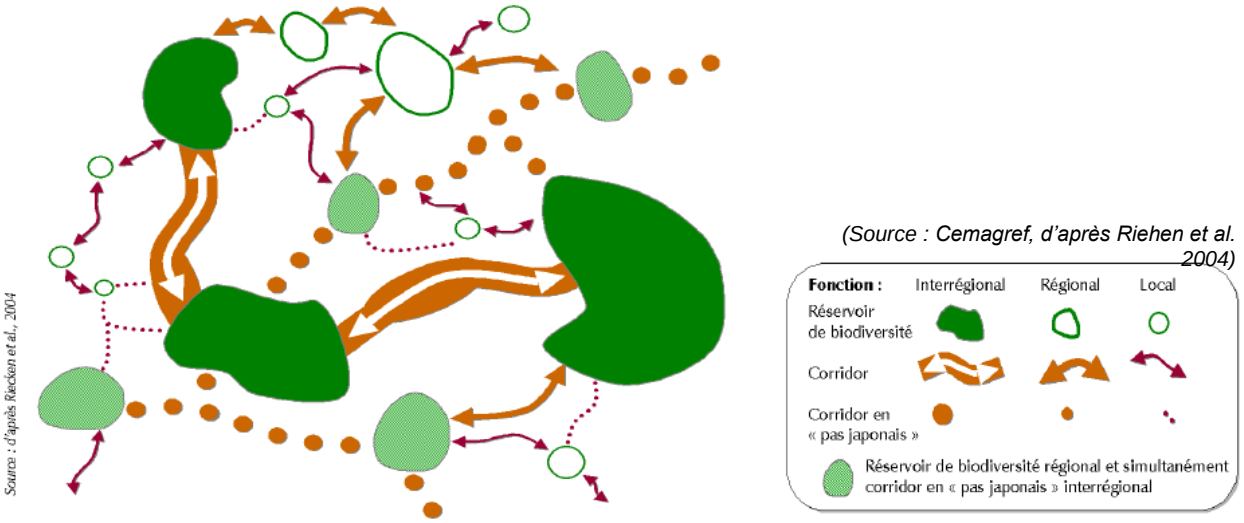
- **Les continuités écologiques**

Les corridors écologiques assurent la connexion entre les milieux favorables et les réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers. Ils sont conditionnés par le type d'habitats présents, par le relief, par les éléments naturels du paysage (structure paysagère, cours d'eau, etc.) et par les barrières aux déplacements.

Selon les échelles considérées, ces continuités se déclineront de façon différente, afin de répondre aux enjeux identifiés à chaque échelle de travail :

- Au niveau national : il s'agit d'identifier les grandes continuités entre principales entités naturelles (piémont de la montagne vosgienne), utilisée par la faune dans le cadre de migrations (avifaune) ou dans un contexte plus large de déplacement des espèces lié aux changements climatiques ;
- Au niveau régional : il s'agit de principes de connexion entre réservoirs de biodiversité d'importance régionale, garantissant une cohérence écologique à l'échelle de l'Alsace (identifiés notamment au travers du schéma régional de cohérence écologique) ;
- Au niveau local : il s'agit là de corridors identifiés de façon plus précise sur la base de l'occupation du sol (structure paysagère) et qui seront à définir dans le cadre de la planification locale du PLU (traduction dans le PADD).

Les continuités se dessinent en particulier sur les éléments fixes du paysage (ou infrastructures agro-écologiques IAE). Les corridors linéaires se déclinent à l'échelle locale par les cours d'eau et leurs ripisylves, les fossés, les alignements d'arbres (vergers ou autres), les réseaux de haies, les lisières forestières et les ourlets herbeux, les bandes enherbées, les bords de chemin, limites parcellaires et zones d'interface, etc.
Les structures-relais (éléments ponctuels) se déclinent par les bosquets, les zones de vergers, les prairies naturelles, les friches et délaissés, les jardins et espaces verts urbains, etc.



Les différentes échelles des réseaux écologiques

- **Continuités d'intérêt régional et supra-régional**

Un corridor d'importance régionale et supra-régionale traverse le fond de vallée du territoire de MUNSTER : la vallée de la Fecht (CN 13). Cette continuité liée à la présence du cours d'eau vosgien permet de faire le lien entre massif vosgien, piémont et plaine. Ce corridor est d'intérêt majeur pour les espèces inféodées aux cours d'eau et milieux alluviaux associés. La Fecht joue par ailleurs un rôle important pour la migration des poissons amphihalins.

- **Continuités d'intérêt local**

La Fecht, en amont de sa confluence avec la Petite Fecht, possède toutes les caractéristiques d'un corridor écologique de qualité moyenne, dont la ripisylve est plus ou moins continue et où les milieux humides attenants sont globalement anthropisés. L'affluent de la Fecht, issu de l'écoulement des eaux des flancs au sud du ban, est également considéré comme un corridor d'intérêt local. Enfin, un espace peu urbanisé à l'ouest du ban, essentiellement constitué de milieux ouverts et d'un réseau d'arbres, peut être considéré comme corridor d'intérêt local pour certains groupes d'espèces, puisqu'il comprend des milieux ouverts de bonne qualité et que seule la RD 417 y représente un obstacle au déplacement. Ce corridor permet la liaison entre les deux versants de la vallée de la Petite Fecht.

- **Les structures relais**

Quelques éléments naturels et milieux favorables présents sur le ban communal jouent un rôle de structure relais, favorable au déplacement de la faune, notamment en zone fortement urbanisée. Ces éléments sont essentiellement des parcs/jardins avec de nombreux arbres et des milieux en herbe. Ces structures sont favorables au déplacement des oiseaux, mammifères, reptiles, etc. Elles sont aussi bénéfiques pour ces mêmes groupes d'espèces en termes de ressources alimentaires, de refuges potentiels et pour certaines de sites de reproduction.

- **La fragmentation du territoire**

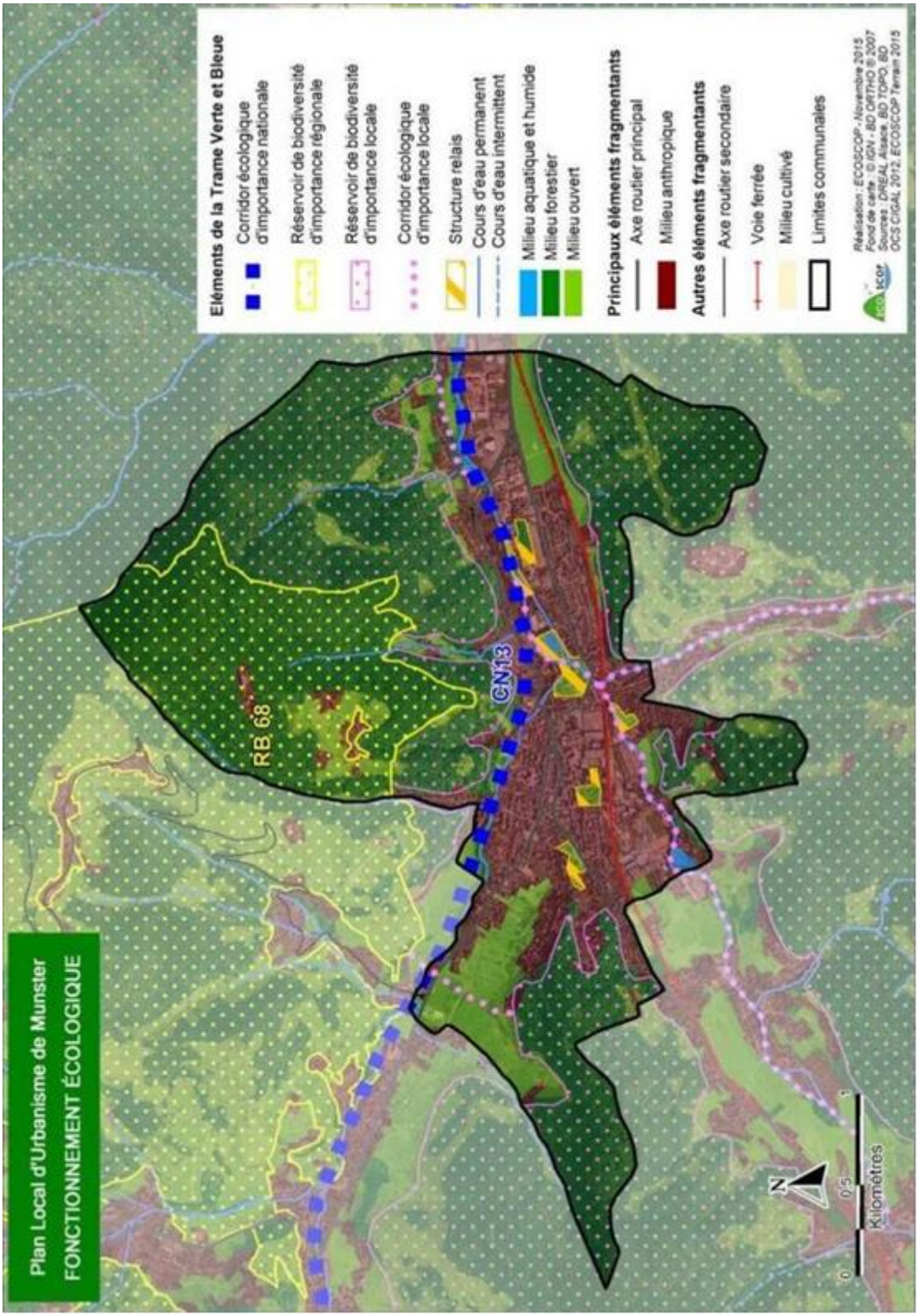
Associées aux structures, linéaires ou ponctuelles, qui limitent le déplacement des espèces, les ruptures de continuités écologiques peuvent être d'origine naturelle (falaises, pentes abruptes, notamment pour la petite faune) ou anthropique (tissu urbain, routes ou encore vastes ensembles agricoles intensifiés). Ces obstacles tendent à fragmenter et perturber les connexions entre les différentes populations.
Sur le territoire communal, la fragmentation des milieux se traduit par 3 types d'obstacles :

- le réseau routier : les routes départementales RD 417 et RD 10 notamment, qui traversent le ban communal selon un axe est/nord-ouest et est/sud-ouest respectivement. Ces routes ne représentent pas un obstacle infranchissable pour la faune ;
- le réseau ferré : la ligne Colmar-Munster-Metzeral, qui traverse la commune en suivant la vallée de la Fecht, ne représente pas un obstacle infranchissable au déplacement des espèces de part et d'autre de la voie ;
- la trame urbanisée de MUNSTER : assez dense et occupant la partie centrale du fond de vallée, elle s'avère assez peu perméable aux déplacements des espèces, malgré la présence de quelques structures relais.

- **Les enjeux en matière de TVB**

Au niveau régional, la commune de MUNSTER est inscrite au cœur du Massif Vosgien, qui inclut plusieurs vastes réservoirs de biodiversité (dont un d'importance régionale). La commune est également traversée par la vallée de la Fecht, corridor d'importance majeure, que ce soit pour la faune piscicole que pour la faune inféodée aux milieux alluviaux.
MUNSTER présente dans l'ensemble un fonctionnement écologique satisfaisant qu'il convient de préserver, notamment par la conservation de la Fecht et de ses milieux adjacents, ainsi que des réservoirs d'importance régionale et locale (forêts de pente).

Fonctionnement écologique à l'échelle de la commune



N.B. Cette cartographie synthétise l'ensemble des éléments constitutifs de la TVB. Il s'agit d'une carte de diagnostic se basant sur une expertise visuelle des éléments fixes du paysage observés sur le terrain, ainsi que sur les éléments règlementaires à prendre en compte. Elle précise l'ensemble des potentialités en termes de continuités écologiques.

4. Paysage et patrimoine bâti

4.1. Grandes structures paysagères et évolutions

Le paysage est le fruit d'une longue histoire entre un milieu physique et naturel (géologie, pédologie, végétation, etc.) et l'utilisation qui en est faite par les populations humaines. D'un point de vue paysager, la ville de MUNSTER est en position de confluence au cœur de la vallée.

La ville est située à la confluence du vallon de la Grande Fecht et de celui de la Petite Fecht qui descendent de la crête vosgienne et des hautes chaumes. Située à une altitude de 380 mètres, MUNSTER a choisi cette sitologie privilégiée pour son implantation, là où le fond de vallée commence à s'élargir.
La ville marque une rupture nette et parfaitement visible dans le paysage entre la haute et la basse vallée.

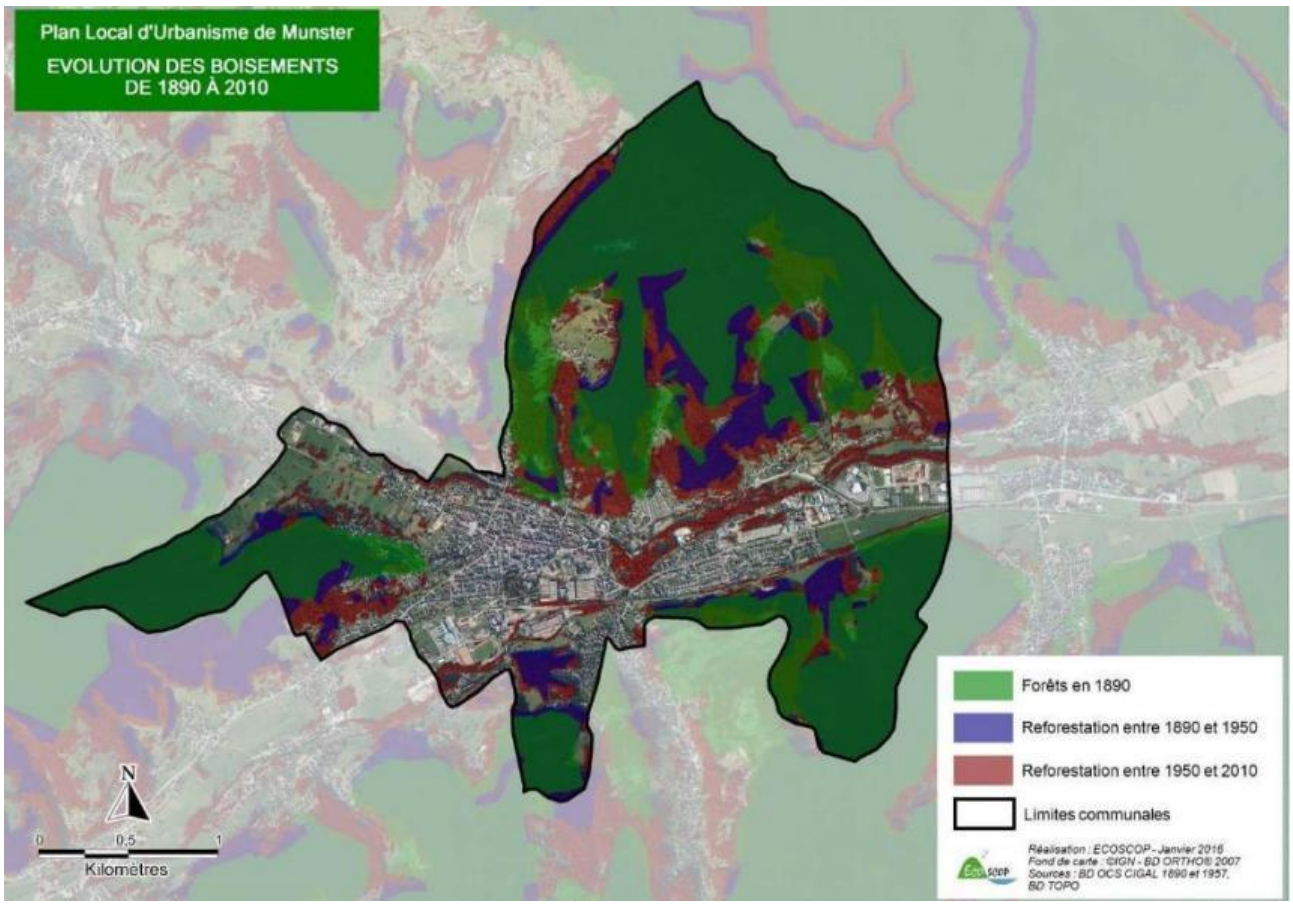
➢ Les paysages traditionnels

La structure urbaine

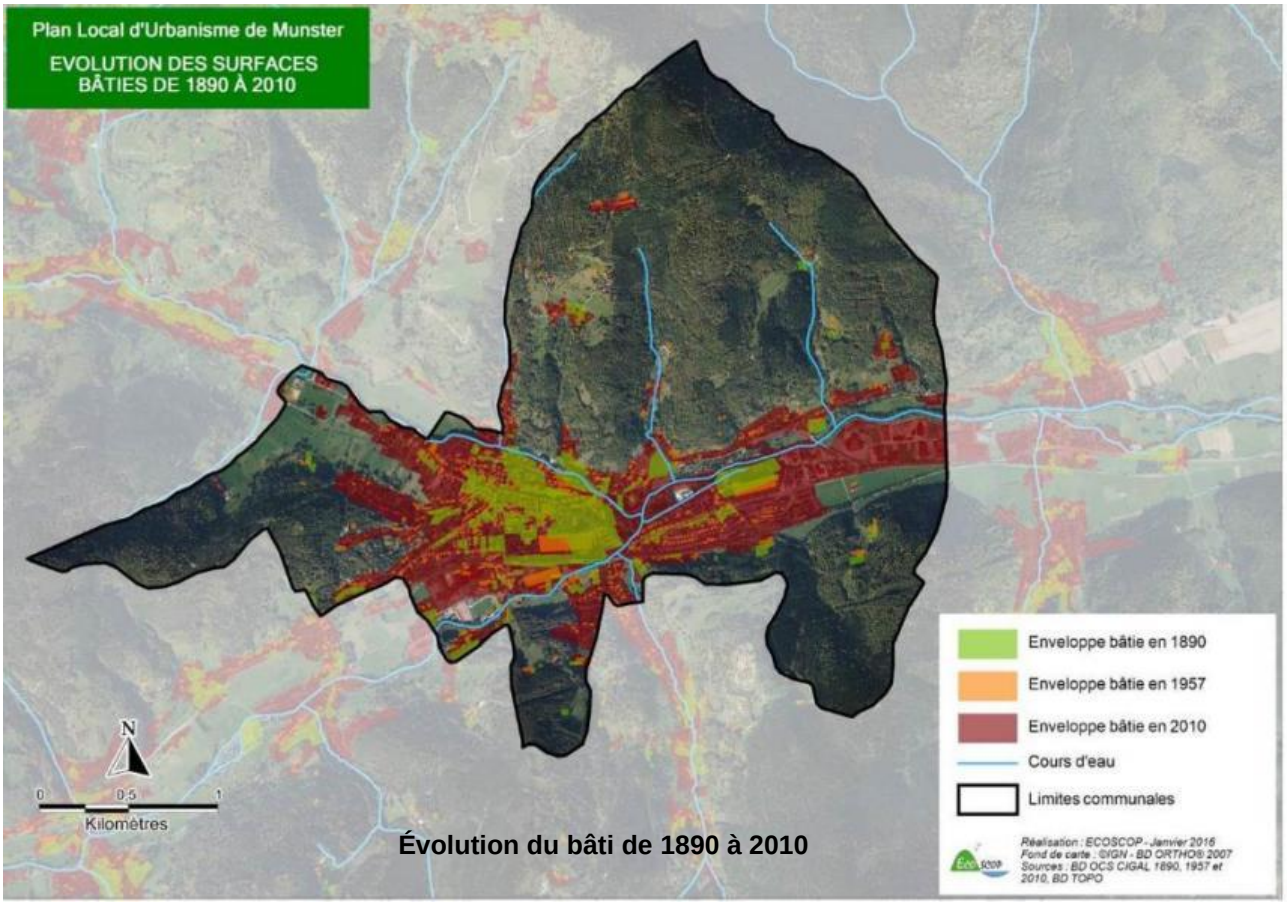
- MUNSTER s'est progressivement constitué autour de l'abbaye bénédictine fondée vers 660 à la confluence des deux Fecht.
- Le XIXème siècle est celui de l'industrialisation et de la modernisation, de l'ouverture de la ville vers l'extérieur. En 1860, la route de la Schlucht est ouverte. En 1868, c'est la voie ferrée Munster-Colmar prolongée en 1893 jusqu'à Metzeral.
- L'industrie textile implantée depuis le XVIIIème est bien développée le long de la Fecht. Plusieurs petits îlots industriels bien individualisés sont implantés dans le fond alluvial.
- Le tourisme était déjà à la fin du XIXème et au début du XXème siècle, une activité bien développée et prospère tant pour la ville que pour l'ensemble de la vallée.

Les paysages ruraux et agricoles

- L'agriculture façonnait à cette époque une grande partie du ban communal et assurait ainsi l'ouverture du paysage.
- Les fonds de vallées qui convergeaient et divergeaient vers MUNSTER étaient principalement exploités en prés de fauche, ainsi que les premières pentes Ouest et Sud moins abruptes.
- Un système de fermes isolées occupait les versants agricoles.
- Les terres labourées de moindre superficie occupaient majoritairement les versants Nord. La vigne trouvait également sur ces versants bien exposés sa limite d'extension dans la vallée de MUNSTER.
- Sur les terrains les plus difficilement exploitables, la forêt assurait les ressources en bois de chauffage, de construction, etc. et générait une ambiance boisée dans le paysage.



Évolution des boisements de 1890 à 2010



Évolution du bâti de 1890 à 2010

➢ Les évolutions paysagères depuis un siècle

L'évolution de la structure urbaine

- L'urbanisation qui s'est réalisée depuis MUNSTER a pris une forme tentaculaire vers les différents vallons qui la bordent. Les terrains plats des fonds alluviaux ont été prioritairement urbanisés, ainsi que les premiers contreforts bordant les voies de communication.
- A l'est de la ville, entre la RD 417 et la ligne de chemin de fer, plusieurs quartiers nouveaux ont été construits. Bien structurés, ils témoignent des différentes phases de croissance de la ville.
- Par contre, l'urbanisation des versants s'est réalisée sous la forme de maisons individuelles à l'architecture disparate. Leur implantation peu structurée a façonné des versants mités en entrée de ville.
- Ces extensions linéaires posent le problème des conurbations en fond de vallée, lorsque les villages ne s'individualisent plus les uns des autres. En effet, les coupures vertes avec les communes environnantes sont progressivement "grignotées" par l'habitat et les zones d'activités.
- Les entrées et façades de la ville se sont banalisées et dégradées suite à l'addition d'éléments composites (zones d'activités, panneaux publicitaires, etc.).

L'évolution des paysages ruraux et agricoles

- De nombreux versants, autrefois voués aux prés de fauche et aux cultures, sont désormais boisés ou en friche rejoignant progressivement les habitations.
- Cette fermeture est préjudiciable à la fois pour la qualité de vie des habitants qui voient leur ensoleillement journalier régresser et l'humidité des lieux augmenter, et pour la qualité des paysages par la perte de points de vue panoramiques sur la ville et les crêtes des Hautes-Vosges.
- Dans le fond alluvial, de nombreux terrains ont été urbanisés, les quelques parcelles qui subsistent doivent être maintenues pour assurer à la ville des espaces verts et ouverts en sa périphérie.
- Les transformations liées aux infrastructures nouvelles sont essentiellement sensibles à l'ouest de la ville. Il s'agit des aménagements routiers (rondpoint) de la RD 417 de grande envergure et de la zone d'activités qui s'étire jusqu'au ban communal de Gunsbach. La faible densité de la zone, la grande emprise spatiale en entrée de ville, les nombreux affichages publicitaires et l'absence de plan d'ensemble pour son intégration externe et interne ne produisent pas un paysage de grande qualité.



4.2. Atouts et sensibilités paysagères

La géographie, l'histoire et l'occupation du sol à MUNSTER font apparaître les atouts suivants :

- Le site d'implantation de la ville à la confluence des 2 vallées de la Fecht et de la Petite Fecht où le fond de vallée s'élargit ;
- Le passage de la Fecht et de la Petite Fecht, véritables coulées vertes dans le paysage et dans la traversée de la ville. La présence de ces cours d'eau accompagnés de leurs ripisylves a permis de conserver des façades urbaines de qualité comme celle depuis la commune d'Hohrod (depuis le lieu-dit Langaeckerle) ou encore celle depuis le Leymel. Le paysage singulier des cours d'eau s'appréhende visuellement assez facilement grâce à une ripisylve assez dense. Il existe également de nombreux contacts privilégiés avec les cours d'eau depuis les nombreux ponts et routes qui les « enjambent » ;
- La composition urbaine du centre ancien et les nombreux édifices patrimoniaux (cultuel, industriel, civil, etc.) qui maillent le tissu bâti agrémentent le paysage urbain. Beaucoup de ces éléments patrimoniaux constituent des points d'appel dans le paysage (clocher, cheminée, maison de maître, etc.) ;
- Le patrimoine arboré est bien représenté dans le paysage de la ville. Il comprend : les alignements d'arbres qui guident et accompagnent les usagers de la route mais qui participent aussi à l'intégration des paysages d'entrées de ville, les parcs, jardins et espaces verts qui agrémentent le tissu urbain (Parc Albert Schweitzer / Parc de la Fecht, Parc André Hartmann et Grand Hôtel, Maison du Parc et ses abords, espace public des bords de la Petite Fecht avec l'enclos des cigognes, camping/parc de la Fecht, etc.), les arbres remarquables principalement implantés dans les parcs, les ripisylves accompagnant les cours d'eau et enfin quelques haies dans les espaces périurbains. Tous ces éléments participent au cadre de vie des habitants et à la structuration/animation des paysages ;
- Les versants qui ceinturent la ville sont également composés de clairières à l'origine à vocation agricole qui jouent un rôle paysager important. Ce réseau de clairières agrémente et diversifie le paysage de la ville de Munster.
- Les anciens versants viticoles (bas de pente du Narrenstein et Zellenberg) qui abritent encore un linéaire de murets en pierres sèches ;
- Les perspectives depuis les versants et clairières qui ceinturent la ville sur le tissu urbain et plus largement débouché de vallée.

Le patrimoine lié à l'eau regroupe les principales fontaines facilement accessibles et visibles depuis les principaux axes de découverte de la commune. Il compte également de nombreux ouvrages hydrauliques utilisant la force motrice et la fonction de voie de transport offert par l'eau. Il s'agit essentiellement d'anciens moulins, d'écluses, de vannes, de dérivations ou de canaux.



Ouvrage hydraulique sur le canal usinier de l'ancienne usine électrique de Munster (Leymel)

Ce patrimoine constitue la mémoire de certaines activités industrielles et artisanales passées qui ont marqué les paysages des cours d'eau et canaux de la ville. Ils témoignent également de son évolution historique et culturelle (du moulin à l'usine).

Les murets en pierre sèche font également partie de l'identité du territoire communal. Leur état de conservation est très variable d'un secteur à l'autre et sont encore présents de façon relictuelle, dans les secteurs autrefois dédiés à la vigne.
Ils se sont développés dès la mise en culture des premières pentes à l'arrière de ces villages, comme murs de soutènement des parcelles de vignes.



Murets en pierre sèche en bas de pente du versant du Narrenstein. Eléments paysagers et patrimoniaux, les murets agrémentent certains sentiers de découverte en surplomb de la ville.



La ville est ceinturée par un réseau de clairières agricoles de taille variable qui anime le paysage des versants. Ici, l'ouverture paysagère de la clairière du Solberg.



Coulée agricole et paysagère bien visible entre Munster et Hohrod. Un paysage agricole et naturel de grande qualité aux portes de la ville.



Eglise et cheminée associée au patrimoine industriel de la ville constituent des points d'appel valorisant dans le paysage. Belle façade urbaine préservée grâce au passage de la Petite Fecht.

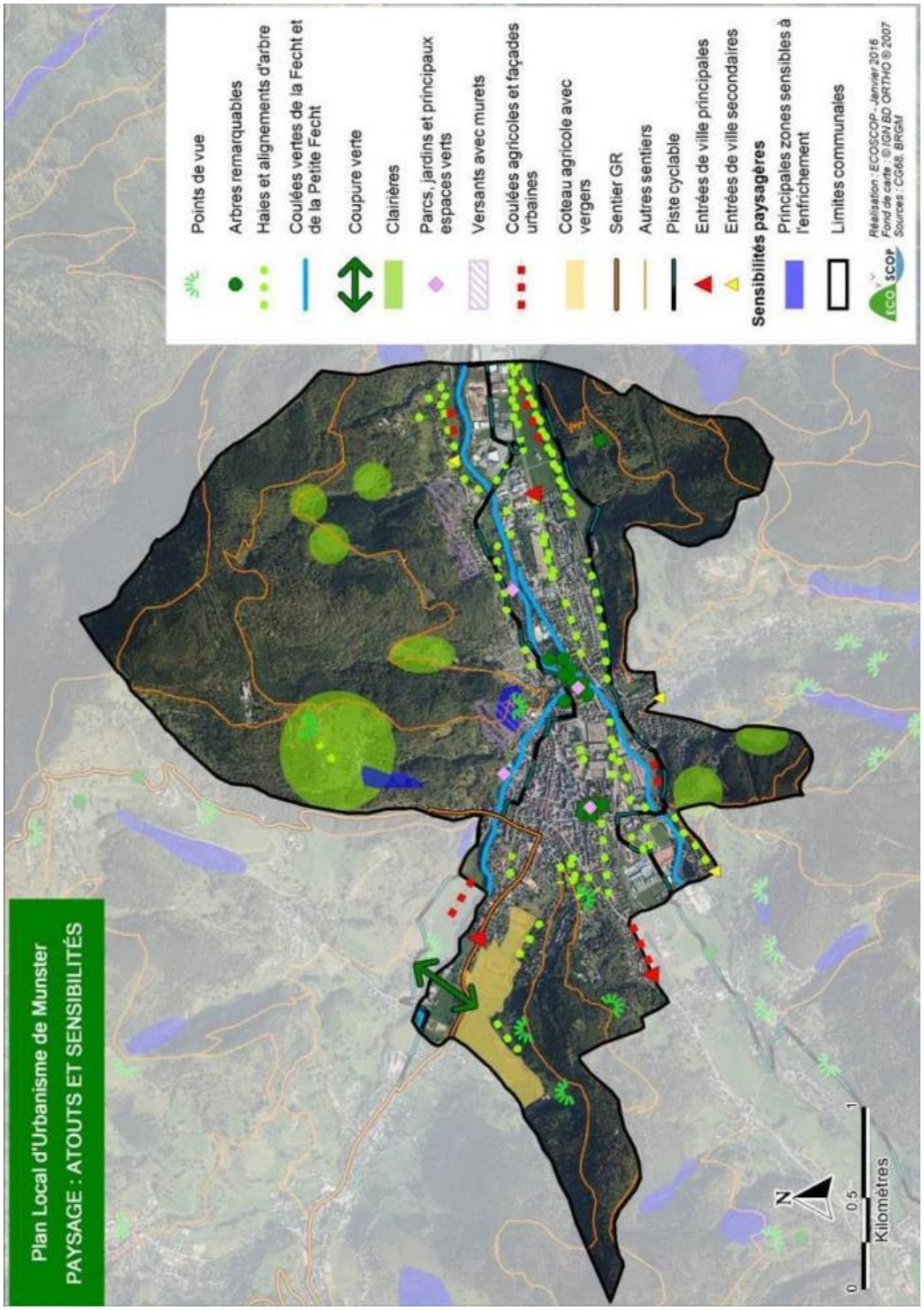


Espaces verts, équipements récréatifs et de loisirs (enclos à cigogne, cheminement piétonnier, parcours de santé, etc.) s'intègrent parfaitement dans le paysage de bord de cours



Coteau agricole et paysager bien visible au nord-ouest de la ville. Un paysage agricole de grande qualité (paysage de prairies et de vergers) qui apporte une ouverture paysagère et un espace de respiration aux portes de la ville.

Atouts et sensibilités paysagères



➢ Sensibilités paysagères

Bien que possédant des atouts paysagers et patrimoniaux, les paysages de MUNSTER restent sensibles aux pressions urbaines, notamment. Il en résulte des «sensibilités et points noirs paysagers» dont les enjeux de requalification se situent au niveau de :

- la pression urbaine sur les terrains agricoles plats de fond de vallée, sur les premières pentes (Spitalaecker, Bretzel, Solberg, Zellenberg) et dans certaines clairières (Haslach notamment).
- la tendance à la conurbation avec Hohrod et Stosswihr le long de la D417, dernière coupure verte pour la ville de MUNSTER avec les communes voisines.
- l'enfrichement des petits vallons et des versants qui dominent la ville (Walsbach, Heidenbach, Kalbach).
- le manque de traitement paysager interne, de la zone d'activités en entrée Est de la ville depuis l'axe routier principal.

➢ Les zones de découverte sensibles à l'enfrichement

La ville de MUNSTER est cernée de points de vue, de sites de découverte et de passages de sentiers refermés par la végétation spontanée. Cette occupation des sols entrave l'ouverture paysagère vers la ville et les sommets environnants. Ces sites périurbains présentent un important potentiel de valorisation.



Le versant du Spitalaecker qui domine en partie la ville est jalonné par des sentiers balisés par le Club Vosgien depuis lesquels de nombreux points de vue étaient possibles. Aujourd'hui, la progression de la végétation les a refermés.



Le sentier pédestre qui mène au Narrenstein sillonne sur un versant assez pentu autrefois entretenu ouvert par de la culture de vigne. La friche a gagné ces terrains et réduit les possibilités de points de vue.



Les bas de pentes assez raides des versants du Dubach et du Narrenstein abritent un réseau dense de murets en pierre sèche. Ces derniers sont en mauvais état de conservation suite à l'abandon de ces terrains. Ces éléments patrimoniaux se devinent encore malgré des pans écroulés et un enfrichement partiel.



Les lieux-dit Klebach et Kalbenstein autrefois bien entretenus par une agriculture vivrière a perdu de son ouverture paysagère. Ce paysage de coteau ouvert est en sursis.



La conurbation avec Luttenbach-près-Munster s'est appuyée sur la D10 et le hameau historique du Spitalaecker. Ce continuum urbain fait perdre à Munster une partie de son identité paysagère.



Le hameau du Solberg participe à la conurbation avec Eschbach-au-Val et la sensibilité des versants face à la pression urbaine.

4.3. Approche visuelle

Le paysage de MUNSTER se découvre à partir des 2 axes routiers majeurs qui traversent le ban communal :

- la RD 417 desservant la vallée MUNSTER jusqu'au col de la Schlucht,
- la RD 10 reliant la ville à Sondernach en haute vallée de la Fecht.

Un réseau dense de circuits pédestres (Club Vosgien), permet également de découvrir le paysage et la commune à partir de nombreux points de vue et sites touristiques situés en surplomb de la ville.

➢ Les entrées de ville

Les entrées de ville sont d'autant plus importantes à prendre en compte en termes de qualité qu'elles véhiculent également l'image de marque de la commune. MUNSTER est concerné par 3 entrées de ville majeures et 3 entrées de ville secondaires, se localisant sur les principaux axes cités précédemment :



Entrée Sud-Ouest par la D10 (en venant de Luttenbach-près-Munster)
Satisfaisante
===
Entrée de ville bien matérialisée, de nature assez rurale malgré les maisons du quartier du Spitalaecker. Le point d'appel lié au clocher de l'église guide l'automobiliste.



Entrée Nord-Ouest par la RD417 (en venant Stosswihr)
Satisfaisante
===
Entrée de ville bien lisible avec une limite assez nette entre les espaces agricoles et les espaces bâtis qui annoncent le début de l'agglomération. A noter la présence disséminée de panneaux publicitaires qui affaiblit sa qualité.



Entrée principale depuis l'Est par la RD417au niveau de la limite communale
(axe principal d'entrée de vallée)
Satisfaisante
===
L'entrée sur le territoire communal de Munster est marquée par un bel alignement d'arbres qui guide et accompagne le visiteur ou l'usager. Cet élément paysager permet une intégration de la ZA.



Prolongement de l'entrée principale depuis l'Est par la RD10 au niveau du panneau de signalisation
(axe principal d'entrée de vallée)
Banale
===
Entrée de ville bien matérialisée par panneau et aménagement d'un parterre fleuri. Par les constructions et les panneaux publicitaires la banalisent.



Entrée Est par la RD 417
(en venant Gunsbach)
Banale
===
Entrée de ville matérialisée et au caractère rural. La présence de haie de résineux, de bords de route en friche et d'une ligne téléphonique la banalise.



Entrée Est par la RD 417
(en venant l'entrée de vallée et en empruntant la nouvelle contournante)
Satisfaisante
===
Entrée de ville bien matérialisée au niveau du nouvel équipement routier. L'ouverture paysagère sur le versant du Zellenberg est agréable.



Entrée Sud-Est par la RD 10.3
(en venant d'Eschbach-au-Val)
Satisfaisante
===
Entrée de ville dans le prolongement immédiat d'Eschbach-au-Val. L'environnement urbain est satisfaisant et une perspective lointaine est offerte vers le Hohrodberg.



Entrée secondaire Sud par le chemin du Leymel
(en venant de Luttenbach-près-Munster)
Satisfaisante
===
Entrée de ville secondaire non matérialisée. Sa position en léger surplomb offre une vue élargie sur la ville et ses environs.

- **Les points de vue**

La position de MUNSTER, à la confluence de 2 vallées, offre de nombreuses possibilités de panoramas et de points de vue sur la ville et le paysage environnant.
Cette implantation contribue ainsi à l'identité et à la qualité paysagère de la commune, mais elle en a fait également une sensibilité pour les points de vue. Les versants qui ceinturent la ville ont été en partie urbanisés ou enfrichés réduisant les possibilités et la valorisation de points de vue.
Quelques points de vue reconnus sont illustrés par les photographies ci-après.



Point de vue n° 1 : La clairière et le lieu-dit Haslach offrent des points de vue privilégiés vers la ville et plus largement sur la vallée.



Point de vue n° 2 : La commune de Munster est visible depuis le versant d'Eschbach-au-Val avec une vue sur le centre-ville, le hameau de Haslach et vallon du Heidenbach.





Point de vue n° 3 : Les premières pentes du versant du Narrenstein offre une vue remarquable sur la ville qui mérite d'être mieux valorisée.



Point de vue n° 4 : le versant du Solberg offre des points de vue mais limités du fait de l'urbanisation et du développement de la végétation



Point de vue n° 5 : le versant du Spitalaecker constitue également un site privilégié pour des points de vue sur la ville et la zone des équipements sportifs et scolaires mais là aussi la progression de la végétation les a limité et réduit en bordure de sentiers.

4.4. Protections en matière de paysage et de patrimoine

➢ Monuments historiques

• Cadre réglementaire

Le classement ou l'inscription comme monument historique est une Servitude d'Utilité Publique visant à protéger un édifice remarquable de par son histoire ou son architecture. Cette reconnaissance d'intérêt public concerne plus spécifiquement l'art et l'histoire attachés à un monument.
Il existe deux niveaux de protection : le classement comme monument historique et l'inscription simple au titre des monuments historiques (autrefois connue comme « inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques »).
Longtemps soumis aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913, le classement et l'inscription sont désormais régis par le titre II du livre VI du code du patrimoine et par le décret 2007-487 du 30 mars 2007.

Considérant qu'un monument est aussi l'impression que procurent ses abords, la loi de 1943, modifiée par l'article 40 de la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) de janvier 2000 impose une forme de vigilance à l'égard des projets de travaux dans le champ de visibilité des monuments historiques.

- **Conséquences sur les abords**

Est considéré être situé en abords de monument historique tout immeuble situé dans le champ de covisibilité de celui-ci (qu'il soit classé ou inscrit). La covisibilité signifie que la construction est visible du monument ou, que d'un point de vue, les deux édifices sont visibles conjointement, ce dans un périmètre (en fait, un rayon selon la jurisprudence) n'excédant pas 500 mètres.
C'est ainsi que tout paysage ou édifice situé dans ce champ est soumis à des réglementations spécifiques en cas de modification. Toute construction, restauration, destruction projetée dans ce champ de visibilité doit obtenir l'accord préalable de l'Architecte des Bâtiments de France (avis conforme, c'est-à-dire que le Maire est lié à l'avis de l'ABF), ou d'un avis simple s'il n'y a pas de covisibilité (l'autorisation du Maire n'est pas liée à l'avis de l'ABF).

La commune de MUNSTER compte 6 Monuments Historiques.

Monuments historiques de la commune

Désignation	Adresse	Protection	Parties	Date protection
Vestiges de l'abbaye bénédictine Saint-Grégoire	11 12 & 13 place du Marché	Partiellement inscrit	Ancien palais abbatial, y compris la tour ajoutée au XIXe siècle. Façades ; toitures & caves voûtées avec l'ancien puits de l'ancien bâtiment conventuel dit "Bâtiment du Prélat" ; ancien moulin en totalité ; vestiges du cloître & constructions attenantes	25/05/1990 - 19/08/1992
Hôtel-de-Ville	1 place du Marché	Partiellement classé	Façade	16/01/1928
Bâtiment dit La Laub	12 rue Saint-Grégoire	Partiellement inscrit	Façades & toitures	19/09/1991
Ancien comptoir de vente de la Manufacture Hartmann	18 rue des Clefs	Partiellement inscrit	Façades & toitures, à l'exclusion de la construction adventice en bois	30/12/1985
Ancienne orangerie des Hartmann	Rue Alfred Hartmann (parc de la Fecht) et place de la Tuilerie	Partiellement inscrit	Statue de Neptune assis, œuvre de Landolin Ohmacht ; pont aux Sphinx ; pont aux Griffons ; fontaine Louis XVI ; avec leur sol d'assise.	07/12/1990
Fontaine	Place du Marché	Inscrit		30/12/1985

- **Mise en œuvre d'une Périmètre Délimité des Abords (PDA)**

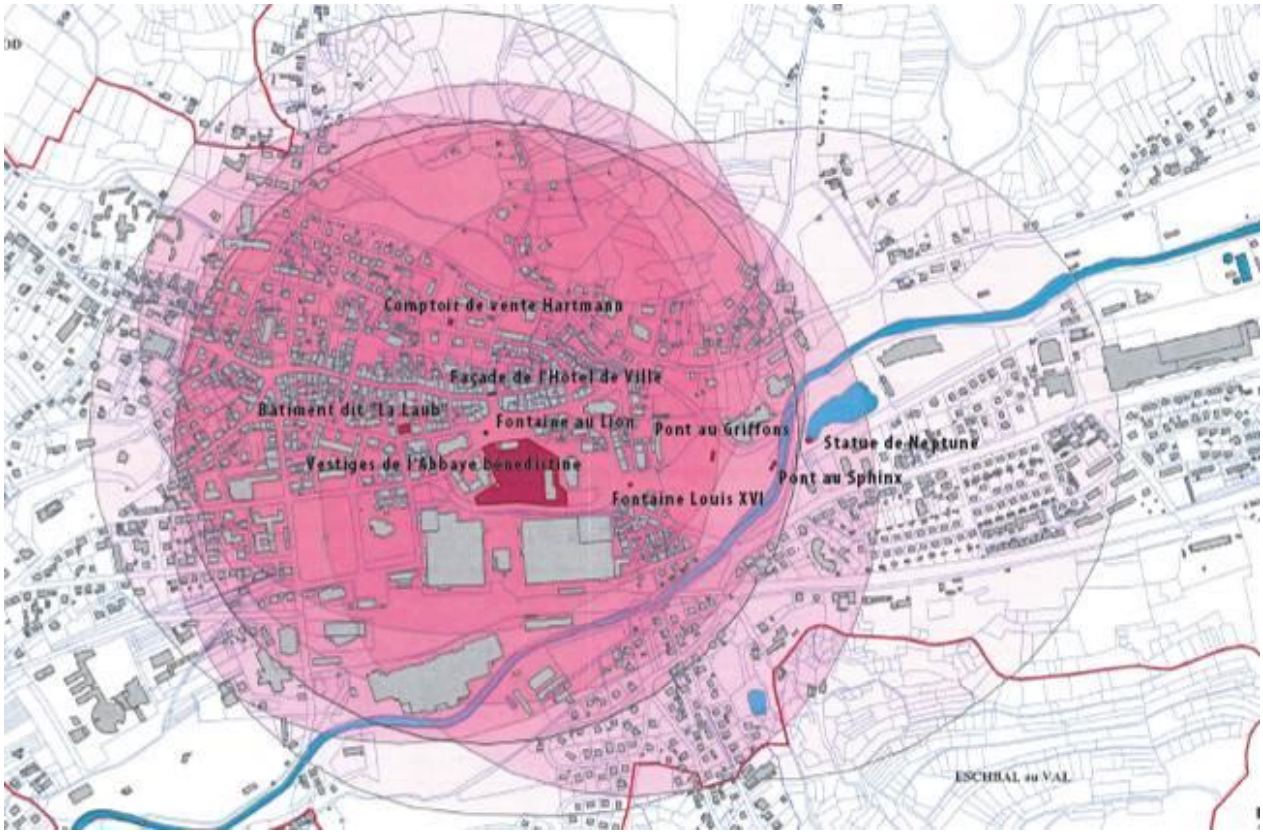
La loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), promulguée le 7 juillet 2016, et son décret d'application du 29 mars 2017 offrent la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres, avec la mise en place d'un outil, dénommé Périmètre Délimité des Abords (PDA) qui permet de recentrer l'action de l'Architecte des Bâtiments de France dans des secteurs présentant un intérêt architectural et patrimonial.

Le tracé de PDA regroupe ainsi "*des immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec le monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur".*

Le PDA, qui conserve son titre de servitude d'utilité publique, se substitue au périmètre de rayon de 500 mètres. Au sein du Périmètre Délimité des Abords, le critère de covisibilité ne s'applique plus, les projets étant soumis à l'accord, éventuellement assorti de prescriptions, de l'Architecte des Bâtiments de France.

L'avantage de la démarche de PDA consiste en la définition d'un périmètre qui correspond mieux à la réalité du terrain, débarrassé de l'incertitude liée au critère de covisibilité. L'action de l'Architecte de Bâtiments de France peut se focaliser sans ambiguïté sur les secteurs présentant un réel enjeu patrimonial. La procédure de PDA est mise en œuvre parallèlement à l'élaboration du P.L.U. et donne lieu à une enquête publique conjointe.

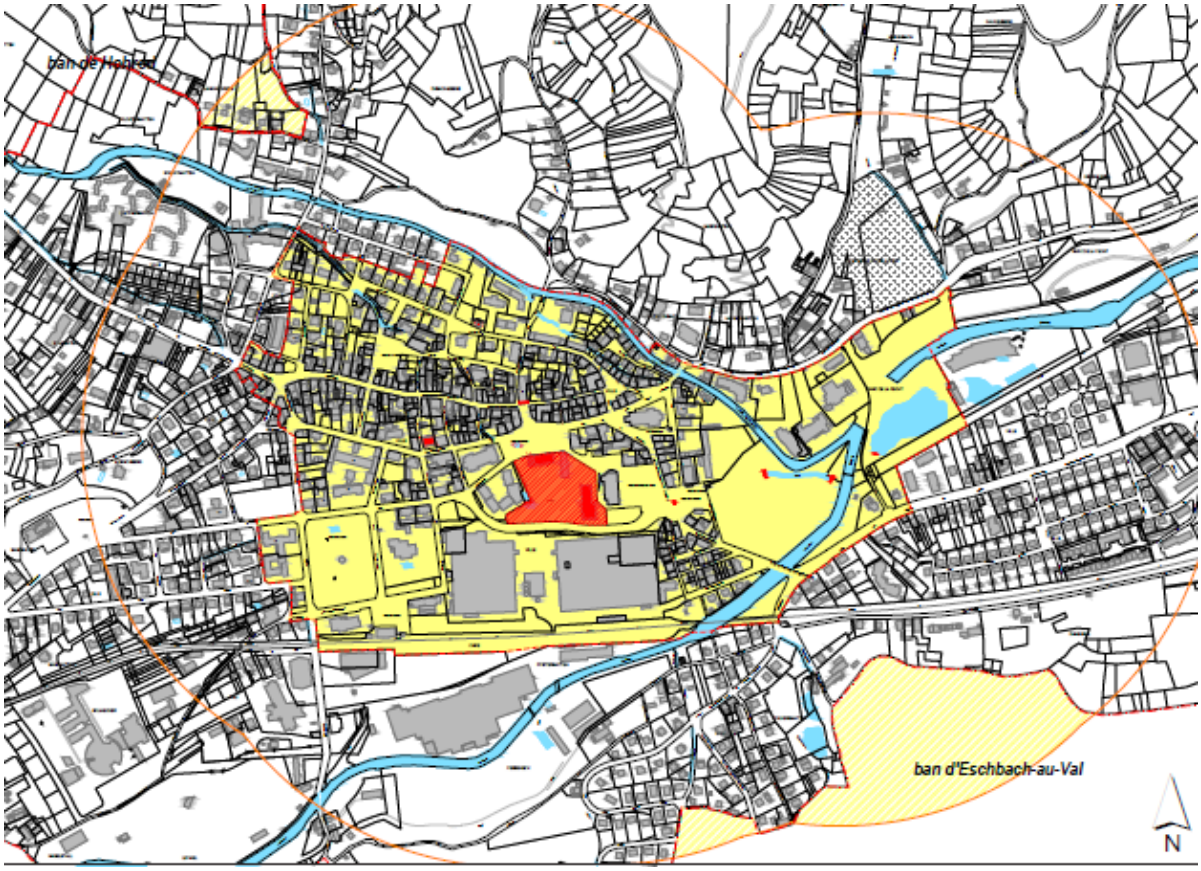
Servitudes d'utilité publiques - Périmètres de 500 mètres autour des monuments historiques



Il est rappelé que la procédure de périmètre délimité des abords (PDA) d'un Monument Historique (MH) consiste à modifier les périmètres de 500 mètres attachés aux monuments historiques (voir carte ci-avant). Dans le cas présent, l'Architecte des Bâtiments de France a proposé à la commune de mettre en place un périmètre délimité des abords qui englobe les 6 monuments historiques. Le tracé du PDA, pour lequel la commune a donné un avis favorable par délibération en date du 25 mars 2021, a été défini en fonction d'ensembles d'immeubles et d'espaces urbains qui forment avec le monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur. En conséquence, l'action de l'Architecte des Bâtiments de France peut se concentrer dans des espaces qui présentent un réel intérêt patrimonial.

Le Périmètre Délimité des Abords reste une servitude d'utilité publique. A l'intérieur de ce périmètre, toute demande d'autorisation d'urbanisme est transmise à l'UDAP et soumise à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France

Proposition de PDA soumis à enquête publique



➢ Les sites loi 1930

La commune de MUNSTER ne comprend aucun site loi 1930.

➢ Patrimoine non protégé

L'inventaire général du patrimoine culturel
(*Source : Ministère de la Culture et de la Communication – Base Architecture-Mérimée*)
Il recense, étudie et fait connaître l'ensemble du patrimoine immobilier et mobilier de la France, à l'exception des œuvres conservées dans les musées. Il établit un état des lieux patrimonial du territoire. Cette mission est menée par les Régions, souvent en partenariat et sous conventionnement avec d'autres collectivités locales, sous le contrôle scientifique et technique de l'Etat (Ministère de la Culture).
La connaissance ainsi disponible constitue, pour les acteurs de l'aménagement du territoire, un outil d'aide à la décision. L'opportunité et l'impact sur l'existant de projets de reconversion territoriale, de travaux d'urbanisme, de procédures de protection, d'installation d'équipements, de délivrance de permis de démolir ou de construire sont ainsi appréciés de façon éclairée.

Sur la commune de MUNSTER, on recense presque 150 sites. La typologie est très variée avec de nombreuses maisons de maître, des cités ouvrières, des bâtiments industriels (textiles, notamment), des édifices cultuels, des ouvrages liés à l'eau (ponts), d'anciennes fermes, etc. Cette liste témoigne de la richesse du patrimoine bâti de la commune et en particulier de son centre-ville.

La liste et les notices documentaires de ce patrimoine non protégé :
- peuvent être demandées par voie postale au SIP - Région Grand Est (adresse : 1 Place Adrien Zeller BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex/ Contact : projet_SRI@grandest.fr) ;
- sont consultables dans les locaux du SIP site de Strasbourg- Région Grand Est (adresse: Palais du Rhin 2, Place de la République 67082 Strasbourg Cedex).

5. Santé publique

5.1. Alimentation en eau potable

(Source : ARS Alsace 2014 ; Ville de Munster 2015)

➢ Production et distribution d'eau potable

La commune de MUNSTER, divisée en deux unités de distribution (Munster et Munster-Haslach), dispose de 2 sources captées sur son territoire et de 8 réservoirs (un neuvième est en projet de création au lieu-dit Kleebach). Les fonctions de production, de transfert et de distribution d'eau potable sont assurées par la commune de MUNSTER.



Réservoir communal situé rue des Châtaigniers

La ville de MUNSTER est alimentée par 8 sources et 1 forage. Ces ressources en eau ont été déclarées d'utilité publique les 07/08/1973 (sources) et 22/01/2007 (forage) et disposent de périmètres de protection. L'eau est traitée par adjonction de calcium et magnésium, afin de corriger son acidité et sa minéralisation trop faible. Elle est également désinfectée par javellisation avant distribution. Le centre de production alimentait en eau potable une population de 4 813 habitants en 2014.

Le secteur Haslach de la commune de MUNSTER est alimenté en eau par 3 sources. Ces ressources en eau ont été déclarées d'utilité publique le 22/01/2007 et disposent de périmètres de protection. L'eau est traitée par javellisation avant distribution. En 2014, le centre de production alimentait une population de 51 habitants.

Dans les deux secteurs, l'eau destinée à la consommation humaine répond aux limites de qualité réglementaire pour les paramètres analysés (eau très douce et très peu calcaire). L'eau douce est très faiblement minéralisée (conductivité inférieure à 200 µs/cm) et est susceptible, dans certaines conditions défavorables (stagnation, chauffe-eau, etc.) de dissoudre certains métaux des canalisations. A noter cependant que des traces d'ions perchlorates, issus des combats de la 1ière guerre mondiale, ont été détectées dans l'eau des captages du secteur Haslach. En vertu du principe de précaution et sur la base de seuils très protecteurs, il est recommandé de ne pas faire boire cette eau aux nourrissons de moins de 6 mois (biberons).

En 2014, le nombre d'abonnés au service d'eau potable s'élevait à 1 632 (points de services actifs).

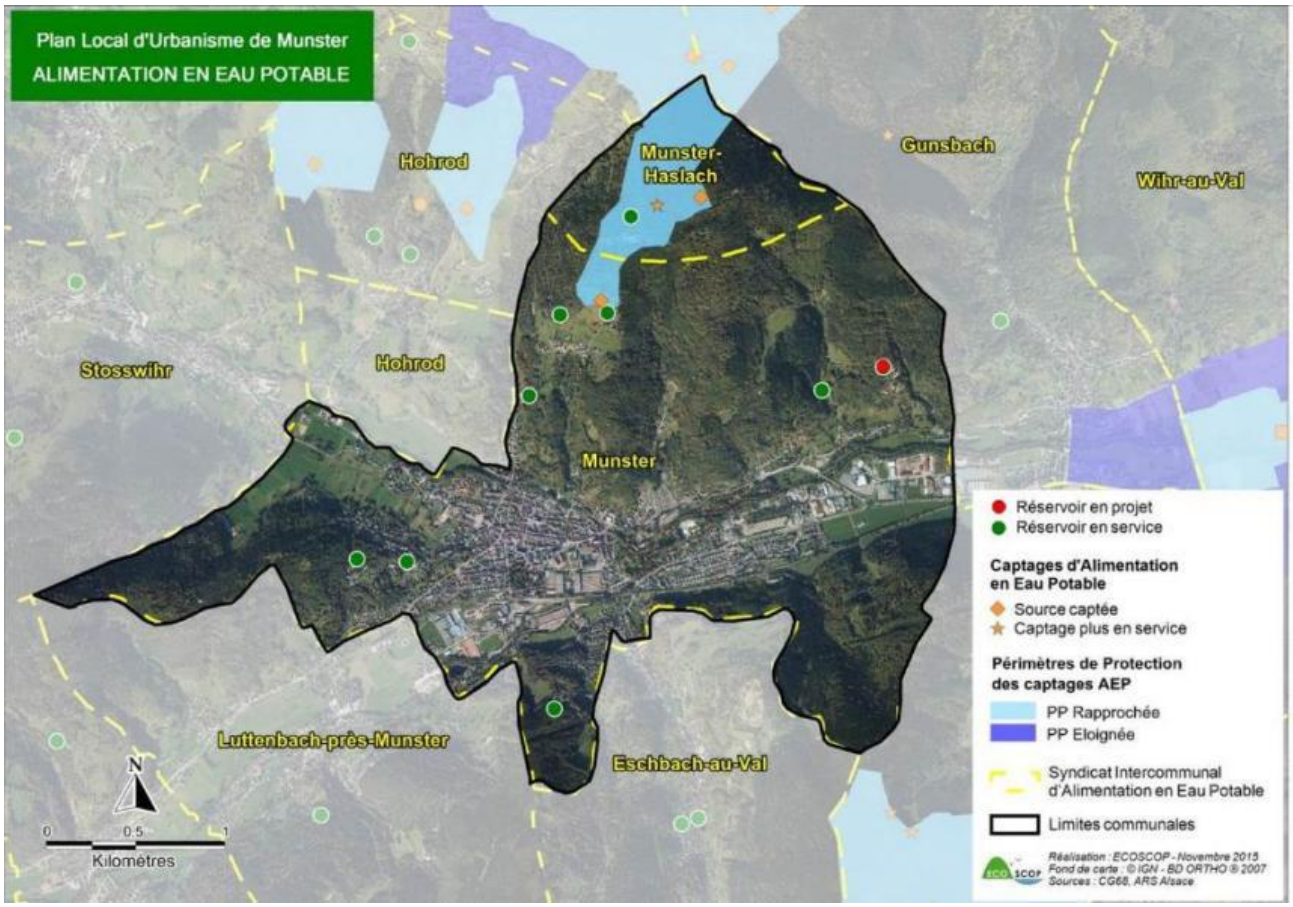
Les périmètres de protection de captage sont définis dans le code de la santé publique (article L.1321-2). Ils ont été rendus obligatoires pour tous les ouvrages de prélèvement d'eau d'alimentation depuis la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Cette protection mise en œuvre par l'ARS comporte trois niveaux :

- le périmètre de protection immédiate : Site de captage clôturé (sauf dérogation) appartenant à une collectivité publique, dans la majorité des cas. Toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même. Son objectif est d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter le déversement de substances polluantes à proximité immédiate du captage. Aucun périmètre de ce type n'est présent sur le ban communal.

- le périmètre de protection rapprochée : Secteur plus vaste (en général quelques hectares) pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution y est interdite ou est soumise à prescription particulière (construction, dépôts, rejets, etc.). Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage.

- le périmètre de protection éloignée : Périmètre facultatif créé si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes. Ce secteur correspond généralement à la zone d'alimentation du point de captage, voire à l'ensemble du bassin versant.

La commune de MUNSTER comprend 2 périmètres de protection rapprochée de captage sur son territoire, au nord de son ban.



Alimentation en eau potable

➢ Qualité de l'eau distribuée

L'eau distribuée est conforme aux limites de qualité bactériologique et physico-chimique en vigueur. Les valeurs suivantes sont issues des données de l'ARS sur la zone de MUNSTER :

Qualité de l'eau distribuée

Paramètre	Limite de qualité	2014	2015	2016	2017
Protection de la ressource		Totalement protégées	Totalement protégées	Totalement protégées	Totalement protégées
Dureté		1 à 10°TH – Eau agressive ou douce	1 à 10°TH – Eau agressive ou douce	1 à 10°TH – Eau agressive ou douce	1 à 10°TH – Eau agressive ou douce
Traitement		Chlore liquide - Cl	Chlore liquide - Cl	Chlore liquide - Cl	Chlore liquide - Cl
Bactériologie	Absence exigée de bactéries indicatrices de pollution	≤ 5 – Eau d'excellente qualité	≤ 5 – Eau d'excellente qualité	≤ 5 – Eau d'excellente qualité	≤ 5 – Eau d'excellente qualité
Chlorures	250 mg/L	< 60 mg/L	< 60 mg/L	< 60 mg/L	< 60 mg/L
Nitrates	50 mg/L	< 15 mg/L	< 15 mg/L	< 15 mg/L	< 15 mg/L
Pesticides	0,1 µg/L	< au seuil de quantification – Non détecté	< au seuil de quantification – Non détecté	< au seuil de quantification – Non détecté	< au seuil de quantification – Non détecté
Sodium	200 mg/L	0 à 5 mg/L	0 à 5 mg/L	0 à 5 mg/L	0 à 5 mg/L

(Source : ARS Alsace)

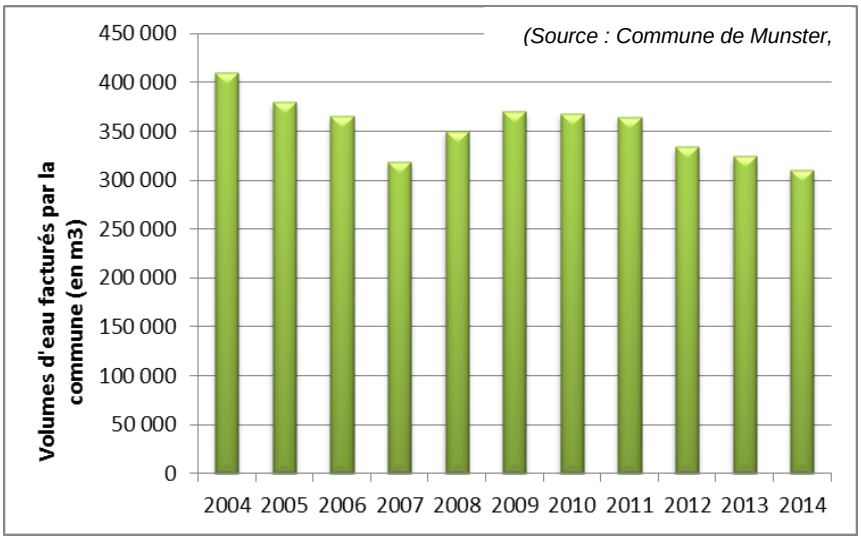
➢ Volumes d'eau consommés

En 2014, la commune de MUNSTER a facturé 309 810 m^3 d'eau à ses 1 632 abonnés.
La consommation d'eau des abonnés de MUNSTER est globalement en diminution depuis 2004 et a diminué d'environ 100 000 m^3 entre 2004 et 2014.

Volumes d'eau facturés à MUNSTER

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Volumes d'eau facturés par la commune **(en m^3)**	409 914	379 516	365 188	318 352	350 223	370 863	367 990	364 247	334 076	324 436	309 810

(Source : Commune de Munster, 2015)



A chaque habitation correspond au minimum un compteur. Il peut y en avoir plusieurs si la maison comprend plusieurs abonnés différents ou si elle dispose d'un compteur pour le foyer et d'un autre pour l'exploitation agricole.
En effet, on dissocie les branchements domestiques des branchements dits « agricoles ». Ces derniers sont utilisés, soit pour l'élevage, soit pour la culture et ne sont donc pas soumis à la taxe antipollution.
Au final, les captages alimentant la commune de MUNSTER permettent de délivrer les réserves suffisantes à l'alimentation de la ville et ne posent pas de problèmes d'ordre qualitatif majeurs. La ressource mobilisable est largement suffisante pour faire face aux besoins actuels et futurs de la commune, notamment dans la perspective d'un retour à un niveau de population de 5000 habitants qui avait été atteint dans un passé récent sans que cela ne pose de problèmes en termes d'alimentation eau potable. Par ailleurs, le schéma départemental d'alimentation en eau potable ne signale aucun problème tant du point de vue de la quantité que de la qualité de la ressource en eau.
Il convient de préciser qu'une diminution de la consommation est observée en raison de la mise en place de pratiques et de dispositifs visant à réduire les volumes d'eau nécessaires que ce soient par les particuliers, les entreprises ou les collectivités. Même en période de confinement cette tendance à la baisse a été observée.

5.2. Assainissement

A MUNSTER, le service de collecte est assuré par la commune, le transport par la Communauté de Communes de la Vallée de Munster et la dépollution des eaux usées par le Syndicat Intercommunal de Traitement des Eaux Usées de Colmar et Environs (SITEUCE). Les eaux usées collectées sont dirigées vers la station de traitement des eaux usées (STEU) de Colmar.

Caractéristiques de STEU de Colmar :
Date de mise en service : 31/12/1997
Capacité nominale : 250 000 EH
Débit de référence : 100 000 m^3/j
Somme des charges entrantes : 208 000 EH
Filières de traitement :
- Eau : boue activée aération prolongée (très faible charge)
- Boue : épaississement statique gravitaire

Conformité globale en équipement et performance en 2013
Milieu récepteur du rejet : l'Ill
Sensibilité à l'azote et au phosphore

Chiffres clefs de la STEU de Colmar *(Source : MEDDE & Roseau)*

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Charge maximale en entrée	185 000 EH	205 000 EH	213 000 EH	190 000 EH	180 000 EH	208 000 EH
Débit entrant	50 727 m^3/j	46 204 m^3/j	51 286 m^3/j	43 159 m^3/j	49 030 m^3/j	57 624 m^3/j
Production de boues	3 130 tMS/an	1 947 tMS/an	3 120 tMS/an	3 030 tMS/an	2 856 tMS/an	2 tMS/an
Destinations des boues	80,9 % épandage ; 19,1 % compostage	73,6 % épandage ; 26,4 % compostage	78,1 % épandage ; 21,9 % compostage	100 % Epandage	77,4 % épandage ; 22,6 % compostage	100 % Epandage

La longueur totale du réseau géré par la commune de MUNSTER est de 23,1 km en eaux usées. Elle comprend également 5 déversoirs d'orage connectés au réseau intercommunal et 4 bassins d'orage. Il existe pour la commune un schéma directeur d'assainissement, datant de 2002, tout comme le plan de zonage des eaux usées.

En 2014, à MUNSTER, le nombre d'abonnés raccordés ou raccordables au service d'assainissement s'élevait à 1 487 et la commune a facturé 246 799 m^3 d'effluents au total. Il existe encore une dizaine de secteurs où l'assainissement est non collectif (haut du chemin du Dubach, haut du chemin du Heidenbach, Haut-Kalbach et Bas-Kalbach, route de Gunsbach, Unterbretzel, rue du chemin de Fer, chemin et rue du Leymel, quelques maisons à Haslach, chemin du Solberg, chemin du Galgenberg, au-dessus du Spitlaecker et chemin du Kleebach).

Volumes d'effluents facturés à MUNSTER

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Volumes d'eau facturés par la commune **(en m^3)**	285678	280604	263905	240886	269450	269484	259232	270871	253392	255256	246799



Réseau d'assainissement du ban communal

Il convient par ailleurs de noter que les Usines Hartmann traitent leurs effluents industriels dans une station propre à l'établissement. Cette installation est susceptible de générer des nuisances dans son voisinage en cas de panne ou de mauvais fonctionnement.

Syndicat Intercommunal de Traitement des Eaux Usées de Colmar et Environs

5.3. Pollutions des sols

A la demande du Ministère, l'inventaire des anciennes activités industrielles et activités de service ainsi que celui des sites pollués connus est conduit systématiquement à l'échelle départementale depuis 1994 par le BRGM (demande formalisée par une lettre de mission en date du 16 avril 1999).
Les données recueillies dans le cadre de ces inventaires sont archivées dans deux bases de données nationales, disponibles sur internet :

- BASIAS : Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service, créée par l'Arrêté du 10 décembre 1998.
- BASOL : Base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Par ailleurs, depuis mai 2005, les sites n'appelant plus d'action de la part des pouvoirs publics chargés de la réglementation sur les Installations Classées, ont été transférés de BASOL dans BASIAS.

Au sein du territoire, 1 site et sol pollué (ou potentiellement pollué) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif est recensé : Euro TF anciennement Manufactures Hartmann MUNSTER, situé rue des Remparts, dont l'activité est le blanchiment, la teinture et l'impression.

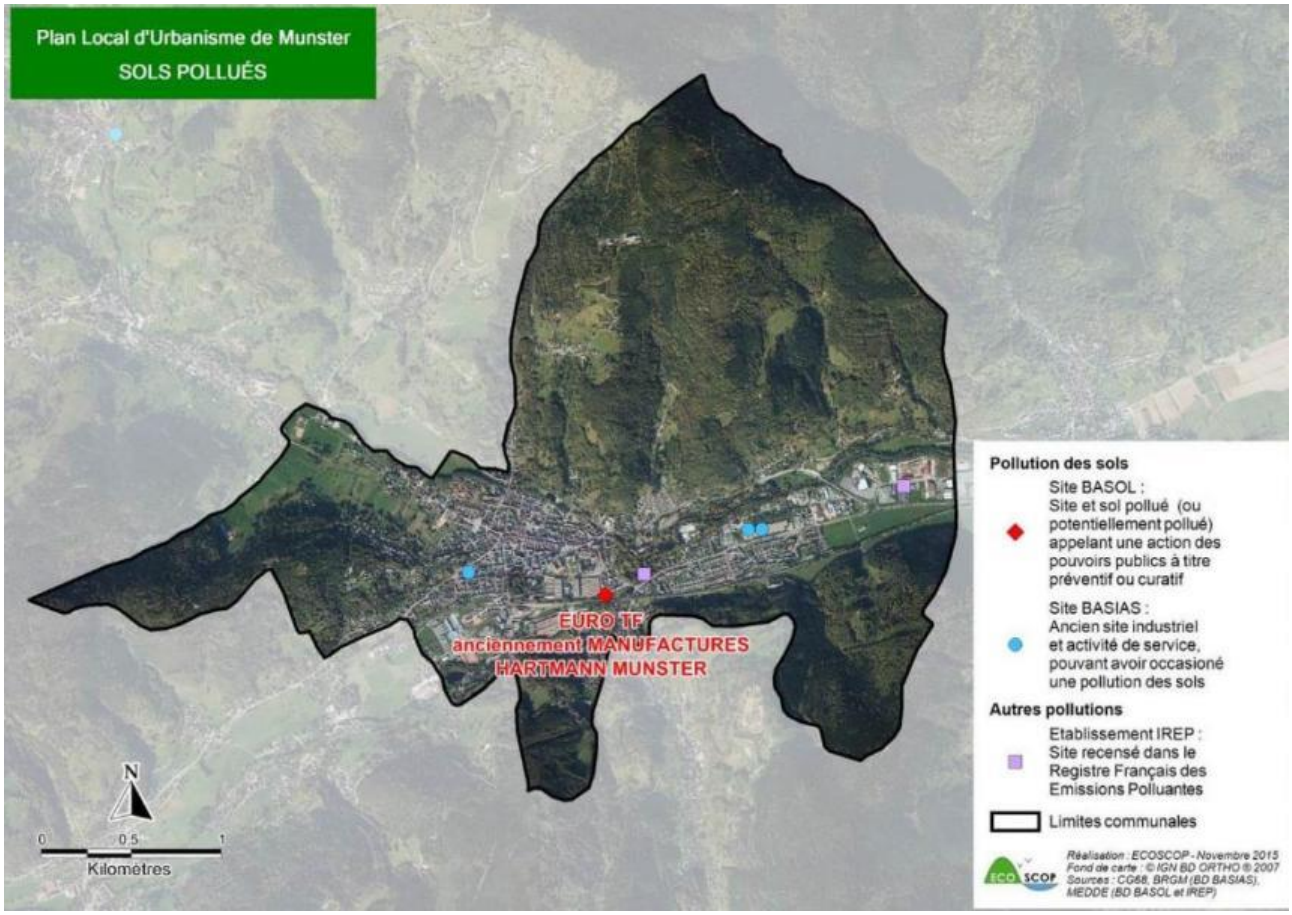
L'inventaire BASIAS répond à 3 objectifs principaux :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- conserver la mémoire de ces sites,
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

Ainsi, l'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas qu'il est le siège d'une pollution.
Au sein du territoire, 30 sites BASIAS (sol potentiellement pollué) sont répertoriés sur le ban communal de MUNSTER.

Nombre de sites BASIAS par état d'occupation

Etat d'occupation du site	Nombre de sites concernés
Activité terminée	21
En activité	7
Non connu	2



Pollution des sols

Remarque : tous les sites BASIAS ne sont pas représentés sur la carte, à cause de l'absence de coordonnées géographiques indiquant leur localisation précise.

A ce chapitre, il convient également d'évoquer l'existence de l'ancienne décharge située entre la Fecht et la RD 10. Ce dépôt historique, au niveau du camping, a été constitué à partir de matériaux issus des destructions de maisons et édifices subies lors de la 1ère guerre mondiale. Lors de l'aménagement de la déviation de MUNSTER avec réalisation d'un ouvrage de franchissement de la Fecht, une campagne de reconnaissance a été menée au droit du tracé dans la traversée de la décharge. Les analyses[1]ont mis en évidence la présence de remblais hétérogènes constitués de débris de matériaux de construction, des débris végétaux, du bois, de la ferraille, du plastique, des blocs de béton…Les sondages n'ont pas révélé d'ordures ménagères nécessitant un traitement spécifique. Ces matériaux ont été évacués et dirigés vers une décharge contrôlée et remplacés par du matériel présentant les propriétés géotechniques requises lors des travaux de terrassement. La réalisation de l'ouvrage routier (RD 417) a eu pour conséquence une neutralisation du site qui ne présente aucune menace pour l'environnement et la qualité des eaux de la Fecht. Le rapport d'étude géotechnique et l'étude de sol sont consultables en commune.

[1] Source : Hydro-géotechnique Est, Déviation de Munster, étude des terrassements, rapport géotechnique 1994 ; Geotec SA, Etude de sol RD 417, 1998.

5.4. Exposition aux bruits

Le bruit constitue une nuisance quotidienne pouvant porter atteinte à la santé. La cause principale de cette gêne sonore est la circulation, plus forte en milieu urbain et périurbain qu'en milieu rural. Conformément au Code de l'Environnement (article L.571 et suivants), il est nécessaire de tenir compte dans tout aménagement urbain des principales sources de gêne liées aux transports aérien et terrestre, ainsi qu'aux activités de certaines entreprises.

➢ Trafic

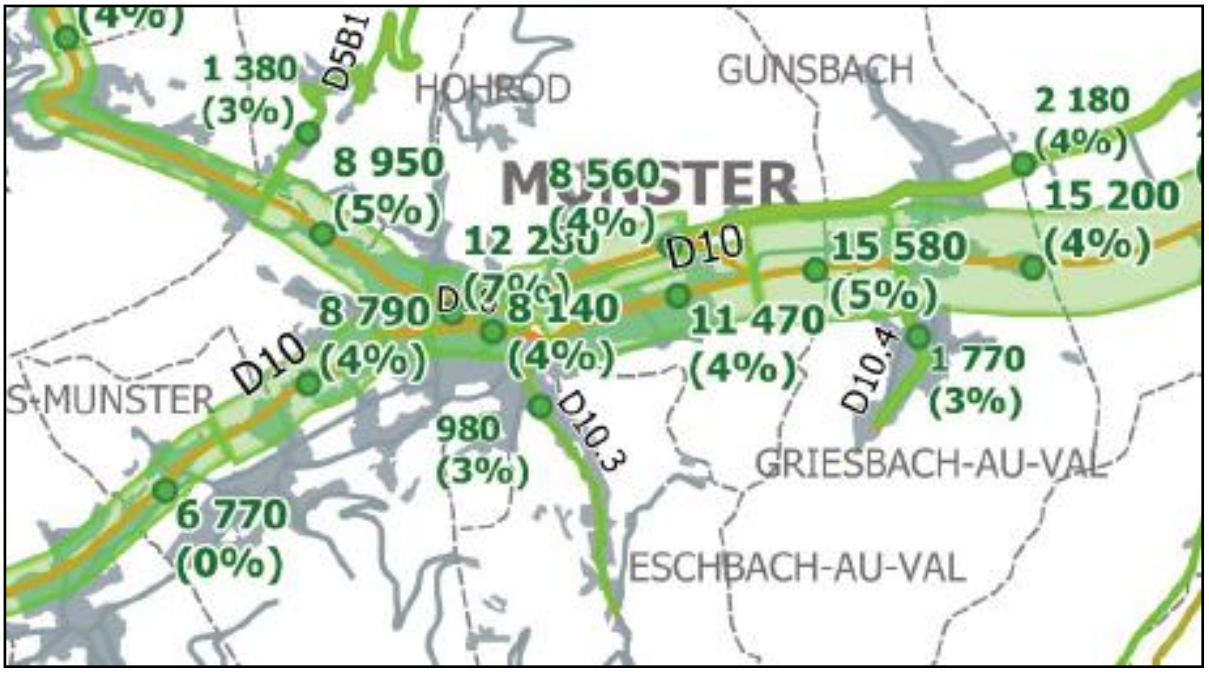
MUNSTER est concerné par 2 routes départementales passant chacune par le centre-ville de la commune : la RD 10 et la RD 417. Le trafic des principaux axes routiers depuis 2006 est présenté dans le tableau suivant :

Evolution du trafic journalier moyen annuel tous véhicules (d'après les données des années disponibles)

Route	Localisation	Trafic journalier moyen annuel (en véhicules/jour)								
		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2019
RD 10	A l'Ouest de Munster	8 375	8 316	8 348	8 649	7 956	8 020	7 900	7 817	8790
RD 417	A l'Est de Munster	13 024	12 933	12 983	13 450	13 951	13 683	13 478	13 667	15580
RD 417	Au Nord-Ouest de Munster	8 733	8 672	8 706	8 245	8 336	8 403	7 862	7 972	8950

(Source : DDT68/Conseil Général du Haut-Rhin)

Globalement, le trafic dans le secteur est relativement stable entre 2006 et 2019 à l'Ouest et au Nord-Ouest de Munster. Par contre, il a augmenté de façon significative à l'entrée Est de l'agglomération avec 2556 véhicules en plus soit une augmentation de 19,6% entre ces deux dates.



Trafic moyen journalier tous véhicules en 2019 (poids lourds en %)

➢ Classement sonore des infrastructures de transports terrestres

La loi du 31 décembre 1992, dite loi « Royal » ou loi « Bruit » a instauré le classement sonore des infrastructures de transports terrestres. Ce dispositif réglementaire préventif est mis en œuvre par le préfet de département sous la forme d'actes administratifs, après consultation des communes concernées.
Ces documents prévoient la délimitation de secteurs dits « affectés par le bruit » de part et d'autre des voies, dans lesquels les futurs bâtiments sensibles au bruit devront présenter une isolation acoustique renforcée. Il ne s'agit donc pas d'un règlement d'urbanisme, mais d'une règle de construction fixant les performances acoustiques minimales que les futurs bâtiments devront respecter. Il constitue également une base d'informations utile à l'établissement d'un plan d'actions complémentaires à la réglementation sur l'isolation acoustique des locaux.
Les infrastructures concernées par les arrêtés préfectoraux sont classées en cinq catégories.

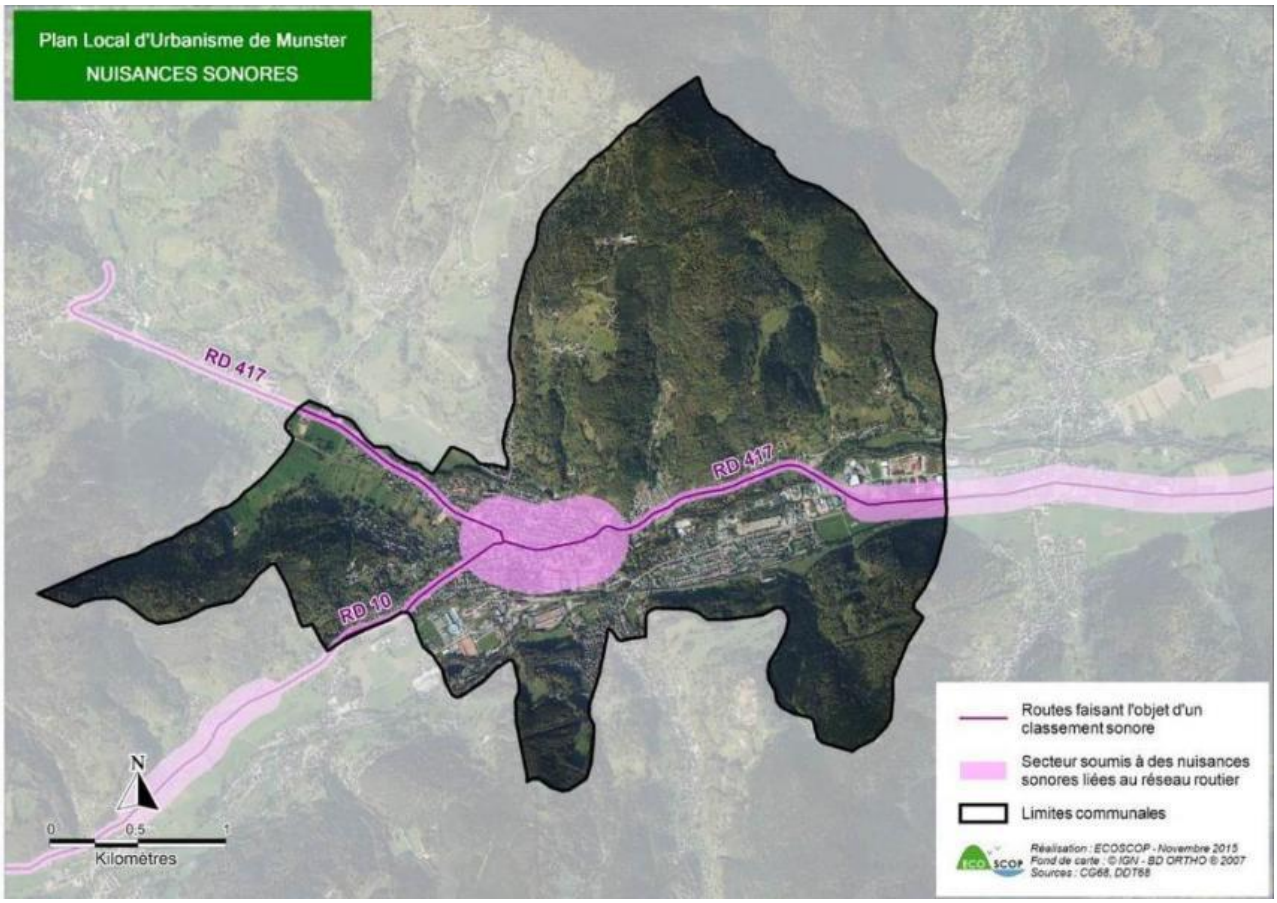
Catégories de classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Catégorie de classement de l'infrastructure	Niveau sonore de référence LAeq		Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
	(6h - 22h) en dB(A)	(22h - 6h) en dB(A)	
1	L > 81	L > 76	300 m
2	76 < L < 81	71 < L < 76	250 m
3	70 < L < 76	65 < L < 71	100 m
4	65 < L < 70	60 < L < 65	30 m
5	60 < L < 65	55 < L < 60	10 m

LAeq : Niveau acoustique équivalent représentant l'énergie acoustique moyenne perçue sur une durée d'observation donnée. Il correspond donc à une « dose de bruit » reçue pendant une durée de temps déterminée. C'est un indice de gêne auditive.
dB(A) : Evaluation en décibels d'un niveau sonore avec la pondération A de la norme CEI 61672-1

La détermination de la catégorie sonore est réalisée compte tenu du niveau de bruit calculé selon une méthode réglementaire ou mesuré selon les normes en vigueur. Ainsi, toutes les routes dont le trafic est supérieur à 5 000 véhicules par jour doivent être classées, quel que soit leur statut (national, départemental ou communal). Il en est de même des infrastructures ferroviaires interurbaines de plus de 50 trains par jour, ainsi que des infrastructures ferroviaires urbaines et des lignes de transports collectifs en site propre de plus de 100 trains ou bus par jour.
Le classement sonore des infrastructures terrestres du Haut-Rhin a été approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2013052-0009 du 21 février 2013.

2 infrastructures routières de MUNSTER sont concernées par ce classement sonore : il s'agit de la RD 417 et de la RD 10. La RD 417 est classée en catégorie 3 (largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de 100 m de part et d'autre de l'infrastructure) sur 500 m à l'extrême est de MUNSTER, puis passe en catégorie 4 (largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de 30 m de part et d'autre de l'infrastructure) sur 1,7 km jusqu'au centre-ville. Dans le centre-ville même, la RD 417 est en catégorie 2 sur environ 500 m (largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de 250 m de part et d'autre de l'infrastructure). Après sa jonction avec la RD 10, la partie la plus à l'ouest de la RD 417 est en catégorie 4.
La RD 10 est de catégorie 4 depuis sa jonction avec la RD 417 jusqu'à la limite communale ouest, soit environ 1,1 km.



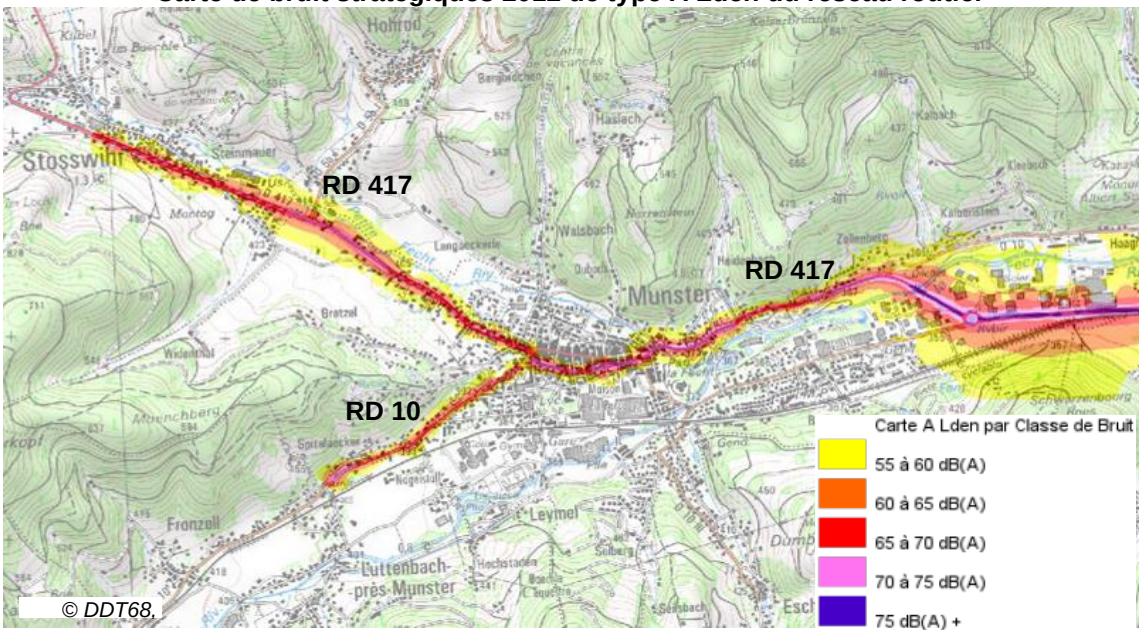
Classement sonore des infrastructures de transports terrestres

➢ Cartes de bruit stratégiques et PPBE

Pour lutter contre les nuisances sonores des infrastructures terrestres, la préfecture du Haut-Rhin a également mis en œuvre les cartes de bruit stratégiques et le Plan de Prévention contre le Bruit dans l'Environnement (PPBE) selon les deux échéances de la transposition de la Directive Européenne dans le code de l'Environnement.

A MUNSTER, seules la RD 10 et la RD 417 ont fait l'objet d'une carte de bruit stratégique, la mise à jour n'ayant pas été opérée pour tenir compte de la "percée Hartmann".

Carte de bruit stratégiques 2012 de type A Lden du réseau routier



Les cartes des zones exposées au bruit également appelées « cartes de type A » représentent pour l'année de référence (2012) à partir de courbes isophones, les zones exposées à plus de 55 dB(A) selon l'indicateur Lden, avec un pas de 5 en 5 dB(A).
L'indicateur Lden (Level day-evening-night = Niveau jour-soir-nuit) est un indice de bruit pondéré qui représente le niveau d'exposition totale au bruit. Il tient compte du niveau sonore moyen pendant chacune des trois périodes de la journée, c'est-à-dire le jour (entre 6h et 18h), la soirée (entre 18h et 22h) et la nuit (entre 22h et 6h), et d'une pondération du niveau sonore selon la période d'émission.
En d'autres termes, cet indicateur de bruit est associé à la gêne acoustique globale liée à une exposition au bruit longue durée et tient compte du fait que le bruit subi en soirée et durant la nuit est ressenti comme plus gênant.
La méthodologie utilisée pour l'établissement des cartes se base sur des calculs réalisés à partir d'une modélisation acoustique de l'infrastructure et de sa propagation sur les territoires riverains.

Le PPBE du Haut-Rhin a été établi à la suite des cartes de bruit et approuvé le 11 décembre 2019. Il concerne les grandes infrastructures routières et autoroutières dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules par an, ainsi que des voies ferrées ayant plus de 60 000 passages de train/an. Il recense les mesures prévues par les autorités compétentes pour traiter les situations identifiées par les cartes de bruit, notamment lorsque des valeurs limites de bruit sont dépassées ou risquent de l'être.

Compte tenu du volume du trafic annuel relevé sur la RD 417 et la RD 10, la commune est concernée par le PPBE donnant lieu à des prescriptions d'isolation acoustique appliquées aux maisons d'habitation situées le long de ces voies.

5.5. Qualité de l'air

Les PLU lient fortement les enjeux urbanistiques, de conception/construction de bâtiments, de besoins en énergies (déplacement, chauffage, eau chaude, électricité spécifique) avec ceux de qualité de l'air.

L'Alsace présente une concentration d'activités humaines émettrices de polluants atmosphériques ainsi qu'une topographie et un climat défavorables à leur dispersion. De plus, des étés chauds y sont propices aux pollutions photochimiques (ozone) et des hivers froids favorisent les émissions liées au chauffage (particules notamment). Il en résulte une pollution atmosphérique concentrée là où la densité de population est la plus importante (agglomérations et certaines vallées vosgiennes), avec des dépassements récurrents des normes en particules, oxydes d'azote et ozone.

Les principales sources de pollution de l'air sont le trafic routier, le chauffage domestique, l'industrie et l'agriculture. En Alsace, le transport routier contribue pour 51 % aux émissions des polluants atmosphériques, contre 20 % pour l'industrie.

Depuis plusieurs années, on observe une baisse ou une stagnation des concentrations en polluants atmosphériques, hormis pour l'ozone. Cependant de nombreuses normes de qualité de l'air ne sont toujours pas respectées et des pics de pollutions sont toujours présents. Les concentrations moyennes annuelles en dioxyde d'azote sont en légère baisse, diminution moins marquée le long des axes routiers.

La surveillance de la qualité de l'air est gérée par l'Association pour l'étude et la Surveillance de la Pollution Atmosphérique (ASPA).
2 stations de mesures de la qualité de l'air proche de la commune sont situées à Colmar. Les mesures réalisées dans ces stations concernent les concentrations en oxydes d'azote (NO_x), en ozone (O_3), en particules en suspension (PM10), en dioxyde de soufre (SO_2) et en benzène (C_6H_6).
D'après le bilan de qualité de l'ASPA datant de 2013, quelques informations concernant les diverses émissions sont fournies :

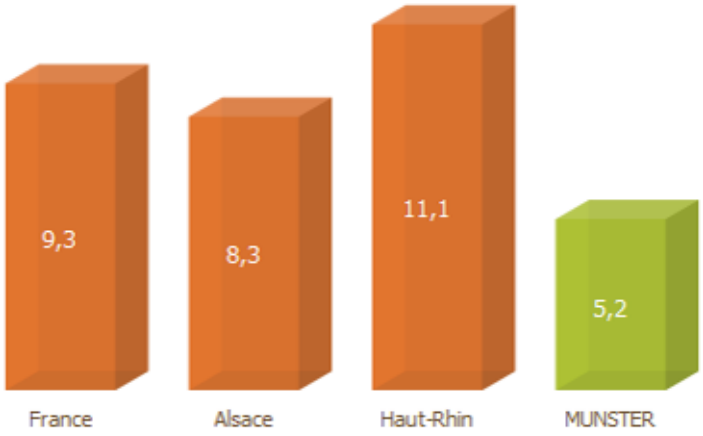
- NO_x : Les teneurs en dioxyde d'azote sont globalement orientées à la baisse depuis 2005. Par rapport à l'année précédente, les niveaux de 2013 ont légèrement diminué à Colmar. Aucun dépassement de seuil de recommandation n'a été enregistré dans cette station depuis 2001.
- PM10 : Après une hausse enregistrée en 2007 suite à la prise en compte de la fraction volatile, les années suivantes s'inscrivent dans une tendance générale à la baisse. Le seuil d'alerte a été dépassé en 2013 pendant 2 jours sur la station de Colmar centre et le seuil de recommandation a été dépassé 34 jours.
- O3 : Mis à part la canicule de 2003, les niveaux de fond d'ozone sont stables sur l'ensemble des sites de mesures. En 2013, l'objectif long terme de qualité de l'air et la valeur cible pour la protection de la santé humaine ont été dépassée une fois sur la station Colmar sud.
- SO2 : Après une forte chute des niveaux entre 1998 et 2007, les teneurs de fond urbain sont restées à des niveaux très bas voire nuls. Aucun dépassement de seuil de recommandation et d'information n'a été dépassé en 2013.
- C_6H_6 : Après une baisse régulière des niveaux ces dix dernières années à Colmar, les concentrations ont stagné à Colmar. Aucun dépassement de seuils n'a été enregistré en 2013 à la station de Colmar.

Globalement, l'air de MUNSTER est de bonne qualité pour certains indicateurs de pollution primaire (SO_2 par exemple). Les niveaux de dioxydes d'azote évoluent peu et seuls des dépassements de normes sont enregistrées à proximité de trafics importants. La pollution particulaire (PM10) reste préoccupante à l'échelle départementale. Les normes de qualité de l'air sont également dépassées pour l'ozone (O_3) plus ou moins chaque année, lorsque la météorologie (rayonnement solaire important) est propice à la formation d'ozone, notamment comme en juillet/août 2013.

Les données suivantes proviennent de la plateforme *Climagir.org* et sont issues de relevés effectués par les Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air du Grand Est et de Midi-Pyrénées. *(Source : AIRLOR)*

➢ Emission de gaz à effet de serre

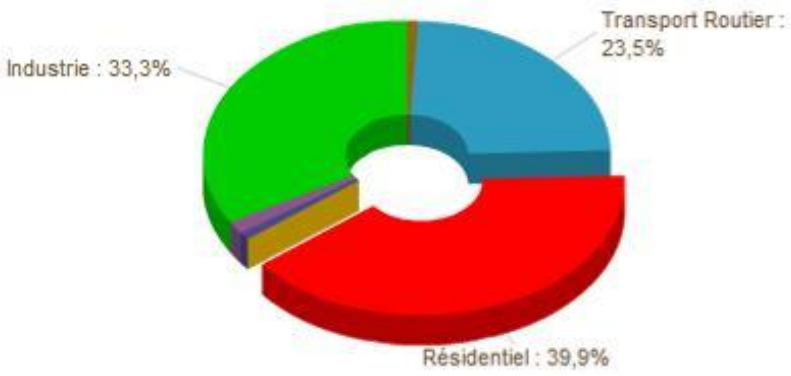
Chaque année, 5,2 tonnes équivalent CO_2 par habitant sont émises sur le territoire de MUNSTER, ce qui représente moitié moins que les émissions moyennes dans le département (11,1 teq CO_2/an/hab).
Pour absorber cette quantité de CO_2, il faudrait 3 770 ha de forêt, soit 4,29 fois la superficie du territoire.



Pouvoir de réchauffement global (en teq CO_2/an/habitant)

Les émissions de MUNSTER sont réparties inégalement selon les huit secteurs suivants :

Secteur d'activité	Emissions (en teq CO_2/an)
Résidentiel	10 517,1
Industrie	8 794,1
Transport routier	6 204,9
Distribution Energie	394,1
Autres (déchets et transports non routiers)	241,3
Agriculture	236,3
Nature	0,3
Tertiaire	< 1
	26 388,1



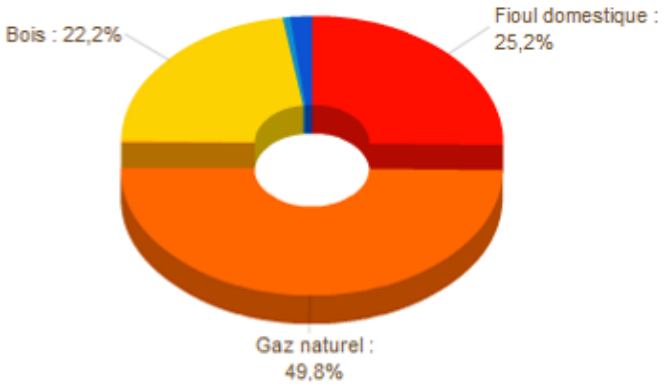
Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur d'activité

Les émissions de gaz à effet de serre de la commune sont essentiellement dues au secteur résidentiel, qui contribue à plus du tiers des émissions sur la commune (39,9 %), ainsi qu'à l'industrie (33,3 %) et au transport routier (23,5 %).

- **Résidentiel**

Les sources d'émission sont multiples :

Résidentiel	Emissions (en teq CO_2/an)
Gaz naturel	5 240,9
Fioul domestique	2 655,2
Bois	2 331,4
GPL	193,2
Essence	67,5
Houille	28,9
Autres	< 1
Hydrogène	< 1
Fioul lourd	< 1
Autres combustibles liquides	< 1
	10 517,1



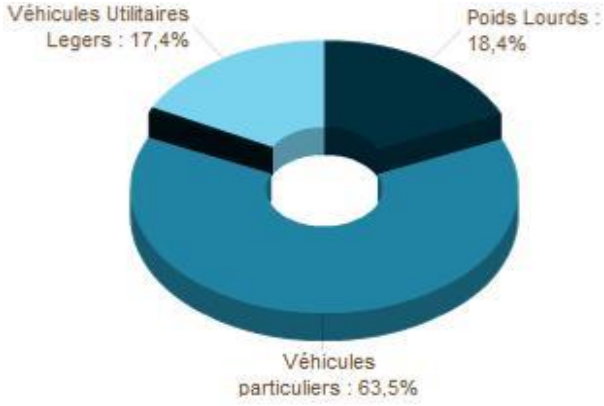
Répartition des émissions de gaz à effet de serre dues au secteur résidentiel par source

Les émissions du secteur résidentiel sont essentiellement dues au chauffage des bâtiments et à l'énergie nécessaire au chauffage de l'eau chaude sanitaire. Les émissions sont majoritairement issues du chauffage par le gaz naturel (49,8 %), le fioul domestique (25,2 %) et le bois (22,2 %).

- **Transport Routier**

Les émissions dues au transport routier sont réparties selon quatre types de véhicules :

Transport routier	Emissions (en teq CO_2/an)
Véhicules particuliers	3 939,5
Poids lourds	1 139,8
Véhicules utilitaires légers	1 078,4
Deux-roues	47,2
	6 204,9



Répartition des émissions de gaz à effet de serre dues au transport routier par type de véhicules

Les émissions du transport routier sont essentiellement liées aux véhicules particuliers et correspondent certainement essentiellement au transit pour les trajets domicile-travail.

- **Distribution d'énergie**

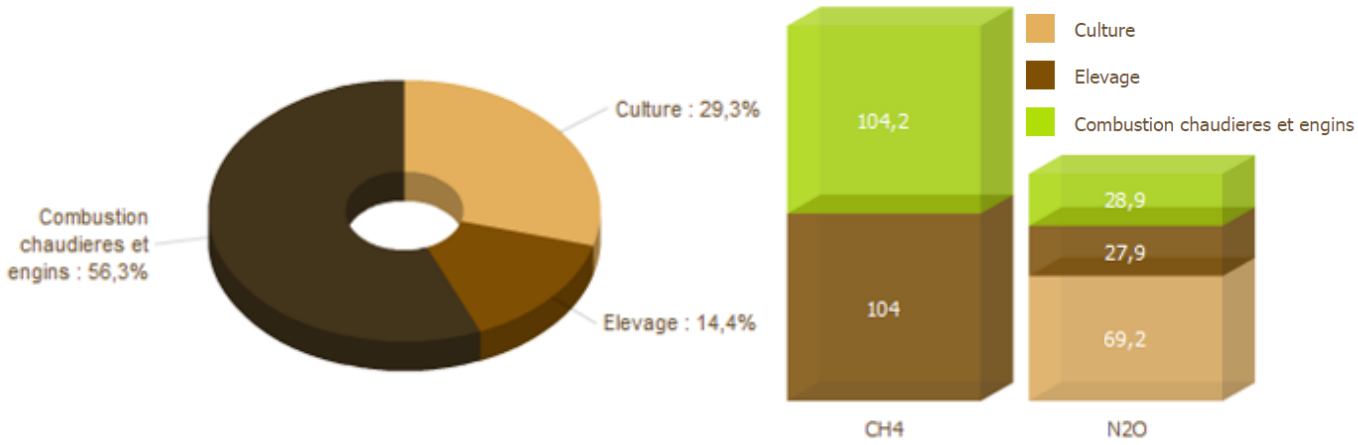
La distribution d'énergie est aussi émettrice de gaz à effet de serre à cause des fuites du réseau de distribution. Tout comme le réseau de distribution d'eau, le réseau de distribution d'énergie comporte des fuites (environ 2 %).
Cela représente un total de 394,1 tonnes équivalent CO_2 par an pour MUNSTER.

- **Agriculture**

Les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture sont réparties selon trois catégories :
- combustion chaudières et engins : 133,1 teq CO_2 par an,
- culture : 69,2 teq CO_2 par an,
- élevage : 34 teq CO_2 par an.

La culture comprend l'ensemble des terres cultivées, des terres arables, des vergers, des prairies et des jachères.
L'élevage comprend les cheptels de bétail (bovins, chevaux, moutons, chèvres, porcs) et de basse-cour (volaille).
La catégorie "Combustion chaudières et engins" regroupe :
- Les chaudières agricoles, les silos, amidonneries et scieries.
- Les engins agricoles tels que les tracteurs, les moissonneuses batteuses et les motoculteurs.

L'agriculture a pour particularité de ne pas avoir le CO_2 comme gaz à effet de serre majoritaire. Ce sont le méthane (CH_4) et le protoxyde d'azote (N_2O) qui prédominent.
Le méthane est issu d'une part de la digestion des ruminants (une vache peut émettre 100 à 500 litres de méthane par jour). D'autre part, la décomposition des déjections stockées sous forme liquide produit aussi du méthane.
Le protoxyde d'azote provient de la transformation, au sol, des composés azotés épandus par le phénomène de nitrification/dénitrification.



Répartition des émissions de gaz à effet de serre dues à l'agriculture par source et par gaz émis

- **Nature**

Les marécages et marais sont les principaux responsables de ces émissions naturelles : ils émettent 0,3 tonnes équivalent CO_2 par an.
Ces marécages sont essentiels au bon fonctionnement de l'écosystème, ils représentent un intérêt pour la biodiversité tant de la faune que de la flore.
Les plantes vivantes émettent aussi du CO_2 pendant leur respiration. Cependant, grâce à la photosynthèse qui se produit dans les parties vertes de la plante, elles captent plus de CO_2 qu'elles n'en rejettent. Ainsi, les plantes ne sont pas émettrices de CO_2.

- **Tertiaire**

Le secteur tertiaire regroupe un grand nombre de bâtiments (cafés, hôtels, restaurants, commerces, établissements scolaires, bureaux, maisons médicalisées, locaux de logistique transport).
Ainsi, les sources d'émission sont multiples :

- GPL : < 1 teq CO_2 par an.
- Gaz naturel : < 1 teq CO_2 par an.
- Fioul domestique : < 1 teq CO_2 par an.
- Houille : < 1 teq CO_2 par an.
- Bois : < 1 teq CO_2 par an.

Les émissions du secteur tertiaire sont essentiellement dues au chauffage des bâtiments et à l'énergie nécessaire au chauffage de l'eau chaude sanitaire.

En résumé, les producteurs de gaz à effet de serre sont principalement le secteur résidentiel (chauffage), l'industrie et le transport routier (circulation sur la RD 10 et la RD 417). Le territoire dispose cependant d'une grande surface de boisements de 494,7 ha, qui représentent un potentiel d'environ 989,4 t/an en tant que puits de carbone (puits correspondant à environ 2 t de carbone par hectare et par an), et d'importantes surfaces de prairies (114 ha environ), qui représentent un potentiel intéressant de 102,6 t/an comme puits de carbone (environ 0,9 t de carbone par hectare et par an).

5.6. Gestion des déchets

(Sources : CCVM, CG68 2010, 2011, 2012)

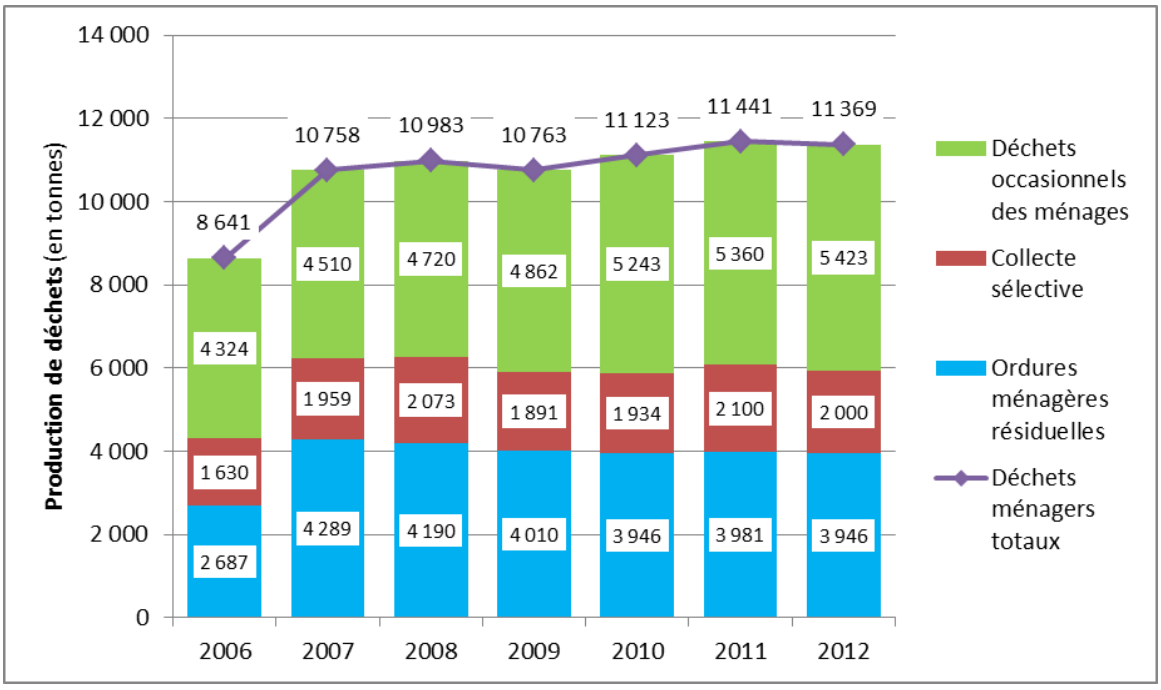
La Communauté de Communes de la Vallée de MUNSTER (CCVM) exerce la compétence de collecte en porte à porte des ordures ménagères comprenant les Ordures Ménagères Résiduelles (ou OMR) et les biodéchets, via la société prestataire SITA Alsace. Le traitement des déchets est quant à lui effectué par le Syndicat Intercommunal de Traitement des Déchets de Colmar et Environs (SITDCE).
La Communauté de Communes, qui regroupe 16 communes pour environ 16 900 habitants, a pour mission d'assurer la collecte, de réduire les déchets à mettre en décharge, de les valoriser mais aussi de contribuer à la préservation de l'espace de vie de chacun des habitants de la région.

Les activités de la CCVM sont :

- la collecte, le transport des ordures ménagères résiduelles via leur prestataire SITA Alsace,
- la collecte sélective des emballages ménagers en porte à porte,
- la gestion de la déchetterie route de Gunsbach à MUNSTER,
- la collecte sélective du verre (26 conteneurs),
- la promotion du compostage individuel.

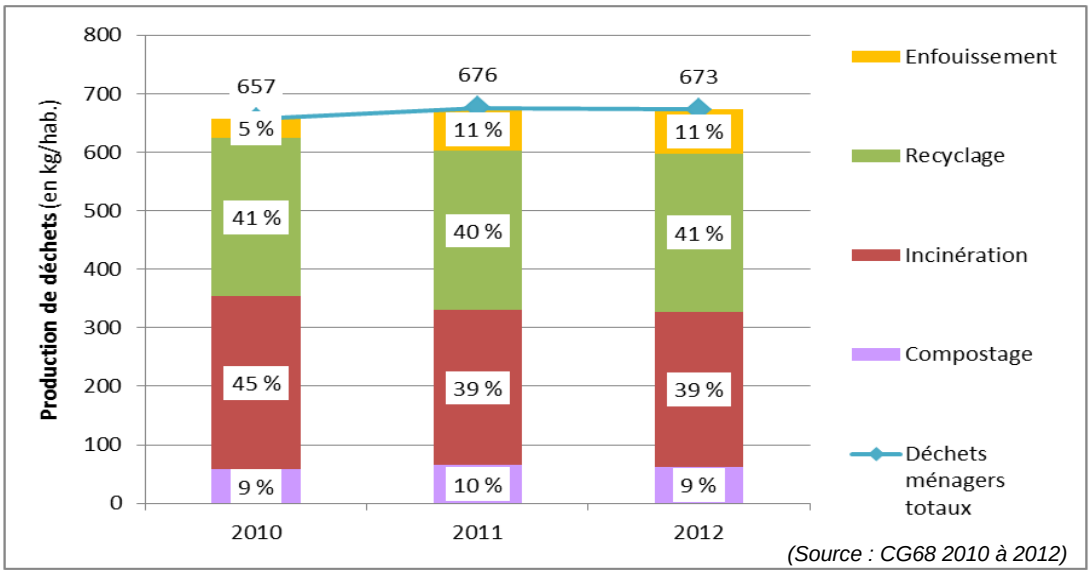
A MUNSTER, la collecte des ordures ménagères en porte-à-porte a lieu toutes les semaines. La collecte sélective s'effectue quant à elle deux fois par mois suivant un calendrier de collecte distribué dans les boites aux lettres.

Chacune des 16 communes de la CCVM est équipée d'au moins un site d'apport volontaire comprenant des bornes pour le verre, le papier/carton, les bouteilles plastiques, les emballages métalliques et parfois les vêtements.
MUNSTER dispose de 6 emplacements avec un conteneur à verre, à savoir au parking en face de l'enseigne U express, rue des Aulnes, Camping route de Gunsbach, rue des Clés, parking de la gare, rue du Tilleul, chemin du Nagelstall et place de la tuilerie. La commune dépend d'une déchetterie intercommunale localisée sur son ban.



Evolution de la production de déchets de la CCVM entre 2006 et 2012

(Source : CG68 2010 à 2012)



Part des filières d'élimination des déchets collectés sur le territoire de la CCVM entre 2010 et 2012

Les OMR résiduels sont à 97 % incinérées avec valorisation énergétique à l'usine d'incinération de Colmar, et recyclées pour les 3 % restants.
Le devenir des déchets de collecte sélective est la valorisation de la matière pour la majeure partie de la masse collectée et l'incinération du refus de tri à l'usine d'incinération de Colmar. Les différents destinataires pour les déchets issus de la collecte sélective sont :

- Schroll/Valorplast pour les plastiques,
- OI Manufacturing pour le verre,
- Schroll pour le papier/carton, les emballages en acier et en aluminium.

Les déchets occasionnels des ménages sont quant à eux destinés à des destinataires différents dont l'activité est le recyclage des matériaux : Eco-Systèmes pour l'électro-ménager, Olry pour les gravats, Rohr pour les métaux, etc. Les déchets divers sont soit stockés (amiante par exemple), soit enfouis à l'ISDND.

Globalement, la production de déchets au sein de la CCVM est en légère augmentation. Il convient cependant de continuer à sensibiliser les habitants au tri sélectif, la part du refus de tri ayant légèrement augmenté au sein de la Communauté de Communes depuis 2011.

5.7. Energie

➢ Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) a été adopté en juin 2012. Il constitue le document structurant fixant un nouveau cap à la politique régionale énergétique déjà très volontariste en Alsace. Il emporte des engagements politiques forts en matière de maîtrise de consommation énergétique, de réduction des gaz à effet de serre, d'amélioration de la qualité de l'air et de développement des énergies renouvelables. Il concourt ainsi pleinement aux objectifs nationaux et internationaux et permet d'anticiper les mutations profondes liées au changement climatique. Il offre aussi par son ambition et ses choix spécifiques à la région Alsace, un cadre de développement pour la filière d'économie verte, concernée par les questions énergétiques.

Le schéma est un document stratégique. Son rôle est de proposer des orientations ou des recommandations applicables à l'échelle du territoire alsacien. Il n'a donc pas vocation à fixer des mesures ou des actions qui relèvent des collectivités ou de l'Etat via notamment les Plans Climat Energie Territoriaux (PCET), les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) et les Plans de Déplacements Urbains (PDU) ou leurs politiques sectorielles. Par ailleurs, les orientations du SRCAE seront prises en compte dans les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT), les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) et les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

Le Grand Pays de Colmar, dont la Communauté de Communes de la Vallée de MUNSTER fait partie, s'est officiellement engagé dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Climat Territorial (PCT) à partir de mai 2007.

Ce PCT vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, les consommations énergétiques et à promouvoir les énergies renouvelables, tout en renforçant l'attractivité du territoire. Le Plan Climat se base sur la mise en œuvre d'actions concrètes et une mutualisation des savoir-faire.
La stratégie retenue pour la mise en œuvre du PCT du Grand Pays de Colmar vise à atteindre les objectifs d'ensemble retenus :

- "Facteur 4" pour les rejets de gaz à effet de serre : soit une réduction de 75 % des émissions d'ici 2050 (sur la base des mesures de 2006 (534 000 teq CO_2) soit un droit à émettre de 133 500 teq CO_2 en 2050 et une réduction annuelle de 10 000 à 11 000 teq CO_2.
- Réduction des consommations d'énergie du territoire de 20 % d'ici 2020 soit une consommation de 290 Ktep à cette date (contre 365 Ktep en 2006) et une réduction d'environ 5,4 Ktep par an.

Afin d'atteindre ces objectifs, le plan d'action s'articule autour de 5 thématiques :

- le bâtiment/habitat : rénovation énergétique, énergies propres et renouvelables, développement du conseil, formation et sensibilisation,
- le transport/mobilité : stratégie commune, sensibilisation,
- exemplarité des collectivités,
- agir dans d'autres domaines,
- animation/communication.

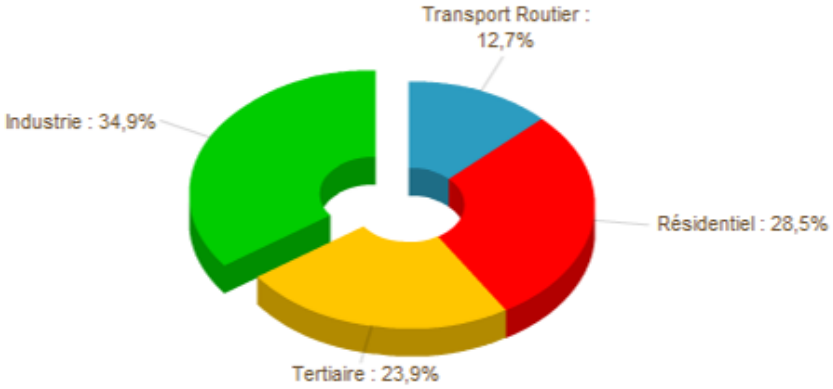
➢ Consommations en énergie

(Source : AIRLOR)

Chaque année, la commune de MUNSTER consomme 128,1 Giga joules d'énergie par habitant. Cette consommation est presque identique à celle du département (129,8 Gj/hab./an) et légèrement supérieure à celle de la région (117,3 Gj/hab./an).



Consommation en énergie (en Gj/habitant/an)



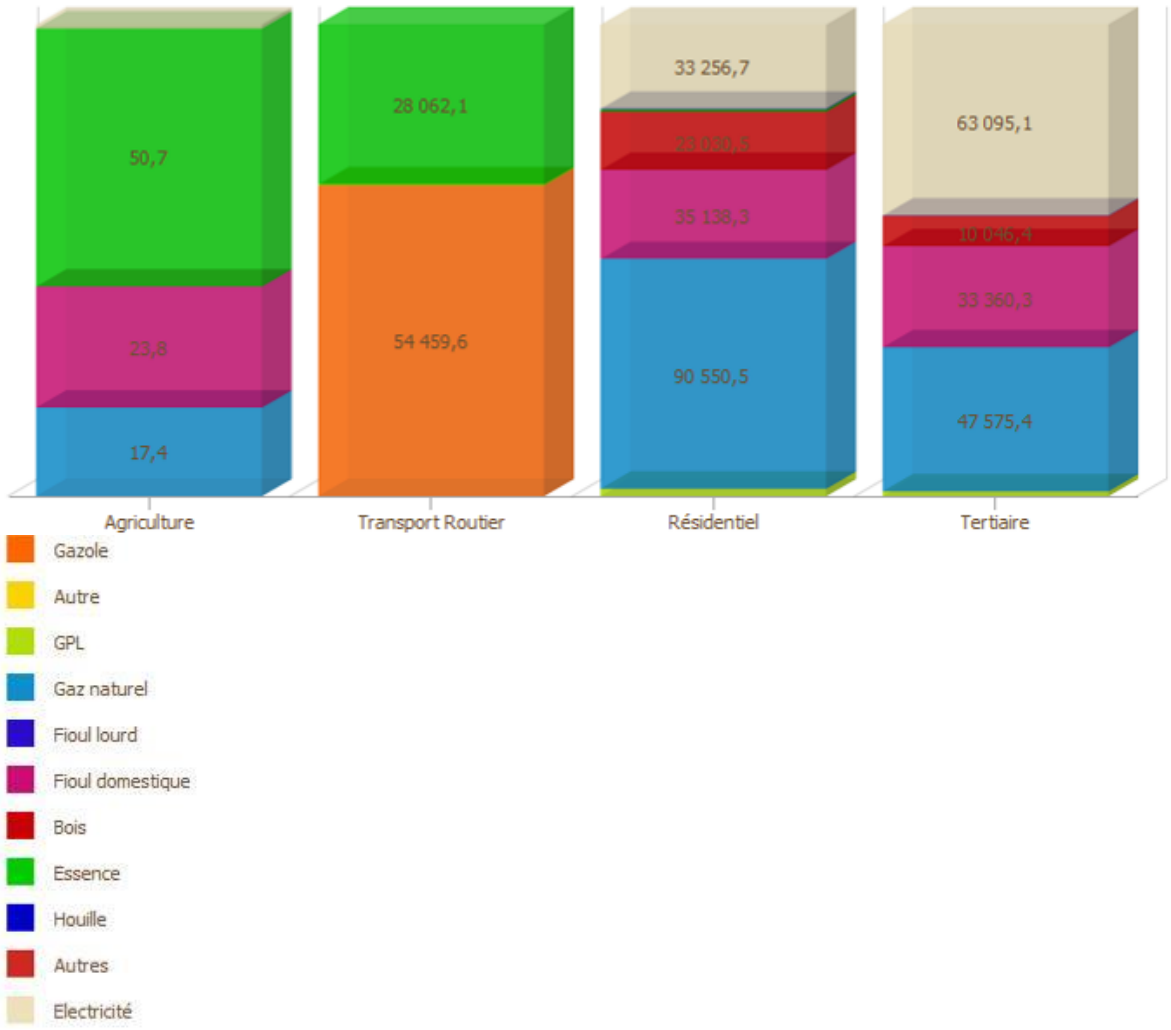
Répartition de la consommation en énergie communale par secteur d'activité

Les consommations en énergie de la commune sont essentiellement liées à l'industrie (34,9 %), au secteur résidentiel (28,5 %), au secteur tertiaire (23,9%) et au transport routier (12,7 %). De manière générale, les consommations énergétiques du secteur résidentiel sont fortement dépendantes du type et de l'âge des logements. Les logements individuels anciens sont les plus énergivores en raison de leur faible isolation thermique.

Répartition de la consommation en énergie communale par secteur d'activité et source d'énergie

Secteur d'activité	Consommation en énergie	Part des consommations	Source d'énergie	Consommation en énergie	Part du secteur d'activité
Industrie	227 641,4 Gj/an	34,9 %	-	-	-
Résidentiel	186 135 Gj/an	28,5 %	Gaz naturel	90 550,5 Gj/an	48,6 %
			Fioul domestique	35 138,3 Gj/an	18,9 %
			Electricité	33 256,7 Gj/an	17,9 %
			Bois	23 030,5 Gj/an	12,4 %
			GPL	2 980,2 Gj/an	1,6 %
			Essence	883,5 Gj/an	0,5 %
			Houille	295,3 Gj/an	0,1 %
			Autres	< 1 Gj/an	< 0,1 %
Tertiaire	155 772,1 Gj/an	23,9 %	Electricité	63 095,1 Gj/an	40,5 %
			Gaz naturel	47 575,4 Gj/an	30,5 %
			Fioul domestique	33 360,3 Gj/an	21,4 %
			Bois	10 046,4 Gj/an	6,4 %
			GPL	1 600,6 Gj/an	1 %
			Houille	94,3 Gj/an	< 0,1 %
Transport routier	82 823,4 Gj/an	12,7 %	Gazole	54 459,6 Gj/an	65,8 %
			Essence	28 062,1 Gj/an	33,9 %
			GPL	301,7 Gj/an	0,4 %
			Autres	< 1 Gj/an	< 0,1 %
Agriculture	92,6 Gj/an	< 0,1 %	Essence	50,7 Gj/an	54,7 %
			Fioul domestique	23,8 Gj/an	25,7 %
			Gaz naturel	17,4 Gj/an	18,8 %
			Electricité	0,8 Gj/an	0,9 %
			Autres	< 1 Gj/an	< 0,1 %

N.B. Le calcul de la consommation d'énergie se fait en prenant en compte toute les consommations d'énergie finale y compris l'électricité.

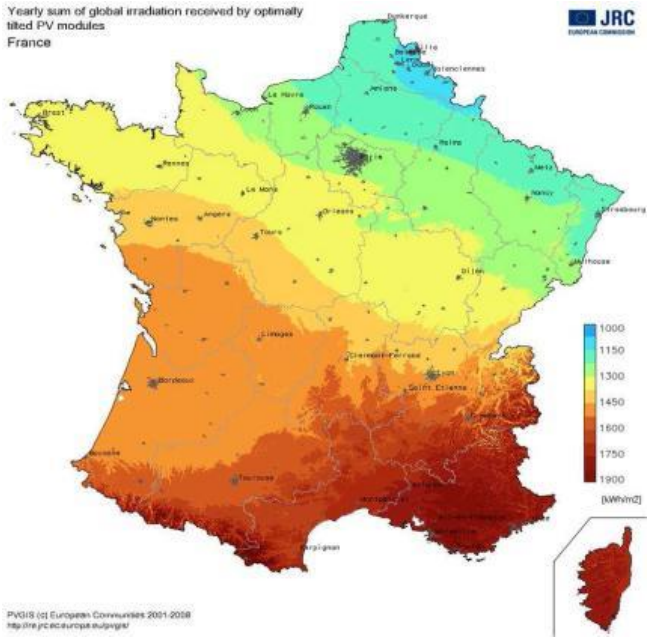


Proportion de combustible consommé par secteur d'activité

➢ Energies renouvelables

- **Le potentiel énergétique solaire** *(Source : EGIS France 2011)*

Le potentiel énergétique solaire est appréhendé à partir de la localisation géographique, de l'orientation et de l'inclinaison d'une surface réceptrice donnée. Pour optimiser la quantité d'énergie perçue, la surface réceptrice doit toujours être perpendiculaire aux rayons solaires, ce qui implique un mouvement continu en 3 dimensions (orientation est-ouest et inclinaison par rapport au sol), permettant de suivre au plus près la course du Soleil sur une journée mais aussi au fil des saisons.
Le territoire national présente un taux d'ensoleillement relativement variable entre ses extrémités nord et sud. Une surface de 1 m² orientée de manière optimale y reçoit en effet une quantité d'énergie comprise entre 1 000 kWh/an dans la partie nord de la France et 1 900 kWh/an dans la partie sud du pays et en Corse. La carte ci-dessous illustre la quantité d'énergie solaire reçue annuellement en France.



Energie solaire reçue annuellement en France sur des surfaces orientées de façon optimale

Pour la commune de MUNSTER, d'après les résultats du simulateur « PVGIS » (*http://re.jrc.ec.europa.eu/pvgis*), l'irradiation solaire obtenue annuellement est la suivante :

Energie solaire incidente sur la commune

	Irradiation solaire moyenne		**Energie totale perçue annuellement**	
	À l'horizontal	Inclinaison optimale et orientation plein sud	À l'horizontal	Inclinaison optimale et orientation plein sud
Munster	3,13 kWh/m²/jour	3,56 kWh/m²/jour	1 140 kWh/m²	1 300 kWh/m²

L'énergie solaire ainsi susceptible d'être exploitée sur la commune, par le biais d'installations fixes intégrées au bâti, orientées plein sud, pour un angle d'inclinaison optimal de 35° et un azimut de -1°, est **approximativement de 1 300 kWh/m².**

A noter que pour une surface réceptrice orientée plein sud, l'angle d'inclinaison optimal varie très fortement au cours de l'année. Selon le système énergétique employé (thermique ou photovoltaïque) et les fonctions qui lui seront attribuées (production d'eau chaude sanitaire / chauffage / production électrique raccordée au réseau), la stratégie pourra être différente en termes d'inclinaison et d'orientation des surfaces réceptrices.
En effet, il pourra alors s'agir de privilégier soit une production énergétique globale maximale, soit une production énergétique maximale à certaines périodes de l'année, lorsque les besoins sont les plus importants (cas d'une installation de chauffage par exemple).

- **Le potentiel énergétique éolien**

- **Le potentiel éolien de grande envergure**

L'éolien de grande envergure correspond à l'installation d'aérogénérateurs de grande taille (plus de 150 m pour les plus grands) et de forte puissance (2 à 4 MW par machine), raccordés au réseau électrique. Ces installations nécessitent un investissement de plusieurs millions d'euros par machine et imposent des contraintes significatives en termes de nuisance (acoustique) et d'utilisation des sols.
La région Alsace dispose d'un « Schéma Régional Éolien » approuvé en 2012. Ce document identifie les sites potentiellement favorables à l'accueil de parcs éoliens de grande envergure en confrontant le gisement éolien et les contraintes environnementales existantes.

Dans le cadre du zonage du potentiel éolien d'Alsace, **la commune de MUNSTER n'est pas identifiée dans les zones « favorables » à l'éolien.**

- **Le potentiel petit éolien**

Le « petit éolien » ou « éolien domestique » correspond à l'implantation de machines de petite ou moyenne puissance. Le Schéma Régional Éolien d'Alsace indique un potentiel envisageable pour ce type d'installations, de 500 à 800 kW à l'horizon 2020.
De manière générale, la force, la fréquence et la régularité des vents sont des facteurs essentiels pour que l'exploitation de la ressource éolienne soit intéressante, et cela quel que soit la taille et la forme de l'éolienne.

À moins de 20 km/h de moyenne annuelle (soit 5,5 m/s), l'installation d'une éolienne domestique traditionnelle (axe horizontal) n'était généralement pas conseillée. Cependant les technologies évoluant, le seuil de rentabilité de ces installations s'abaisse progressivement. La plage d'opérabilité des petites éoliennes varie aujourd'hui de moins d'1 m/s à plus de 40 m/s.

Les petites éoliennes les plus courantes fonctionnent sur un axe horizontal, monté sur un mat généralement de 10 à 30 m de haut. Ce type d'éoliennes fonctionne assez mal en zone urbanisée, en raison des fortes turbulences du vent qu'implique la présence du bâti. De nouvelles formes d'éoliennes ont toutefois été développées. Plus adaptées à un contexte urbanisé, ces éoliennes sont moins sensibles aux turbulences et peuvent produire de l'électricité à des vitesses de vent plus faibles. Aussi bien sur axe vertical qu'horizontal, elles peuvent être installées au sol ou sur toitures. Leurs dimensions sont très variables.

Le productible associé au petit éolien est estimé, en moyenne et en situation de vent modéré (5-7 m/s en moyenne) en contexte urbain ou périurbain, à une fourchette de l'ordre **de 1 000 à 1 200 kWh par kilowatt installé.**

- **Le potentiel « Bois-Energie »**

Le bois est une ressource renouvelable qui présente de multiples avantages tant environnementaux que socio-économiques. En termes d'environnement, le bois est une source d'énergie renouvelable qui peut se substituer aux énergies fossiles limitées. Cette substitution contribue à la lutte contre le réchauffement climatique en limitant l'effet de serre.

Comme tout combustible, son utilisation entraîne le rejet de CO_2, mais à l'inverse des énergies fossiles, un équilibre peut s'établir entre le relargage de CO_2 et sa mobilisation pour la croissance du bois. Cette énergie est renouvelable dans un temps court et les émissions nettes de CO_2 de la filière (émissions lors de la combustion - mobilisation par le bois) sont bien plus faibles que celles des énergies fossiles. L'ADEME estime que 4 m^3 de bois-énergie permettent en moyenne l'économie de 1 t de pétrole et le rejet de 2,5 t de CO_2 dans l'atmosphère. Le bois-énergie constitue en outre une excellente valorisation des sous-produits et déchets de la filière bois.

En termes économiques, le bois-énergie est un combustible dont le prix n'est que très peu soumis aux fluctuations des cours des carburants et des monnaies. Plus les énergies fossiles sont chères, plus il est compétitif. En France, la consommation de bois-énergie est de 40 millions de m^3 par an (Mm^3/an) dont 25 Mm^3 prélevés en forêt (bûches et plaquettes forestières) et 15 Mm^3 issus de sous-produits de l'industrie du bois (écorces, copeaux et sciures, plaquettes, granulés, briquettes), de la filière des déchets (bois mis au rebut) et d'exploitation rurale. Cette consommation équivaut à 9,3 Mtep/an. (*ADEME*)

La commune de MUNSTER est recouverte par 494,7 ha de forêt, soit 56,3 % de son ban. Compte tenu de sa position géographique et de la présence d'une forte proportion de boisements sur son ban, **la ressource biomasse bois est la filière principale en matière d'énergies renouvelables.**

6. Risques naturels et technologiques

Les données proviennent principalement du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Haut-Rhin, mis à jour en 2013 par la Préfecture du Haut-Rhin.

6.1. Risques naturels

➢ Risque sismique

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (articles R.563-1 à R.563-8 du code de l'environnement modifiés par les décrets n° 2010-1254 et n° 2010-1255 du 22 octobre 2010, ainsi que par l'arrêté du 22 octobre 2010) :

- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte

La commune de MUNSTER, classée en **zone de sismicité 3 (risque modéré)**, est concernée par les décrets, n° 2010-1254 du 22/10/2010 relatif à la prévention du risque sismique et n° 2010-1255 du 22/10/2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français qui sont applicables depuis le 1ier mai 2011. Les constructions et installations sont donc soumises aux règles parasismiques applicables aux nouveaux et anciens bâtiments.

➢ Risques d'inondation

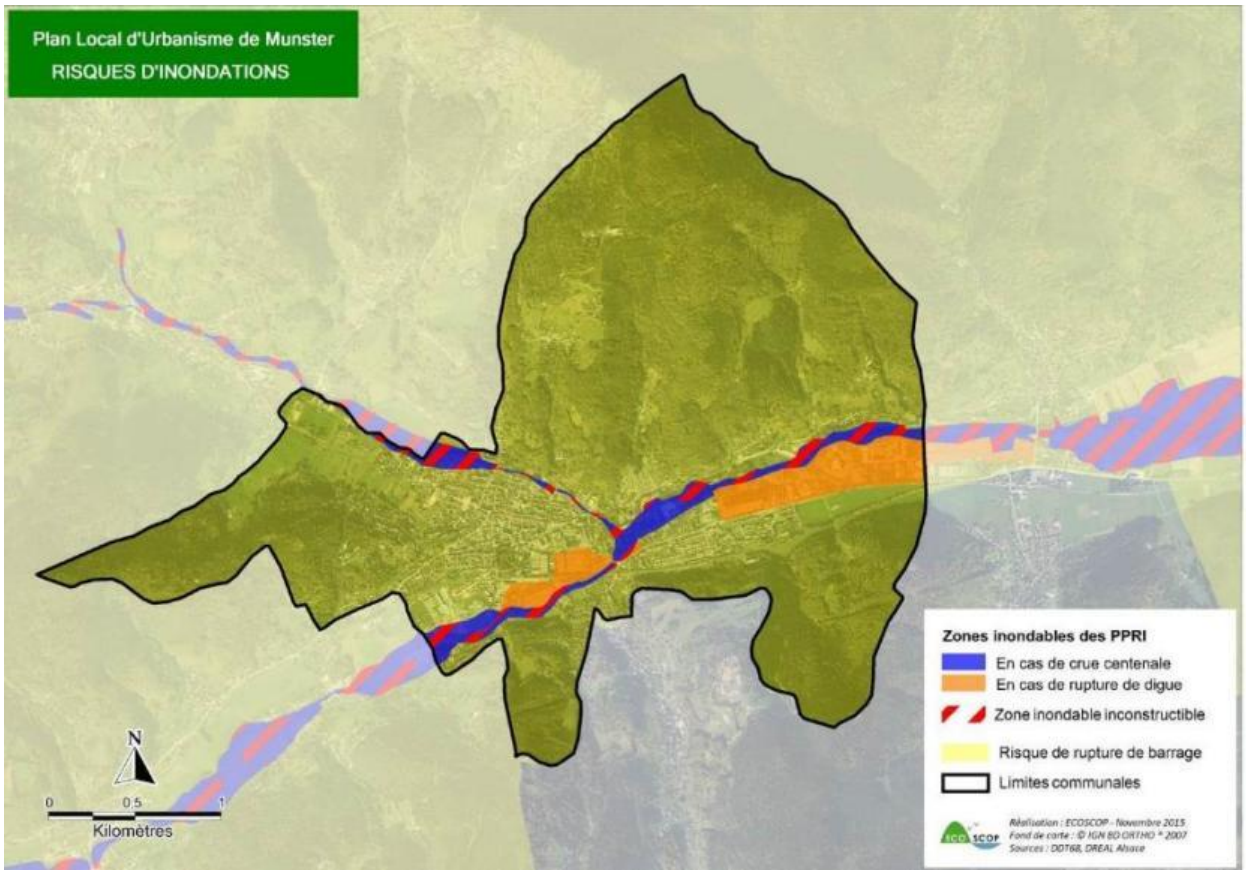
MUNSTER a fait l'objet de plusieurs arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle. La commune est recensée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) qui liste les communes du Haut-Rhin soumises aux risques d'inondations par ruissellement et coulée de boue.

Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	01/07/1987	01/07/1987	27/09/1987	09/10/1987
Inondations et coulées de boue	14/02/1990	19/02/1990	16/03/1990	23/03/1990
Inondations et coulées de boue et mouvement de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

(Source : http://www.prim.net/)

La commune de MUNSTER est concernée par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) de la Fecht.
Les inondations répertoriées sur MUNSTER ont eu lieu essentiellement en période hivernale et printanière suite à des pluies abondantes liées à de violents orages.



Risques d'inondations

➢ Risques de mouvements de terrain

D'une manière générale, l'ampleur de ces risques au sein du territoire communal est limitée et ne constitue pas un enjeu majeur de sécurité.

• Aléa de retrait-gonflement des sols argileux

Les phénomènes de retrait-gonflement sont dus pour l'essentiel à des variations de volume de formations argileuses sous l'effet de l'évolution de leur teneur en eau. Ces variations de volume se traduisent par des mouvements différentiels de terrain susceptibles de provoquer des désordres au niveau du bâti. Le Haut-Rhin fait partie des départements français relativement peu touchés jusqu'à présent par le phénomène. A la demande du Ministère de l'Ecologie, le BRGM a réalisé une cartographie de l'aléa retrait-gonflement des sols argileux sur l'ensemble du département en vue de permettre une information préventive sur ce risque.

Seul le fond de vallée est concerné par un aléa faible de retrait-gonflement des argiles, ce qui représente 254 ha (28,9 % du ban).

Retrait-gonflement des sols argileux (source : Géorisques)



- **Coulées d'eaux boueuses**

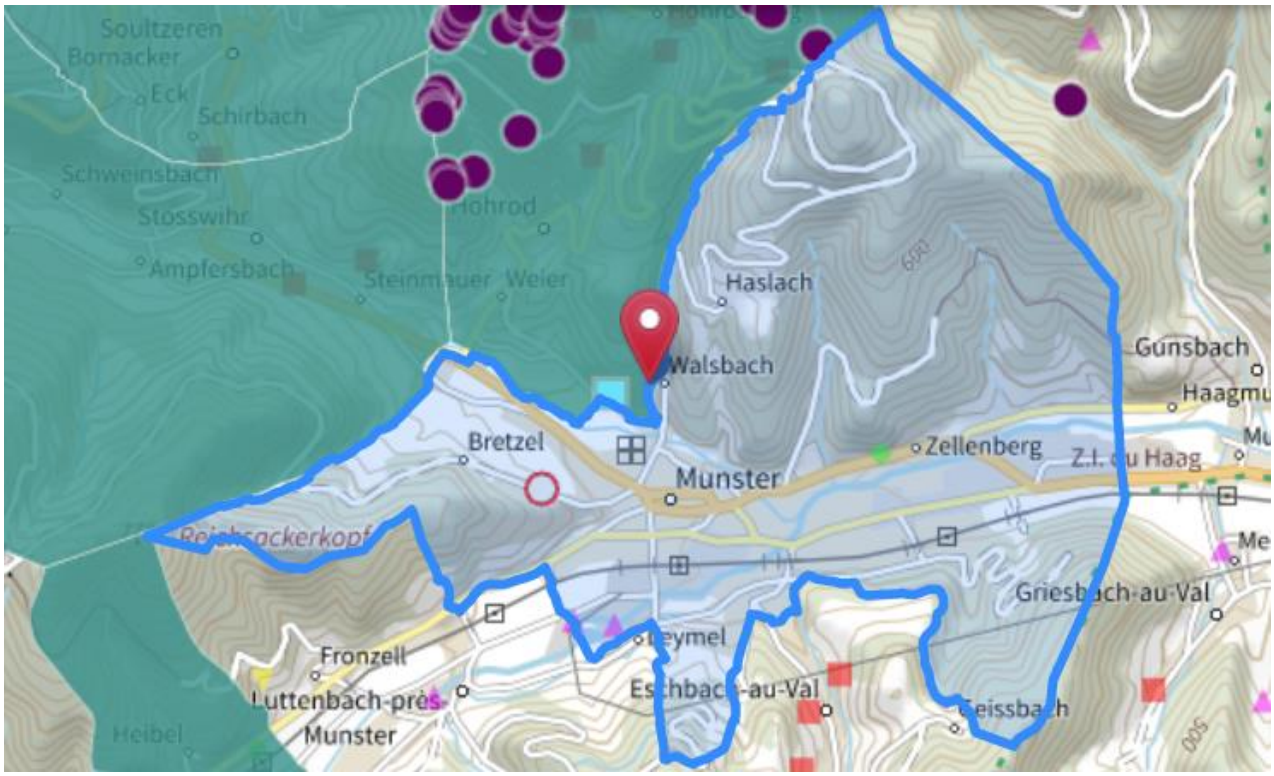
Selon la cartographie dressée par l'Association pour la Relance Agronomique Alsace MUNSTER occupe une zone à risque faible. Les prairies de versant et la couverture forestière limitent fortement ce risque.

- **Cavités souterraines**

Les cavités souterraines induisent un risque d'effondrement/affaissement en surface, menaçant les biens et les personnes, mais également de chute de personne. Toutes les cavités ne sont pas amenées à s'effondrer.

Une seule cavité indéterminée est à signaler sur le ban communal, au 15 chemin du Bretzel. Selon la commune cette cavité ne pose pas de problème en termes de sécurité. Il s'agit d'une ouverture sous forme de puits, de largeur 30 à 40 cm et d'une profondeur inconnue. Cette cavité a été fermée par le propriétaire.

Risques de mouvements de terrain (source : Géorisques)



Les aléas effondrement et glissement ne sont pas présents à MUNSTER.

- **Erosion des berges**

La Fecht est concernée par un phénomène d'érosion de ses berges au Sud-Ouest du ban communal.

- **Eboulement**

Les éboulements et chutes de blocs sont des mouvements de terrain rapides résultant de l'action de la pesanteur sur des éléments rocheux, notamment par décrochement d'éléments d'une falaise. Ce phénomène est conditionné par la nature géologique de la roche, son état d'altération et de fissuration et par le profil topographique préexistant. Les zones les plus soumises à cet aléa présentent généralement des sauts de relief importants et des vallées entaillées.

Dans le cas présent, le phénomène a été observé au 15 Route de Gunsbach, des blocs se sont détachés de la paroi rocheuse sans créer de dommages. Il convient de veiller à l'évolution de la situation, en raison de la présence d'une maison d'habutation et d'une voie très passante.

- **Radon** (Source : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire)

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle, issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre et plus particulièrement dans certains types de roches, notamment le granite. En se désintégrant, le radon forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs qui peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans l'air extérieur, le radon se dilue rapidement et sa concentration moyenne reste généralement faible : le plus souvent inférieure à une dizaine de Bq/m³.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³. Or, il est avéré par les instances scientifiques que le radon, présent dans l'air intérieur des maisons, augmente le risque de cancer du poumon.
Il se trouve que selon l'IRSN, MUNSTER appartient à la catégorie 3 de risque fort lié à la nature géologique granitique du massif vosgien. Il s'agit d'un niveau de risque relatif à l'échelle de la commune qui ne présage en rien des concentrations présentes dans les habitations, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc…).

Pour connaître le niveau d'exposition au sein des maisons d'habitation et des bâtiments publics, il convient d'effectuer des mesures précises à l'aide d'un dosimètre. Si ces mesures révèlent une concentration élevée de radon (supérieure à 300 Bq/m³), il est alors nécessaire de mettre en œuvre des solutions efficaces :

- limiter la surface des pièces de vie (chambre, séjour) en contact avec le sol (plancher bas, sous-sols, remblais, murs enterrés ou partiellement enterrés) ;
- assurer l'étanchéité entre le bâtiment et son sous-sol, au niveau du plancher bas mais aussi des remontées de réseaux et joints périmétriques ;
- veiller à la bonne aération du bâtiment et de son soubassement (vide sanitaire, cave, ...), en évitant les différences de pression entre le soubassement et les pièces de vie qui pourraient favoriser l'accumulation du radon dans la partie habitée ;
- prévoir un vide sanitaire ventilé et accessible afin de pouvoir mettre en œuvre, si besoin, des dispositifs de mise en dépression du sol sous-jacent au bâtiment.

Les contraintes réglementaires liées au radon sont définies par le Code de la Santé Publique, le Code du Travail et le Code de l'Environnement. Cette réglementation a fait l'objet de modifications en 2018 et en 2019. L'arrêté du 26 février 2019 fixe les modalités de gestion du radon dans certains établissements recevant du public.

6.2. Risques technologiques et installations classées agricoles

➢ Risque industriel

Le risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates ou différées, graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et l'environnement.
Les principales manifestations du risque industriel sont l'incendie, l'émission de substances toxiques ou asphyxiantes, l'explosion. Afin de limiter la survenue et les conséquences d'un accident industriel, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont soumises à une réglementation stricte.

3 ICPE sont recensées à MUNSTER, toutes non-seveso : Euro TF, Miclo Scierie & Palettes, SN Clélial Color et Christoph (ex scierie Peter). L'ICPE Carpentek SARL (classée non-seveso) est située à proximité directe du territoire de MUNSTER, sur la commune de Gunsbach.

Liste des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) industrielles

Nom établissement	Adresse d'exploitation	Régime	Régime Seveso
Christoph (ex-Scierie Peter)	Zone industrielle, rue Martin Hilti	Inconnu	Non-Seveso
Euro TF (ex-Manufacture Hartmann Munster)	Rue des remparts	Autorisation	Non-Seveso
SN Clélial Color	Zone industrielle, rue Martin Hilti	Enregistrement	Non-Seveso

Localisation des ICPE industrielles (source : Géorisques)

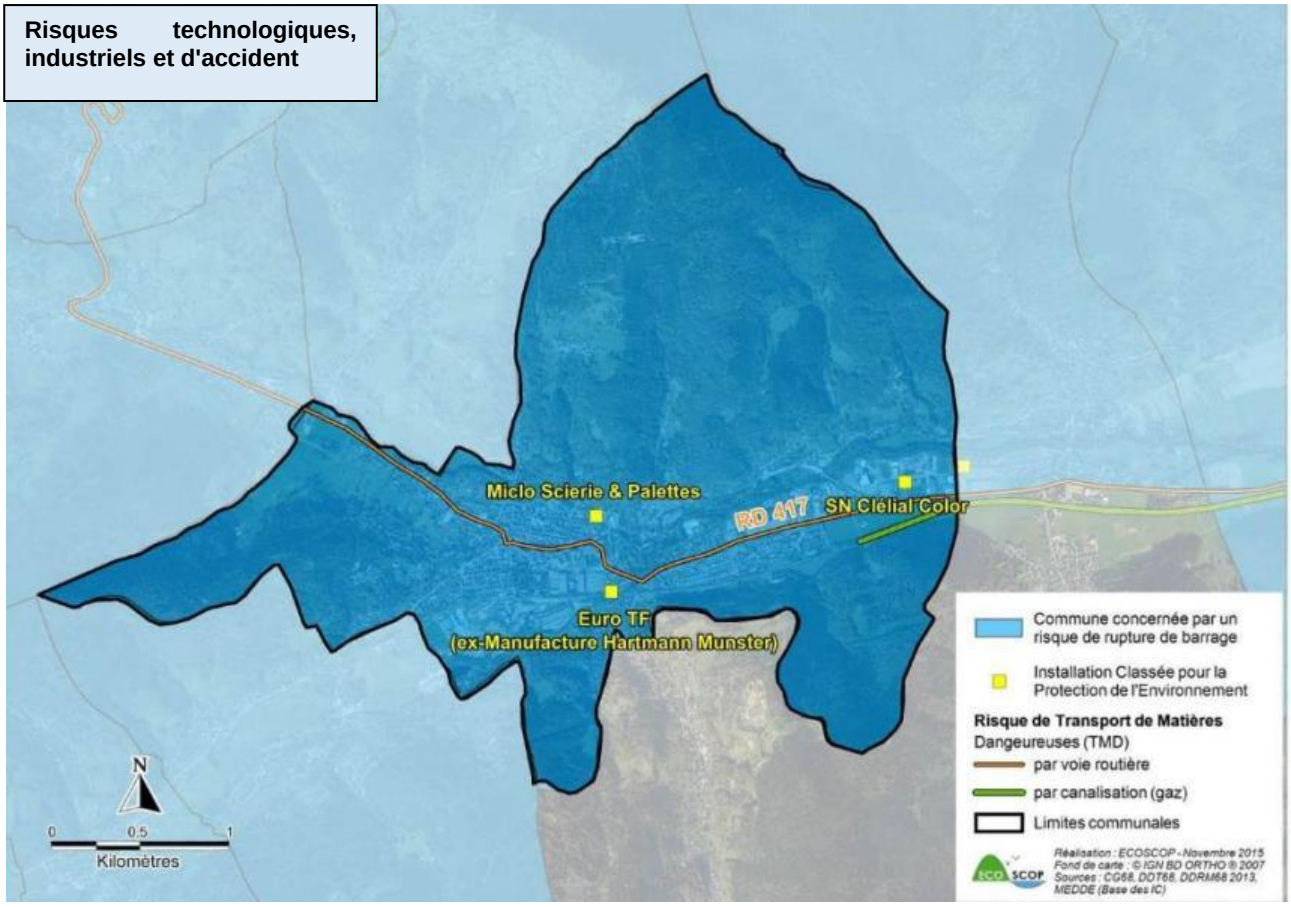


➢ Risque de Transport de Matières Dangereuses

Les risques liés au transport de matières dangereuses peuvent entrainer quatre types d'effets :

- effets thermiques, liés à la combustion d'un produit inflammable ou à une explosion,
- effets mécaniques liés à une surpression, résultant d'ondes de choc provoquée par une explosion,
- effets toxiques par inhalation, contact ou absorption d'une substance chimique toxique, suite à une fuite sur une installation,
- effets dus aux substances radioactives liés aux rayonnements ionisants.

Deux types de ces risques sont à considérer sur le territoire de MUNSTER : il s'agit des transports de matières dangereuses par voie routière (RD 417) et par canalisation (gaz). La RD 417 traverse le ban communal selon un axe est/nord-ouest et passe en plein centre-ville. Le risque lié à la canalisation de gaz s'arrête au sud-est de la commune, après avoir traversé quelques centaines de mètres sur le ban.



➢ Risque de Rupture de Barrage

La commune de MUNSTER est concernée par un risque de rupture de barrage lié au bassin versant de la Fecht. Ces risques de rupture concernent les barrages suivants :

- Le Lac Vert (hauteur : 11,06 m et 162 000 m^3 de retenue),
- Le Forlet (hauteur : 10,08 m et 581 000 m^3 de retenue),
- Le Lac du Schiessroth (hauteur : 12,5 m 326 000 m^3 de retenue),
- Altenweiher (hauteur : 15 m et 725 000 m^3 de retenue).

Il convient de préciser que le risque de rupture de barrage correspond à un risque technologique et plus précisément à un risque d'accident géré par la DREAL.

➢ Installation classées agricoles

Selon le recensement général de l'agriculture établi en 2010, la commune de MUNSTER compte 6 exploitations agricoles d'élevage.

L'activité d'élevage est strictement encadrée par la réglementation que ce soit par le Règlement Sanitaire Départemental (RSD) ou par la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation ou à déclaration.
Pour éviter les conflits de voisinage et les atteintes à l'environnement, les bâtiments d'élevage sont soumis à des règles d'éloignement vis-à-vis notamment des constructions à usage d'habitation. Ces distances d'éloignement sont fixées selon le nombre d'animaux par le Règlement Sanitaire Départemental ou par la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

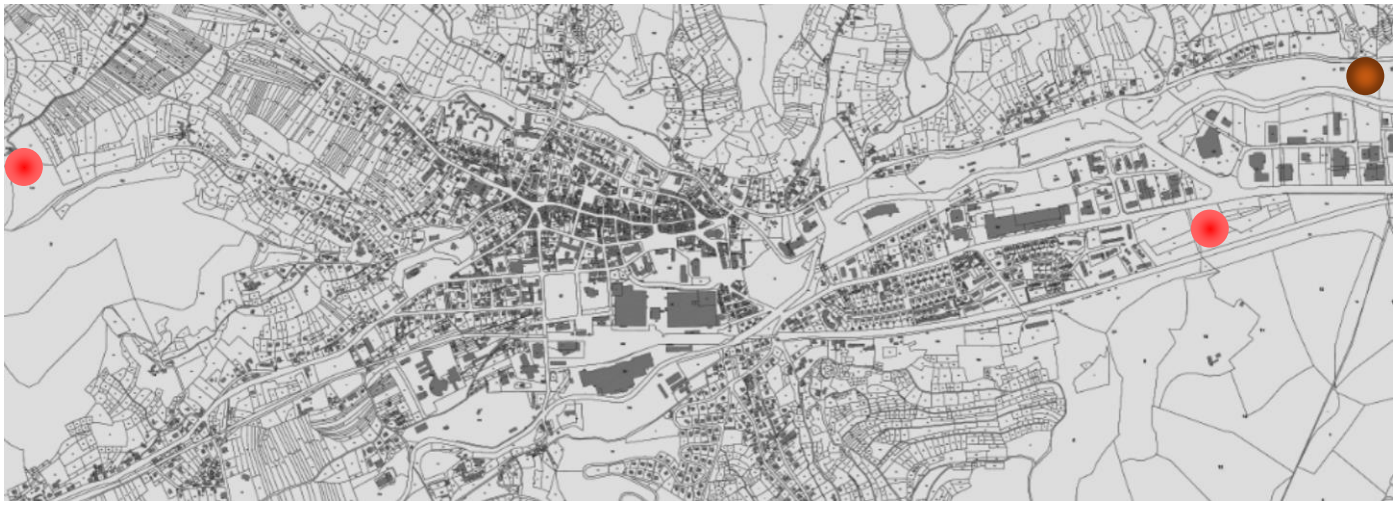
Sont pris en compte pour l'instauration du périmètre :
- les bâtiments servant au logement des animaux ;
- les laiteries et fromageries ;
- les bâtiments ou installations servant à abriter la nourriture du bétail ;
- les dispositifs de stockage et de traitement des effluents.

Ainsi, un agriculteur ne peut pas construire un nouveau bâtiment d'élevage ou une annexe à moins de 50 mètres (RSD) ou 100 mètres (ICPE), selon les cas, de toute construction à usage d'habitation. A l'inverse, une personne souhaitant construire à proximité d'une exploitation d'élevage doit respecter cette même distance conformément à la règle de réciprocité édictée par l'article L 111-3 du Code Rural qui exige une marge de recul entre un bâtiment d'élevage, ses annexes et les projets de constructions de tiers à usage d'habitation ou professionnel.

Selon la commune, parmi les 6 exploitations d'élevage recensées en 2010, 3 sont réellement encore en activité. Elles bénéficient d'une situation isolée par rapport aux maisons d'habitation qui les maintient à l'écart de tout risque de nuisances et de conflit de voisinage. Leur régime est le suivant :

Règlement Sanitaire Départemental
Deybach
GAEC Widenthal
ICPE
Maison du Fromage

Localisation des exploitations d'élevage



Règlement sanitaire départemental

Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

7. Synthèse des enjeux

Synthèse des enjeux pour la commune

THEMES	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX GLOBAUX	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX	NIVEAU D'ENJEUX
Biodiversité	✓ Maintien de la biodiversité et préservation du patrimoine naturel ✓ Préservation des continuités écologiques locales	✓ Préservation des milieux remarquables (ZSC « Sites à chauves-souris des Vosges haut-rhinoises » et ZPS « Hautes Vosges, Haut-Rhin ») et du réservoir de biodiversité (Hautes Vosges haut-rhinoises) ✓ Préservation de la qualité du corridor lié à la vallée de la Fecht et des corridors locaux ✓ Préservation de la biodiversité ordinaire liée à la forêt, aux prairies des versants et à la trame verte urbaine et périurbaine (parcs, espaces verts, vergers) ✓ Conservation et réhabilitation des lisières forestières fonctionnelles	**MOYENS à FORTS**
Cadre de vie et paysages	✓ Protection des sites et des paysages ✓ Valorisation des entrées de ville	✓ Préservation des coulées agricoles et paysagères gages d'espaces de transition et de respiration avec les espaces bâtis ✓ Gestion de la pression urbaine sur les versants (bas de pente et clairières) et intégration d'objectifs de qualité dans les secteurs à urbaniser ✓ Valorisation et réouverture des points de vue sur la ville et les paysages environnants ✓ Gestion de l'enfrichement sur les bas de pentes et vallons périurbains ✓ Valorisation et intégration des coulées vertes de la Fecht et de la Petite Fecht dans le projet urbain	**FORTS**
		✓ Traitement des entrées de villes (surtout en entrée de vallée) et des zones de conurbation avec les villages voisins ✓ Traitement interne de la zone d'activités ✓ Valorisation du patrimoine architecturel et arboré en milieu urbain	**MOYENS**
Pollutions	✓ Préservation de la qualité de l'eau ✓ Préservation de la qualité de l'air et prévention des changements climatiques ✓ Gestion durable des déchets	✓ Vigilance vis-à-vis de la qualité de l'air (pollution en ozone) ✓ Persévérance de la sensibilisation vis-à-vis du tri des déchets	**FAIBLES à MOYENS**

THEMES	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX GLOBAUX	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX	NIVEAU D'ENJEUX
Risques et nuisances	✓ Protection des biens et des personnes ✓ Préservation de la qualité de l'ambiance acoustique	✓ Prise en compte des risques technologiques (rupture de barrage et transport de matières dangereuse) ✓ Prise en compte des risques d'inondation du PPRi de la Fecht ✓ Prise en compte des risques liés aux coulées de boues dans les espaces périvillageois, notamment au nord et au sud-ouest du ban, ainsi qu'à l'ouest du village ✓ Prise en compte des nuisances sonores liées à la RD 417 et à la RD 10	**MOYENS**
Ressources naturelles	✓ Gestion économe de l'espace ✓ Préservation des espaces naturels et ruraux ✓ Gestion économe de l'énergie	✓ Gestion économe de l'espace pour une commune rurale contrainte en termes de superficie de territoire (pentes des versants vosgiens). Quelles limites à l'urbanisation ? ✓ Gestion économe de l'espace en favorisant la densification de l'enveloppe bâtie existante et en affirmant des limites franches aux extensions. Préservation des lignes de crête (limites/taquets à l'urbanisation ?) ✓ Concilier extension et densification urbaines avec le patrimoine arboré, prairial et paysager de la commune ✓ Favoriser le développement d'énergies renouvelables (notamment solaire et bois) et les rénovations thermiques des bâtiments	**FORTS**

Avant de clore ce chapitre relatif à l'état initial du site et de l'environnement, il convient de souligner la démarche dans le domaine de l'écologie dans laquelle la commune s'est engagée depuis plus de 10 ans, donnant lieu à toute une série d'actions et d'initiatives aussi en ce qui concerne la biodiversité, que le patrimoine rural et naturel, l'énergie, les énergies renouvelables, les mobilités douces…

- Gestion écologique des cours d'eau en partenariat avec le syndicat de rivière, l'association de pêche et le Conseil Départemental (acquisition progressive des berges par la commune afin de consolider la fonction écologique de la rivière, aménagement de passes à poisson, entretien des ripisylves…) ;

- Gestion durable des forêts ;

- Mise en valeur du patrimoine rural et restauration du patrimoine hydroélectrique ;

- Opérations d'amélioration et de restauration pastorale (Narenstein) ;

- Mise en œuvre d'un plan de rénovation énergétique des équipements publics ;

- Développement de l'hydroélectricité ;

- Déploiement des LED et des bornes électriques pour la recharge des vélos et voitures ;

- Réduction de l'éclairage nocturne en lien avec la "trame noire " ;

- Entretien des espaces verts et des parcs sans pesticides ;

- Extension du réseau de pistes cyclables en vue d'encourager les mobilités douces dans le cadre des déplacements de proximité, de loisirs et touristiques ;

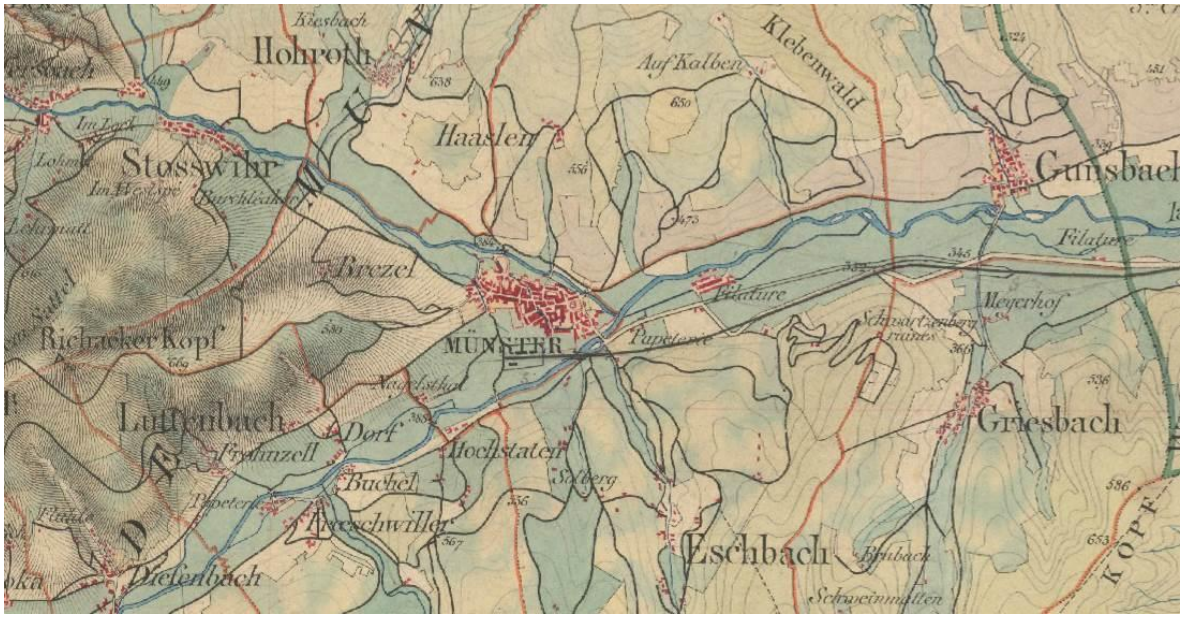
- Développement du bio dans les cantines.

2.
Analyse de l'espace bâti

Carte historique de 1760



Carte de l'Etat-major, milieu du 19ème siècle



1. Un peu d'histoire

Les origines de la ville remontent à 660, date d'implantation à la confluence de la Petite et de la Grande Fecht, d'un monastère fondé par des moines du pape Saint-Grégoire le Grand sous Chidéric II, roi des Francs d'Austrasie de 662 à 673, puis roi de tous les Francs de 673 à 675.

Par la suite le monastère devenu abbaye bénédictine bénéficia de nombreuses donations et privilèges, ses possessions s'étendent alors à toute la vallée jusqu'à Turckheim et à de nombreuses propriétés de plaine (Jebsheim, Balgau, Sundhoffen, Ohnenheim…).

L'abbaye, la ville et les villages proches formèrent la Communauté du Val Saint-Grégoire qui dura jusqu'à la Révolution et constitua un véritable petit état gouverné par un conseil siégeant à MUNSTER.

En 1235, l'empereur Frédéric II de Hohenstauffen rattache définitivement l'abbaye au Saint Empire Romain Germanique et MUNSTER devint une ville impériale. A cette occasion, l'abbé remet deux tiers des droits de justice à l'Empereur qui va les transmettre à toute la communauté du Val et de la Ville de MUNSTER.

L'existence de la Communauté du Val Saint Grégoire comprenant MUNSTER et les 9 villages de la vallée, disposant de son sceau, est confirmée en 1287. A cette date, la Ville est entourée de remparts, de tours et de portes fortifiées. En 1339 est signé le traité de Marquard qui liste les droits et prérogatives des habitants du Val Saint-Grégoire.

En 1354, MUNSTER entre dans la Décapole, ligue des 10 villes libres d'Alsace, qui engage ces villes à se porter assistance en cas de conflits. La moitié de la ville est détruite par un incendie en 1466.

La rivalité entre la ville et l'abbaye va devenir de plus en plus aiguë et se transformer en conflit au moment de la Réforme luthérienne entre 1540 et 1560. En 1550, est construit l'Hôtel de Ville faisant face aux bâtiments de l'Abbaye afin de bien affirmer la volonté d'indépendance vis-à-vis de l'autorité religieuse des habitants de la vallée qui passent aux trois quarts à la Réforme luthérienne. La liberté de confession est reconnue par le traité de Kientzheim qui établit la paix religieuse, sous l'arbitrage de Lazare de Schwendi.

La vallée n'échappa pas aux atrocités, exactions et massacres de la Guerre de Trente ans (1618-1648) et connut les heures les plus sombres de son histoire. En 1652, à la suite de la désolation semée par des régiments lorrains, la vallée est totalement dévastée et l'abbaye est en ruine. A la suite du traité de Westphalie, MUNSTER est rattachée à la couronne française. L'abbaye est reconstruite en partie.

Tout au long du 18ème siècle, MUNSTER et l'autorité royale entretinrent des relations tendues et conflictuelles en préambule à la Révolution. La nomination d'un prévôt royal, ayant tout pouvoir pour s'opposer aux décisions du Conseil de Communauté, va provoquer de nombreux remous.

La vallée adhère au mouvement révolutionnaire et 1791 marque la fin de l'abbaye vendue comme bien national. La Ville de MUNSTER et les 9 villages sont installés en tant que communes distinctes, avec chacune son Conseil Municipal, sous l'autorité du maire de MUNSTER. Ce dernier préside le Conseil des Communes de la vallée, sorte de Communauté de Communes avant l'heure.



MUNSTER en 1809

Ce conseil se réunit deux fois par mois, chaque maire local étant accompagné de deux conseillers. Cette organisation exceptionnelle va durer jusqu'en 1847.
Le 19ème siècle inaugure une nouvelle ère, marquée par l'industrialisation, la transformation de la Ville en cité moderne dotée de nombreux équipements (école, théâtre, hôpital…)., l'ouverture vers l'extérieur avec la réalisation de la route vers le col de la Schlucht, l'aménagement de la voie ferrée Colmar-Munster en 1868. Toute cette évolution est impulsée par les Hartmann, véritable dynastie dominante, dont les manufactures textiles occupent 3144 employés en 1841. Ces entrepreneurs n'ont pas seulement été à l'origine du développement économique de la vallée, mais ont mis en œuvre une politique d'aménagement de l'ensemble du territoire de la vallée.



La ville en 1838 et le site du Hammer



La ville en plein essor industriel et urbain entre 1880 et 1900

La guerre de 1870 ne va pas interrompre ce processus de développement et d'expansion qui se traduit par un niveau de population de 6085 habitants à MUNSTER en 1900, un maximum jamais atteint depuis. La ville est annexée à l'empire allemand. L'inauguration du tramway électrique jusqu'à la Schlucht demeure un symbole de cette phase de progrès et de prospérité.

En 1914, le tramway cesse de fonctionner et avec le début de la première guerre mondiale commence une période de destructions et de combats meurtriers, la ville subissant des bombardements quotidiens. La population est évacuée et regagnera une ville détruite à 85 % à la fin de la guerre. L'abbaye est entièrement dévastée et les usines sont en partie détruites.

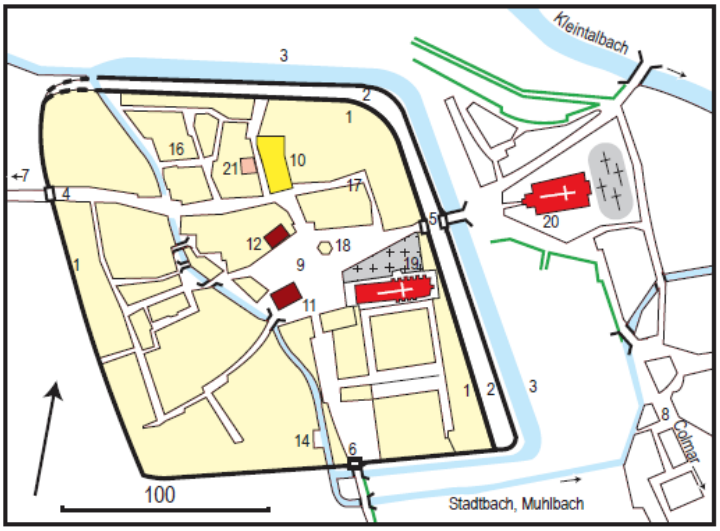


Munster après 1915

Le cycle suivant de reconstruction et de répit sera de courte durée, interrompu d'abord par la crise économique et le chômage de 1931 à 1939. Suivront les malheurs et répressions liés à l'occupation allemande à partir du 18 juin 1940 et à l'incorporation de force des alsaciens en 1942.

La ville historique
(Source : Atlas des villes médiévales d'Alsace)

1 : enceinte 1308
2 : double enceinte
3 : fossés
4 : porte haute Obertor
5 : porte basse Untertor
6 : porte de l'abbaye Klostertor
7 : faubourg devant la porte haute Obertorvorstadt
8 : faubourg devant la porte basse Untertorvortstadt
9 : marché et foires 1507
10 : hôtel de ville 1550
11 : halles 1502
12 : grenier à sel Salzhaus 1512
13 : abattoir Metzig
14 : moulin 16ème s.
15 : rue des Tanneurs
17 : rue des Tripiers
18 : fontaine Stockbrunnen 1576
19 : abbaye Saint-Grégoire 760-838, Notre-Dame et Saint-Grégoire 865-1260, Saint-Léger 1260, avec cimetière
20 : église paroissiale Saint-Léger 11ème s. avec cimetière
21 : hôpital Saint-Antoine 1339
22 : léproserie 1456



étuves, bains
hôpitaux, léproserie
établissements municipaux
cimetière
établissements religieux
amménagements de berges
production, commerce, artisanat
jardins, champs
structures défensives
ponts
moulin
fossés
fontaine

A l'issue de rudes combats pour la prise du Hohneck en décembre 1944, la ville est libérée le 5 février 1945 par les troupes du 9ème Régiment de Zouaves appartenant à la 1re armée française commandée par le Général de Lattre de Tassigny.

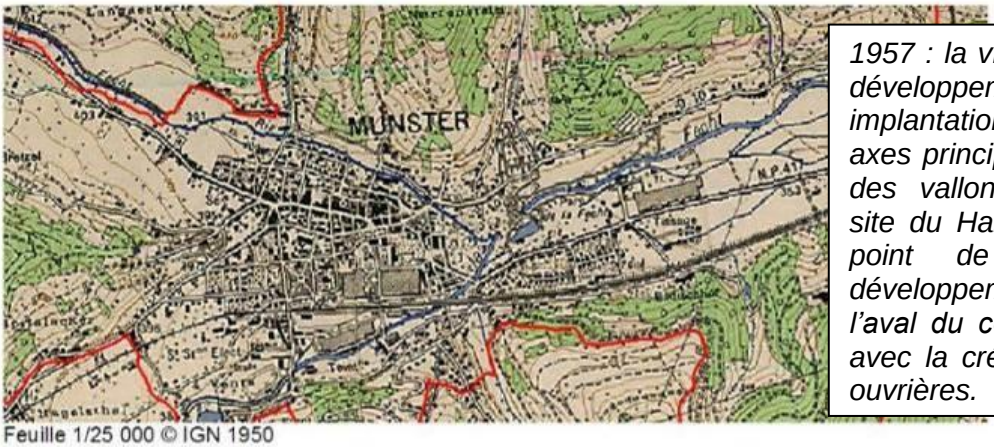
Sous l'effet des guerres et des crises successives, la part de l'industrie dans l'économie locale a fortement diminué. En dépit de ce recul, MUNSTER s'affirme en tant que bourg-centre et pôle d'animation dans le domaine des services, équipements, commerces et activités économiques à l'échelle de l'ensemble de la vallée fédérée par la Communauté de Communes. La Ville, qui s'identifie complètement à la vallée, est devenue un des hauts lieux du tourisme en Alsace, le tourisme relayant en partie la fonction industrielle. L'examen de l'histoire de la Ville montre qu'elle ne fait que poursuivre une fonction qu'elle a assurée depuis ses origines.

Evolution de l'urbanisation



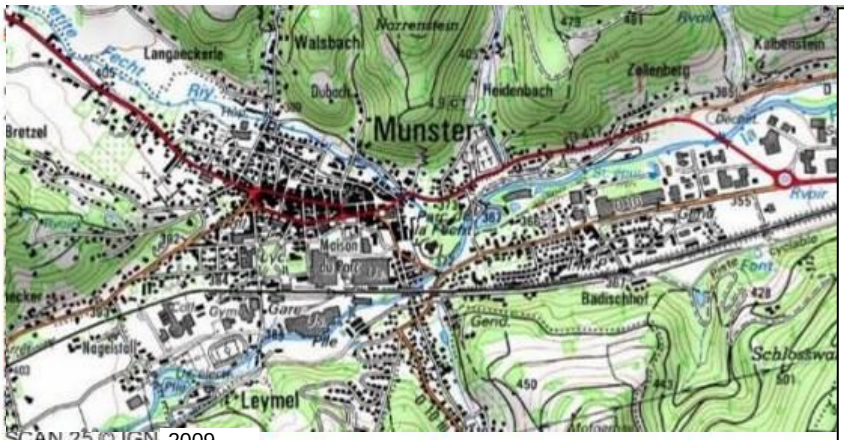
Carte allemande 1880 Cor Archives départementales du Haut-Rhin

1880 : l'essor industriel associé à l'arrivée du train a entraîné une forte croissance urbaine et l'aménagement d'une couronne de quartiers en périphérie du centre historique. Le site du Hammer constitue une entité à part, dissociée de la trame d'origine.



Feuille 1/25 000 © IGN 1950

1957 : la ville poursuit son développement par des implantations le long des axes principaux et au sein des vallons latéraux. Le site du Hammer a été un point de fixation du développement urbain à l'aval du centre historique avec la création des cités ouvrières.



SCAN 25 © IGN 2009

0 500 1 000 m

2009 : tout au long de la 2ème moitié du 20ème siècle jusqu'à aujourd'hui, le développement urbain et économique occupe les terrains plats de fond de vallée et les espaces le long des voies opérant une conurbation avec les agglomérations voisines. L'urbanisation gagne également les versants. La desserte ferroviaire est maintenue et consolidée et un contournement partiel de l'agglomération est réalisé par une liaison entre la RD 417 et la Route de Gunsbach.

2. Les étapes du développement urbain

C'est le site de confluence des deux bras de la Fecht qui a fixé l'implantation de l'abbaye à partir duquel s'est développée la ville, là où la vallée en son centre de gravité s'élargit de façon conséquente. Placée à la jonction de la Grande Vallée et de la Petite Vallée, le site offre toutes les conditions au développement des industries implantées au fil de l'eau.

Longtemps, la Ville est restée contenue à l'intérieur de ce point de convergence, comme en témoigne la carte d'état-major de 1840, en se maintenant à distance suffisante de la rivière et de ses crues. Au début de la révolution industrielle, la ville conserve l'aspect de la ville médiévale marquée par la densité du bâti. Le noyau central est organisé autour d'une place, sous l'influence de l'ancienne abbaye transformée en fabrique, et d'une rue principale.

A cette date, l'activité industrielle en plein essor s'implante à l'aval de manière déconnectée du centre-bourg avec une papeterie mais aussi et surtout avec la filature Hartmann (site Hammer) utilisant l'eau de la rivière à la fois comme force motrice mais aussi comme matériau de grande qualité de par sa pureté entrant dans les processus de fabrication. Ainsi, l'essor industriel s'est accompagné de la mise en place de tout un réseau de dérivations et canalisations et a été le véritable moteur de la croissance urbaine. Au-delà du développement industriel, «*Les Hartmann mettent une passion de jardinier-paysagiste à aménager de façon globale et cohérente le territoire où ils règnent sans partage depuis la Révolution Française»*[1].

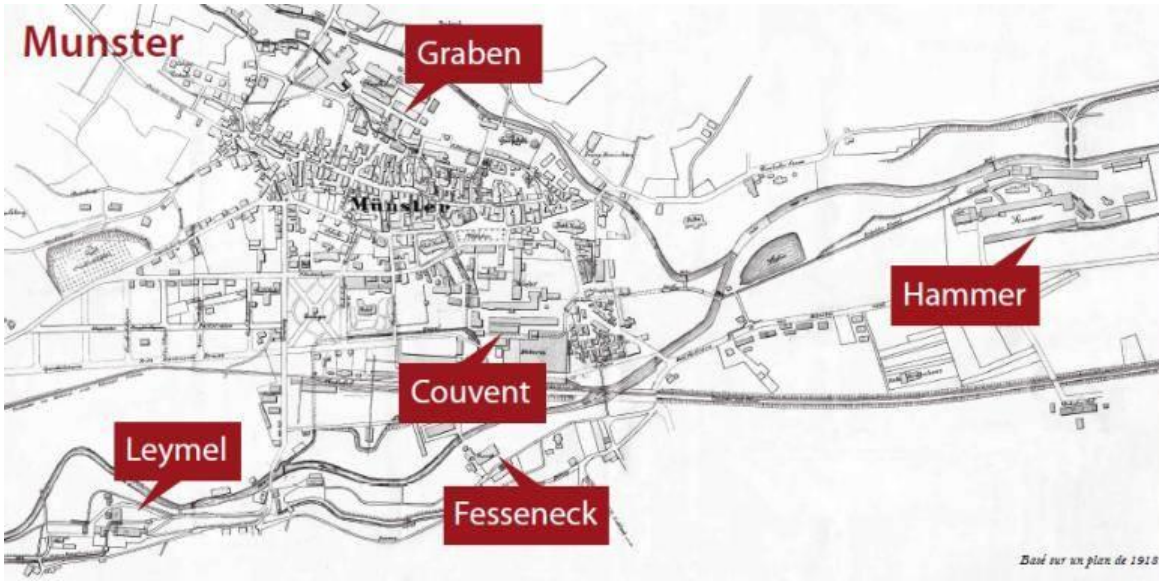
La carte de 1880 illustre le déploiement de la ville selon un plan en damier dans sa partie Sud lié notamment à l'arrivée du chemin de fer avec l'ouverture de la ligne Colmar-MUNSTER en 1868. La gare a été un point de fixation et de développement de l'urbanisation qui donne lieu également à l'implantation de nouvelles activités industrielles. La formation d'un nouveau réseau de voirie s'accompagne de l'implantation d'un nouveau quartier regroupant, entre autres, en prolongement de la gare, un collège, un parc, des abattoirs, un vaste hôtel de tourisme…

L'irrégularité du débit de la Fecht conduit les industriels à entreprendre de grands travaux afin de maîtriser la question de l'énergie hydraulique. Des digues sont établies sur les différents lacs afin de régulariser le débit de la rivière.

L'industrie se déploie également au Leymel, situé entre MUNSTER et Luttenbach. Ainsi, à MUNSTER sont ainsi répertoriés cinq sites industriels : le Hammer, site exceptionnel par son ampleur, le Graben, le Couvent, le Leymel, et le Fesseneck.

En termes de main d'œuvre industrielle, le chiffre maximum est atteint en 1841 avec 3144 employés.

[1] Source : J.R. KLETHI, Développement industriel et croissance urbaine de la ville de Munster



Répartition des sites industriels au début du 20ème siècle (Source : Ville de Munster)

Peu à peu une urbanisation linéaire le long de la route principale accédant à MUNSTER tend à relier le site du Hammer à la Ville. En 1893, la voie ferrée est prolongée vers Metzeral, en vue de la percée des Vosges.

La carte du milieu du 20ème siècle montre une ville qui a poursuivi son développement urbain et industriel surtout dans la période de la fin du 19ème siècle au début du 20ème siècle. Des quartiers à vocation d'habitat sont aménagés entre la RD 10 - Rue du Général De Lattre de Tassigny et la voie ferrée sous forme de cités ouvrières. Pendant tout le 19ème et le début du 20ème siècle, la ville a été façonnée, modelée, transformée à l'initiative des Hartmann. Il s'agit d'adapter les fonctions urbaines aux besoins des entreprises. Le tissu industriel, ayant souffert des destructions occasionnées par la 1ère guerre mondiale, est entièrement reconstruit. La place centrale, appelée Place du Marché, demeure le lieu de convergence des réseaux où s'articulent la Vieille Ville, la Ville basse, le nouveau quartier et les usines.

Dans la 2ème moitié du 20ème siècle s'amorce à l'amont de l'agglomération, la création d'un secteur à vocation d'équipements industriels et de loisirs. L'urbanisation se développe vers les vallons latéraux au Nord de la Vallée et au Sud vers Eschbach-au-Val. Le développement urbain se déploie également en nappe ou de façon linéaire le long des axes principaux et secondaires. A l'aval, l'aménagement de la zone d'activités a pour conséquence d'opérer une conurbation avec Gunsbach. En amont, l'urbanisation le long des voies a pour effet de relier l'agglomération de MUNSTER à celle de Luttenbach dans la grande vallée. Cette fusion est quasiment réalisée dans la Petite Vallée vers Stosswihr.

Dans ces conditions, l'identité des communes se dilue, les sites se banalisent par disparition des ouvertures paysagères et séquences rurales qui rythment la découverte et la perception du paysage.

C’est bien la structure de la vallée avec son relief et les contraintes topographiques qui ont guidé cette évolution conduisant à l’occupation presque totale des terrains de fond de vallée principale et des deux vallées amont, les plus précieux pour l’agriculture.

Les contraintes liées aux inondations de la rivière ont cependant limité le phénomène et ont permis de conserver une coulée verte plus ou moins large, très resserrée à certains endroits, dans la traversée d’agglomération.

Dans une étape ultérieure, la raréfaction de terrains plats amène la commune à entamer une urbanisation des versants. Se sont ainsi constitués des quartiers d’habitation, Zellenberg, Solberg, Moenchberg, Bretzel… qui offrent un cadre résidentiel attractif du fait de l’ambiance montagnarde calme, de la position dominante, des panoramas sur la vallée.

Ce type de croissance a atteint ses limites dans la mesure où il génère une forte consommation d’espace, fragmente les espaces, éloigne les habitants du centre-ville, des services et commerces et favorise de fait l’utilisation de la voiture. Cette croissance urbaine entraîne également des coûts pour la collectivité en termes de réseaux, de déneigement, d’entretien des voies…

Désormais la commune est confrontée à la nécessité de penser différemment son évolution, est condamnée à engager une mutation de son territoire urbain par la reconversion des friches industrielles. Plus qu’une contrainte ou un héritage encombrant, ces sites représentent une opportunité pour une vision renouvelée à long terme de la ville, pour redessiner le cadre de vie urbain et pour promouvoir une croissance interne ciblée sur des terrains qui bénéficient d’une situation stratégique.

Par ailleurs, l’évolution urbaine a été marquée en parallèle par un phénomène de ségrégation ou de différenciation spatiale lié à l’implantation des classes riches ou aisées à l’amont de la ville et les classes populaires ou modestes à l’aval. Ce mouvement tend à s’atténuer compte tenu de la dynamique urbaine actuelle.

On ne peut clore ce chapitre sans évoquer le développement de l’urbanisation au-delà des limites de la ville au sein des espaces naturels et agricoles. La vallée de MUNSTER a été très tôt le siège d’une agriculture exploitant les fonds de vallée et les versants dans le cadre de pratiques communautaires ou individuelles, d’où la présence du hameau de Haslach et de fermes isolées. Avec le déclin de l’agriculture au 20ème siècle et la fin des ouvriers-paysans, et en conséquence l’extension des friches et des espaces boisés, certains de ces bâtiments agricoles se sont transformés en maison d’habitation. Par ailleurs, des équipements ont été créés au sein du versant Nord : ancien sanatorium de Haslach, stand de tir, maison du Kleebach. L’enjeu consiste à permettre à ces constructions et aux structures présentes de se maintenir sans pour autant concurrencer et compromettre l’activité agricole, la réouverture des espaces et un renouveau pastoral et sans remettre en cause les équilibres écologiques.

LA STRUCTURE URBAINE
1 Centre historique
2 Tissu bâti constitué majoritairement de maisons de ville, d'habitat groupé et pavillonnaire
3 Equipements publics
4 Habitat collectif
5 Espaces publics- Parc urbain
6 Friche industrielle
7 Equipements touristiques
8 Activités économiques: commerciales et industrielles
9 Hameau du Haslach, écarts et bâtiments agricoles
Voie ferrée
Arrêt SNCF
Cours d'eau / surface en eau
Axe routier
Limite communale

3. Analyse des différentes formes urbaines

Les différentes phases de développement précitées, outre leur époque et leur localisation, se distinguent par leur forme urbaine et leurs caractéristiques architecturales et patrimoniales.

3.1. Le centre historique

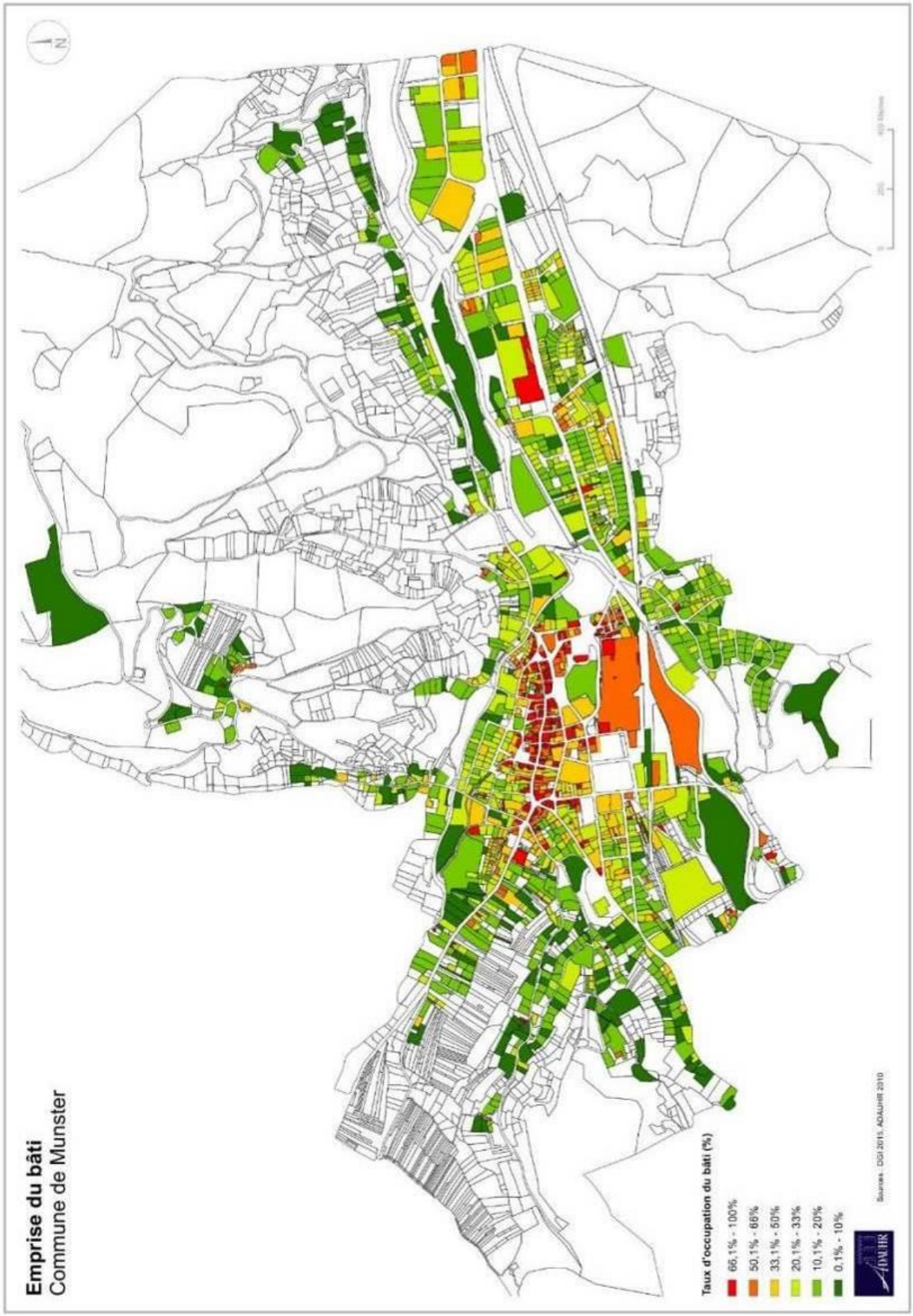
Le noyau historique de la commune correspond pour partie à la zone UA délimitée dans le cadre du P.O.S. orienté Ouest-Est, ce centre ancien est traversé dans sa longueur par la Grand Rue et la rue Saint-Grégoire/rue de la République. Ces deux voies sont reliées entre elles par un ensemble de rues de niveau inférieur de direction Nord-Sud qui irriguent le tissu bâti découpé en îlots de taille différente. Le tronçon de la rue de la République borné à ses extrémités par l'église protestante et l'église catholique s'affirme comme un axe structurant dans l'organisation viaire.







Rue de la République et Grand Rue


Emprise du bâti
Commune de Munster
Taux d'occupation du bâti (%)
66,1% - 100%
50,1% - 66%
33,1% - 50%
20,1% - 33%
10,1% - 20%
0,1% - 10%
Sources : DGI 2015, ADAUHR 2310
ADAUHR

Comme dans toute cité d'origine médiévale, le tissu bâti se caractérise par son aspect dense et resserré. Particulièrement le long de la Grand Rue, de la rue Saint Barbe, de la rue de la République et de la rue Saint Grégoire, la forme urbaine est structurée par ce lien étroit entre le bâti et la voie donnant lieu à des fronts réguliers et continus qui marquent fortement l'identité du cœur de ville.



Ruelle du cœur historique



Rue Saint Grégoire

Au sein de ces fronts urbains prennent place des bâtiments pluriséculaires, des maisons imposantes implantées façade ou pignon sur rue comprenant deux à trois niveaux à l'égout du toit (le maximum étant atteint par quatre niveaux à l'égout du toit au 1 rue de la Mairie), le niveau sous combles pouvant aller jusqu'à trois pour les constructions les plus hautes. La présence de commerces, restaurants en rez-de-chaussée tout le long de la Grand Rue confère à cette artère un rôle d'animation remarquable, il s'agit là de l'axe commercial majeur à l'échelle de l'ensemble de la vallée.

Au sein de ce tissu qui a subi les destructions de la première guerre mondiale, ne se dégage pas une unité architecturale parfaite, plusieurs styles cohabitent. Néanmoins sont conservées une certaine harmonie et homogénéité liées à des ouvertures plus hautes que larges accompagnées le plus souvent de volets à battants (sauf dans les cas de la Mairie et du bâtiment de la Laub notamment de style renaissance), aux encadrements de fenêtres, à la forme des toitures, à forte pente agrémentées de lucarnes, ou à la mansart.



Palais abbatial

Dans sa partie Sud, le centre-ville s'ouvre sur le parvis de l'église protestante et la Place du Marché adossée au palais abbatial avec son entrée en tunnel et sa tour aux cigognes, que prolongent les ruines de l'ancienne abbaye bénédictine et la maison du prélat.

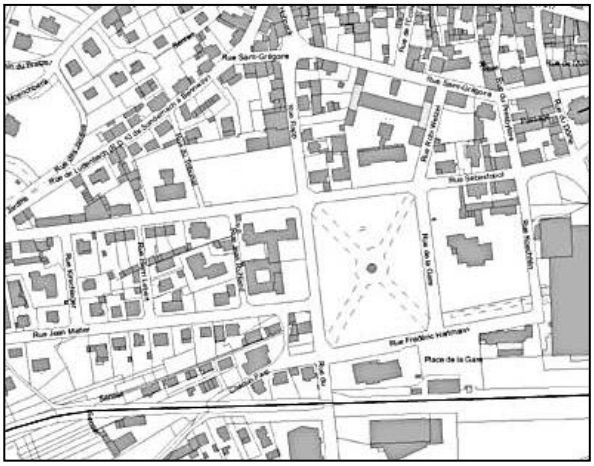
Hauteur à la gouttière des bâtiments
Commune de Munster
Hauteur (m)
16 - 20
14 - 15
11 - 13
8 - 10
5 - 7
0 - 4
NR



Place du Marché

Dans les conditions présentes, cette place dominée par du stationnement ne joue pas pleinement son rôle d'espace public central occupant le cœur historique de la ville. Dans sa configuration actuelle, ce lieu ne met pas en valeur les façades qui ne l'encadrent ni les axes visuels entre les deux églises et entre la mairie et le palais abbatial. Il ne remplit pas la fonction de lieu fédérateur à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération et semble trop détaché de son environnement bâti.

3.2. Les faubourgs



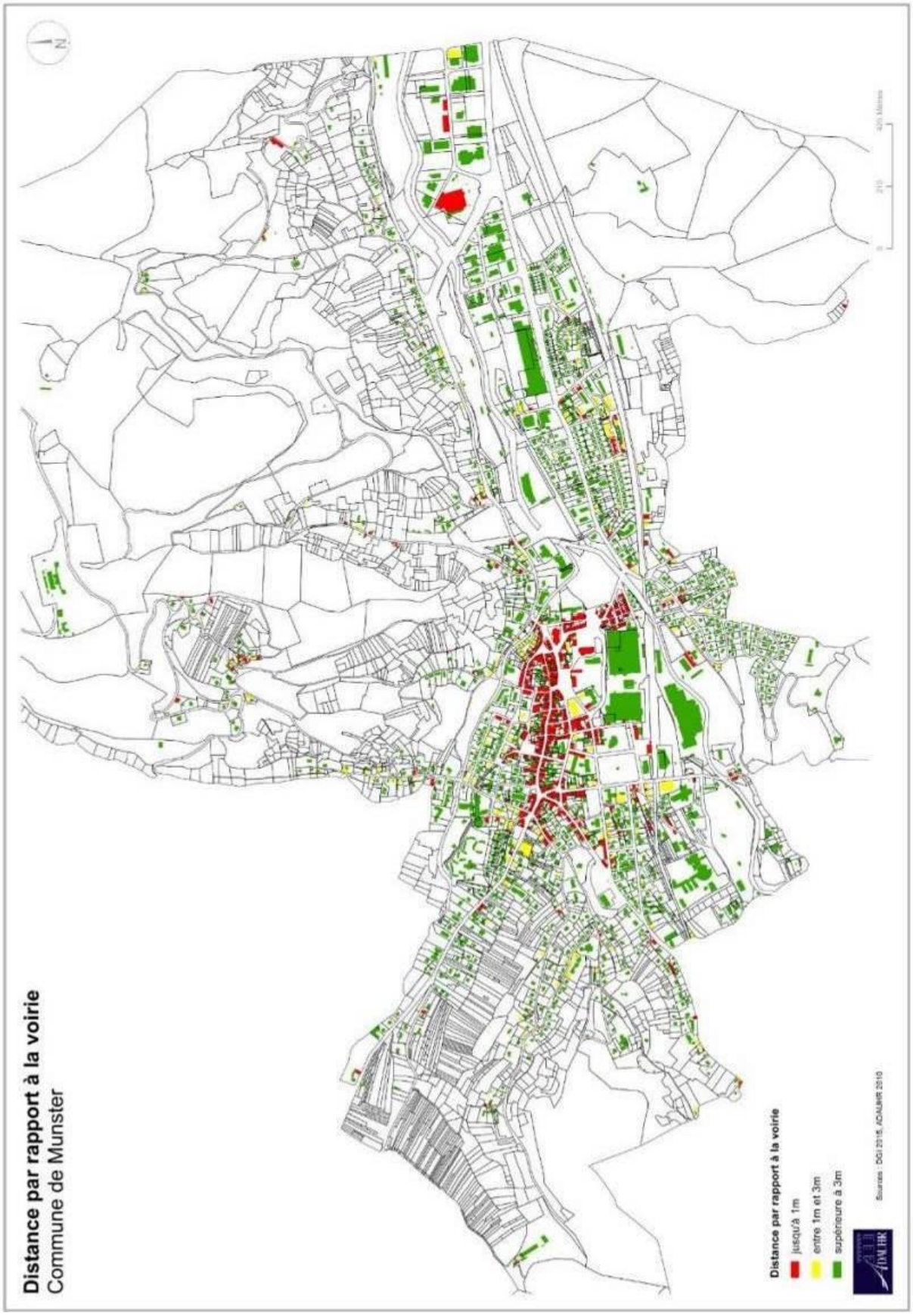


A l'angle de la rue Saint-Grégoire et de la rue de l'Ecole

Dès le 19ème siècle et au 20ème siècle, sous l'effet du développement industriel et avec l'arrivée du train, les limites de la ville historique sont dépassées. De nouveaux quartiers, associés à des équipements, voient le jour en prolongement du centre ancien, formant une première couronne de quartiers péricentraux.



L'ancien collège devenu siège de la Communauté de Communes


Distance par rapport à la voirie
Commune de Munster
Distance par rapport à la voirie
jusqu'à 1m
entre 1m et 3m
supérieure à 3m

Certains d'entre eux présentent des caractéristiques morphologiques et urbaines particulières leur conférant une certaine unité. Ainsi, entre la Fecht, la rue de la République et l'usine Hartmann, a été édifié un ensemble d'habitations quadrillé par un réseau de ruelles. Ce quartier, en lien avec l'activité industrielle, est constitué de maisons de ville à deux-trois niveaux à l'égout du toit, implantées en ordre continu le long des voies, surmontées de toitures à deux pans, munies selon les cas d'une petite croupe. Ce type d'habitat populaire fait partie du patrimoine bâti communal et mérite donc d'être préservé en conservant la forme urbaine et par des opérations de réhabilitation.



Rue Saint-Jean

Entre la Petite Fecht et le centre-ville, le quartier desservi par les rues Lamey et Jean Bresch, datant de la première moitié du 20ème siècle, correspond à une opération d'ensemble de maisons pavillonnaires. L'intérêt réside ici dans la part faite aux espaces libres et aux jardins ainsi qu'à l'alignement architectural des constructions et à la composition d'ensemble. Suite à la démolition du site du Graben, il s'agit là d'un quartier aménagé dans le cadre de la première opération de renouvellement urbain.



Rue Jean Bresch

Les cités ouvrières

L'activité industrielle a marqué de sa forte empreinte la structure urbaine de MUNSTER et s'est accompagnée d'un habitat ouvrier qui se présente sous différentes formes et se distribue en périphérie du centre historique, à proximité des usines.



Distance par rapport à la limite séparative
Commune de Munster
Distance par rapport à la limite
jusqu'à 1m
entre 1m et 3m
supérieure à 3m



Rue Madame Aimée



Rue Général de Lattre de Tassigny

Entre le site du Hammer et le centre-ville, adossée à la voie ferrée, a été édifiée une cité ouvrière au début du 20ème siècle par les entreprises Hartmann et fils selon les plans des architectes Alfred et Louis Feine. Comme toute cité ouvrière, ce quartier exprime à la fois un projet social et un projet architectural et urbain. Chacune des constructions qui compose cette cité comprend deux logements avec entrée séparée avec un sous-sol, un rez-de-chaussée, un étage carré et un étage de comble. Les toits sont à longs pans avec croupes et demi-croupes et couverts de tuiles mécaniques. Il convient de souligner la part accordée aux espaces libres et aux jardins qui confère à cette cité un caractère aéré, formant un ensemble homogène et cohérent. «*Son traitement architectural, tout en mettant en oeuvre des modules relativement standardisés, se garde de toute monotonie et confère à l'ensemble un caractère pittoresque en puisant dans le registre néo-régionaliste»* (Source : base Mérimée).

Pour être complet, à ce chapitre des cités ouvrières liées aux entreprises Hartmann, doivent être mentionnés :

- La cité Petite Vallée composée de 7 pavillons a été réalisée en 1884-1885 ; cet habitat est conçu sur le modèle du "carré mulhousien" mis en œuvre dans la cité ouvrière de Mulhouse. Il s'agit d'un module de plan carré comprenant quatre logements dont chacun occupe un quart de la construction. Le jardin qui borde le bâtiment se répartit de manière identique ;

- Les logements d'ouvriers Chemin du Fesseneck, rue du Hammer, rue du Général de Lattre ;

- La cité Bleich, édifiée à la fin du 19ème siècle, constituée de trois bâtiments rectangulaires disposés le long de la rue du Général-de-Lattre*. «L'ensemble de la cité est construit en maçonnerie enduite sur un soubassement en granite ajouré de soupiraux en grès»* (Source : base Mérimée) ;

- La cité Rielisacker, rue Henry Hartmann, construite sur le même mode que la cité Bleich ;

- Immeuble Badischhof ; cette construction, quelque peu excentrée, présente un volume imposant avec trois niveaux droits et compte un nombre important de logements. Datant de 1818, il a été remanié en 1889 à la suite d'un incendie. Sa réhabilitation n'étant pas envisageable, cet immeuble est destiné à la démolition.



Immeuble du Badischhof

Les faubourgs sont constitués également par des immeubles et maisons de ville érigés le long des voies (rue du 9ème Zouaves, rue de Luttenbach, rue Sébastopol, rue Alfred Hartmann, …). Ces constructions marquent le paysage urbain par leur volume, leur gabarit et leur implantation en front de rue, donnant lieu à une forme urbaine spécifique.

Les demeures patronales

L'habitat lié à l'économie industrielle concerne également les demeures et maisons de maître qui ont connu leur âge d'or pendant la seconde moitié du 19ème siècle et au début du 20ème siècle. Ces maisons bourgeoises présentes rue des Clefs, Chemin du Dubach, au Bretzel ont été occupées par les cadres et dirigeant des usines.



Bretzel



Chemin du Dubach

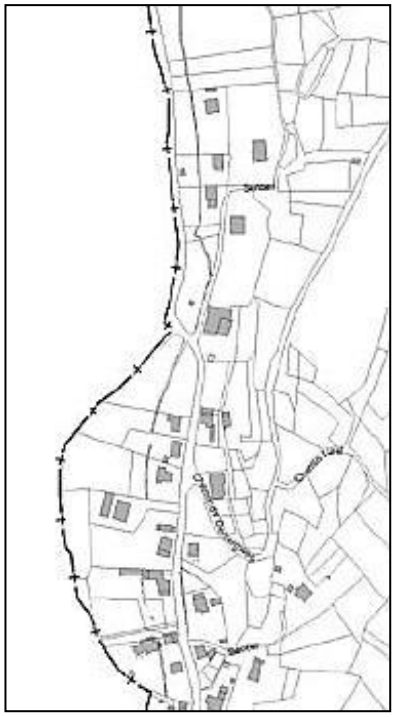


Rue des Clefs

Cet héritage d'une époque révolue présente un intérêt architectural et patrimonial évident : caractéristiques, des ouvertures, des toitures, choix des matériaux,…

3.3. Le développement urbain durant la deuxième moitié du 20ème siècle jusqu'à aujourd'hui

Cette phase de croissance urbaine coïncide à son début avec la période des trente glorieuses qui a vu une très forte augmentation du nombre de logements. Dans une première phase, la ville s'est développée de façon diffuse au gré des opportunités foncières, le long des voies, au sein de parcelles relativement grandes. Cette forme de développement urbain gagne les terrains en amont de l'agglomération offrant une situation dominante, mais aussi les vallons latéraux et les versants. L'implantation de la maison d'habitation s'effectue de manière à marquer un retrait par rapport aux voisins et par rapport à la voie.





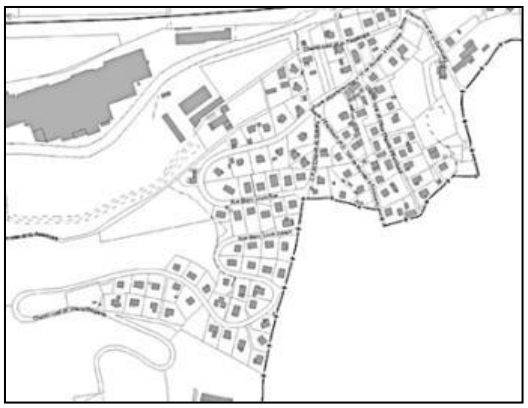
Le hameau de Haslach



Chemin de Walsbach

En parallèle, le développement urbain est mis en œuvre dans le cadre d'opérations d'ensemble sous forme, notamment, de lotissement comme celui du Solberg. Dans ce cas, les parcelles sont de taille plus réduite. Certaines de ces opérations (Chemin de Zellenberg, Route de Gunsbach, rue des Pâquerettes, Rue du Commandant Rozières) sont organisées autour d'impasse. L'habitat pavillonnaire traditionnel réalisé dans le cadre d'opérations planifiées est resté relativement limité à MUNSTER en raison des contraintes liées à la topographie, à la raréfaction du foncier et aux zones inondables.





Lotissement du Solberg

La croissance urbaine s'accompagne également d'une diversification des types de logements à travers la réalisation d'habitat collectif et individuel groupé. En prolongement des cités ouvrières, à l'aval de l'agglomération, se met en place un quartier comprenant de l'habitat collectif à caractère social associé à de l'habitat intermédiaire. La vocation sociale de cette partie de l'agglomération a été renforcée, alors que l'amont s'est vu conforté dans une logique d'habitat réservé à des catégories plus aisées. Ce mouvement de différentiation spatiale en fonction des catégories sociales est à relativiser aujourd'hui dans la manière dont évolue la ville.









Habitat collectif et individuel groupé dans le quartier Est de l'agglomération

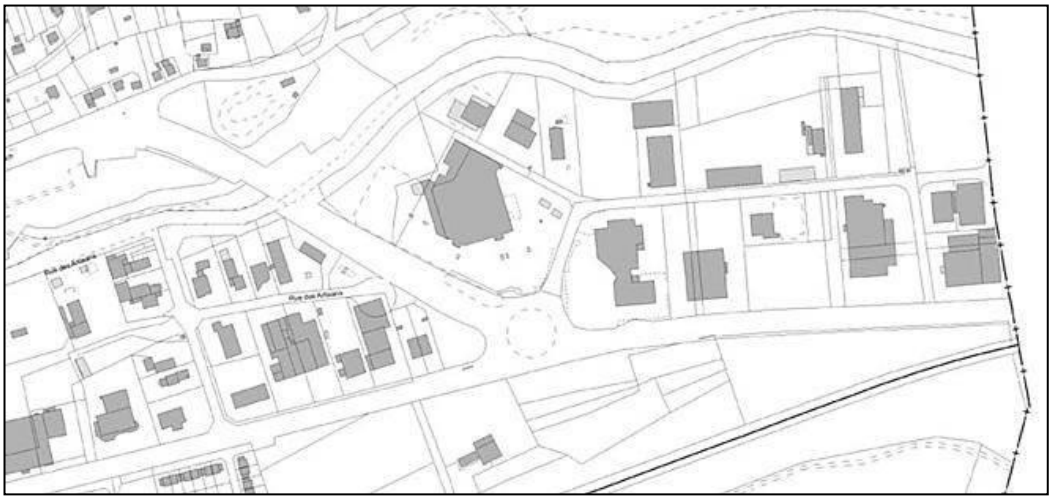
De manière plus récente, l'habitat collectif résidentiel connaît un essor en réponse à la demande pour ce type d'habitat sur la commune venant occuper des espaces interstitiels au sein de l'enveloppe urbaine.



Développement récent de l'habitat collectif en amont et à l'intérieur de l'agglomération

Le développement de l'habitat pavillonnaire, diffus ou organisé, fort consommateur d'espace, a atteint ses limites compte tenu de la forte diminution des réserves foncières et de l'évolution de la demande en fonction du changement des modes de vies et de la modification de la structure des ménages.

Le développement urbain a été marqué également par la création d'un **pôle économique** en prolongement du site du Hammer comprenant des activités industrielles, commerciales et artisanales. Ce site est entièrement occupé aujourd'hui.







La partie Ouest du site économique occupée par des entreprises artisanales





La partie Est du site économique

Si le secteur voué aux entreprises artisanales présente un aspect achevé, la partie Est du site, affectée à des entreprises de plus grande taille, n'exprime aucune volonté de qualité architecturale et urbaine et montre une image très banalisée. Dans l'intérêt même du site en entrée d'agglomération, des entreprises et de leur attractivité, une démarche de requalification pourrait être mise en œuvre portant sur l'architecture des constructions, la qualité des matériaux employés, le traitement de la voirie et des espaces extérieurs et une meilleure insertion paysagère des bâtiments.

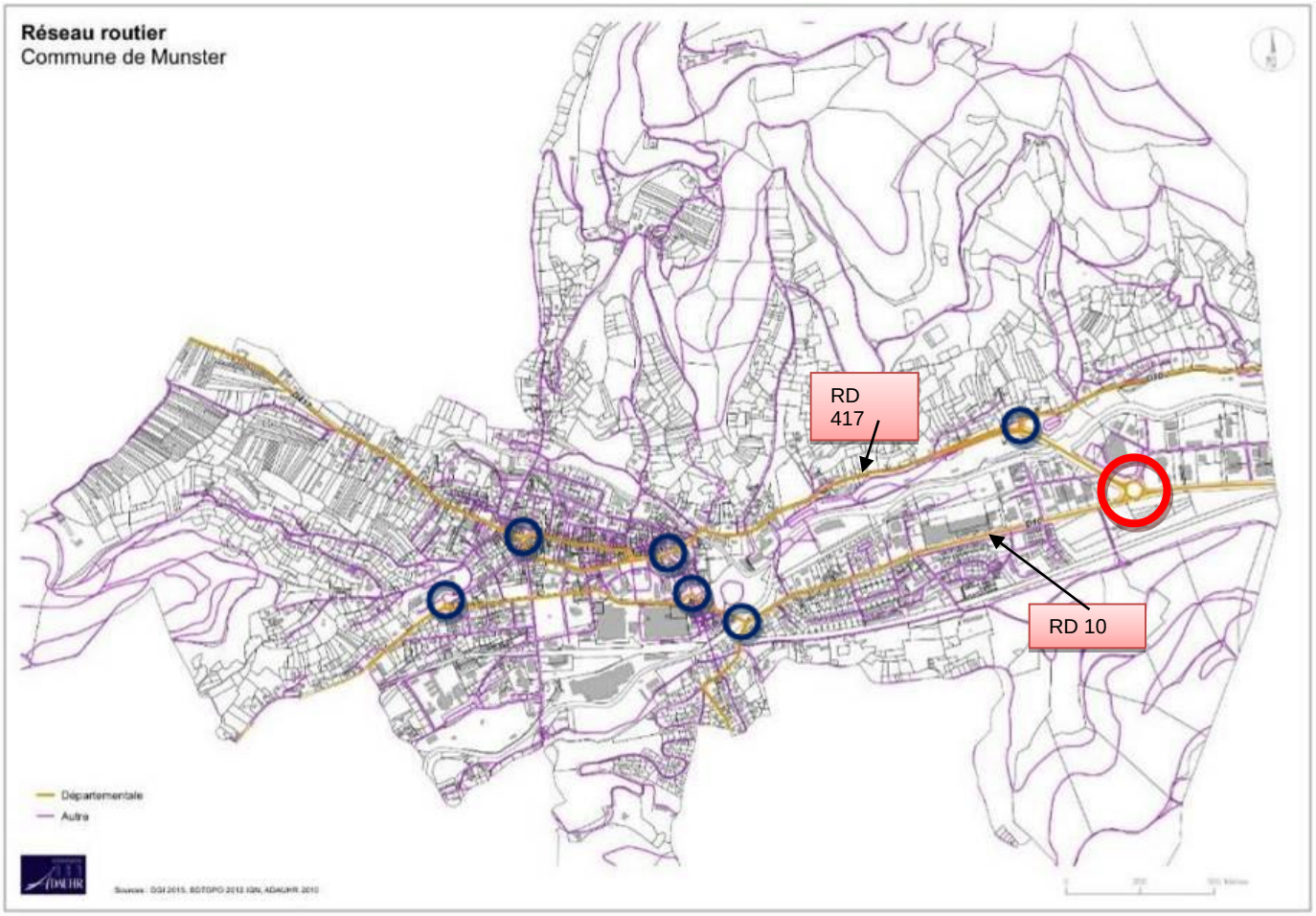
A l'opposé, en amont de l'agglomération, s'est constitué au fil du temps un **pôle d'équipements** avec le lycée, le collège, le gymnase, des installations sportives et de loisirs. Cet ensemble profite de la proximité de la desserte ferroviaire.



Le lycée Frédéric Kirschleger



Le collège Frédéric Hartmann



Point d'échange majeur

Autre point d'échange

4. La voirie, les espaces publics

4.1. La voirie

Le réseau routier de MUNSTER est structuré autour des RD 417 et RD 10, orientées Est-Ouest, et supportant pour l'une l'essentiel du trafic avec la Petite Vallée et le col de la Schlucht, et pour l'autre, le trafic avec la Grande Vallée, Metzeral et la Route des Crêtes.

La RD 417 longe la partie aval de l'agglomération par le Nord, puis traverse le cœur historique avant de pénétrer la Petite Vallée. La RD 10 emprunte un itinéraire Sud qui évite le centre-ville.

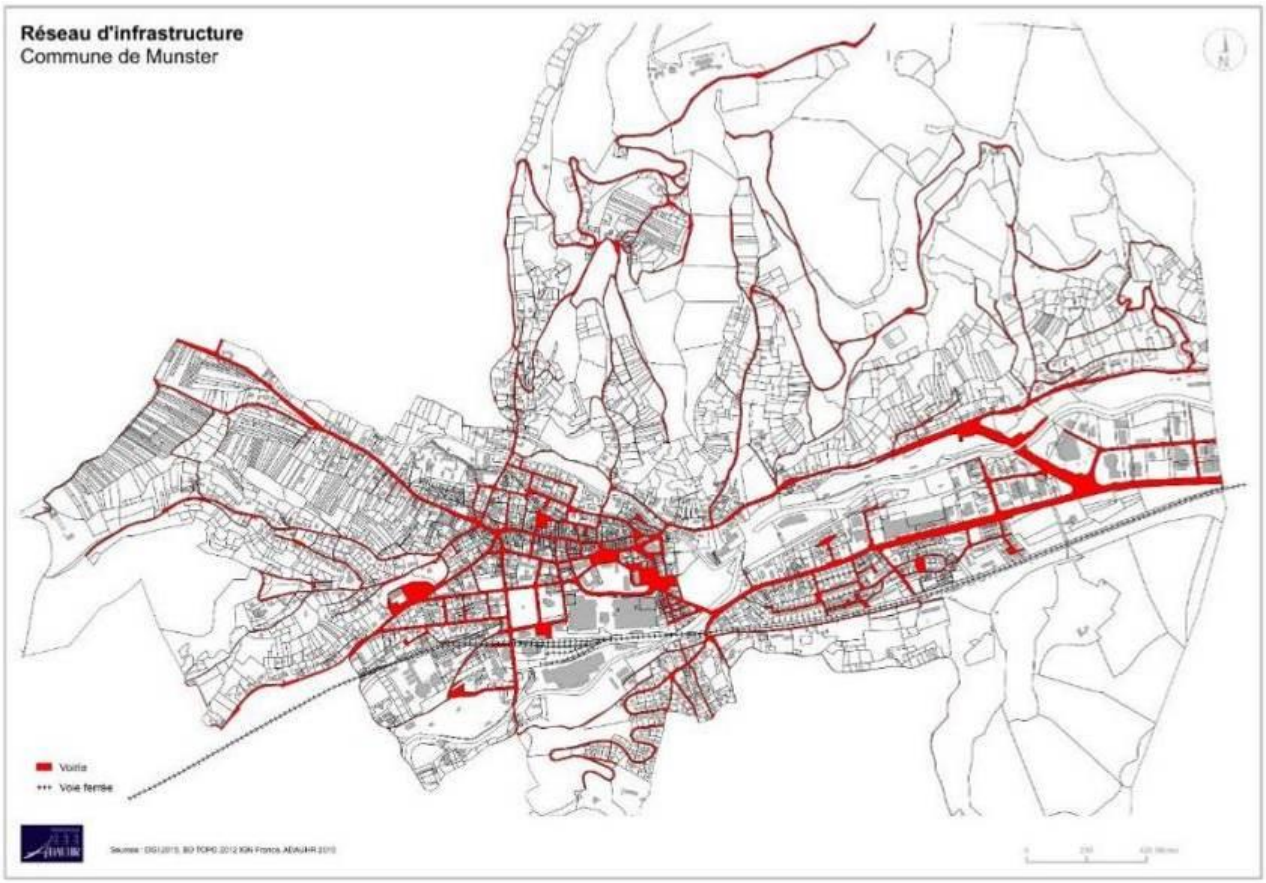
Les aménagements du barreau reliant la RD 417 à la RD 10 à l'aval de la ville et de la percée Hartmann ont permis de séparer les flux en direction ou en provenance de la Petite Vallée des flux en direction/provenance de la Grande Vallée, apaisant ainsi la circulation dans le centre de MUNSTER. Les phases de congestion du trafic ont ainsi été supprimées. Compte tenu de la plus grande fluidité des flux de transit, la solution du contournement Sud de l'agglomération a été abandonnée. Pour régler les problèmes ponctuels auxquels cet ouvrage devait apporter une réponse, le choix d'aménagements complémentaires a été décidé.

Il convient de préciser que la desserte ferroviaire s'est également améliorée, MUNSTER bénéficiant d'une gare et d'un arrêt supplémentaire à l'Est de la commune (arrêt Badischhof). En outre, le réseau cyclable s'est consolidé par l'aménagement de parcours vers les communes voisines (voies vertes, itinéraires cyclables).

Sur cette armature viaire principale constituée par les RD 417 et 10, se greffe une trame secondaire et tertiaire qui irriguent l'ensemble de l'agglomération et donne accès aux quartiers, services et équipements.

Le centre ancien est innervé par des venelles et ruelles transversales qui participent au cachet et au pittoresque du cœur historique.

Dans l'organisation de la ville, la Fecht n'apparaît pas comme un élément linéaire de nature à fractionner le territoire. Au contraire, franchie par 6 ponts, 1 pont ferroviaire et plusieurs passerelles piétons/cycles, la rivière et la coulée verte qui l'accompagne jouent le rôle de lien qui fédère l'agglomération en tant que support aux liaisons douces et à la promenade.



4.2. Les aménagements cyclables[1]

➢ Contexte

La ville de MUNSTER a étoffé son réseau de pistes, bandes ou itinéraires cyclables ces dernières années, y compris à travers le réseau intercommunal mis en place par le Conseil Départemental du Haut-Rhin. Elle souhaite continuer à mener une politique pour des actions actives afin de promouvoir et développer les déplacements des cycles au sein de son agglomération. A noter que certains itinéraires mixtes sur trottoirs, trop dangereux et non réglementaires, ont été abandonnés et ne sont plus mentionnés, notamment la liaison rue Sébastopol – Place du Marché.

[1] Source : Ville de Munster

➢ Objectif

Il s'agit de réaliser un maillage structuré à l'échelle de la Ville, apte à sécuriser et favoriser les déplacements des cycles. Le réseau cyclable doit former un maillage d'itinéraire à plusieurs niveaux :

- Le quartier
- La ville
- Les communes voisines, la vallée, le département, la région…

Il s'agit également de concilier les déplacements quotidiens de proximité vers la gare, les zones d'activités, les pôles scolaires et les équipements avec les usages de type sportifs et de loisirs, et les déplacements de promenade.

➢ Constatations

A travers la planche 1, il est noté que 4 itinéraires cyclables ont été aménagés :

- Un itinéraire Sud reliant d'Est en Ouest la partie Sud de l'agglomération de MUNSTER. Cet itinéraire constitue un maillon de l'itinéraire cyclable de la vallée mis en place par le CD68 (véloroute VV21 – voie verte Wintzenheim – Mittlach). A MUNSTER, cet itinéraire se situe du côté Sud de la voie ferrée, avec des sections parfois isolées des habitations.
- Un itinéraire Nord reliant d'Est en Ouest la partie Nord de l'agglomération de MUNSTER. Cet itinéraire est constitué d'un itinéraire environnemental qui longe la Fecht côté Sud le long de la zone industrielle puis côté Nord le long du camping, avec la traversée de la rivière via une passerelle, pour traverser les parcs de la Fecht et Schweitzer afin de rejoindre la Place de la Tuilerie. Il emprunte ensuite des voies communales avec contre-sens cyclable pour relier à travers le quartier du Graben la voie verte du chemin du Langaeckerlé.
- 2 interconnexions possibles entre les itinéraires Sud et Nord avec passage sous la voie ferré pour accéder aux zones bâties :
    - 1 passage via la rue du Badischhof, puis le long du canal du Hammer (une partie considérée comme itinéraire de promenade, avec revêtement calcaire),
    - 1 passage via la rue du Pont, pour rejoindre la place de la Tuilerie (une partie est en pavés).

Ces 2 interconnexions pour relier « le centre-ville » n'ont pas d'aménagements cyclables spécifiques, mais une signalétique est partiellement mise en place. Cette dernière devrait être renforcée pour une meilleure lisibilité.

<u>Il est noté des problèmes de sécurité et de fonctionnalité :</u>

- De fonctionnalité au niveau du carrefour tricolore du Hammer pour l'appel par des cycles de la traversée,
- De sécurité au niveau de la traversée de la rue de la République (RD10) pour la liaison avec la place de la Tuilerie,
- De lisibilité d'une signalétique partiellement présente.

Planche 1 : itinéraire cyclable – liaisons intercommunales existantes

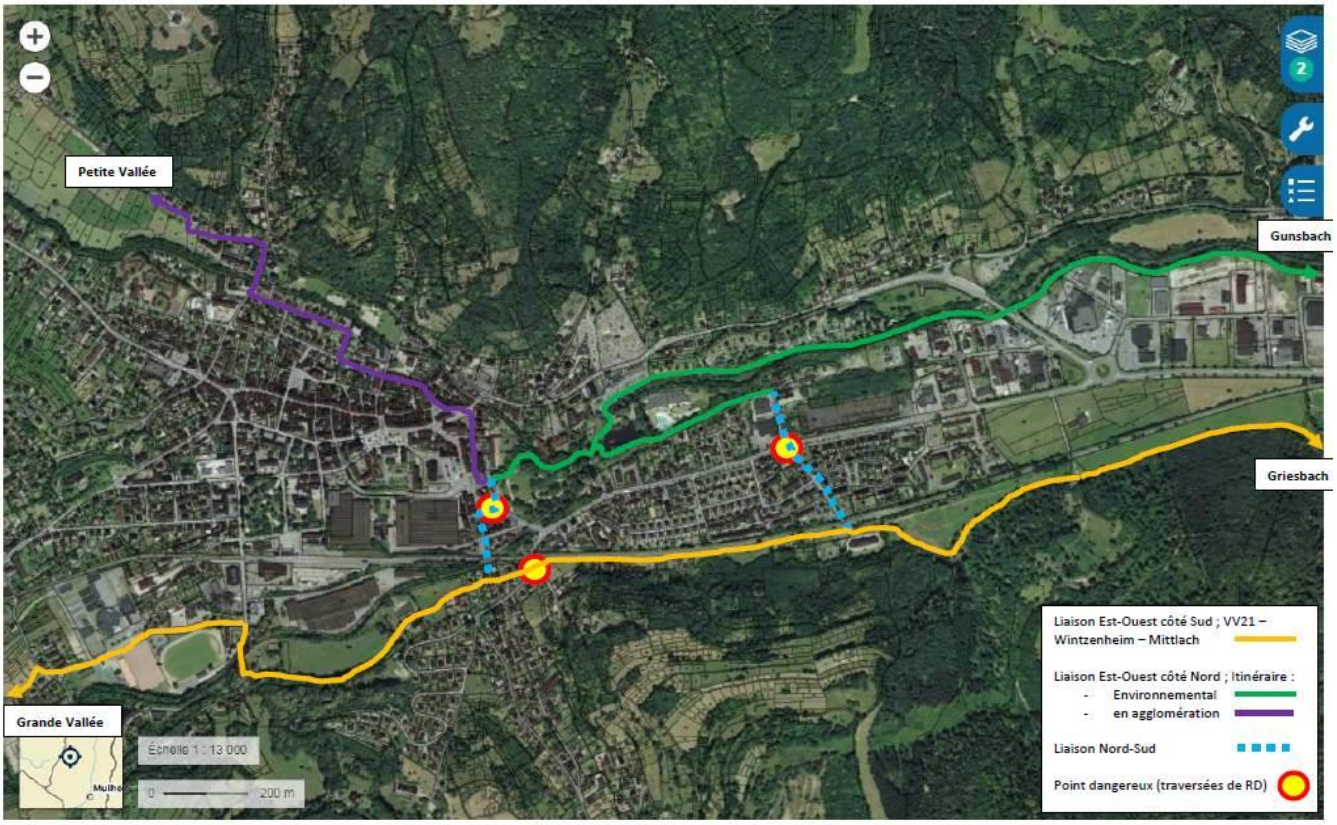
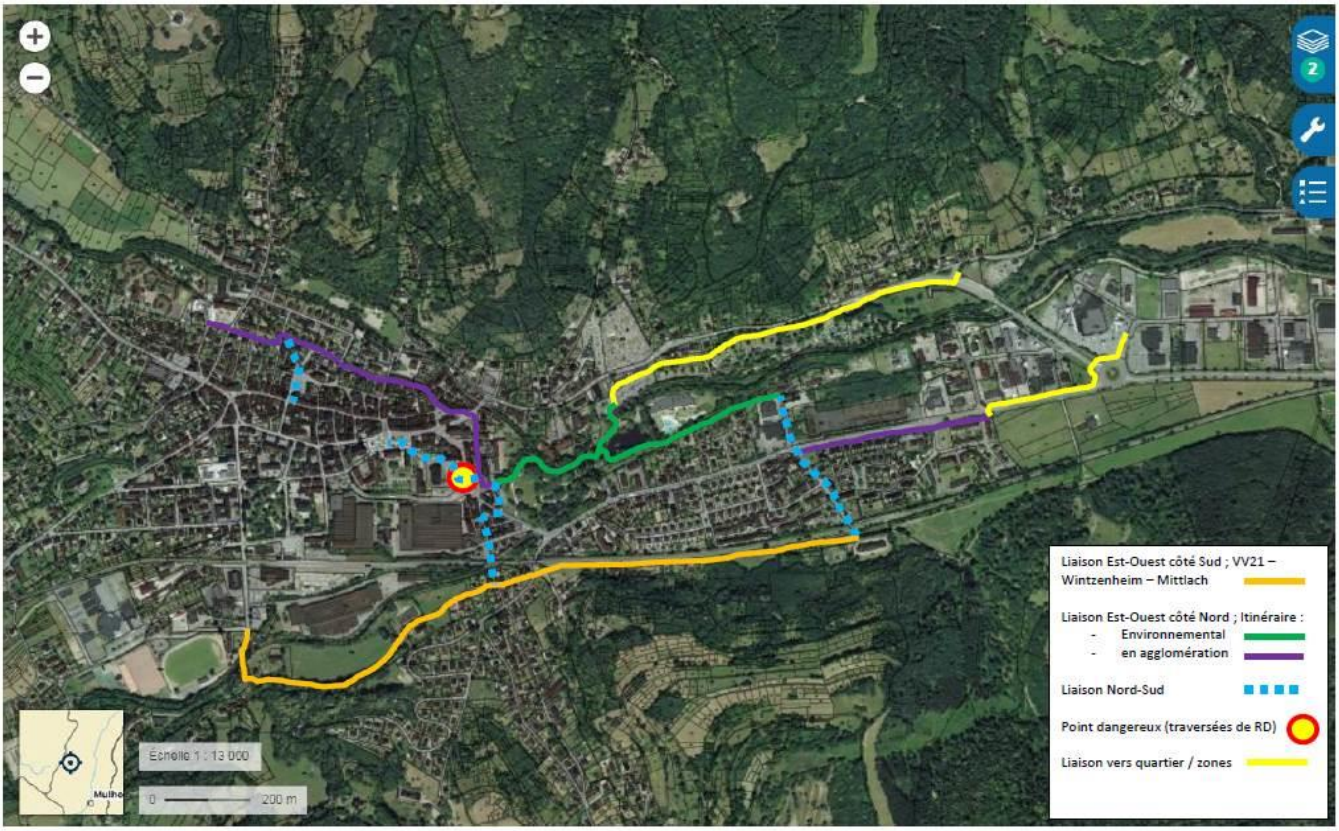


Planche 2 : itinéraire cyclable – liaisons intra-urbaines existantes



A travers la planche 2, en complément des liaisons intercommunales, il est mentionné certaines liaisons intra-urbaines (dessertes locales) existantes :

- Un itinéraire depuis le Parc de la Fecht vers Gunsbach, en passant au nord du camping, puis le long de la RD 417 en site propre. Cette piste débouche sur la RD10 sans un réel aboutissement de son aménagement à l'amont du centre de valorisation,
- Un itinéraire depuis la rue du Badischhof vers les zones d'activités artisanales et industrielles, un 1er tronçon en zone 30, avec aménagement de bandes cyclables rue de Colmar et rue des Gentianes pour les contre-sens cycles, puis une partie en site propre, entre la zone artisanale et la RD10, menant jusqu'à la zone industrielle. La traversée de la RD10 entre la rue des Gentianes et la rue des Artisans est gérée par feux tricolores, la traversée de la RD417 (rond-point) par un espace sécurisé dans un îlot.
- Un cheminement mixte (piétons et cycles) depuis l'itinéraire principal nord permettant de rejoindre la Place du 11 Novembre, le long du canal Stadtbach.
- Un cheminement mixte à travers le parking de la salle des fêtes et rue du couvent pour rejoindre depuis la place de la Tuilerie et la Place du Marché.

Il est noté des problèmes de sécurité et de fonctionnalité :

- Aucune lisibilité sur les liaisons intra-urbaines existantes,
- Manque de signalisations (horizontale et verticale) pour l'accès vers la Place du Marché depuis la Place de la Tuilerie.

A travers la planche 3, avec l'implantation des pôles attractifs à desservir (gares, écoles, équipements publics…), il est observé

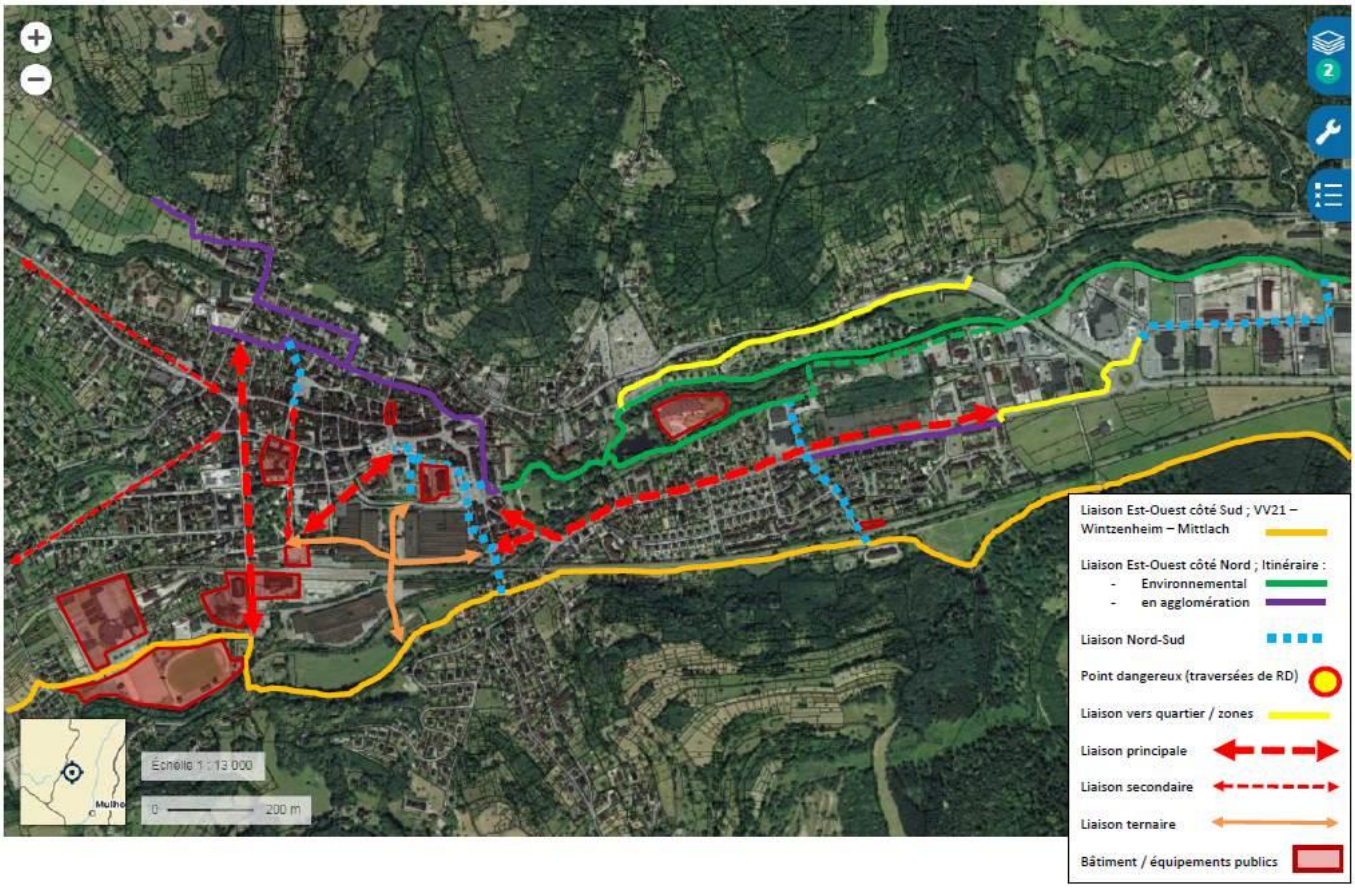
- **3 liaisons principales** sont manquantes :
  - La liaison Nord-Sud pour desservir la partie sud de la voie ferrée (collège, lycée, stade, gymnase…),
  - La liaison Centre-Ville – Gare,
  - La liaison Badischhof (le long de la rue du Général De Lattre de Tassigny) – Place de la Tuilerie.

- **3 liaisons secondaires** sont manquantes :
  - La liaison vers l'école primaire et liaison Place du 11 Novembre – Gare,
  - Liaison dans la rue du 9ème Zouaves,
  - Liaison rue de Luttenbach.

- **2 liaisons ternaires** sont manquantes en lien avec la reconversion des friches MHF :
  - La liaison Est-Ouest rue du Général de Lattre – Gare,
  - La Liaison Nord-Sud Parking Prélat -chemin du Fesseneck.

- **1 liaison de promenade** entre la rue du Hammer et la rue des Artisans, le long de la Fecht côté Sud.

Planche 3 : itinéraire cyclable – synthèse liaisons intra-urbaines et intercommunales existantes – pôles gares ; scolaires et équipements loisirs et sportifs



La mise en place de zones "30" a pour effet d'apaiser la circulation et de sécuriser les déplacements piétons et cycles. A l'intérieur des zones "30", la réalisation d'aménagements cyclables spécifiques devient inutile.



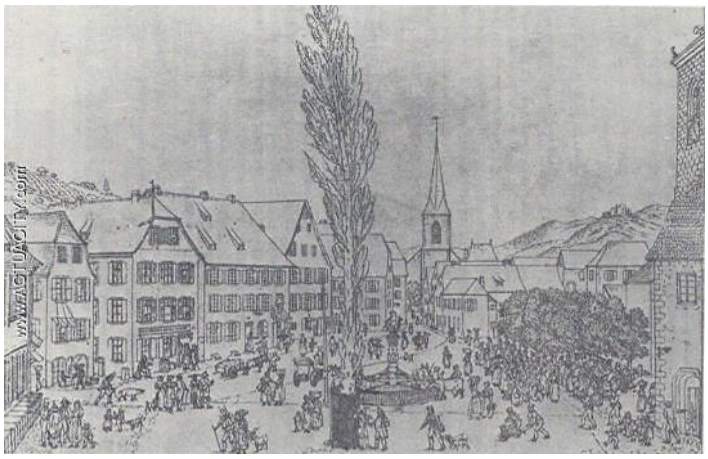


Itinéraire cyclable en site propre à l'amont de l'agglomération et sous forme de piste mixte à l'aval de l'agglomération

4.3. Les espaces publics

L'espace public central qui fédère la ville est symbolisé à MUNSTER par la Place du Marché vers laquelle convergent les différents réseaux de la ville. Il s'agit du centre de gravité de l'agglomération où s'articulent le nouveau quartier, la vieille ville, la ville basse et l'abbaye bénédictine relayée par les usines Hartmann.

Tous les lieux de pouvoir civil, économique et religieux sont représentés et se font face autour de cet espace : l'Hôtel de Ville, le Temple protestant, l'Eglise catholique, l'usine Hartmann par le truchement du palais abbatial.



Esquisse de la Place du Marché en 1833

Ce lieu dépasse les limites de la ville pour incarner également l'épicentre de l'ensemble de la vallée à proximité de la confluence des deux bras de la Fecht, à égale distance du débouché de la vallée sur la plaine et de la ligne de crête.



La Place du Marché au début du 20ème siècle…



…et en 2017

La Fecht et ses affluents : une coulée verte et bleue au sein de l'agglomération

Force est de constater que dans sa situation actuelle, cette place dominée par du stationnement ne déploie pas toutes ses fonctions en termes d'urbanité, de centralité, de lieu de rencontre et d'animation.

Cet espace central est relayé par deux espaces publics stratégiques du niveau de l'agglomération, le parc Hartmann et le parc Albert Schweitzer que prolonge le parc de la Fecht. Ces parcs urbains par leur localisation, leur trame arborée majestueuse, mettant en scène le végétal, le minéral et l'eau représentent des îlots de nature humanisée en cœur de ville, des lieux de plénitude et de calme qui enrichissent considérablement l'environnement urbain. Le parc Schweitzer et le parc de la Fecht constituent un maillon essentiel de la coulée verte qui traverse l'agglomération.



Les parcs Albert Schweitzer et Hartmann



La promenade du Dubach

La promenade du Dubach, adossée à la Petite Fecht, représente également un espace public à l'échelle de la ville, un site intime où se mêlent le calme de l'eau et l'élément végétal. Occupant une position plus marginale, il établit une transition utile entre la ville et la forêt.

Une réflexion est engagée pour développer le réseau de promenades et liaisons douces en intégrant l'étang du Leymel.



L'étang du Leymel

Dans tous les cas, il revient au P.L.U. de préserver ces lieux uniques de respiration, étroitement liés à la trame urbaine.



Les autres espaces publics centraux jouent le rôle d'aire de stationnement : Place du 11 Novembre, Place de la Salle des Fêtes, Place de la Tuilerie. Il convient toutefois de mentionner le parvis devant la gare, en prolongement du parc Hartmann, qui contribue à mettre en valeur le bâtiment datant de 1868, à l'architecture typique du style Napoléon III.

Les faubourgs et les quartiers périphériques ne comprennent pas d'espaces publics majeurs à l'exception d'une aire de jeux et d'un terrain multisport rue des Frênes dans le quartier à l'entrée Est de l'agglomération et au Sandbuckel. L'espace public se limite à la voirie. En complément, des squares et aires de repos sont présents au sein de l'espace urbain.

Il est souhaitable que toute opération d'habitat à venir d'une certaine ampleur, tout projet urbain, notamment dans le cadre de la reconversion de la friche Hartmann, s'accompagne d'une réflexion en faveur de la mise en place de lieux et espaces publics complétant de manière cohérente ceux préexistant.

5. Inventaire des capacités de stationnement

MUNSTER, ville bourg-centre rayonnant sur l'ensemble des communes de la vallée, est confrontée comme les autres localités de son rang à la problématique du stationnement en raison de la présence sur son territoire de nombreux services, équipements commerces et activités économiques. Par ailleurs, la question du stationnement se pose également dans le cas de l'arrivée de nouveaux habitants en centre ancien, notamment en cas de réutilisation de logements vacants. Enfin, l'attractivité et la notoriété touristique de la ville et de la vallée exigent des conditions d'accueil des visiteurs satisfaisantes.

Le taux de motorisation atteignant couramment deux véhicules par ménage, l'usage de la voiture individuelle est quotidien pour faire ses courses, accéder aux services, aux écoles, aux lieux de loisirs et aux lieux de travail.

Dans le cadre de l'étude de déplacements, près de 892 places de stationnement ont été recensées à la périphérie et dans le centre de MUNSTER (parkings et places matérialisées). Les possibilités de stationnement ont notamment été renforcées à proximité de la gare (une soixantaine de places) et à proximité de la rue Marcel Haedrich (parking le séquoia - 31 places) ainsi de dans la rue Rapp (35 places).

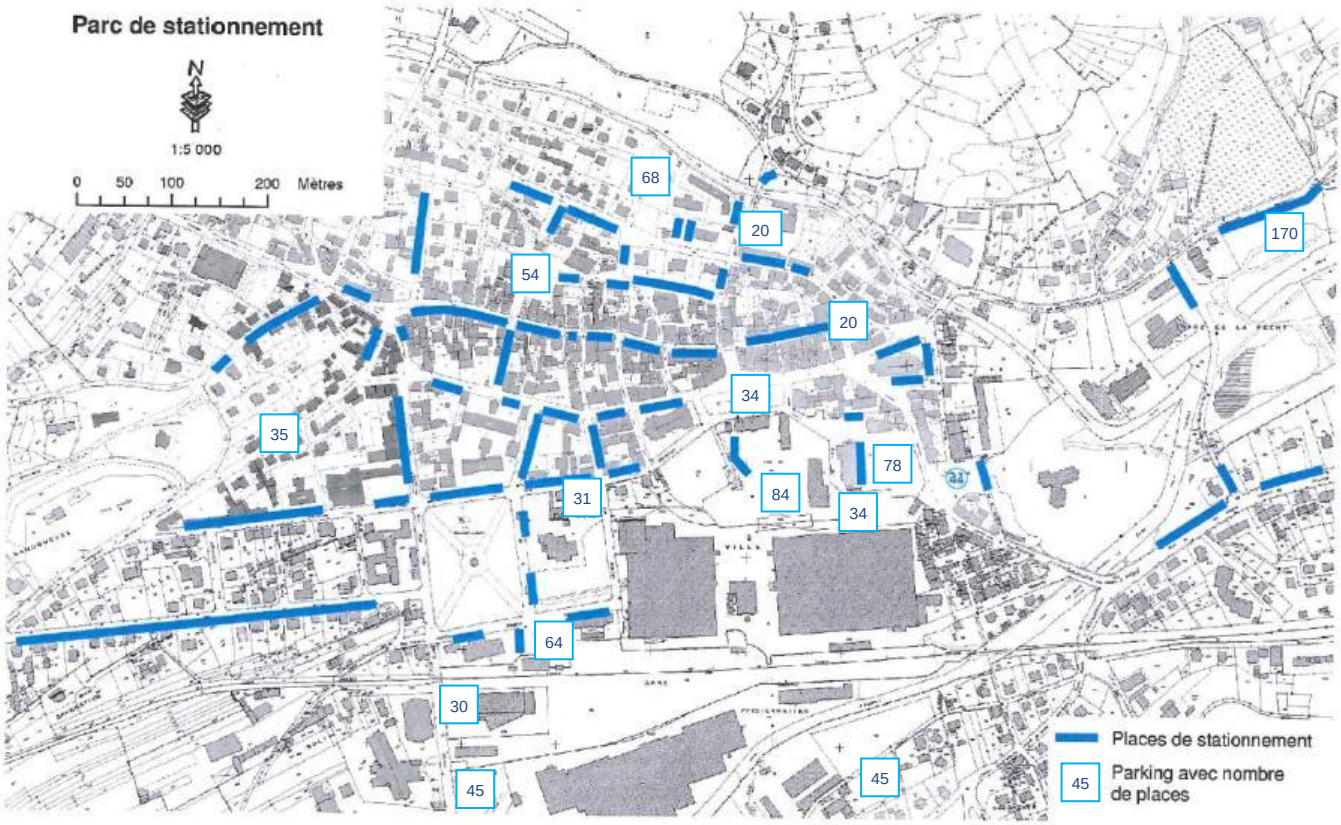
76 % des places sont gratuites ; le stationnement payant (210 places) est essentiellement situé dans l'hyper centre et permet d'assurer une meilleure rotation des places de stationnement.

A terme, avec le développement de la ville, la poursuite du renforcement des capacités de stationnement dans la partie Sud de la ville, en périphérie du centre (friche Hartmann par exemple) pourra contribuer à apaiser la circulation dans le centre ; les touristes ou salariés pourraient être aiguillés sur ces parkings périphériques aisément accessibles.

	Payant	GIG-GIC	Gratuit	Total
Place du Prélat		2	82	84
OTVM		2	32	34
Place de la salle des Fêtes		2	81	83
Place de la Tuilerie		1	40	41
Eglise catholique		2	47	49
Rue des Potiers			20	20
Rue du Tilleul			20	20
Parking rue des Clefs + CMS		4	64	68
Rue Lamey			15	15
Parking Lamey			14	14
Place du 11 Novembre	52	2		54
Parking Vieille rue	9	1		10
Rue Mathias Doll			14	14
Parking rue des Vosges (H)		1	13	14
Rue des Bouleaux			10	10
Rue du 9ème Zouaves	6			6
Rue de Luttenbach			9	9
Rue du Hohneck	3		2	5
Rue Saint Grégoire	34		4	38
Rue Rapp			10	10
Rue de l'Ecole	18			18
Rue Roby Wetzel			12	12
Rue du Presbytère			3	3
Rue du Dôme			6	6
Rue des Chaudronniers	5			5
Place du Marché	33	1		34
Grand-rue	39			39
Secteur rue de la Fecht			38	38
Rue Sébastopol (rue du Dôme)	11			11
Parking Séquoia		1	30	31
Parking en face Marché U		2	31	33
Parking Place de la Gare		2	62	64
TOTAL	**210**	**23**	**659**	**892**
%	**23,5 %**	**76,5 %**		**100**

A ces effectifs, il convient de rajouter l'aire de camping-cars disposant de différents services (vidange, eau, électricité, sanitaires) et proposant 48 places standard et 5 places pour véhicules longs. Le parking de la gare fait office d'aire de covoiturage. Une réserve foncière permet le doublement de sa surface.

Répartition des principales aires publiques de stationnement



L'offre publique en stationnement est complétée par la création de places liées au équipements publics et aux installations de sports et de loisirs (piscine, terrain de sport…). Les structures commerciales du type supermarché disposent d'aires de stationnement dimensionnées de manière à répondre aux besoins de la clientèle.

En revanche, le stationnement des vélos est insuffisamment pris en compte dans l'ensemble de l'agglomération, alors que l'usage du deux-roues se développe avec les vélos électriques. Par ailleurs, l'utilisation du vélo, de plus en plus fréquente parmi la clientèle touristique, incite l'ensemble des acteurs de la filière tourisme à s'adapter à ce mode de déplacement.

Enfin, le stationnement des véhicules hybrides et électriques a été pris en compte dans le dispositif actuel avec 2 bornes desservant 4 places.

En résumé, on peut considérer que la commune est globalement suffisamment dotée en places de stationnement pour véhicules motorisés et que ce parc ne doit pas être augmenté, notamment aux abords des équipements, si l'on veut encourager le développement des modes doux (marche, vélo) dans les déplacements de proximité. Dans cette perspective, les conditions de stationnement des deux roues méritent d'être améliorées.

6. Le patrimoine bâti[1]

Malgré les bombardements de la première guerre mondiale qui détruisirent la ville à 85 %, MUNSTER conserve un patrimoine et de nombreux témoignages de son riche passé et de son histoire mouvementée. A ce titre, la base Mérimée du Ministère de la Culture recense pas moins de 139 édifices présentant un intérêt architectural ou patrimonial. Plusieurs de ces édifices les plus prestigieux sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, alors que la façade de l'hôtel de ville est classée Monument Historique.

Il ne s'agit pas ici de précéder à une description exhaustive de ce patrimoine, mais plutôt d'évoquer les éléments les plus remarquables et les plus emblématiques.

- **Eglise catholique Saint-Léger**



A l'origine, cette église est une chapelle construite au cours du 12ème siècle. Cet édifice était destiné à accueillir les paroissiens de MUNSTER, l'église abbatiale étant réservée aux moines de l'abbaye bénédictine Saint-Grégoire. Il s'agit d'un édifice hétérogène qui a subi transformations et remaniements tout au long de son histoire. L'église a été agrandie et rénovée au cours de la seconde moitié du 19ème siècle et le clocher datant de 1590 est rehaussé d'un étage. Des travaux de restauration ont été rendus nécessaires après la guerre de 1914-1918.
De nouvelles cloches ont été ajoutées en 2006. Depuis septembre 2008 une horloge astronomique est visible sur la tribune de l'église. Le mécanisme, conçu par les établissements Ungerer après la Première Guerre mondiale, a été restauré par les ateliers Voegelé de Strasbourg.

« La nef ouvre sur les bas-côtés par 4 grandes arcades en plein-cintre reposant sur des piliers en blocs de grès rose. La croisée du transept ouvre sur les bras et le chœur par 3 arcs en plein-cintre surbaissé. Un plafond à solives apparentes couvre la nef, le transept et le chœur. Les bas-côtés sont couverts par une charpente apparente. La tribune d'orgue repose sur des poteaux en fonte de fer. »
(Source : Mérimée).

[1] Sources : DRAC, base de données Mérimée, Patrimoine des communes du Haut-Rhin ; brochures de la ville de Munster.

- **Eglise protestante**

L'église Saint-Léger étant devenue trop petite et vétuste pour accueillir les deux communautés religieuses, un décret impérial, du 15 mars 1862, autorise la construction de cette église protestante. Elle a été construite entre 1867 et 1873 selon les plans de l'architecte suisse originaire de Neuchâtel, Frédéric de Rutté. Cette église, dont le parvis s'ouvre sur la Place du Marché, s'impose dans le paysage urbain par son style néo-roman et son ossature en grès rose des Vosges. Le clocher reprend la silhouette de la tour droite de l'église Saint-Léger à Guebwiller.



Cette église a également été très endommagée pendant la Première Guerre mondiale, donnant lieu à d'importantes transformations de l'architecture intérieure. De nouvelles cloches sont inaugurées en 1925 et 1950. L'orgue à traction mécanique a été construit par la manufacture Muhleisen de Strasbourg et inauguré le 2 juin 1985. Une nouvelle façade en étain fut posée en 2002.

«La nef plafonnée est séparée des bas-côtés et du transept par des arcades reposant sur des piliers et des colonnes en grès rose à chapiteau cubique. La tribune d'orgue occupe la 1ère travée de la nef à l'Est et repose sur 2 colonnes à chapiteau cubique. Le chœur dallé de grès est voûté d'ogives plates retombant sur 6 pilastres à chapiteaux. Il est percé de 2 portes latérales menant aux absides». (Source : Mérimée).

- **Hôtel de ville**



Sa construction remontant à 1550, cet édifice se caractérise par son style renaissance. Il marque la volonté d'indépendance du conseil de la Communauté du Val et de la Ville de MUNSTER vis-à-vis de l'autorité de l'abbaye Saint-Grégoire. L'Hôtel de ville demeure le siège du conseil et de l'administration de l'ancienne Communauté du Val et de la Ville de MUNSTER jusqu'en 1847, année au cours de laquelle la communauté cessa d'exister. Le pignon a été classé monument historique en 1928 mettant fin à la décision du Conseil Municipal de démolir le bâtiment en raison de son état suite aux destructions de la guerre. Ce pignon est orné des armoiries de la ville et de l'aigle bicéphale qui rappelle que MUNSTER a appartenu pendant plus de six siècles au Saint Empire romain germanique.

A l'intérieur, la salle des Séances, «Salle de la Décapole», est agrémentée de très belles colonnes datant de 1550 et de vitraux représentant les armoiries des villes de la Décapole et de Strasbourg, ainsi qu'un certain nombre de familles nobles.

«L'hôtel de ville est de plan rectangulaire, bâti en maçonnerie enduite et cantonné de chaînes d'angle harpées irrégulières en grès rose. Son mur pignon principal est tourné vers la place du Marché au Sud et repose sur un soubassement mouluré en blocs de grès rose.» (Source : Mérimée).

- **L'ancienne abbaye Saint-Grégoire**



L'abbaye au 18ème siècle

De cette abbaye bénédictine fondée vers 660, à l'origine de l'histoire de la ville, subsistent plusieurs éléments ci-après :



Toujours suite à la guerre, il ne reste du cloître reconstruit après la guerre de 30 ans que les voûtes et une porte gothique.



Le bâtiment du Prélat représente le vestige le plus important de l'ancienne abbaye bénédictine qui a conservé l'essentiel de son aspect extérieur d'origine. Datant comme le cloître de la reconstruction après la guerre de 30 ans, il a connu différentes utilisations à l'issue de la révolution et à la vente de l'abbaye comme bien national : hôpital militaire, direction des manufactures Hartmann et siège actuel du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges, ainsi que de l'Office de Tourisme de la Vallée de Munster.



Le palais abbatial avec son entrée en tunnel, flanqué de la tour aux cigognes, constitue un élément phare du patrimoine de la ville qui borde la Place du Marché.
Il s'agit du logis, commandé par Dom Benoît Aubertin, du dernier abbé de l'établissement bénédictin, construit entre 1786 et 1789. L'aménagement intérieur a cependant été interrompu par la Révolution française. A l'issue de la Révolution, le bâtiment devient propriété de de la famille Hartmann, pour servir de bureaux et de logements.

En 1872, à l'initiative d'un membre de la famille Hartmann, est édifiée une haute tour néo-gothique, la tour aux cigognes. Après-guerre, des travaux de rénovation sont engagés donnant lieu, notamment, au remplacement des lucarnes.

«Reposant sur un soubassement en blocs de grès rose, le bâtiment de plan rectangulaire comprend deux étages carrés sous un toit à longs pans et croupes, percés d'un rang de lucarnes à croupes et de lucarnes rampantes.» (Source : Mérimée).

➢ Bâtiment de la Laub



Cet édifice a été érigé en 1503, sur la Place du Marché. Il faisait office de marché couvert et de lieu de réunion. Entre 1867 et 1869, il a été démonté pour faire place à l'église protestante et reconstruit à son emplacement actuel. De l'ancienne Laub, il reste la pierre d'angle intégrée dans la façade de l'actuelle Laub et deux arcades situées rue du Presbytère, l'une d'entre elle porte une marque de tâcheron, signature d'un des tailleurs de pierre qui avait travaillé sur ce chantier. Ce bâtiment historique a été restauré par la Ville en 2002.

«Bâtiment de plan rectangulaire, implanté à un angle de rues et en retrait de la rue Saint-Grégoire. Il est construit en maçonnerie enduite, sous un toit à longs pans percé d'un rang de lucarnes à deux pans. Son pignon Ouest est découvert, protégé par des plaques en tôle. L'élévation principale sur rue repose sur un soubassement de blocs de grès rose ; elle est percée au rez-de-chaussée d'une suite de six arcades moulurées en grès rose, dont quatre en plein-cintre et deux en arc brisé.» (Source : Mérimée).

➢ L'ancienne grange dîmière



Il s'agit de l'une des plus anciennes maisons de la ville, datant de 1572, correspondant à une ancienne propriété du Schwarzenbourg, château fort dominant l'entrée orientale de MUNSTER sur la montagne du Schlosswald. A la fin du 19ème siècle, est édifiée une travée supplémentaire sur la place, ajourée d'une large baie formant devanture. Le balcon à garde-corps en bois est ajouté à cette occasion.

«Maison construite en maçonnerie enduite, avec contrefort taluté en grès à l'angle Sud-Est. Le mur pignon antérieur donnant sur la place du Marché a été augmenté d'une travée en maçonnerie couvrant trois niveaux, sur un socle en granite gris. Elle est percée d'une large baie en arc segmentaire en grès rose et supporte un balcon à garde-corps de balustres tournés en bois.» (Source : Mérimée).

➢ L’hôpital Loewel

Cet hôpital résulte de plusieurs séries de travaux au 19ème siècle jusqu’en 1927 qui ont donné lieu à l’époque à un bâtiment homogène en élévation.
«L'hôpital forme une longue barre de plan rectangulaire qui comporte un sous-sol partiel, un étage carré et un étage de comble. Il est scandé par quatre pavillons similaires en forte saillie, dont deux sont placés aux extrémités. Les élévations des pavillons sont percées de 3 à 4 travées de fenêtres et ils sont protégés par des toits à longs pans et grandes demi-croupes.» (Source : Mérimée).



➢ Le groupe scolaire du centre, l’ancien collège et la gare

Cet ensemble de bâtiments édifiés dans la deuxième moitié du 19ème siècle représentent des éléments structurants du nouveau quartier et reflètent une phase importante de l’essor de la ville.



L’école élémentaire


L’ancien collège


L’école maternelle


La gare

➢ Les parcs



Les parcs Hartmann, Schweitzer et de la Fecht confèrent à MUNSTER sa dimension de ville. Le Parc Hartmann a été aménagé à l'initiative du maire de MUNSTER Frédéric Hartmann entre 1866 et 1870, suite à la construction de la gare voisine marquant le terminus de la ligne de chemin de fer Colmar-MUNSTER. Entièrement encadré par des rues, ce parc de forme rectangulaire est desservi par deux allées formant des diagonales dont le croisement est marqué par un kiosque à musique.

Ce kiosque octogonal comporte un soubassement maçonné élevé recouvert d'un pavement de granite et de grès, flanqué de deux escaliers. Il est protégé par un toit d'ardoises à croupe polygonale, reposant sur des poteaux en fonte. Cinq arbres considérés comme remarquables selon l'inventaire du Conseil Départemental, dont un séquoia géant, sont recensés dans ce parc.



La villa Hartmann en 1885

A l'origine, jusqu'en 1926, les actuels parcs de la Fecht et parc Albert Schweitzer ne formaient qu'une seule entité. Ce vaste jardin anglais était le lieu de villégiature et de repos des Hartmann.

Il est traversé par la Petite Fecht et la Grande Fecht qui confluent en son centre pour former le cours unique de la rivière. Un petit canal usinier allant vers le lieu-dit Hammer, partiellement ouvert, recoupe la Grande Fecht peu avant sa confluence avec la rivière secondaire. Un plan d'eau au contour irrégulier agrémente le site. La partie Ouest du parc comprend des essences arborées variées (Hêtre pleureur, Tulipier de Virginie, Catalpa, Séquoia…). Cet îlot de nature compte huit arbres remarquables au titre de l'inventaire du Conseil Départemental.





Le parc Schweitzer tire également son prestige de la présence de sculptures en grès rose, deux Griffons et un Sphinx provenant de l'ancienne propriété strasbourgeoise de Charles Schulmeister (1770-1853), fidèle espion de Napoléon I. Il convient enfin de citer la statue de Neptune, au bord du plan d'eau, œuvre du sculpteur Landolin Ohmacht.

- **Müsikhisla**

Ce pavillon, qui remonte à la fin du 18ème siècle, est attribué à l'architecte badois Friedrich Weinbrenner. Il a servi de corps de garde ou d'ancienne loge de concierge marquant l'entrée du site du Graben, premier site de l'industrie textile de MUNSTER, fondé en 1776 par Jean-Jacques Schmaltzer. Ces usines sont alors célèbres pour leur production d'indiennes. Le site a été détruit par les bombardements en 1915. En revanche, le pavillon est conservé et mis à la disposition d'une société de musique par la Ville de MUNSTER. Il est inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques en 1985.



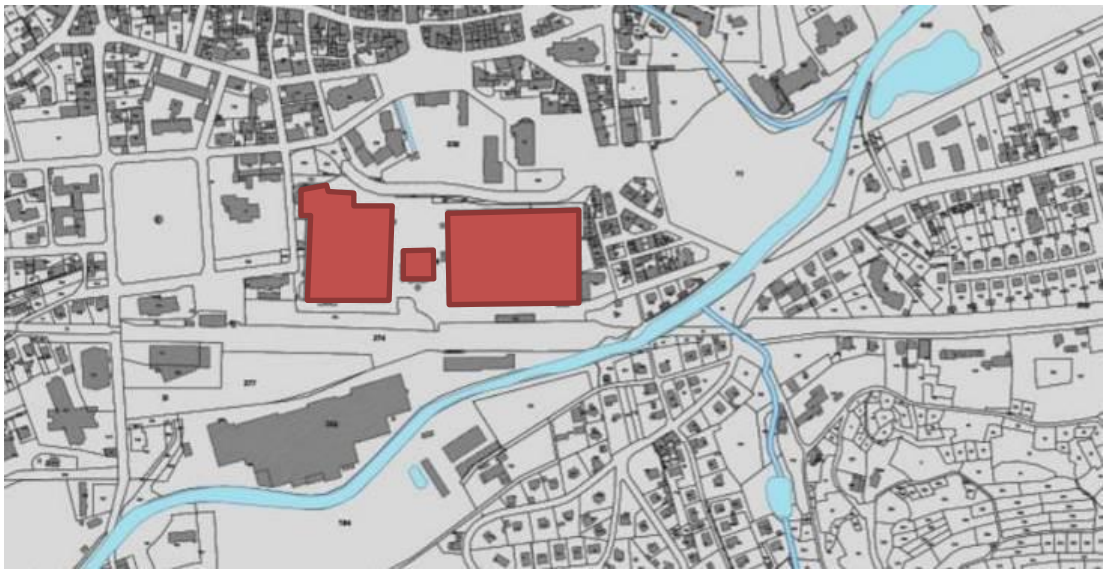
«Cette conciergerie d'inspiration néo-classique est construite en maçonnerie enduite sur un soubassement en blocs de grès à tables refouillées pour le rez-de-chaussée et en pierre de taille pour l'étage. Elle est cantonnée de chaînes d'angle régulières en grès et couverte d'un toit à longs pans avec tuiles mécaniques.» (Source : Mérimée).

- **Le patrimoine industriel**



Dans le prolongement de la Place du 11 Novembre s'impose ce bâtiment qui constitue un exemple d'architecture industrielle de la fin du 18ème siècle, ayant appartenu au site du Graben. Il abrite des logements depuis 1860.

Le reste du patrimoine industriel de la Ville, compte tenu des destructions et démolitions intervenues pendant et après la 1ère guerre mondiale se résume aux manufactures Hartmann présentes sur le site du Couvent. Entre la voie ferrée et la rue Marcel Haedrich, le site est occupé par deux corps de bâtiments, la filature à l'Ouest et le tissage à l'Est, séparés par la chaufferie.

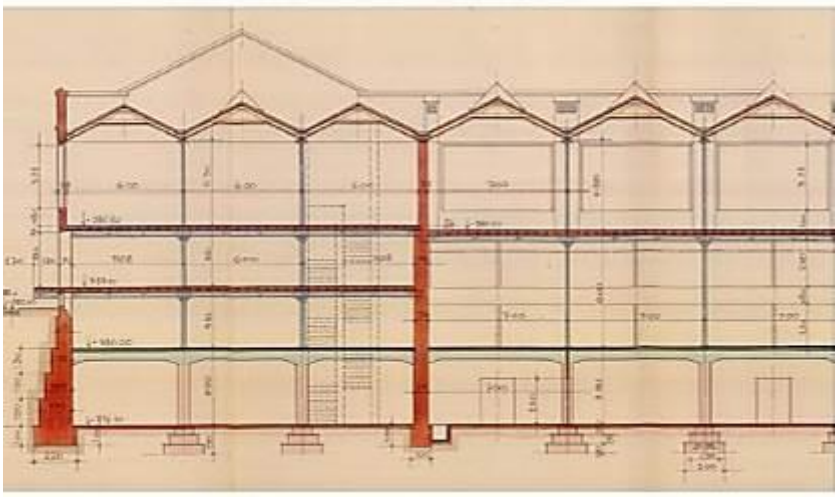


La filature et le tissage comprennent deux grands ateliers qui témoignent de l'évolution de l'architecture industrielle. Construits entre 1920 et 1922 par des architectes bâlois, ces bâtiments industriels à étages, avec ossature en béton armé, se caractérisent par leurs façades largement vitrées. Les anciens ateliers à sheds, édifiés entre 1882 et 1904, ont été conservés et intégrés au nouveau tissage.





COUPE LONGITUDINALE DE LA FILATURE, ARCHIVES



Compte tenu de sa localisation stratégique à proximité directe de la gare, de la place du Marché, du cœur de ville, des équipements et commerces, ce site est particulièrement adapté à la mise en œuvre d'une opération de renouvellement urbain.

➢ Les demeures patronales

Les demeures bourgeoises édifiées au début du 20ème siècle rue des Clefs se caractérisent par des toits à long pans, des chaînes d'angle, la présence de colonnes et par plusieurs détails de construction qui témoignent d'une richesse architecturale.

➢ Les maisons de l'habitat rural traditionnel

Que ce soit aux franges de la ville, dans le hameau de Haslach ou à l'écart en zone agricole, sont présentes ces maisons de l'habitat rural, implantées sur les versants qui entretiennent une relation privilégiée avec le paysage. Leur inscription dans le site repose sur une adaptation à la pente en optimisant les courbes de niveau pour l'accès, l'orientation et l'aménagement d'une cour. Ce bâti exploite au mieux les caractéristiques du relief pour également se mettre à l'abri des intempéries. La typologie de base de cet habitat correspond à la maison de l'ouvrier paysan, où habitation et exploitation sont réunies sous un même toit pour former un volume unique. Cette forme élémentaire donne lieu à des variantes avec la grange implantée à angle droit ou de manière accolée.

D'une manière générale, la maison s'implante «*perpendiculairement aux courbes de niveau, ménageant un pignon très haut en façade sur rue, hauteur renforcée par la présence d'une cave semi-enterrée.*[1]»
L'habitation est construite en maçonnerie de pierre en grès ou en granite issue des carrières proches. Ce matériau, sous forme de moellons, assure l'inertie thermique nécessaire aux rigueurs du climat et n'est jamais laissé apparent, l'enduit garantissant un rôle de protection contre les intempéries. Le bois est utilisé traditionnellement dans la construction de la grange pour former une structure reposant sur un socle maçonné.




Maisons dans le hameau de Haslach

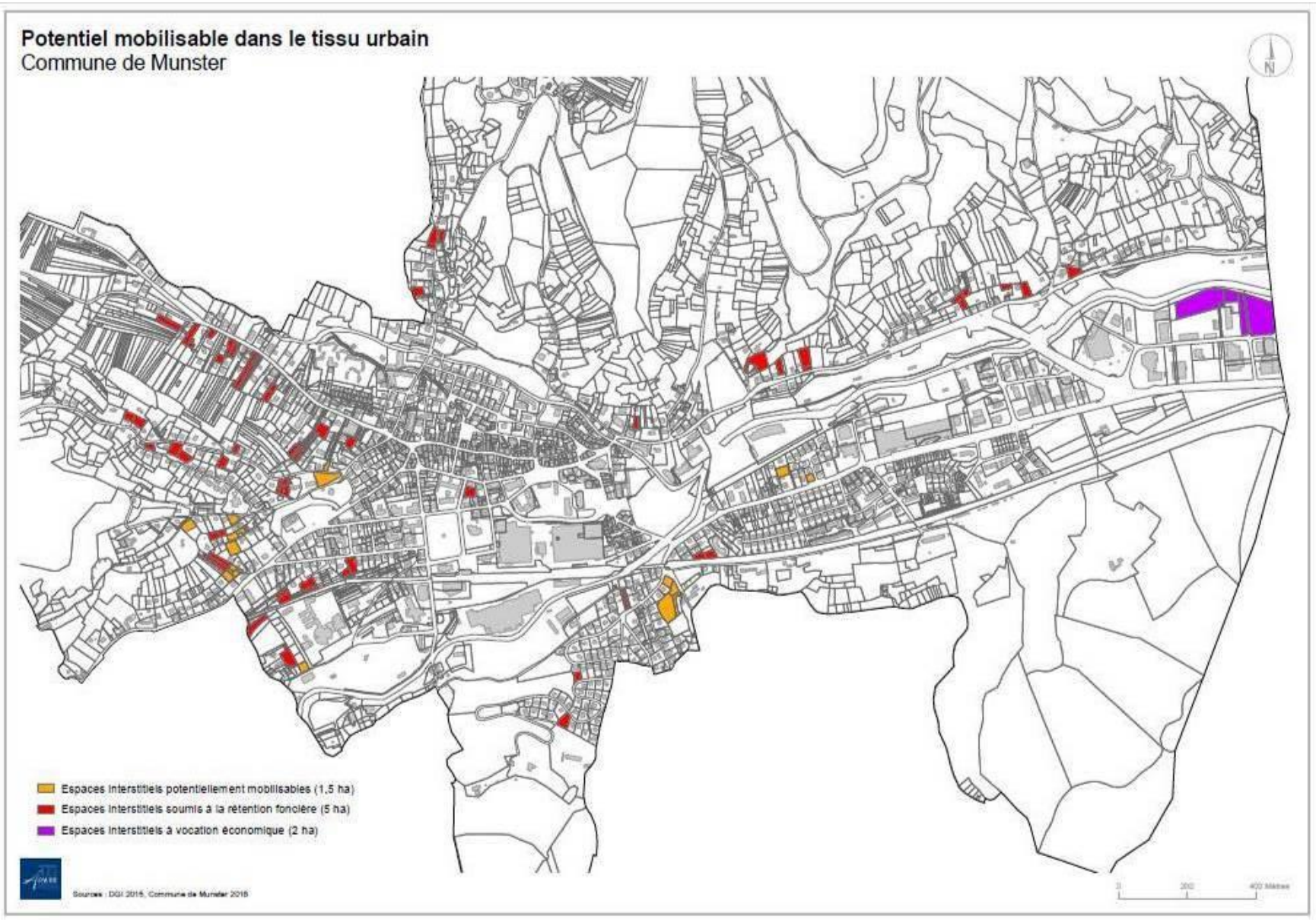
[1] Source : Communauté de Communes de la Vallée de Munster, Guide-conseil architectural sur le bâti rural de la Vallée de Munster.

- **Le château de la Schwarzenbourg**

Les vestiges de ce château médiéval sont juchés sur une colline qui domine au Sud l'entrée sur le territoire de MUNSTER. Edifié en 1261, cet édifice est réduit à l'état de ruine et vendu comme bien national en 1793. La famille Hartmann en fait l'acquisition au début du 20ème siècle. Pendant la Première Guerre mondiale, il est utilisé comme observatoire d'artillerie par l'armée allemande. Un bunker y est implanté. Ce château a été considéré comme l'une des constructions militaires les plus abouties d'Alsace au Moyen Âge.



C'est le seul château médiéval constituant un élément patrimonial majeur à proximité immédiate de la Ville. La Collectivité européenne d'Alsace, informe qu'une dynamique de préservation patrimoniale et de valorisation s'est mise en place depuis ces dernières années à l'initiative de la société d'Histoire du Val et de la Ville de MUNSTER, réunissant les collectivités locales, Archéologie Alsace et le Club Vosgien. Par ailleurs, le site bénéficie de 6 veilleurs de château bénévoles, installés par le Département du Haut-Rhin fin 2019. Un diagnostic sanitaire pris en charge par la Communauté de Communes, a été réalisé fin 2019 par Monsieur Isner, architecte du Patrimoine, avec chiffrage des interventions urgentes.
Enfin, début 2020, une demande de protection au titre des Monuments historiques a été déposée par le Maire de Stosswihr et le Président de la société d'histoire.


Potentiel mobilisable dans le tissu urbain
Commune de Munster
N
Espaces interstitiels potentiellement mobilisables (1,5 ha)
Espaces interstitiels soumis à la rétention foncière (5 ha)
Espaces interstitiels à vocation économique (2 ha)
Sources : DGI 2015, Commune de Munster 2018

7. Les capacités de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis

Dans le droit fil de la loi Accès au Logement et à l'Urbanisme Rénové (A.L.U.R.), qui vise une économie renforcée de la consommation d'espace, il convient d'examiner le potentiel en termes de croissance interne sous ses différentes formes. En effet, avant d'entamer l'urbanisation des espaces en périphérie de la ville, le nouveau contexte réglementaire encourage l'optimisation des capacités internes d'accueil de nouvelles constructions. Ce potentiel interne se présente sous la forme d'espaces interstitiels, de logements vacants, de friches industrielles et de friches urbaines.

7.1. Les espaces interstitiels[1]

A l'intérieur de l'enveloppe urbaine de référence, ont été identifiées des parcelles libres de construction se distribuant le long des voies, ou situées en cœur d'îlot avec néanmoins une ouverture sur la rue.

Ce gisement foncier représente un total de l'ordre de **6,5 ha** environ. Il s'agit là d'une ressource considérable dans la mesure où les terrains en question admettent immédiatement des constructions sans qu'il y ait lieu de créer de nouveaux réseaux et sans augmenter l'enveloppe urbaine par consommation d'espaces naturels et agricoles supplémentaires.

Cette capacité d'accueil théorique fait l'objet d'une rétention foncière sur laquelle la commune a peu de prise ; les marges de manœuvre de la collectivité se limitent à la mise en place de mesures fiscales afin d'inciter les propriétaires de terrains constructibles non bâtis à construire ou à vendre leur bien à des constructeurs.

Il convient de préciser que ce recensement ne prend pas en compte l'hypothèse d'utilisation des fonds de parcelles sur des terrains comprenant déjà une habitation dans le pavillonnaire diffus et occupés par des jardins, des vergers, des espaces de jeux. En dehors de quelques implantations ponctuelles, il est peu probable que ces espaces connaissent une densification par division parcellaire.

Les contraintes liées au blocage foncier, à l'accès et à la topographie, affectent 5 ha sur les 6,5 ha qui ont été identifiées. La superficie des parcelles représentant un gisement réellement et raisonnablement mobilisable à court et moyen terme pour de l'habitat dans le cadre de l'application du P.L.U. peut être estimé à environ **1,5 ha**. L'évaluation de ce potentiel correspond à une **vingtaine de logements**. Il va de soi, en effet, que l'on ne peut appliquer à ces terrains des densités en logements résultant d'opération d'ensemble sur de grands terrains. Ce comblement se fera de façon très progressive par le biais d'opérations individuelles.

[1] Source : Ville de Munster

7.2. Les logements vacants

Le phénomène de la vacance prend une ampleur particulière à MUNSTER. En effet, sur les 2675 logements recensés par l'INSEE en 2016, 12,6 %, soit environ **337** sont des logements vacants qui se concentrent principalement dans le centre-ville. Ce taux de vacance est le plus élevé de la Communauté de Communes.

La réutilisation en vue d'une remise sur le marché de ces logements permet de créer des possibilités d'accueil sans avoir à réaliser de nouveaux équipements d'infrastructure, tout en contribuant à la redynamisation et à la valorisation du patrimoine bâti et du centre historique.

Il se trouve que parmi ce parc de logements vacants, bon nombre de logements sont vétustes, ne répondent plus aux besoins actuels et appartiennent à des propriétaires âgés peu enclins à engager des travaux en vue d'une réhabilitation de leur patrimoine dans la perspective d'une remise sur le marché de la location. Face à cette situation, les possibilités d'action de la collectivité sont limitées : mise en œuvre de l'outil fiscal par le biais de la taxe d'habitation ou mise en place d'outils incitatifs du type Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (O.P.A.H.) dont les résultats sont souvent mitigés. Quand elle en a l'occasion, la commune entreprend des opérations de démolition-reconstruction qui sont toutefois des opérations lourdes exigeant des moyens importants.
Dans la réalité, compte tenu des démolitions effectuées depuis 2016 du fait de la vétusté de certains logements qui ne peuvent être réutilisées et de la démolition programmée du bâtiment du Badischhof comptant 29 logements, le parc vacant est estimé à environ 270 logements en 2021. La commune table sur un objectif de réhabilitation et de remise sur le marché d'une part de ce gisement se montant à environ **35 logements**, soit 13% de ce parc.
Au sujet des logements vacants, il convient d'évoquer le bail à réhabilitation qui représente une solution intéressante. Il s'agit d'un outil permettant la réhabilitation par un organisme ou une collectivité (commune par exemple) des logements privés vacants, dont les propriétaires ne sont pas en mesure d'assurer la gestion et les travaux d'amélioration, qui seront ensuite remis en location.

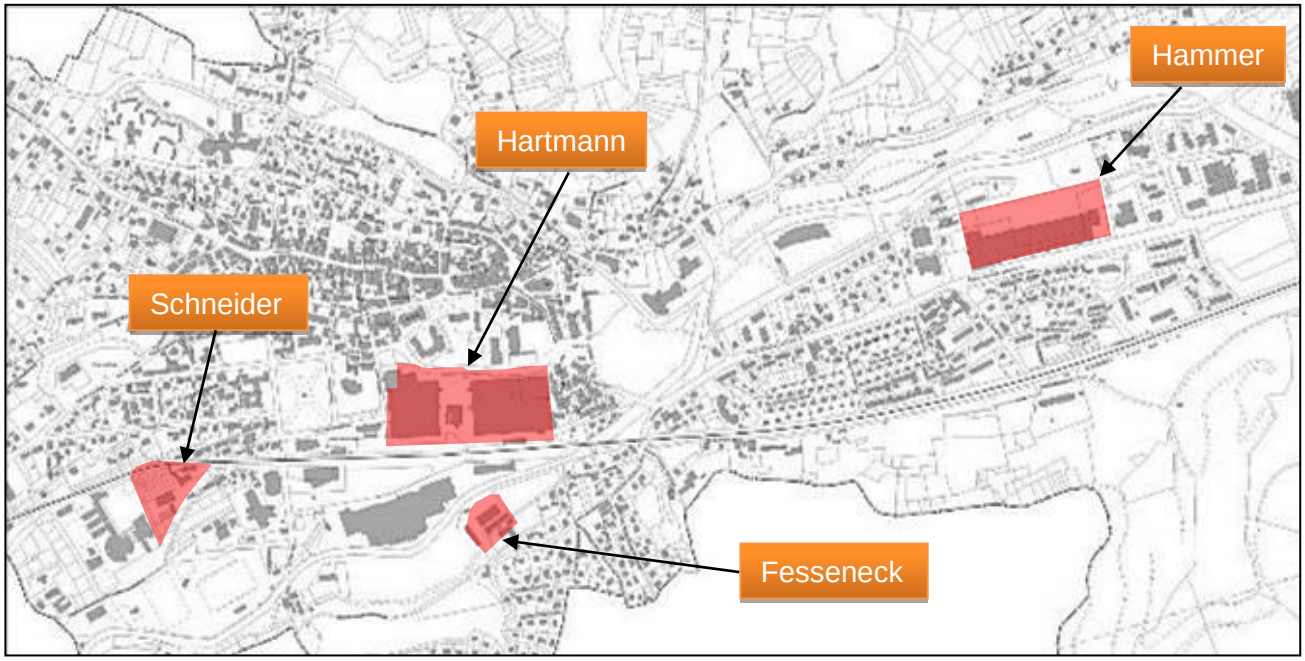
7.3. Les friches industrielles

L'histoire industrielle de la ville a laissé des traces profondes sous forme de friches et de sites dont l'activité a considérablement diminué. Quatre sites majeurs sont ainsi repérés :

- le Hammer 5,5 ha ;
- le site Hartmann 4,7 ha ;
- le site Schneider 1,6 ha ;
- le site Fesseneck 0,6 ha, soit au total **12 ,4 ha**.

La commune est confrontée à la nécessité d'engager une mutation de son territoire urbain par la reconversion ou la requalification des friches industrielles. Plus qu'une contrainte ou un héritage encombrant, ces sites représentent une opportunité pour une vision renouvelée à long terme de la ville, pour redessiner le cadre de vie urbain et pour promouvoir une croissance interne ciblée sur des terrains qui bénéficient d'une situation très favorable.

Les ancien sites d'activités et friches industrielles



En effet, les 3 premiers sites, par leur positionnement stratégique au sein de l'agglomération en termes d'accessibilité, de proximité du centre-ville, des services, des équipements, offrent un potentiel de renouvellement urbain précieux pour des opérations à caractère d'habitat, d'équipements et d'activités. C'est l'occasion pour la ville de faire un retour sur elle-même et de s'inscrire dans une logique de croissance interne.

Face à l'importance d'un tel gisement foncier, il conviendra d'étudier, avec soin, les possibilités de reconversion, en tenant compte des contraintes liées aux éventuelles pollutions historiques, sans pour autant considérer cette situation comme un frein à la mobilisation de ces sites.

Dans ce domaine en effet, la loi ALUR vise à faciliter le recyclage des friches industrielles par la mise en place de nouveaux outils avec, notamment, la possibilité du transfert du passif environnemental à un tiers. La friche Hartmann est recensée au titre de la base de données BASOL en tant que site pollué ou potentiellement pollué nécessitant des investigations et une évaluation des risques.
Tout l'enjeu consiste à ouvrir ces sites sur leur environnement, à réussir l'insertion urbaine des futures opérations dont ils serviront de cadre et à les intégrer à la trame verte et bleue d'agglomération.

Site Hartmann



Site Schneider





Site Hammer



Site Fesseneck

Compte tenu de la situation de ces anciens sites d'activités, des contraintes qu'ils subissent et de leur vocation future, il est possible d'estimer de façon approximative le potentiel en termes de logements représenté.

Evaluation du potentiel en logement des friches et sites industriels	
Hartmann	100 logements
Hammer	Site à vocation future exclusivement d'activités économiques
Schneider	26 logements
Fesseneck	Potentiel non mobilisable en raison des dégâts subis par les bâtiments et du fait d'une localisation au sein de la coulée verte et bleue d'agglomération.
Total	126 logements environ

7.4. Les friches urbaines

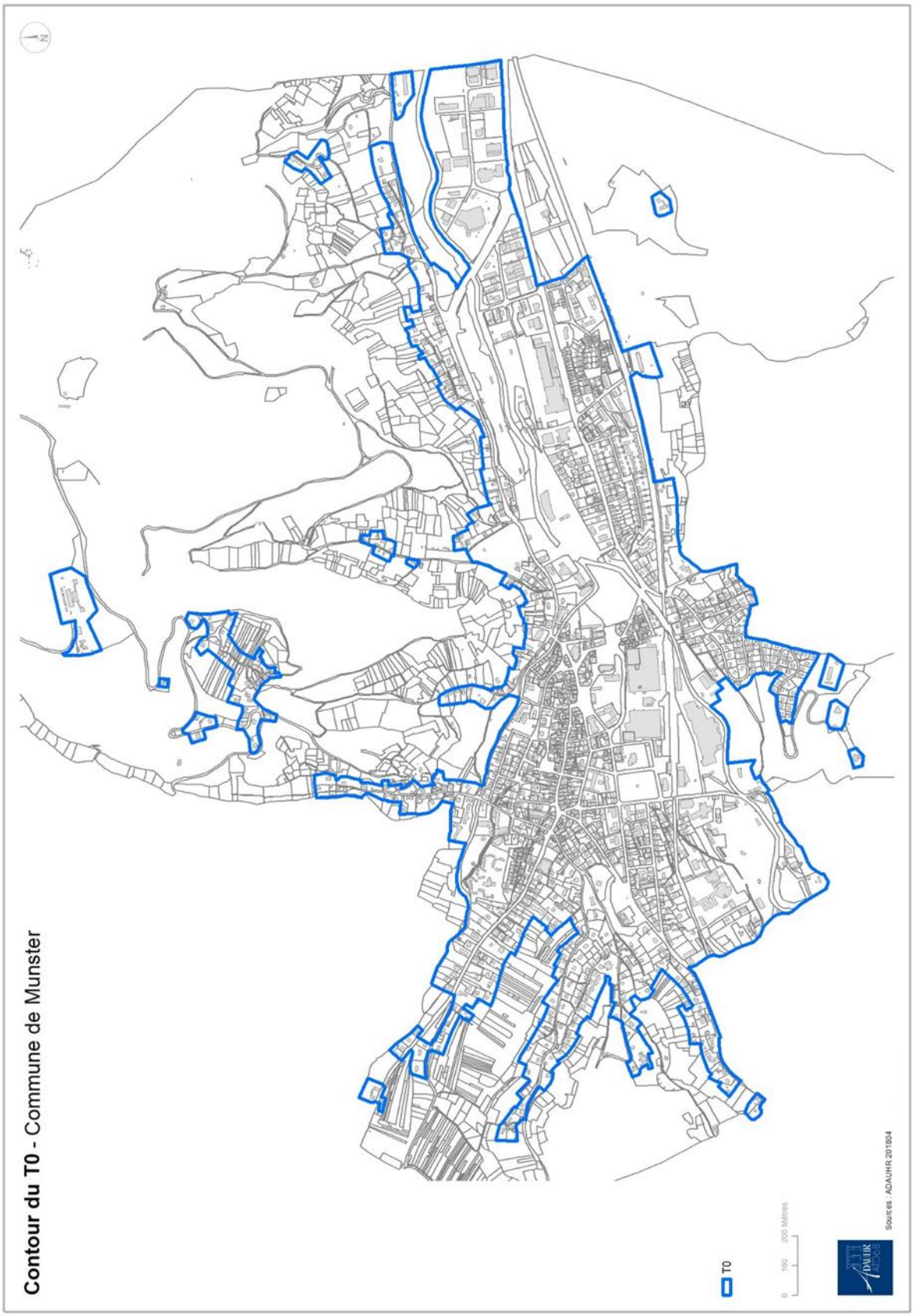
Les friches bâties urbaines correspondent à des constructions désaffectées, laissées à l'abandon et ayant perdu toute fonction. Il en va ainsi, notamment, des anciennes maisons d'habitation devenues propriétés départementales et situées le long de la rue du Chemin de Fer, de l'ancien tribunal d'Instance, de l'ancien hôtel du Val Saint-Grégoire….





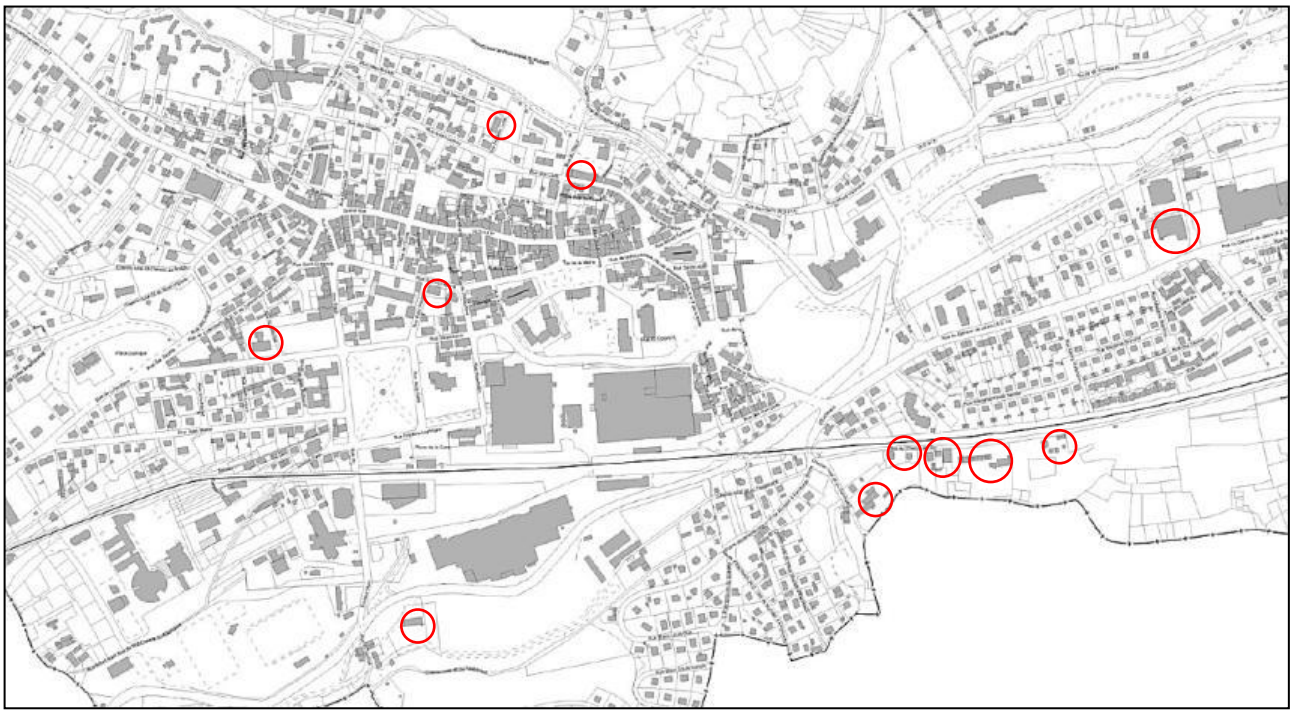



La carte ci-dessous représente le contour T0, à savoir l'enveloppe urbaine de référence définie à la suite du SCoT Colmar-Rhin-Vosges approuvé le 14 décembre 2016 et amendé le 19 décembre 2017. Cette cartographie doit servir d'indicateur de référence pour le calcul de la consommation du foncier résultant de l'inscription des extensions urbaines. Pour la période 2016-2036, en fonction de leurs besoins, les pôles pluri-communaux de Metzeral et de Munster se partagent un quota maximal de 16,8 ha au-delà de l'enveloppe T0.



Compte tenu des nouvelles normes en particulier en termes d'accessibilité, de sécurité et d'isolation et vu l'état de délabrement de certains de ces édifices, la mobilisation de ce potentiel, pour de l'habitat ou des équipements, nécessitera des opérations de démolition-reconstruction.

Les friches urbaines



Comme pour les anciens sites d'activités, il est possible d'évaluer le potentiel en termes de logements que constituent ces friches urbaines et sinon d'examiner leur destination future.

Evaluation du potentiel en logement des friches urbaines	
Ancien hôtel du Val Saint Grégoire	12 logements
Rue du Chemin de Fer	5 logements+10 logements hors friche
Site de l'ancien supermarché Match	Réutilisation pour les ateliers municipaux
Ancien tribunal	6 logements.
Résidence Bellevue	6 logements
Bâtiment rue Lucé	Bâtiment utilisé pour de l'entreposage
Anciennes écuries rue des Clefs	Stockage et réserve foncière, site non destiné à l'habitation
Site Leymel	Bâtiment réutilisé pour des manifestations culturelles
Total	39 logements

A ce chapitre, il convient également d'évoquer l'opération de réhabilitation en cours de l'ancienne maison médicale de Haslach qui s'inscrit dans le cadre global d'un projet à vocation principale d'hébergement touristique comprenant, également, au sein du bâtiment principal et des bâtiments annexes, la réalisation de 29 logements permanents. Cette opération reste dans les limites de l'Unité Touristique Nouvelle de niveau local que le P.L.U. doit pouvoir rendre possible.



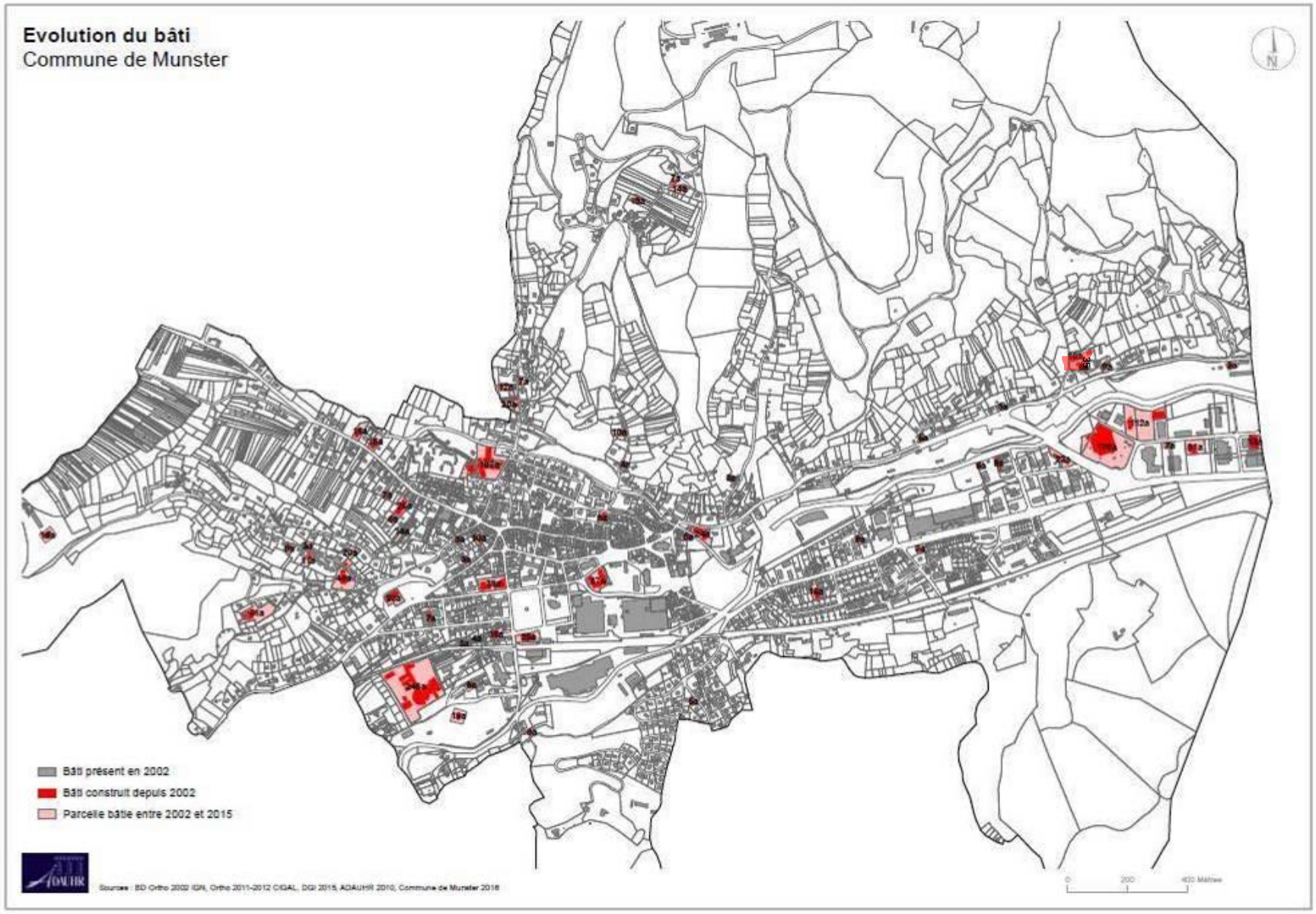




On ne peut clore ce volet sans évoquer les perspectives d'évolution de l'habitat pavillonnaire organisé et diffus. Ce type d'habitat, avec bien souvent la construction au centre de la parcelle, constitue une forme urbaine figée. Les possibilités de densification par division des terrains sont ainsi très limitées. En revanche, cet habitat évolue par rénovation en vue notamment d'une meilleure isolation des constructions, transformations et extensions successives pour plus de confort, que le P.L.U. ne doit pas entraver, sans pour autant donner lieu à la création de logements supplémentaires. Ce parc de logements fait ainsi l'objet d'une rotation progressive avec le départ des propriétaires âgés vers des logements plus adaptés et leur remplacement par des familles.

Evaluation du potentiel global de création de logements au sein de l'enveloppe urbaine	
Occupation des espaces interstitiels	20
Mobilisation des friches industrielles	126
Mobilisation des friches urbaines	39
Réhabilitation de l'ancienne maison médicale de Haslach	29
Réhabilitation des logements vacants	35
Total	**249**

En résumé et en guise de conclusion, si l'on comptabilise l'optimisation des espaces interstitiels, la reconversion des friches urbaines et industrielles, la réhabilitation de l'ancienne maison médicale de Haslach et d'une part du parc de logements vacants, le potentiel de croissance interne de la ville en termes d'habitat peut être estimé à environ **249 logements.**


Evolution du bâti
Commune de Munster
N
Bâti présent en 2002
Bâti construit depuis 2002
Parcelle bâtie entre 2002 et 2015
Sources : BD Ortho 2002 IGN, Ortho 2011-2012 CIGAL, DGI 2015, ADAUHR 2010, Commune de Munster 2018
0
200
400 Mètres

7.5. Bilan foncier et de consommation d'espace dans le cadre de l'application du P.O.S. de 2002 à 2015

La période 2002/2015 correspond à la durée d'application du P.O.S., document d'urbanisme qui a continué à s'appliquer jusqu'en 2017. Elle est marquée par une évolution des surfaces bâties de l'ordre d'environ **14,22 ha**.

Les surfaces affectées au développement de l'urbanisation peuvent se décomposer de la manière suivante :

Activités économiques	3,88 ha	27,3 %
Habitat	5,37 ha	37,8 %
Equipements	4,81 ha	33,8 %
Activité agricole	0,16 ha	1,1 %
Total	**14,22 ha**	100 %

Il ressort de cette évolution les éléments saillants suivants :

- Le développement urbain s'est effectué pour l'essentiel au sein des zones urbaines du P.O.S., par extensions de constructions présentes, densification et renouvellement urbain de l'enveloppe bâtie existante ;

- Les zones et secteurs d'urbanisation future NA, en périphérie de l'agglomération, n'ont pas été ouverts à l'extension de la nappe urbaine. Il faut y voir là une conséquence de la crise financière qui a gelé les projets et programmes en termes d'opération organisées et planifiées du type lotissement dans le domaine de l'habitat. Il en résulte une consommation d'espace naturel et agricole, générée par le P.O.S., à l'extérieur des limites de la ville quasi nulle. Au-delà de cet aspect, il convient également de souligner qu'avec 97,80 ha de zones et secteurs NA, le P.O.S. a largement surestimé les besoins réels de la commune à tous points de vue ;

- Le développement de l'habitat a été mis en œuvre dans le cadre de l'implantation d'immeubles collectifs (environ une douzaine) occupant des espaces interstitiels présents dans la trame bâtie représentant une surface totale de l'ordre de 2,41 ha. La croissance de l'habitat pavillonnaire concerne des implantations isolées et diffuses en zones UB-UC qui, cumulées, atteignent au total une superficie d'environ 2,96 ha ;

- Avec la réalisation du nouveau collège, la restructuration de l'hôpital Loewel, l'aménagement de la déchèterie, la création du multi-accueil, du péri-scolaire et l'agrandissement du supermarché à l'entrée Est de la ville, MUNSTER, durant la période considérée, a renforcé son niveau en équipements et consolidé sa position de bourg-centre à l'échelle de la vallée ;

- Les zones agricoles et naturelles sont restées à l'écart de toute forme de mitage et de transformation. Seule est à relever la construction d'un hangar lié à l'exploitation agricole du Widenthal.

L'essentiel concernant l'espace bâti :

- Présence d'un patrimoine bâti et urbain ayant échappé aux destructions de la 1ère guerre mondiale ;
- Existence de parcs urbains et d'une trame verte et bleue qui irrigue l'agglomération ;
- Commune véhiculant une image de Ville cœur de vallée, de ville à la montagne bénéficiant d'un statut de haut lieu du tourisme en Alsace et d'une attractivité tout au long de l'année ;
- Centre urbain vivant et animé en raison d'un appareil commercial bien représenté et de la présence de nombreux équipements ;
- Conditions de stationnement et de circulation globalement satisfaisantes, points à améliorer notamment pour la circulation des cycles ;
- Développement urbain réalisé depuis 2002 par densification de l'enveloppe bâtie avec l'implantation de collectifs ;
- Espace public central, la Place du Marché, insuffisamment mis en valeur ;
- Tissu bâti fortement marqué par l'activité industrielle, présence de friches industrielles et de cités ouvrières ;
- Friches industrielles : potentiel remarquable en termes de renouvellement urbain ;
- Parc de logements vacants très important, gisement à mobiliser.

Les enjeux concernant l'évolution du bâti dans le cadre de l'élaboration du P.L.U. et de sa mise en œuvre :

- Conservation de l'unité architecturale et urbaine du centre ancien ;
- Concilier performance énergétique des bâtiments et préservation de leurs qualités architecturales ;
- Remise sur le marché d'une part des logements vacants ;
- Réussir le recyclage et l'insertion urbaine des friches par la mise en œuvre de projets urbains encadrés par des orientations d'aménagement et de programmation pertinentes ;
- Assurer la transition énergétique du parc de logements anciens ;
- Poursuivre le développement d'une offre d'habitat attractive, équilibrée et de qualité ;

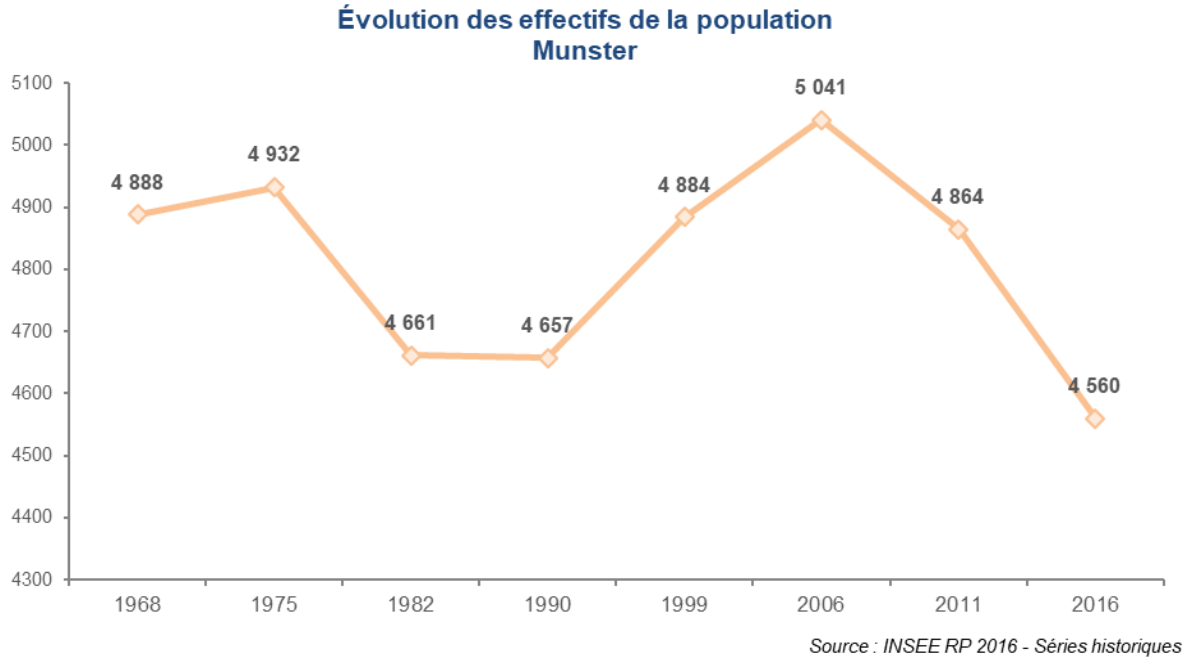
3.
Les données socio-économiques

01/01/2016	Superficie (km²)	Population	Population active de 15 ans ou plus	Emplois dans la zone	Logements
Munster	8,6	4 560	2 020	2 194	2 675
CC de la Vallée de Munster	195,3	16 228	7 913	4 068	9 832
SCoT Colmar-Rhin-Vosges	768,5	163 314	80 655	71 022	80 570
Haut-Rhin	3 525,2	762 743	367 728	280 200	373 686
Poids dans CC de la Vallée de Munster	4,4%	28,1%	25,5%	53,9%	27,2%
Poids dans SCoT Colmar-Rhin-Vosges	1,1%	2,8%	2,5%	3,1%	3,3%

Source : INSEE RP 2016 - Exploitation principale

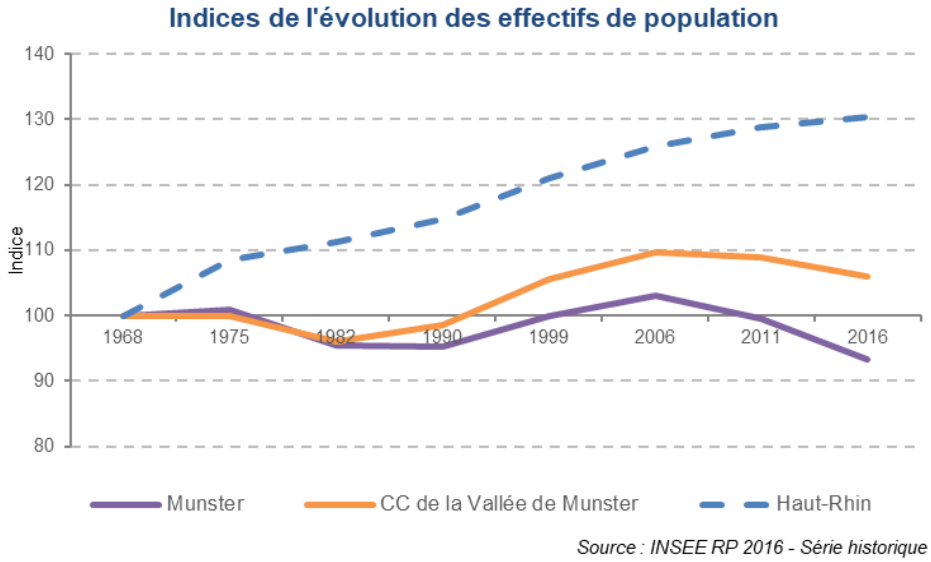
1. Profil démographique de la commune

1.1. Les évolutions démographiques



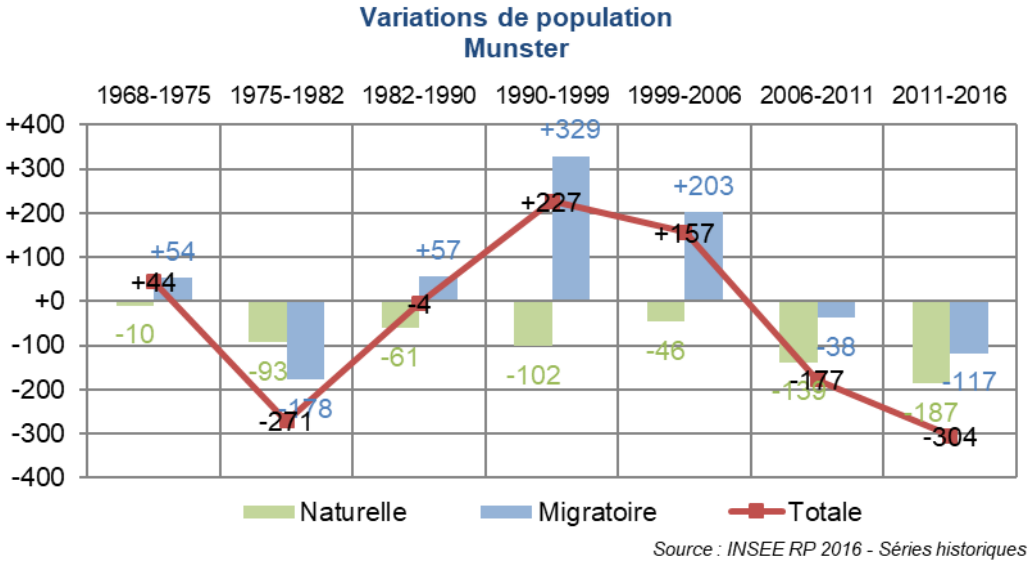
Source : INSEE RP 2016 - Séries historiques

Au recensement de la population de l'INSEE de 2016, la commune comptait 4 560 habitants. Sur la période 1968-2016, soit en l'espace de 48 ans, la population a perdu 328 personnes, représentant un taux faiblement décroissant de -7 %.
Le profil démographique de MUNSTER est marqué par de fortes variations. A peu près stable de 1968 à 1975, la population a sensiblement diminué entre 1975 et 1982, avec une baisse de l'ordre de 5 % (-254 habitants). Cette tendance se stabilise sur la période 1982-1990 avec une quasi-stagnation du nombre d'habitants.
On note ensuite une forte reprise jusqu'en 2007, année qui marque un pic dans l'histoire démographique récente de la commune, avec 5041 habitants sans atteindre toutefois le maximum absolu enregistré en 1900 avec 6 085 habitants.
La fin de période (2011-2016) est quant à elle caractérisée par une confirmation de la baisse sensible entérinée en 2006 avec un recul de près de 304 habitants.



Source : INSEE RP 2016 - Série historique

Comme le montre le graphique ci-dessus, ce recul de population est sensible en valeur absolue, mais surtout, relativement aux autres territoires. En effet, sur la même durée (de 1968 à 2016), la population du territoire de la communauté de communes de la Vallée de Munster a augmenté de 6 %, celle du département de 30 %, tandis que la population de MUNSTER a baissé de 7 %.



Source : INSEE RP 2016 - Séries historiques

L'évolution de la population est régie par deux composantes : le solde naturel (bilan des naissances et des décès), et le solde migratoire (bilan des arrivées et des départs).
Cette situation démographique en “dent de scie” est particulièrement visible sur le graphique ci-dessus. Le solde naturel demeure négatif sur l’ensemble de la période, tandis que le solde migratoire connait une grande variabilité dans le temps. C’est lui qui dicte la tendance générale avec, comme temps forts, le pic négatif de l’intervalle 1975-1982 (perte migratoire de 178 habitants) et le sursaut positif de 1990-1999 avec un gain migratoire de 329 personnes. Illustrant des pertes démographiques croissantes dans le temps, l’intervalle 2006-2011 et celui de 2011-

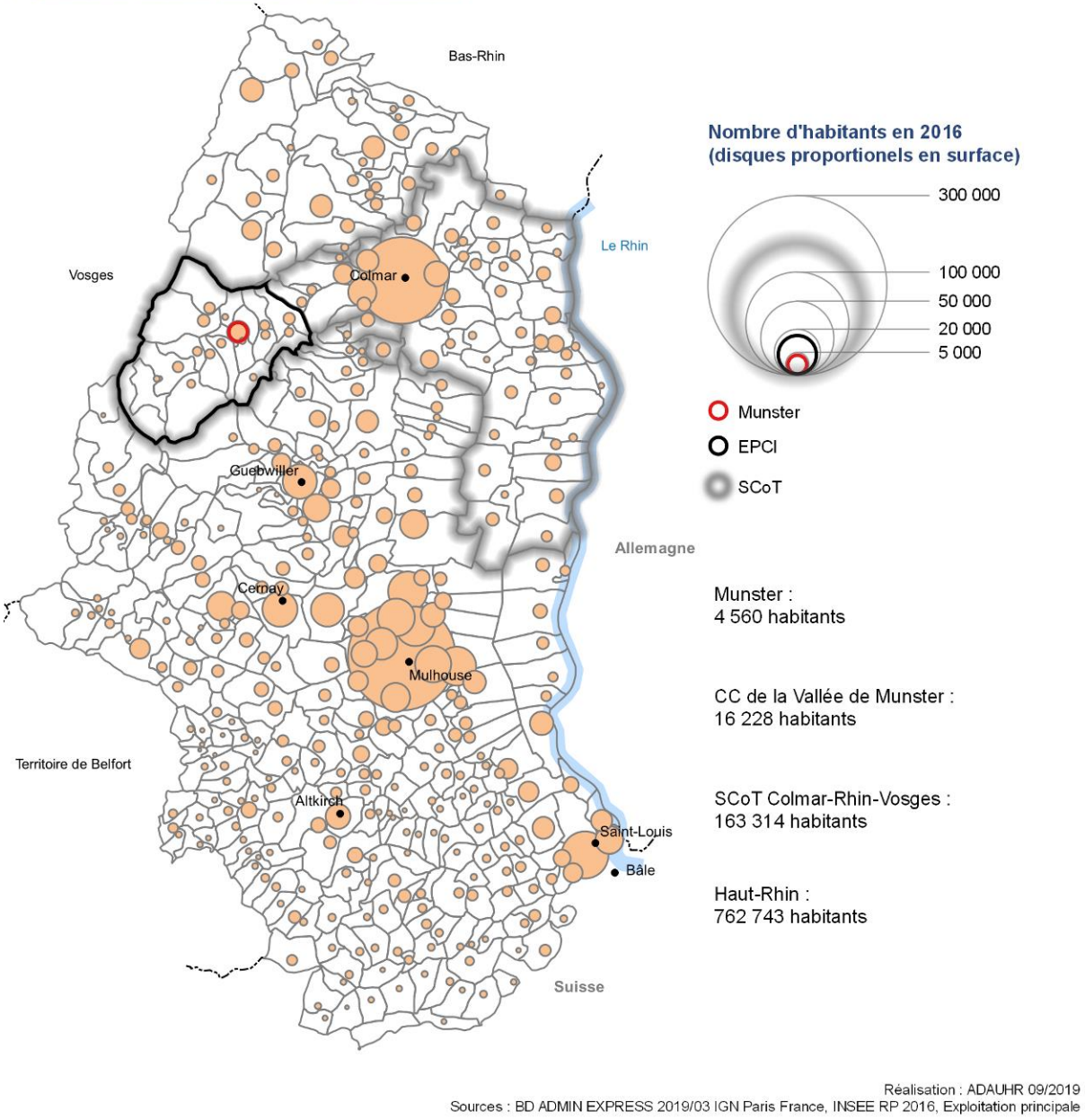
2016 témoignent du recul de population observé au niveau de la courbe de population tout en soulignant le rôle croissant du solde naturel dans ce processus.

Pour résumer les divers points relevés, le tableau récapitulatif suivant présente le rôle des soldes naturel et migratoire dans la variation de la population de la commune et des territoires de comparaison (Communauté de communes, SCOT, département).

	Période	Variation brute	Taux de variation annuel moyen	Dû au Solde migratoire	Dû au solde naturel
Munster	1968-1975	44	0,13%	0,16%	-0,03%
	1975-1982	-271	-0,80%	-0,53%	-0,28%
	1982-1990	-4	-0,01%	0,15%	-0,16%
	1990-1999	227	0,53%	0,77%	-0,24%
	1999-2006	157	0,45%	0,59%	-0,13%
	2006-2011	-177	-0,71%	-0,15%	-0,56%
	2011-2016	-304	-1,28%	-0,49%	-0,79%
CC de la Vallée de Munster	1968-1975	-20	-0,02%	0,07%	-0,08%
	1975-1982	-577	-0,55%	-0,32%	-0,23%
	1982-1990	371	0,31%	0,31%	0,01%
	1990-1999	1 097	0,78%	0,69%	0,10%
	1999-2006	624	0,54%	0,41%	0,14%
	2006-2011	-131	-0,16%	-0,18%	0,03%
	2011-2016	-459	-0,56%	-0,45%	-0,10%
SCoT Colmar-Rhin-Vosges	1968-1975	13 995	1,63%	0,98%	0,65%
	1975-1982	3 166	0,34%	-0,11%	0,45%
	1982-1990	4 937	0,45%	-0,07%	0,52%
	1990-1999	9 527	0,74%	0,24%	0,50%
	1999-2006	6 290	0,59%	0,13%	0,46%
	2006-2011	4 366	0,56%	0,13%	0,42%
	2011-2016	4 179	0,52%	0,19%	0,33%
Haut-Rhin	1968-1975	50 191	1,18%	0,68%	0,50%
	1975-1982	15 163	0,34%	-0,05%	0,39%
	1982-1990	20 947	0,40%	-0,08%	0,48%
	1990-1999	36 706	0,59%	0,15%	0,45%
	1999-2006	28 452	0,56%	0,13%	0,44%
	2006-2011	16 579	0,45%	0,01%	0,44%
	2011-2016	9 687	0,26%	-0,07%	0,32%

Source : INSEE RP 2016 - Séries historiques

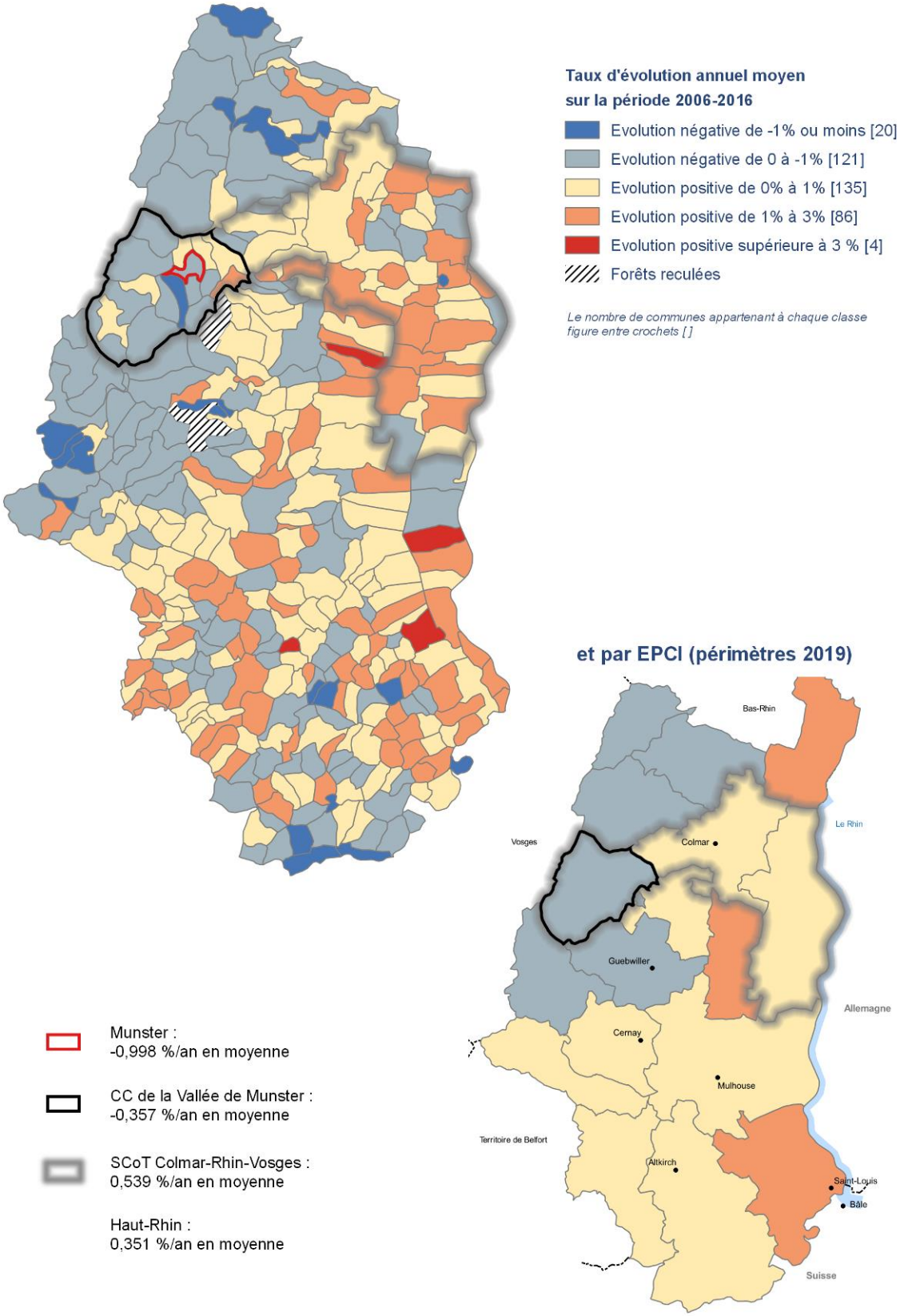
Population municipale 2016 par commune



Réalisation : ADAUHR 09/2019
Sources : BD ADMIN EXPRESS 2019/03 IGN Paris France, INSEE RP 2016, Exploitation principale

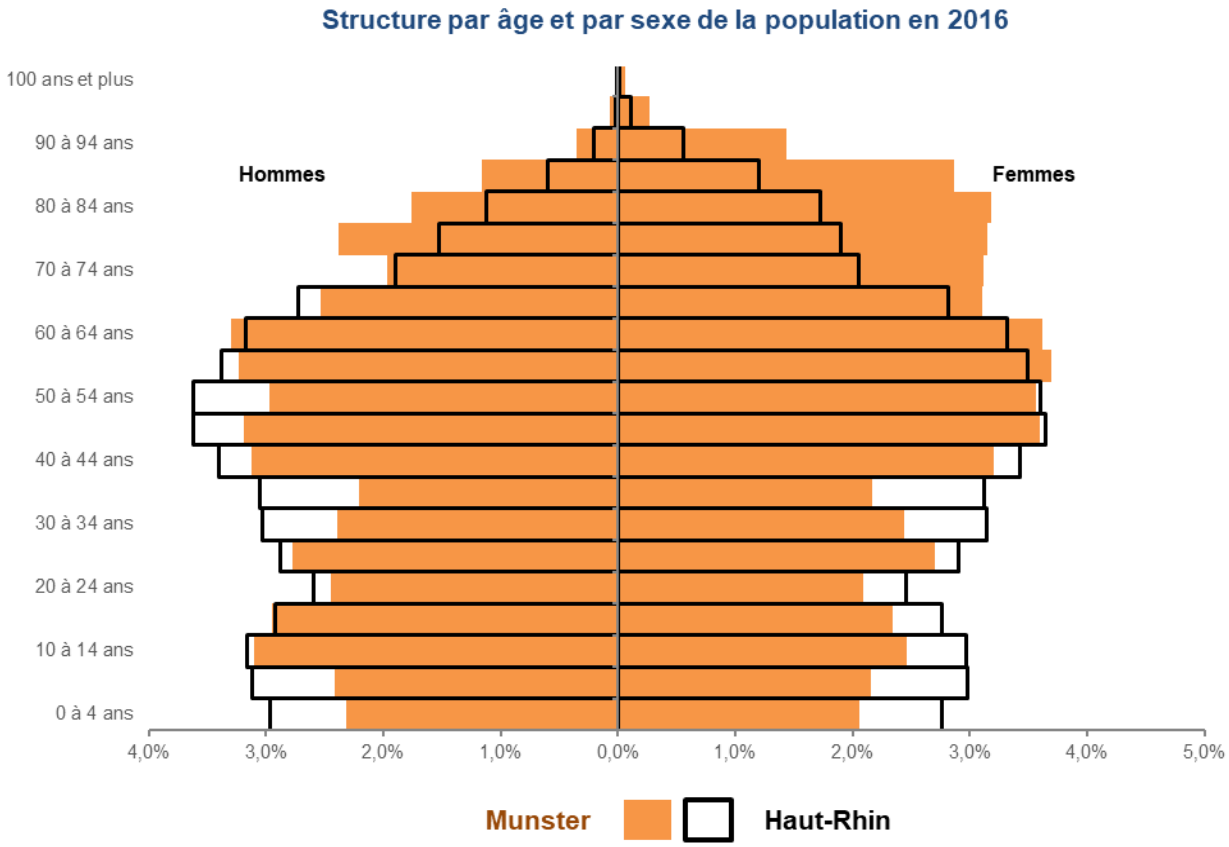
MUNSTER se situe dans un foyer de population réduit. La communauté de communes de la Vallée de MUNSTER compte un peu plus de 16 220 individus en 2016, soit environ 2 % de la population du Haut-Rhin. MUNSTER représente 28 % du poids démographique de la communauté de communes parmi les 17 communes qui la composent.

Evolution de la population 2006-2016 par commune



Réalisation : ADAUHR 09/2019
Sources : BD ADMIN EXPRESS 2019/03 IGN Paris France, INSEE RP 2016, Exploitation principale

1.2. La structure par âge et par sexe de la population



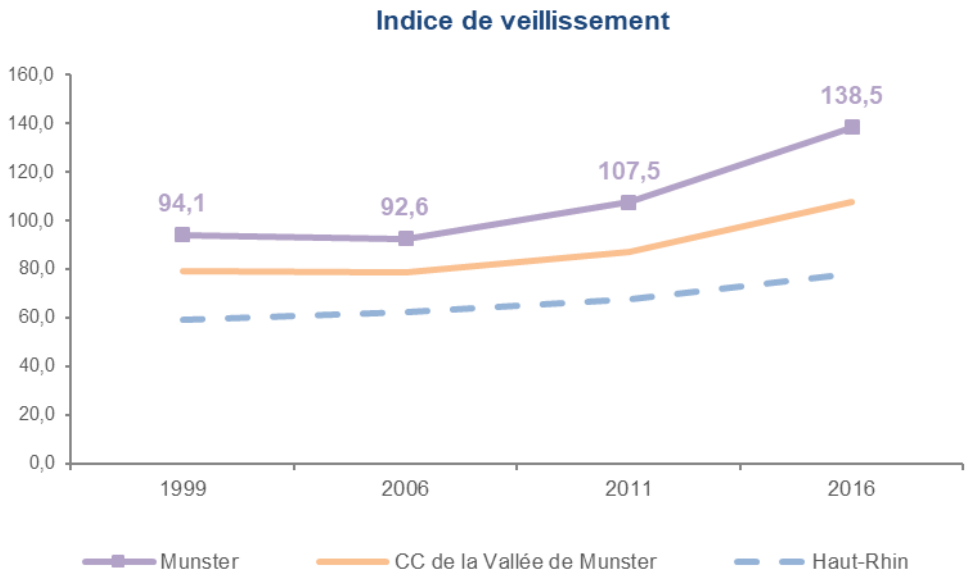
Par rapport à la référence départementale, la pyramide laisse apparaitre les grandes tendances suivantes :

- un déficit d'enfants, d'adolescents et d'adultes d'âges jeune et médian (tranches d'âges comprises entre 0 et 54 ans)
- un excédent de séniors, particulièrement important au sein de la population féminine (60 ans et plus)

Ce profil démographique plutôt resserré à la base est significatif d'un manque de renouvellement de la population : la faiblesse générale des jeunes classes d'âges répercute l'absence de l'installation récente de nouveaux arrivants en âge d'avoir des enfants. Le glissement progressif des classes d'âge de + de 50 ans annonce un vieillissement qui empêche toute dynamique de renouvellement endogène de la population.

Comme le confirme le graphique ci-dessous, les résultats précédents démontrent une tendance au vieillissement de la population très marquée. On notera que l'indice communal se situe à un niveau nettement plus élevé que ceux de la communauté de communes et du département avec un chiffre de 138,5 % relevé en 2016 (à mettre également en rapport avec la présence de 3 maisons de retraite).

Le phénomène est d'autant plus préoccupant qu'il a tendance à s'accentuer dans le temps (période 2011-2016).



Source : INSEE RP 2016 - Exploitation principale

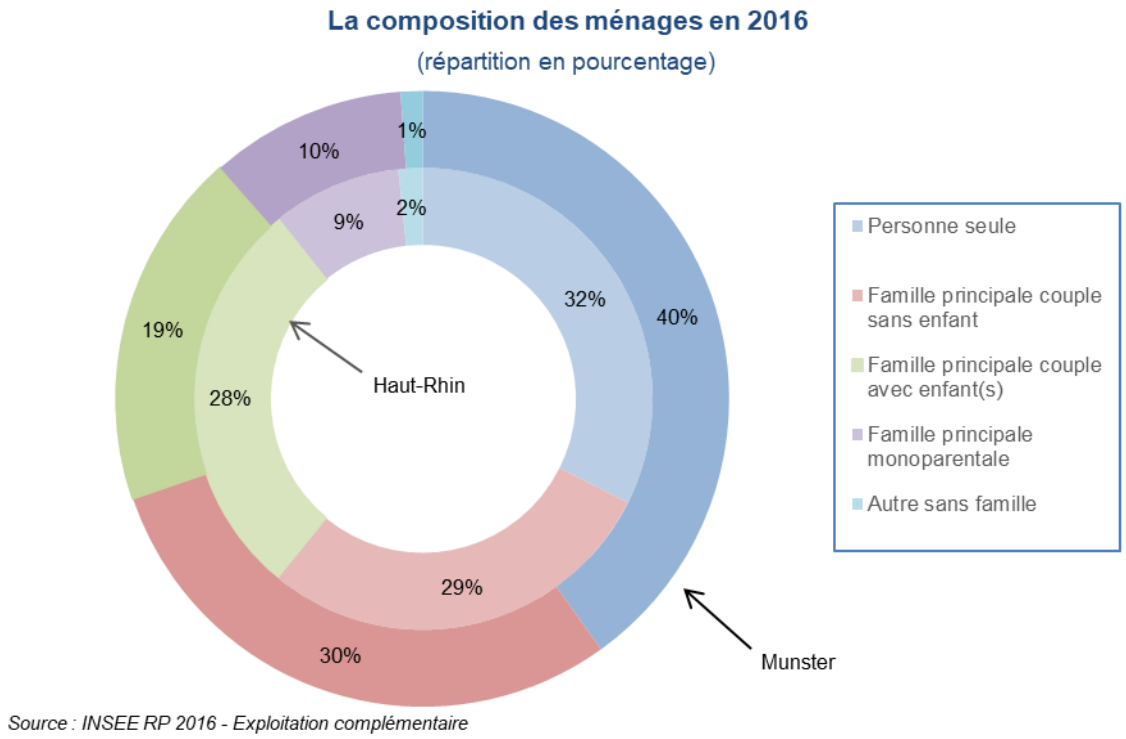
Indice de vieillissement: l'indice de vieillissement d'une population est le rapport entre les effectifs des individus de 65 ans et plus et des moins de 20 ans multiplié par 100. Ce dernier permet de confronter les effectifs de la population âgée à ceux des plus jeunes qui viennent renouveler la population d'un territoire. Plus ce taux est bas, plus la commune est jeune.
Il ne s'agit pas d'un taux mais d'un ratio normalisé, ce qui signifie que les territoires qui abritent plus de retraités que de jeunes peuvent tout à fait obtenir un indice supérieur à 100.

2. Structure des ménages de la commune

2.1. La composition des ménages

L'analyse du profil démographique de MUNSTER, marqué par une baisse récente de la population, amène à se questionner sur sa composition, c'est-à-dire quels ménages y sont représentés (encadré 2).

]
Un ménage correspond à l'ensemble des habitants d'une même résidence principale qu'il y ait lien de parenté ou non.
La catégorie « Autre » représente les individus qui vivent en ménage mais qui n'ont pas de lien de parenté comme lors de la colocation



Source : INSEE RP 2016 - Exploitation complémentaire

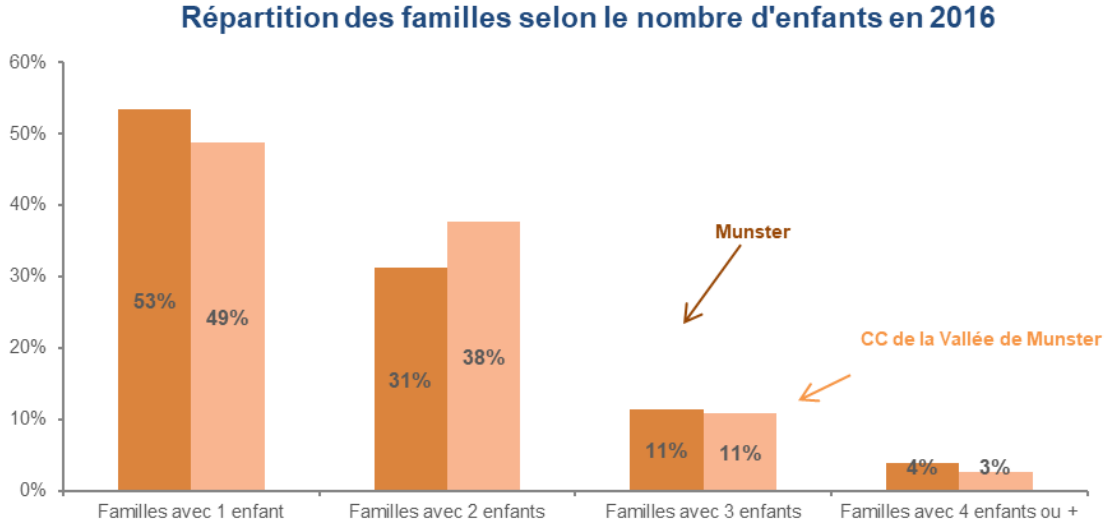
Le graphique compare la répartition de la population de MUNSTER par type de ménage à celle du département. Les écarts les plus significatifs sont les suivants :

- une part de couples avec enfant sensiblement inférieure à la moyenne départementale (19 % contre 28 %)
- une plus forte proportion de personnes seules (40 % contre 32 %)

On peut souligner que près de 60 % de la population des ménages sont des familles et que seulement 29 % de cette population ont au moins 1 enfant (chiffres plus faibles que pour le département).

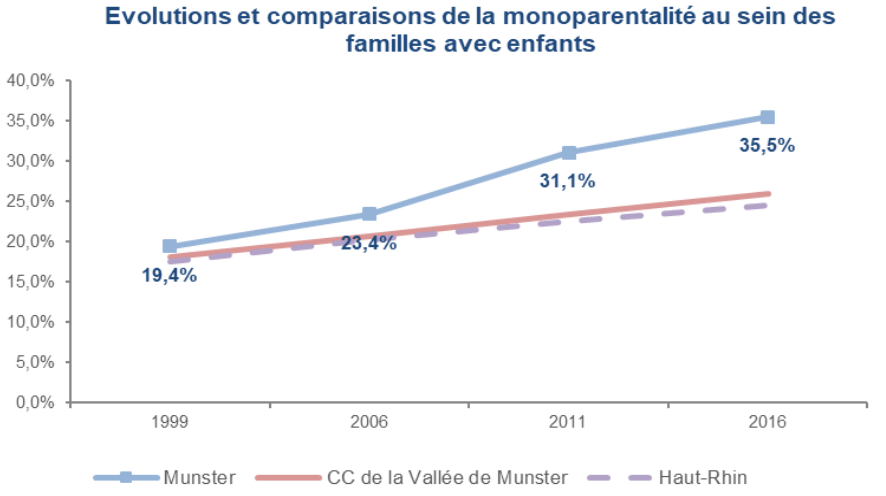
2.2. Les structures familiales

Au sein des familles avec enfants, 53 % n'en ont qu'un seul en 2016 (299 familles), soit un chiffre supérieur à celui du territoire du SCOT (49 %). Les familles avec deux enfants sont quant à elles moins bien représentées (31 % pour la commune contre 38 % pour le SCOT). La tendance s'équilibre au niveau des familles plus nombreuses avec des chiffres similaires pour les deux échelles territoriales. Par référence à la forme de la pyramide des âges, on peut conclure que les familles présentes à MUNSTER sont plutôt des couples de plus de 40 ans avec 1 enfant.

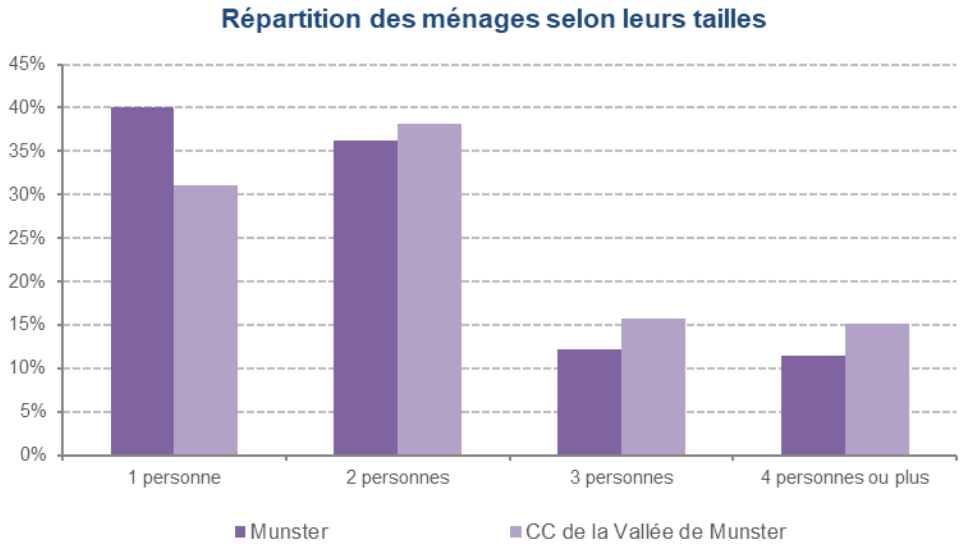


Source : INSEE RP 2016 - Exploitation complémentaire

A MUNSTER, les familles monoparentales représentent 225 unités soit 35,5% des familles avec enfant en 2016, ce qui est relativement important. Les familles monoparentales, majoritairement féminines, nécessitent souvent plus d'accompagnement, plus d'aides que les autres puisqu'un seul membre doit subvenir aux besoins de la famille (structures d'accueil des enfants, …). Elles sont nettement moins représentées dans le territoire du SCOT (26%) et le Haut-Rhin (25%).



Source : INSEE RP 2016 - Exploitation complémentaire



Source : INSEE RP 2016 - Exploitation complémentaire

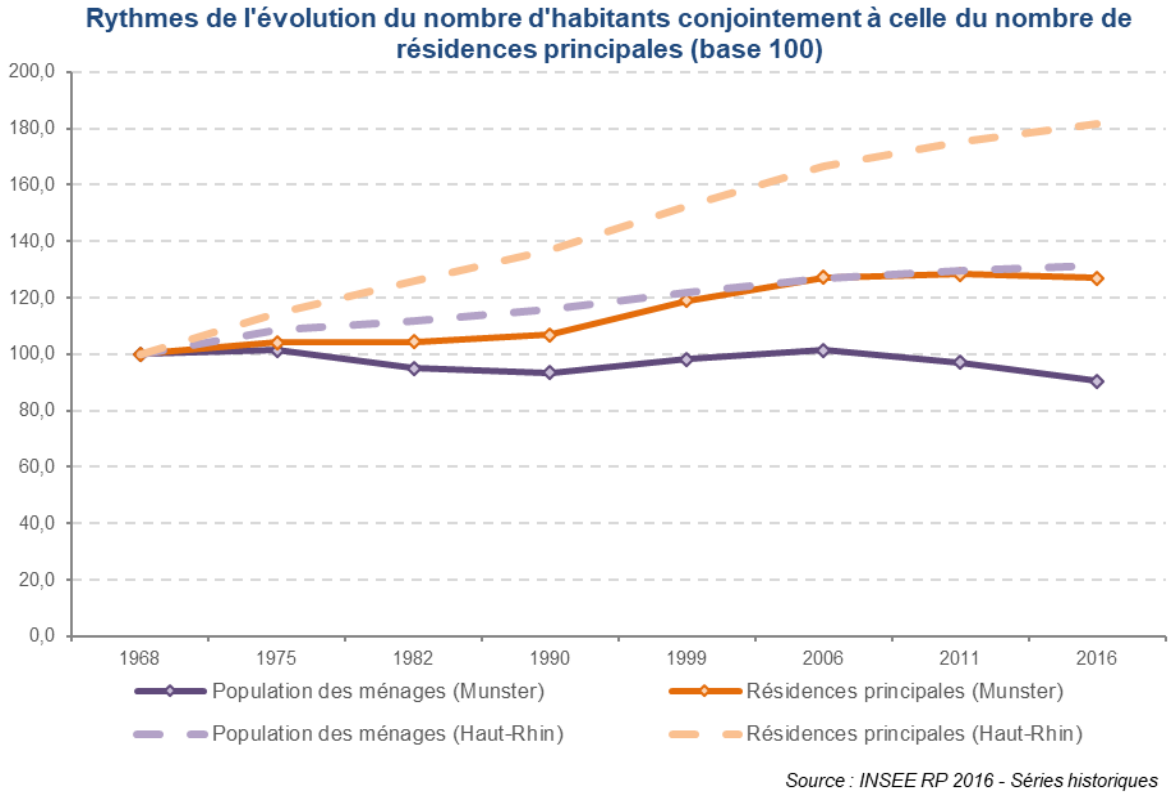
	Munster	CC de la Vallée de Munster
1 personne	40,1%	31,1%
2 personnes	36,2%	38,1%
3 personnes	12,2%	15,7%
4 personnes ou plus	11,5%	15,1%

Source : INSEE RP 2016 - Exploitation complémentaire

Le graphique vient appuyer les observations précédentes en relevant l'importance relative des ménages de 2 personnes et moins à MUNSTER avec une proportion de 76 %. A titre de comparaison, la communauté de communes n'en compte que 69 %. On soulignera la part significative des ménages composés d'une seule personne, classe qui représente plus du tiers du total (40 %).

3. Logement et habitat

3.1. La dynamique du logement



Source : INSEE RP 2016 - Séries historiques

Parallèlement à la population, l'étude du logement est une dimension primordiale dans l'analyse socio-économique de la commune. Le graphique trace les évolutions des effectifs de population et de logement au sein de la commune et du Haut-Rhin. Comme nous l'avons vu, la population de MUNSTER a diminué depuis 2007, alors que le nombre de résidences principales a continué à augmenter. Au même titre que pour le Haut-Rhin, le nombre de logements a donc progressé à un rythme plus soutenu que la population.

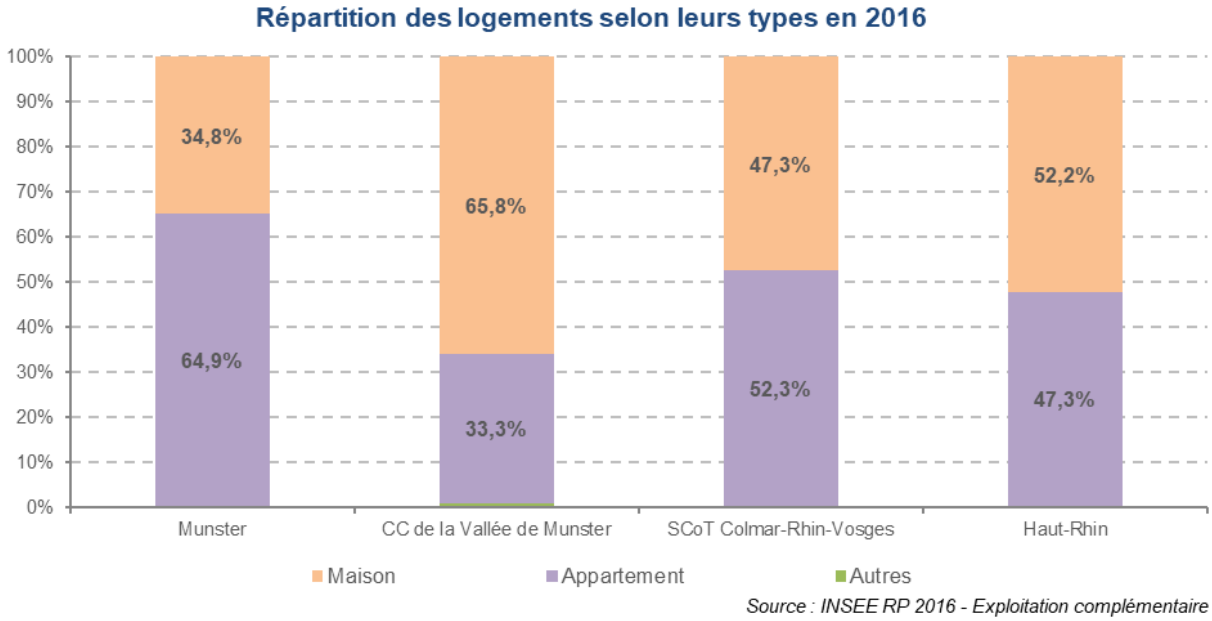
Si la population de MUNSTER a perdu des effectifs de 1968 à 2016, le nombre de résidences principales a lui été multiplié par 1,3. Plus de 456 résidences principales ont été construites entre 1968 et 2016, alors que la population perdait paradoxalement 450 habitants.

Ainsi, en 2016, nous comptons en moyenne 2 habitants par résidence principale dans la commune alors qu'en 1968 nous en comptions 2,8 (sur un total de 1689 résidences principales en 1968 et 2145 en 2016).

Cette différence de rythme et ces chiffres sont similaires à la tendance haut-rhinoise, mais à un niveau plus marqué.

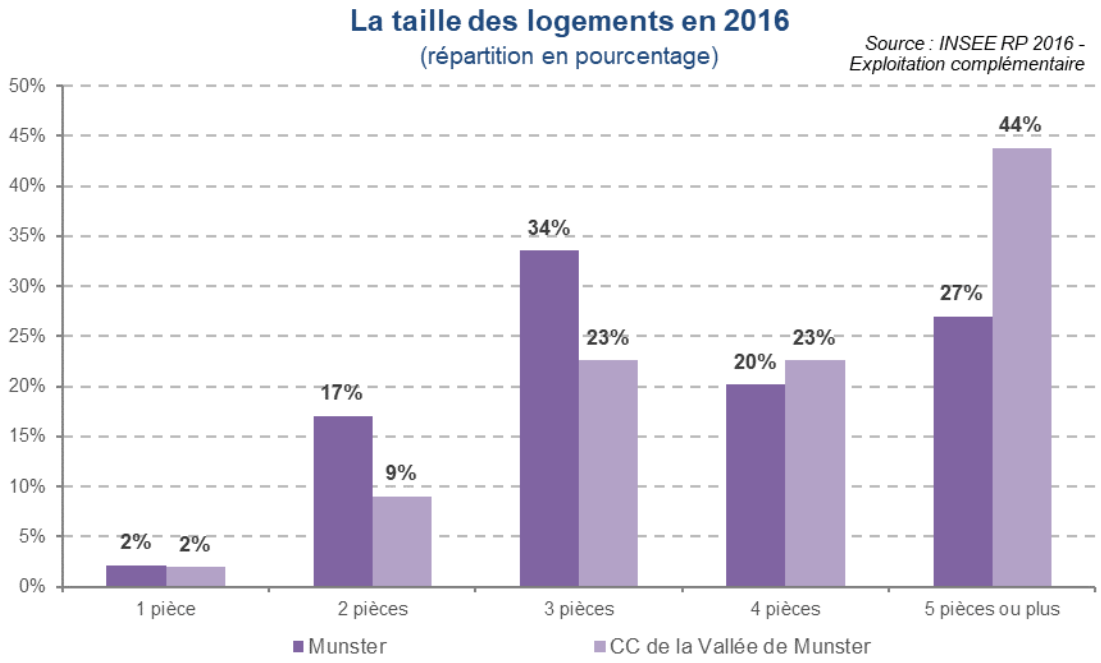
Chiffres Clés
Munster :
2,3 personnes par ménage en 1999
2 personnes par ménage en 2016
Haut-Rhin :
2,5 personnes par ménage en 1999
2,3 personnes par ménage en 2016

Ce phénomène traduit la tendance nationale de desserrement des ménages. Elle est le résultat de plusieurs facteurs comme la séparation des couples, la baisse du nombre d'enfants, le maintien à domicile des séniors, le renouvellement de population, etc.

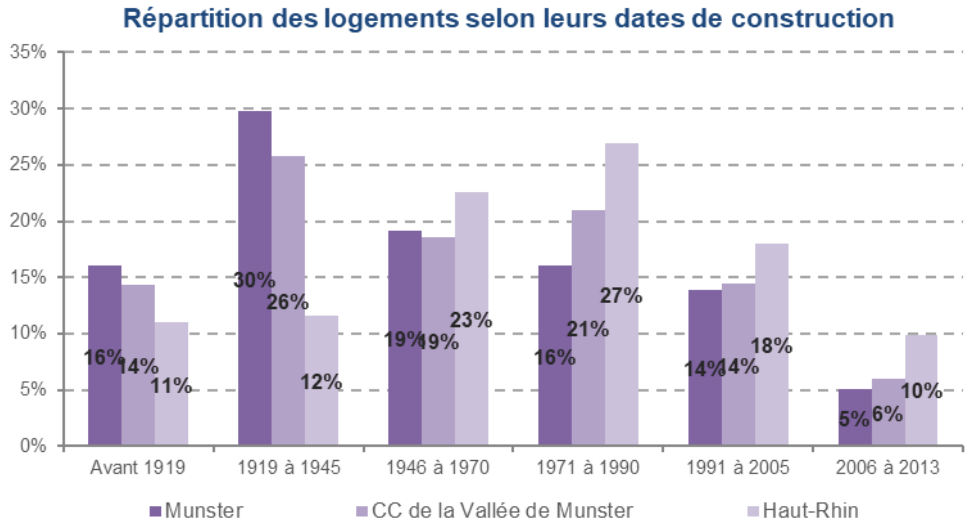


Bourg-centre de la vallée, MUNSTER présente une typologie du logement où l'habitat en appartement est dominant, avec près des 2/3 des logements concernés (65 %). Son parc est notoirement mieux doté que dans la communauté de communes, le territoire du SCoT et le département du Haut-Rhin. Cette forte proportion d'appartements traduit le caractère urbain de la commune.

Le profil du parc de logement est marqué par des logements de taille moins importante que dans la communauté de communes. En effet, les logements de 5 pièces et plus sont représentés à hauteur de 44 % dans la CC, contre 27 % à MUNSTER, où ce sont les logements de 3 pièces qui sont les plus nombreux, avec une proportion de 34 %.



Compte tenu de l'évolution de la population et du nombre de logements, il n'est pas étonnant de retrouver seulement 5 % de logements construits entre 2006 et 2013, période récente peu faste pour la commune en matière de croissance démographique.



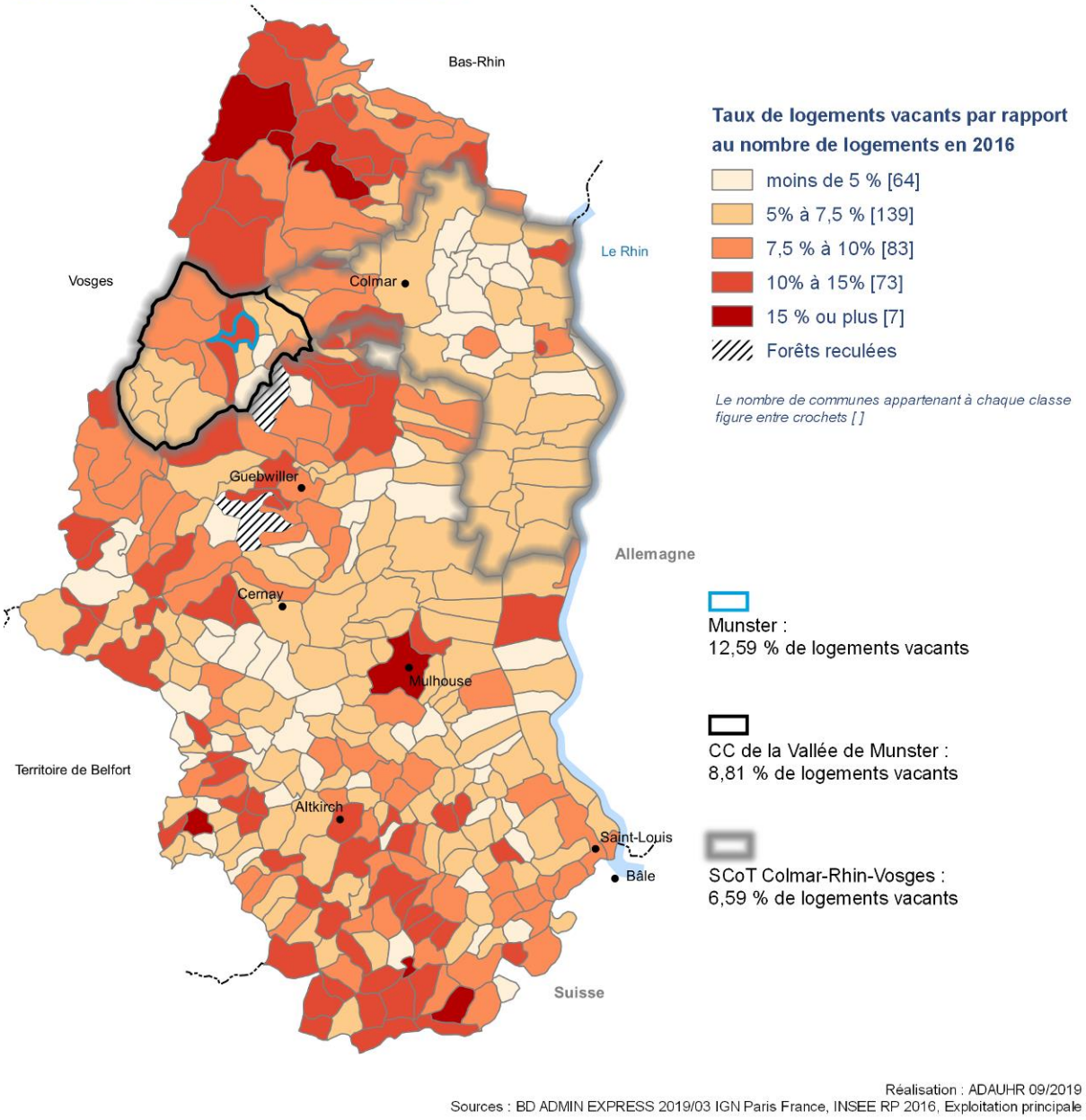
Source : INSEE RP 2016 - Exploitation complémentaire

Si les résidences principales sont le type majeur d'utilisation des biens immobiliers dans le département du Haut-Rhin, cette utilisation est sensiblement moins fréquente au sein de la commune (80 % contre 88 %). Avec 7,2 %, on notera un taux de résidences secondaires élevé par rapport au département (qui n'en compte que 3 %) mais inférieur au chiffre relativement important de la communauté de communes (18 %), haut lieu touristique.

	Nombre de logements	Résidences principales		Résidences secondaires		Logements vacants	
Munster	2 675	2 145	80,2%	193	7,2%	337	12,6%
CC de la Vallée de Munster	9 832	7 224	73,5%	1 741	17,7%	866	8,8%
SCoT Colmar-Rhin-Vosges	80 570	71 745	89,0%	3 515	4,4%	5 310	6,6%
Haut-Rhin	373 686	328 854	88,0%	11 203	3,0%	33 629	9,0%

Source : INSEE RP 2016 - Exploitation principale

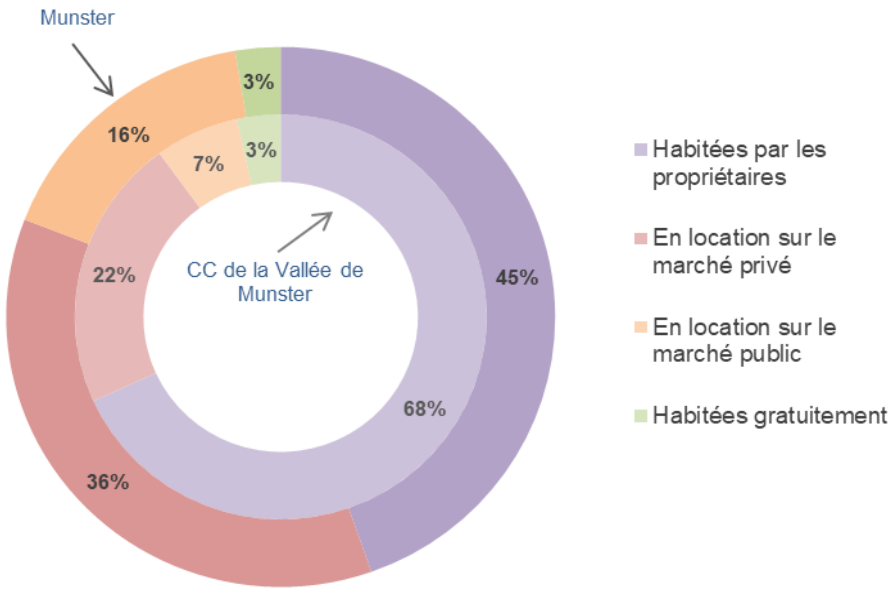
Logements vacants par commune en 2016



Réalisation : ADAUHR 09/2019
Sources : BD ADMIN EXPRESS 2019/03 IGN Paris France, INSEE RP 2016, Exploitation principale

Comparativement à la communauté de communes, MUNSTER affiche un taux de logements vacants sensiblement supérieur (12,6%).
Cette situation est à mettre en relation avec l'augmentation du nombre de logements construits par rapport à l'évolution de la population.

Les résidences principales selon leurs statuts d'occupation

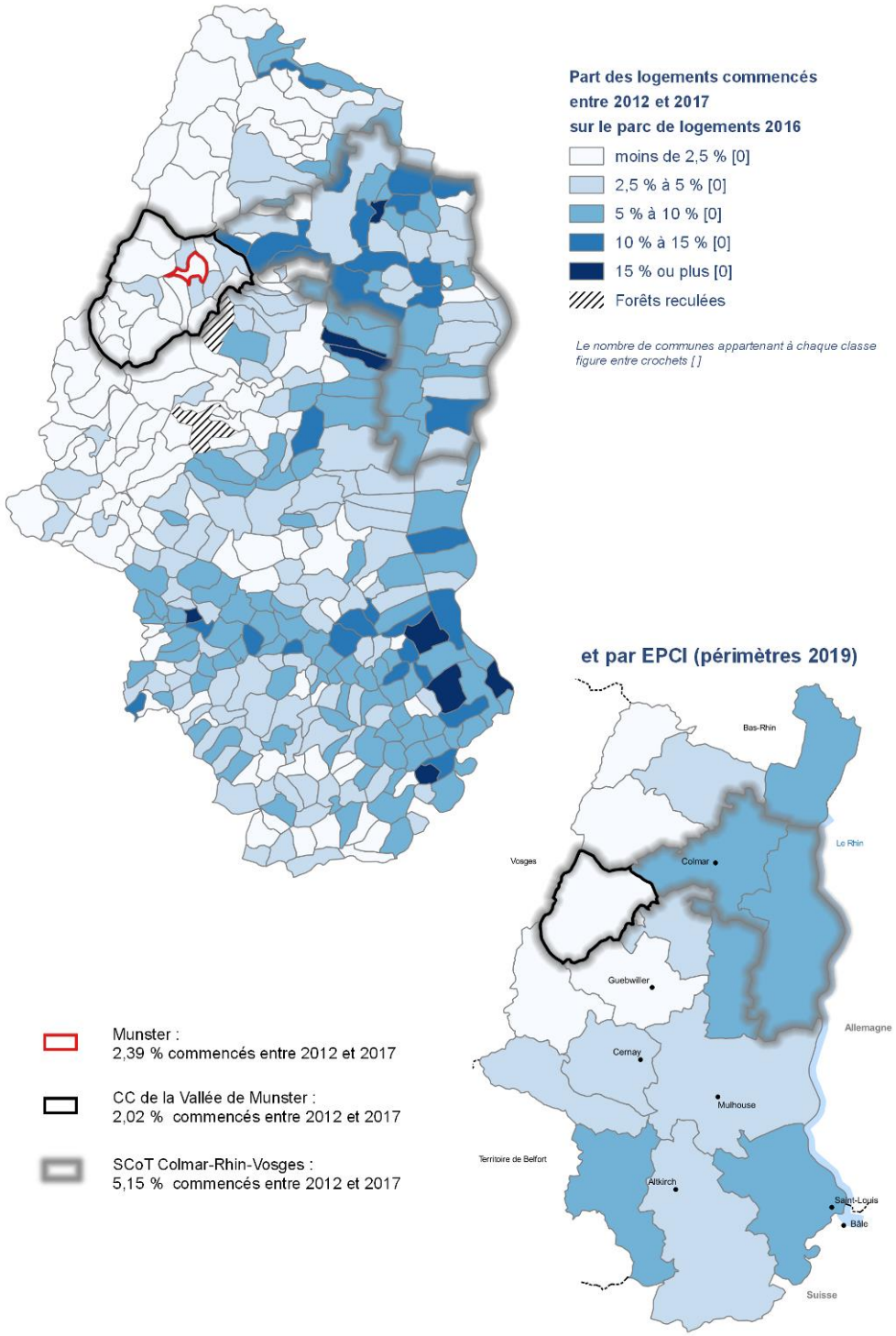


Source : INSEE RP 2016 - Exploitation principale

Les résidences principales sont essentiellement occupées par des locataires (52 %) tandis que les propriétaires représentent 45 %. La part du logement locatif, privé comme public, sur le territoire de la commune est nettement plus élevée que dans l'ensemble de la communauté de communes (29 %).

3.2. La dynamique de construction

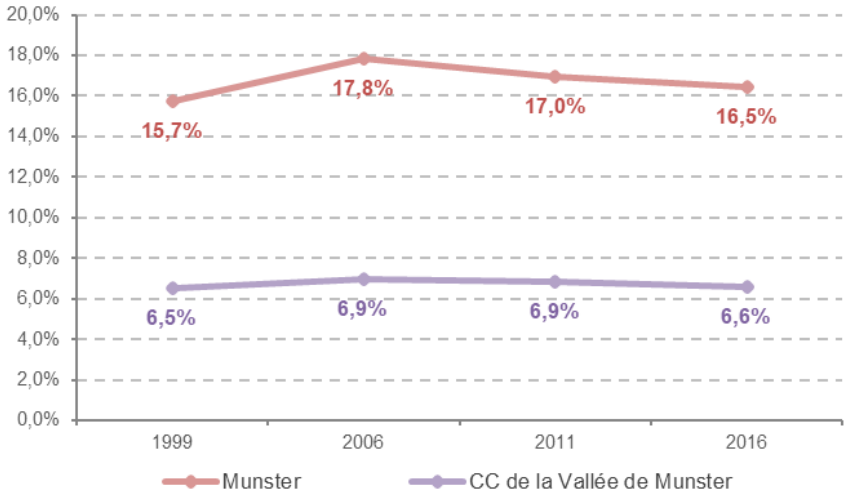
Dynamique constructive 2012-2017 par commune



Réalisation : ADAUHR 09/2019
Sources : BD ADMIN EXPRESS 2019/03 IGN Paris France, INSEE RP 2016, Exploitation principale, MEDDTL Sit@del2 date réelle 2017

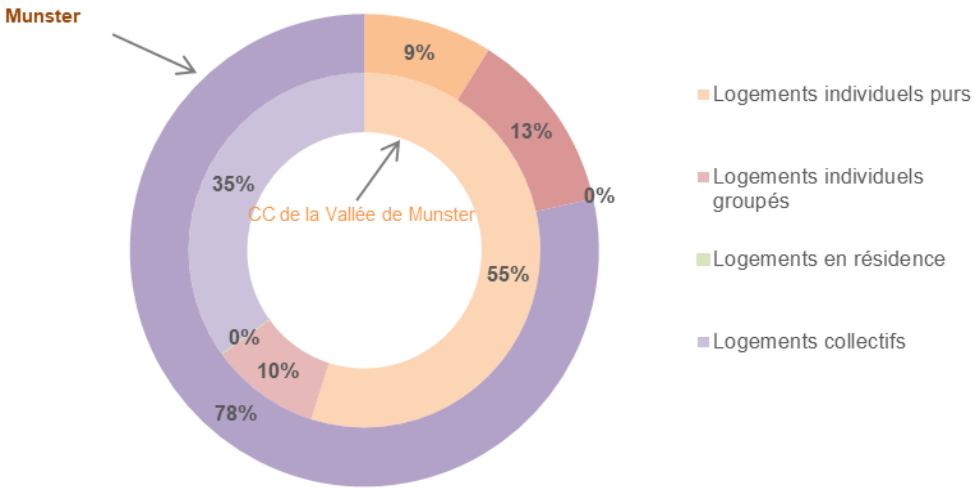
A l'aune des cartes précédentes, il apparait que MUNSTER fait partie des communes ayant connu une croissance modérée du nombre de logements commencés. Cette donnée est établie à partir des permis de construire. La part des logements commencés entre 2009 et 2014 sur le parc de logements de 2016 s'élève ainsi à 2,39 % tandis qu'elle s'établit à 2,02 % pour l'ensemble de la communauté de communes et 5,15 % pour le territoire du SCOT.
Parmi les ménages, près de 17 % vivent dans un logement social en 2016. Sur la période 1999-2016, cette proportion est relativement stable sur la commune de même que celle, nettement inférieure (7 %), au niveau de la communauté de communes.

Evolution du taux de logements sociaux



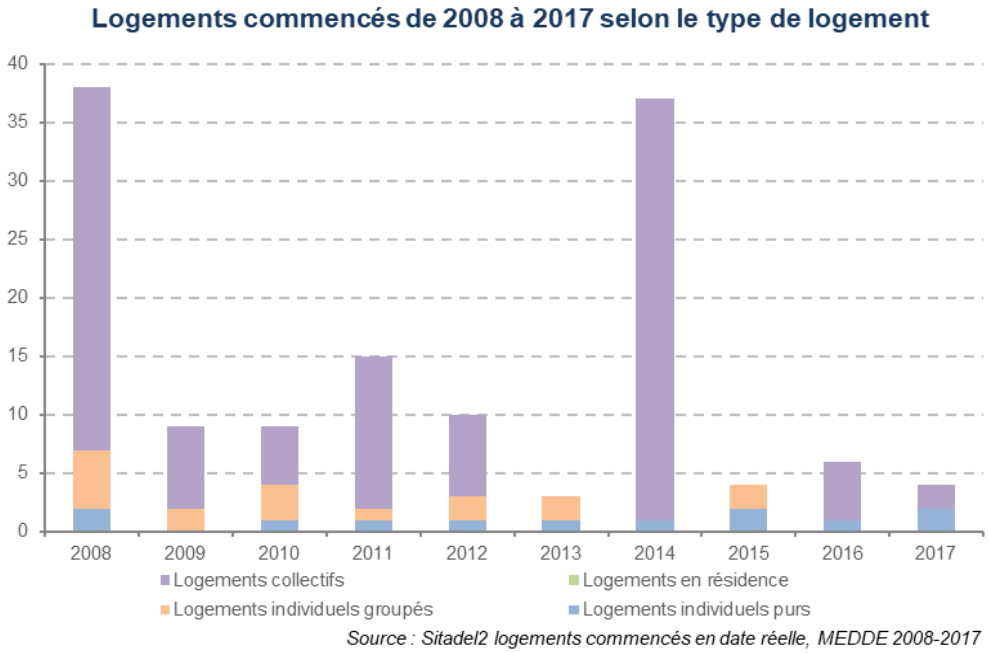
Source : INSEE RP 2016 - Exploitation principale

Répartition des constructions selon le type de logements de 2008 à 2017



Source : Sitadel2 logements commencés en date réelle, MEDDE 2008-2017

Les nouvelles constructions se répartissent en plusieurs types de logements. Dans la commune, la plupart des nouvelles constructions des 10 dernières années privilégient le collectif. Cette proportion qui atteint près de 78 % est très supérieure à la moyenne constatée au niveau du territoire de la CC (35 %). La construction de logements collectifs, en relative baisse cependant entre 2008 et 2017, a récemment connu un pic en 2014 avec 37 nouveaux logements commencés, tandis que le logement individuel stagne sans jamais dépasser le chiffre de 7 unités annuelles (2008) sur la période.



Source : Sitadel2 logements commencés en date réelle, MEDDE 2008-2017

LE LOGEMENT : ENJEUX LOCAUX

Approuvé le 20 novembre 2020, le Plan Départemental de l'Habitat (PDH) a été élaboré par le Conseil Départemental du Haut-Rhin en association avec l'Etat, et avec l'appui de l'Observatoire de l'Habitat du Haut-Rhin (ODH68) et de l'Agence Départementale d'Aménagement et d'Urbanisme du Haut-Rhin (ADAUHR). Les enjeux locaux en termes de logement sont les suivants (ces données tirées du Plan Départemental de l'Habitat du Haut-Rhin concernent les enjeux communs à l'ensemble de la vallée de Munster) :

- La poursuite d'un accroissement démographique réamorcé depuis une dizaine d'années, notamment par l'accueil de jeunes ménages pour renverser ainsi la tendance au vieillissement de la population et à la perte de vitalité de certaines communes.

- La résorption d'une vacance qui se maintient sur la ville-centre.

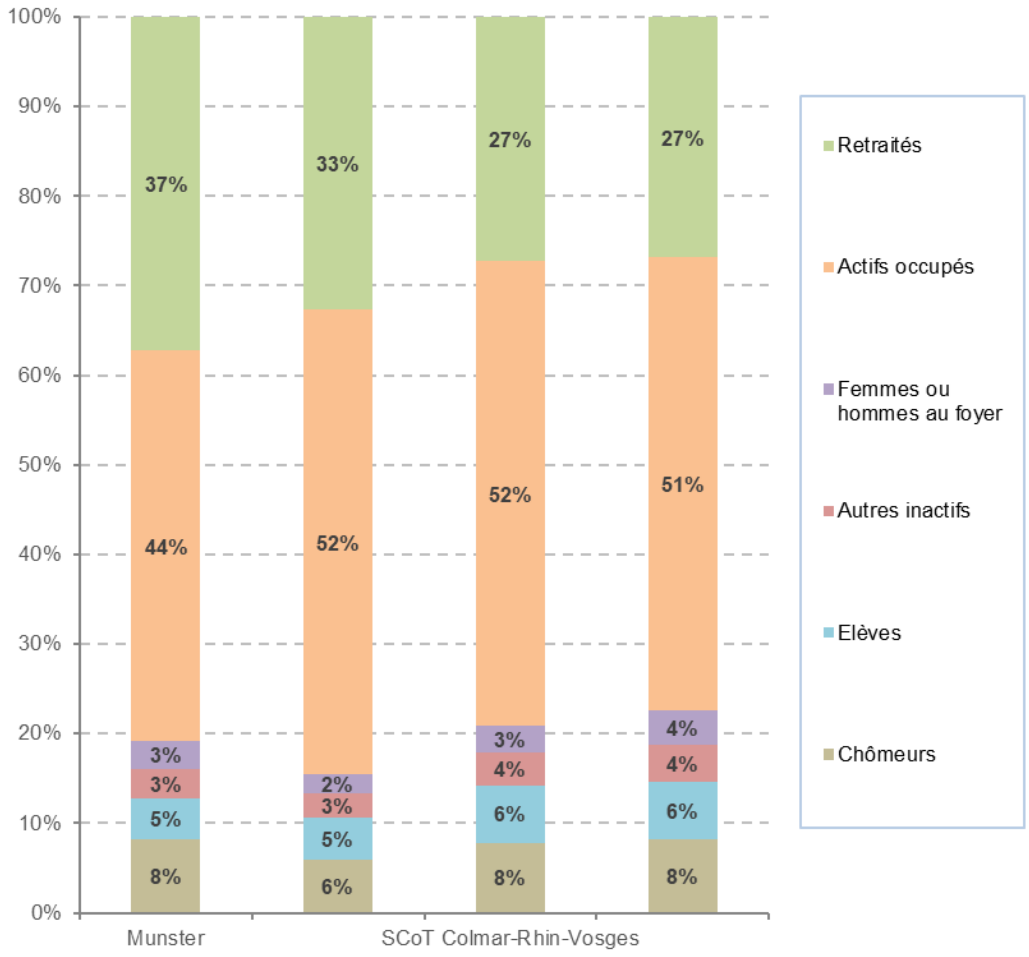
- La mise sur le marché d'une offre en logements diversifiée pouvant répondre à des besoins nouveaux engendrés par un contexte de fragilisation financière des ménages et de hausse des prix de l'immobilier.

4. Activité et économie de la commune

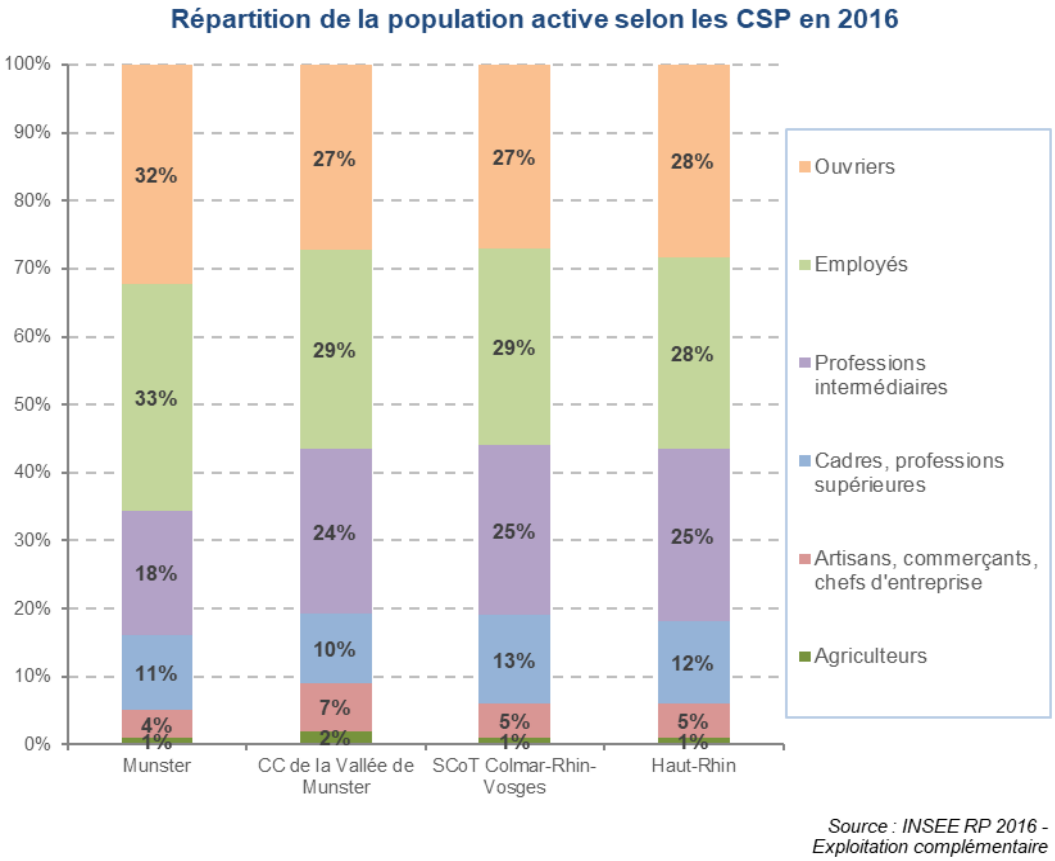
4.1. L'activité et l'emploi

La répartition de la population de plus de 15 ans selon le type d'activité témoigne de la situation particulière de la commune, d'une part avec un taux de retraités (37 %) supérieur de 10 points à celui du département (27 %) et d'autre part avec un taux d'actifs occupés relativement faible (44 %). Ce constat est à mettre en relation avec la structure démographique observée précédemment.

Répartition de la population de plus de 15 ans selon le type d'activité en 2016

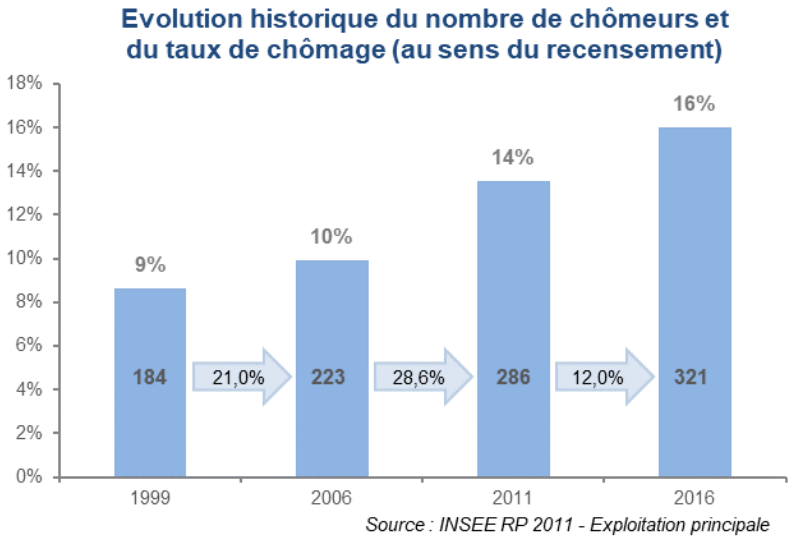


Source : INSEE RP 2016 - Exploitation complémentaire



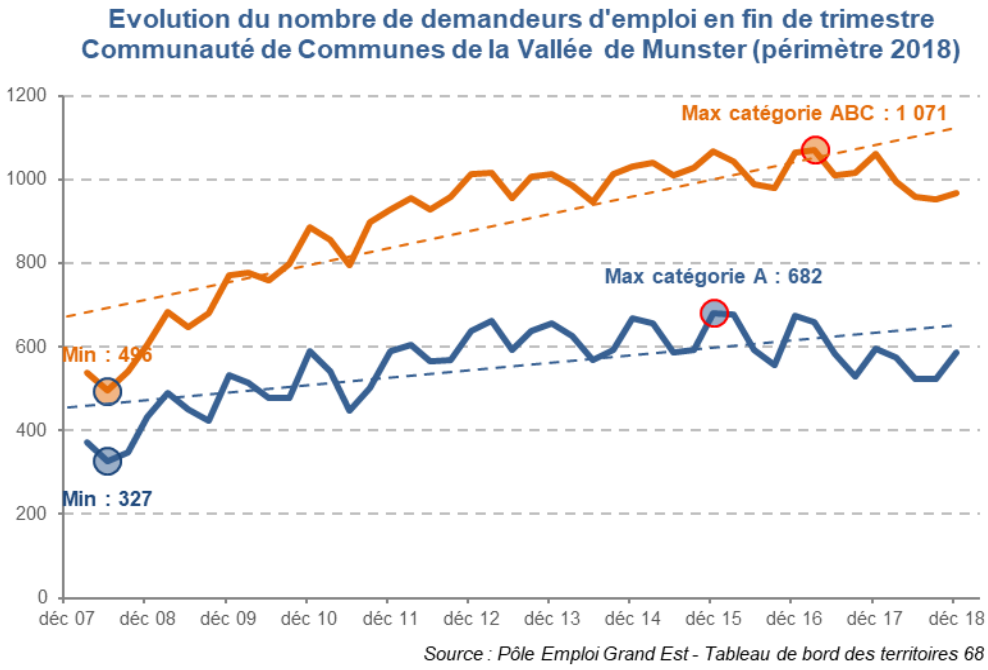
Les CSP (catégories socioprofessionnelles) sont des classes conçues par l'INSEE selon plusieurs critères : le métier proprement dit, l'activité économique, la qualification, la position hiérarchique et le statut.

Les actifs se répartissent en 6 catégories socioprofessionnelles. MUNSTER se différencie assez peu de la situation départementale ; l'écart le plus significatif concerne la catégorie des professions intermédiaires qui représente seulement 18 % des actifs de la commune contre 25 % pour le département. Les employés ainsi que les ouvriers sont en revanche plus représentés au sein de la commune avec respectivement 33 % et 32 %. La part de cadres - professions supérieures, des artisans ainsi que celle des agriculteurs est voisine de la moyenne haut-rhinoise.



Les chômeurs au sens du recensement de la population sont les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi) sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail ; et d'autre part les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi.

Dans la conjoncture actuelle, le chômage est une dimension primordiale dans l'analyse de l'économie d'une commune.
Pour ce faire, deux types de données peuvent être prises en compte. Le graphique ci-dessus retrace l'augmentation du chômage à l'échelle communale de 1999 à 2016. Le figuré ci-dessous donne quant à lui l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois dans la communauté de communes. Ce second graphique témoigne d'une augmentation du nombre de chômeurs relativement forte, de même que le premier, qui concerne uniquement la commune. On notera que le taux final atteint 16 % à MUNSTER, soit 2 points de plus que le taux relevé au niveau départemental (14 %). Les données ne sont pas issues des mêmes instituts puisque les premières proviennent de l'INSEE et les secondes de Pôle Emploi. Ainsi, sont recensés par l'INSEE les individus déclarant ne pas avoir de travail et en rechercher un, tandis que Pôle Emploi compte le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits dans cet organisme. Le constat est cependant le suivant : avec une tendance à la hausse, MUNSTER et la communauté de communes ne sont pas épargnées par les tendances nationales en matière d'emploi.

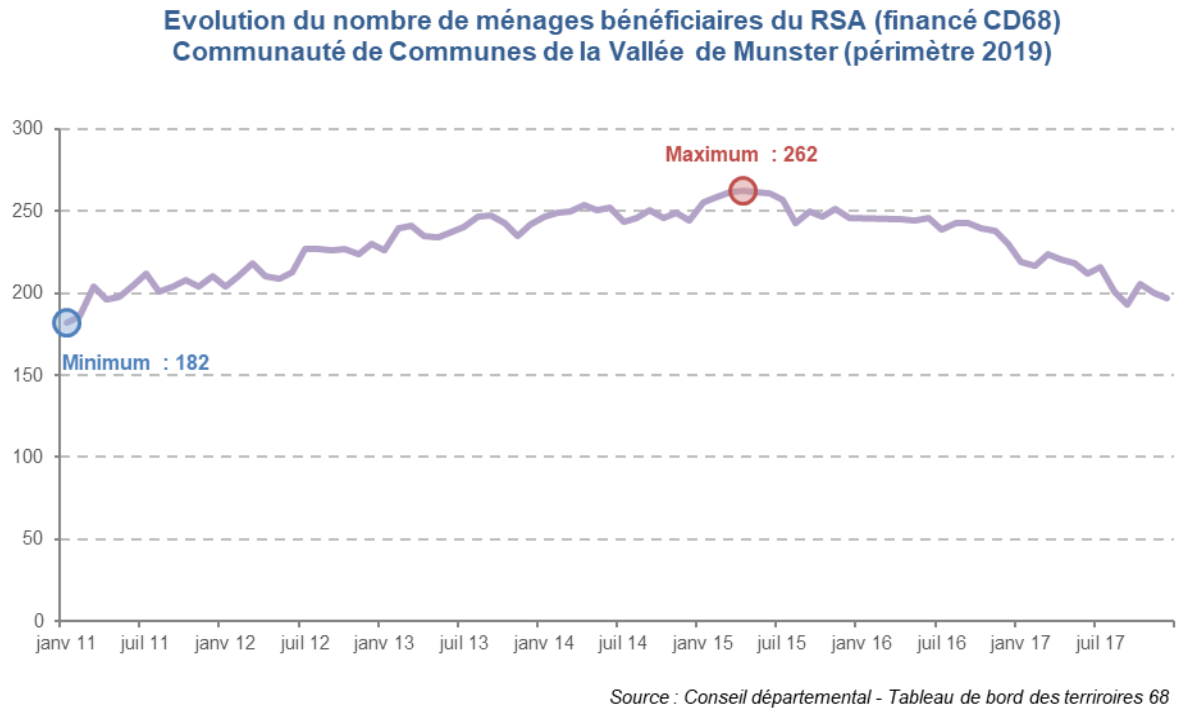


Par ailleurs, nous observons dans le tableau suivant que le taux de chômage est plus fort dans la commune qu'il ne l'est en moyenne dans la communauté de communes et dans le périmètre du SCoT ; à ces échelles territoriales le chômage atteignait respectivement 10 % et 14 %.

	1999	2011	2016
Commune de Munster	9%	13,5%	16%
CC de la Vallée de Munster (périmètre 2016)	6,5%	10%	10%
SCoT Colmar-Rhin-Vosges (périmètre 2016)	8%	12%	13%
Département du Haut-Rhin	9%	13%	14%

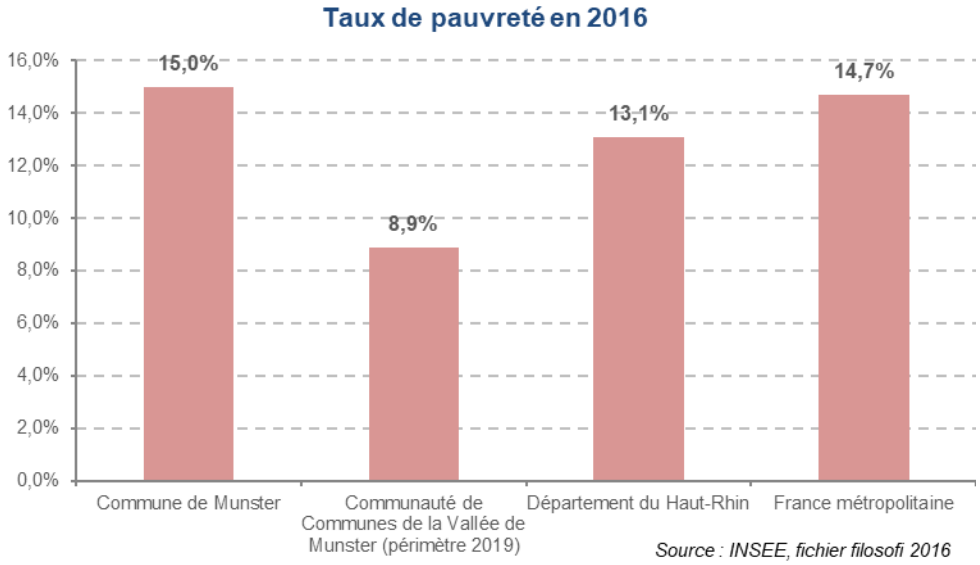
4.2. Le pouvoir économique des habitants

Le revenu médian des habitants de MUNSTER se situe en dessous du niveau de la communauté de communes. Avec près de 19 400 € par an et par foyer fiscal, le niveau de richesse médian de la commune est relativement faible comparé aux territoires dont elle fait partie : -2 875 € par rapport au revenu médian du département (22 283 €) et -1 401 € comparé au niveau médian national (20 185 €).



Source : Conseil départemental - Tableau de bord des terriroires 68

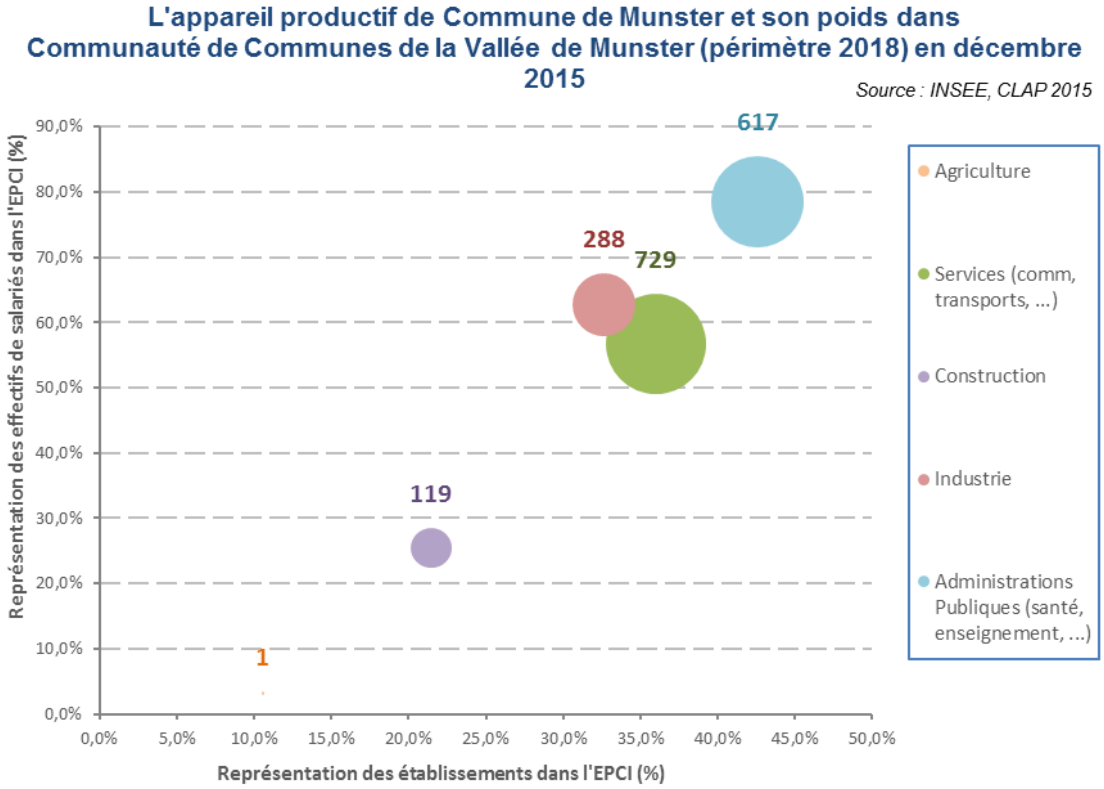
L'augmentation sensible du nombre de demandeurs d'emploi observée précédemment au niveau de la communauté de communes trouve écho dans l'augmentation du nombre de ménages bénéficiaires du RSA : ainsi en 5 ans, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 48 personnes pour atteindre un maximum de 262 personnes en avril 2015.



Le taux de pauvreté de la commune est relativement élevé (14,7 %), notamment par rapport à celui de la communauté de communes (8,9 %) qui se situe très en dessous du taux de pauvreté métropolitain (15 %).

Le taux de pauvreté est la proportion de la population qui vit avec des revenus inférieur à 60 % du revenu médian français c'est à dire en dessous de 11 870 € par an.

4.3. L'attractivité économique



Note de lecture : le secteur de l'industrie compte 288 employés dans Munster, ce qui représente au sein de CC de la Vallée de Munster 62.7% des employés et 32.6% des établissements du secteur.

Le secteur d'activité dominant dans la commune est celui des services. A MUNSTER, ce secteur employait 729 personnes au 31 décembre 2015, soit 42 % des salariés de la commune. Les effectifs de l'administration publique comptaient 617 employés (35 %), viennent ensuite l'industrie avec 288 emplois (16 %), puis le secteur de la construction avec 119 salariés (7 %). Celui de l'agriculture enfin comptait 1 personnes (moins de 1 %).

La commune concentre 58 % des effectifs salariés de la communauté de communes et seulement 33 % des établissements. On notera ainsi que la majorité des secteurs sont représentés par des établissements de taille relativement importante pour le secteur car la part du nombre d'établissement est inférieure à celle du nombre de salariés.

Tourisme et culture

Il convient de souligner que la place de l'industrie qui était prépondérante dans la commune jusqu'à un passé relativement récent est devenue largement minoritaire. Le tourisme s'appuie sur un environnement naturel exceptionnel et une dizaine de manifestations d'intérêt départemental, voire régional dont font partie l'emblématique Festival de Jazz et le Marché de Noël. La liste exhaustive des évènements organisés par la mairie et les associations communales pour l'année 2018 se déroule comme suit :

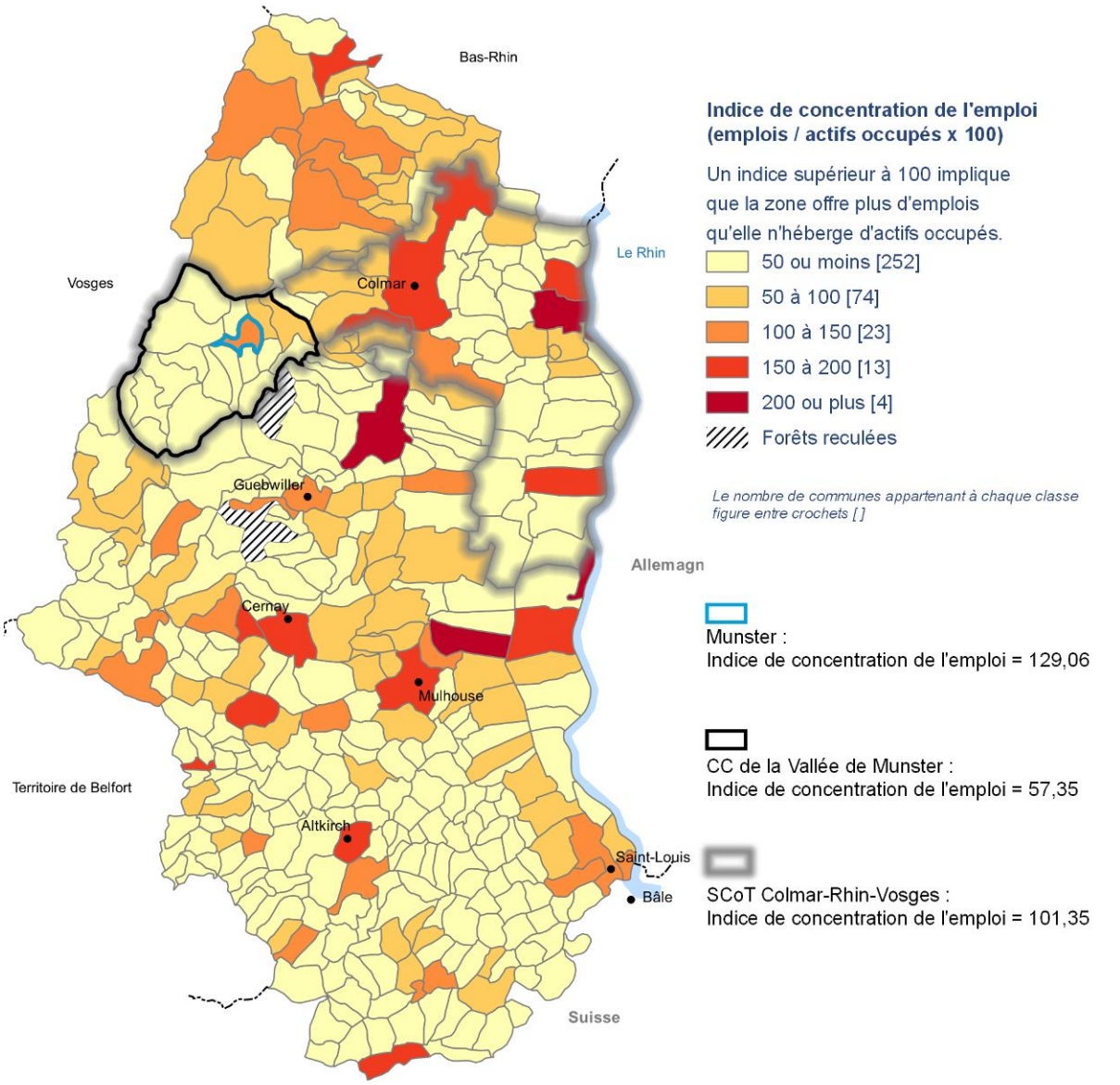
- **Voeux du Maire et Munstériens méritants (adultes et jeunes)** : Le vendredi 5 janvier
- **Galette des Aînés** : Le dimanche 7 janvier
- **Kaffee-Küacha** : Les jeudis 1er février, 1er mars, 5 avril, 3 mai, 21 juin, 6 septembre, 11 octobre, 15 novembre
- **Carnaval des enfants** : Le samedi 10 mars
- **Cérémonie de récompense des Maisons fleuries** : Le vendredi 23 mars
- **Haut-Rhin propre** : Le samedi 7 avril
- **Opération rempotage** : Le samedi 5 mai
- **Enfants du Jazz** : Le vendredi 11 mai
- **Jazz Festival** : Du lundi 7 au samedi 12 mai
- **Grande braderie de Pentecôte** : Le lundi 21 mai
- **Journée des Associations & accueil des nouveaux Munstériens** : Le dimanche 3 juin
- **Exposition annuelle (150 ans de l'arrivée du chemin de fer à Munster)** : Du lundi 4 au dimanche 17 juin
- **Fête de la Musique** : Le vendredi 22 juin
- **Fête Nationale** : Le vendredi 13 juillet
- **Concours maisons fleuries (passage du jury)** : *Dates à définir*
- **Esti'Val nocturnes des commerçants GREGO (MUNSTER)** : Le mercredi 18 juillet, 19h-23h, centre-ville
- **Course de Brouettes** : Le samedi 28 juillet
- **Esti'Val nocturnes des commerçants GREGO (MUNSTER)** : Le mercredi 8 août, 19h-23h, centre-ville
- **Fête des Cors des Alpes et de la Tourte** : Le samedi 8 et dimanche 9 septembre
- **Journées du Patrimoine** : Les samedi 15 et dimanche 16 septembre
- **Marché de Noël (Bredlamarik)** : Du samedi 24 novembre au dimanche 24 décembre
- **La montagne s'invite en ville** : Les samedi 8 et dimanche 9 décembre
- **Marché de l'An Neuf** : Du mardi 26 décembre au vendredi 4 janvier

Au niveau de la capacité d'accueil touristique, la commune compte :

- 5 hôtels ou hôtels-restaurants
- 7 chambres d'hôtes
- 45 gites ruraux et meublés de location confondus
- Un centre de vacances.

Le nombre de nuitées répertoriées pour l'année 2017 s'élève à 99 679 (tous types d'hébergements confondus).
Pour consolider la fonction touristique de la ville et de la vallée, l'offre locale en hébergement doit être renforcée et diversifiée.

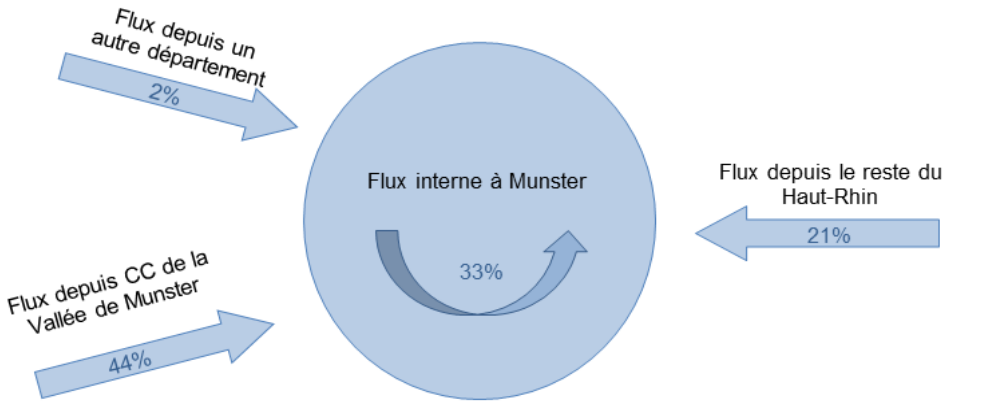
Indice de concentration de l'emploi en 2016



Cette carte met en avant la concentration de l'emploi des communes. MUNSTER a un indice de concentration de l'emploi supérieur à 100, c'est-à-dire qu'elle compte plus d'emplois que d'actifs occupés. Ce chiffre qui s'élève à 129 (28 points de plus que le territoire du SCOT) témoigne de l'attractivité du bourg-centre.

4.4. Les déplacements professionnels

Origines des actifs occupés qui travaillent au sein de la commune en 2016



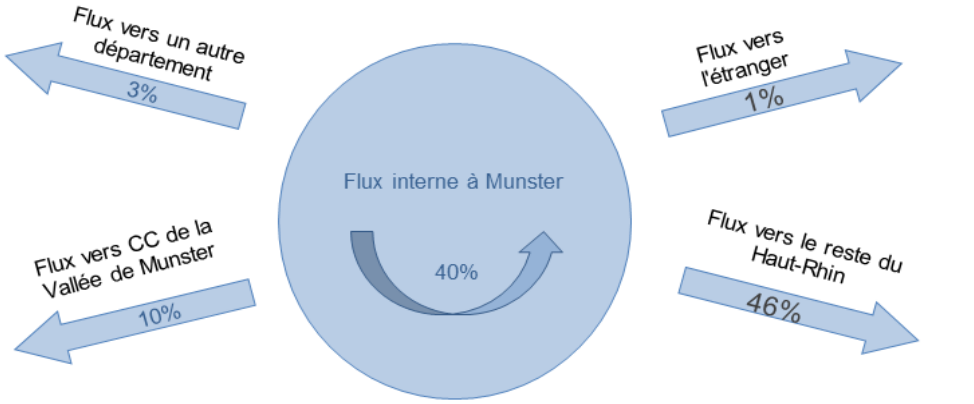
Source : INSEE, RP 2016 - Fichiers détails

ORIGINES	Effectifs	Pourcentage
Flux interne à Munster	721	33%
Flux depuis CC de la Vallée de Munster	951	44%
Flux depuis le reste du Haut-Rhin	459	21%
Flux depuis un autre département	37	2%
Total des entrants et internes	2 169	100%

Source : INSEE, RP 2016 - Fichiers détails

On constate qu'un tiers seulement des travailleurs est issu de la commune-même (33 %). L'origine majeure des flux demeure la communauté de communes avec 44 % des travailleurs entrants (Soultzeren, Metzeral et Stosswihr en tête avec respectivement 131, 117 et 99 actifs). Le reste du Haut-Rhin présente une part relativement faible avec 21 %.
Il convient de préciser que les travailleurs étrangers qui viennent travailler en France ne sont pas pris en compte dans ces données.

Destinations des actifs occupés qui résident au sein de la commune en 2016



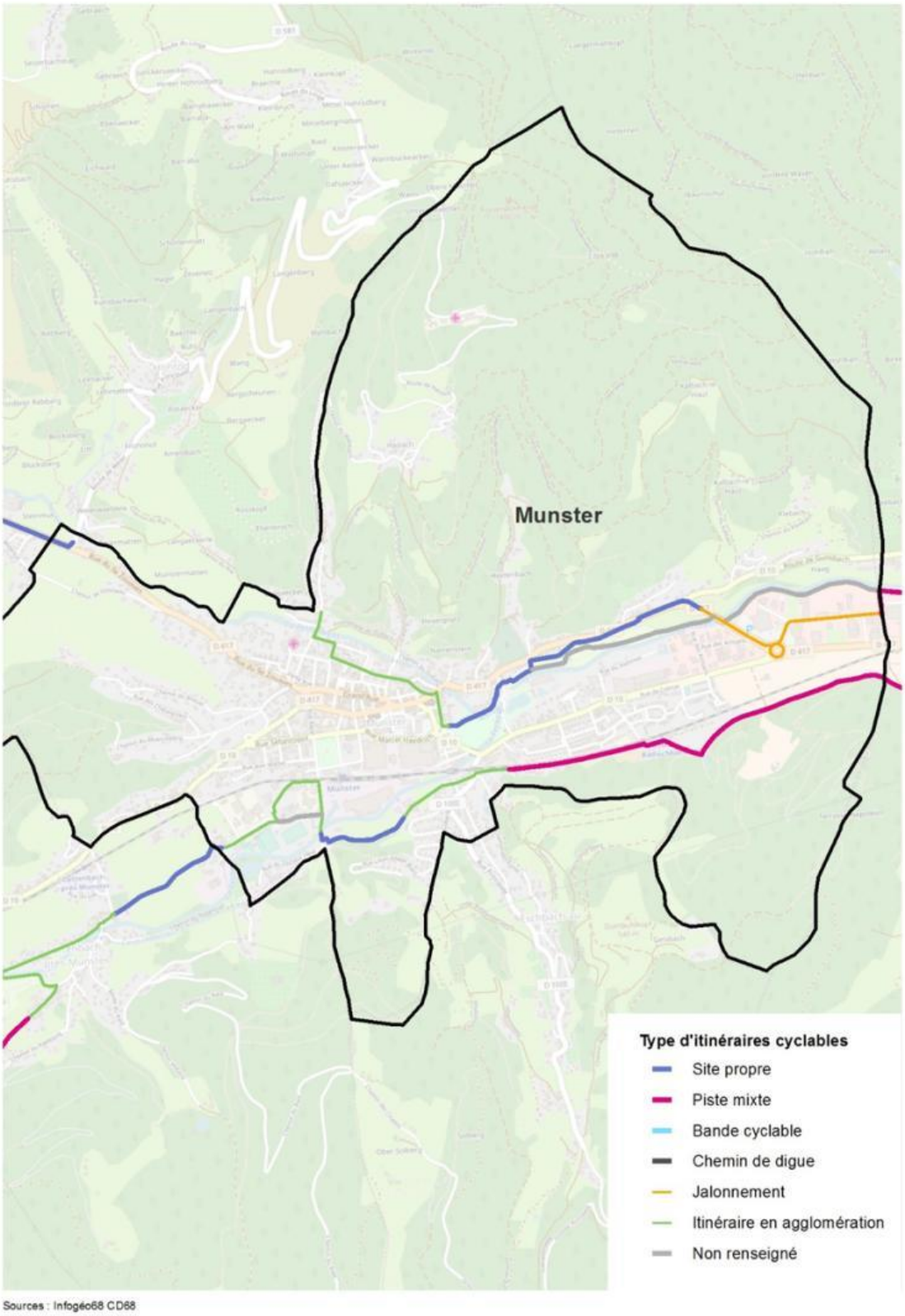
Source : INSEE, RP 2016 - Fichiers détails

DESTINATIONS	Effectifs	Pourcentage
Flux interne à Munster	721	40%
Flux vers CC de la Vallée de Munster	171	10%
Flux vers le reste du Haut-Rhin	830	46%
Flux vers un autre département	53	3%
Flux vers l'étranger	19	1%
Total des sortants et internes	1 795	100%

Source : INSEE, RP 2016 - Fichiers détails

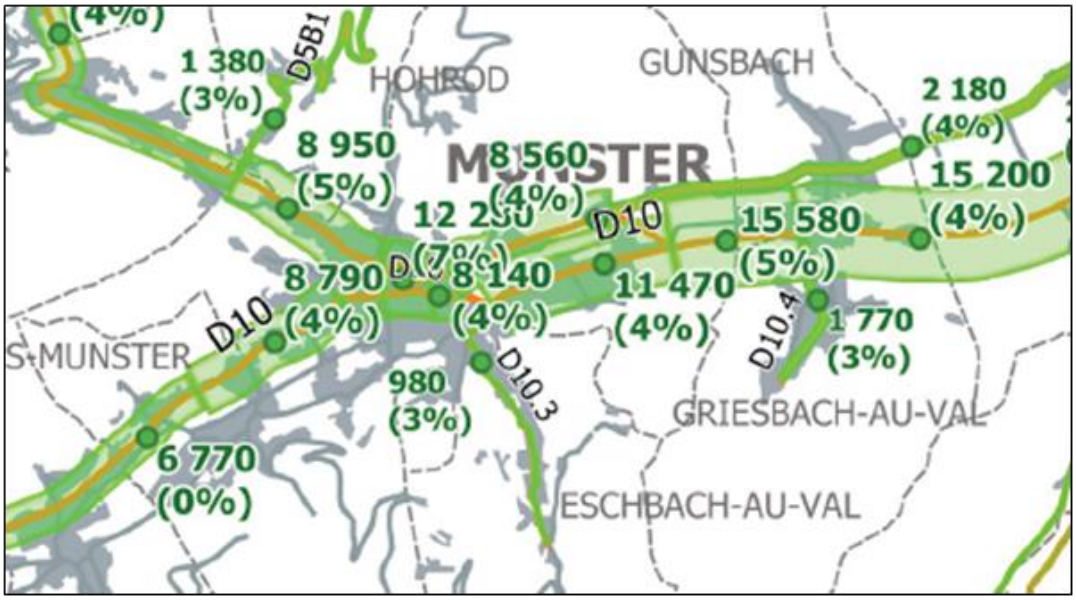
Les travailleurs partent moins de MUNSTER qu'ils n'y viennent comme l'illustre le graphique ci-dessus. Effectivement, ainsi que l'indicateur de concentration de l'emploi l'avait fait apparaître, la commune accueille plus d'emplois que de travailleurs. Il est donc logique que le nombre de d'entrants soit supérieur au nombre de sortants (2 169 contre 1 795).

50 % des actifs qui résident à MUNSTER restent dans la communauté de communes, dont 40 % à MUNSTER-même (près de 721 actifs occupés). Un nombre quasi-équivalent se dirige vers le reste du Haut-Rhin (46 %). On notera que dans les destinations extérieures à MUNSTER, la ville de Colmar occupe une place de choix avec 440 actifs, suivie par Wintzenheim avec 62 travailleurs recensés.
Bien qu'étant une "commune-employeur", caractéristique liée à son rôle de bourg-centre de la vallée, moins de la moitié de la population active de MUNSTER travaille sur place. Il s'agit là d'une conséquence de la mobilité croissante de la population, traduisant la dissociation de plus en plus marquée entre le lieu d'emploi et le lieu d'habitat.


Munster
Type d'itinéraires cyclables
Site propre
Piste mixte
Bande cyclable
Chemin de digue
Jalonnement
Itinéraire en agglomération
Non renseigné
Sources : Infogéo68 CD68

4.1. Les transports

Trafic tous véhicules – Moyennes journalières annuelles 2019 *(source : DDT-CG68)*



Le moyen de transport largement privilégié dans la commune est la voiture (+ camion et fourgonnette) avec 71 % des déplacements concernés, chiffre cependant inférieur à celui des territoires de comparaison. Il est à noter en corollaire le très bon score de la marche à pied qui s'établit à 17 % pour MUNSTER ; à titre de comparaison, le chiffre départemental est de 5,6 % et celui de la communauté de communes de 7,1 %.

RP 2016	Voitures, camions	Deux roues	Transport en commun	Marche à pied	Sans transport
Munster	71,1%	3,0%	4,4%	16,7%	4,9%
CC de la Vallée de Munster	81,1%	2,3%	4,2%	7,1%	5,4%
SCoT Colmar-Rhin-Vosges	75,8%	5,8%	7,4%	7,3%	3,7%
Haut-Rhin	79,7%	3,8%	7,4%	5,6%	3,5%

Source : INSEE, RP 2016 - Exploitation complémentaire

Le recours relativement important à la marche à pied dans les déplacements professionnels est à rapprocher du fort taux de ménages sans voiture, soit 19 % des ménages de Munster alors que la moyenne est de 13 % sur l'ensemble du Haut-Rhin et de 11 % pour la communauté de communes.

	RP 2016	
	Ménages sans voiture	Taux de ménages sans voiture
Munster	404	19%
CC de la Vallée de Munster	792	11%
Haut-Rhin	43641	13%

Source : INSEE, RP 2016 - Exploitation complémentaire

MUNSTER est desservie par la ligne SNCF Colmar-Munster-Metzeral. La commune dispose d'une gare et d'un arrêt SNCF (Badischhof) ainsi que d'une gare routière.





Source : site internet de la commune

La commune est également desservie par 2 lignes de bus régulières exploitées par la société Kunegel :

- une ligne structurante (ligne 248) entre Colmar et Soultzeren via Munster.
- une ligne secondaire (ligne 217 : Mittlach-Metzeral-Munster) dont le rôle consiste surtout à acheminer les élèves de la vallée scolarisés à Munster.

Enfin, une ligne transvosgienne exploitée par Transdev-Véolia assure 2 à 3 allers-retours par jour vers Gérardmer, y compris les dimanches.

Pistes cyclables

Le ban communal est traversé d'Est en Ouest par deux itinéraires cyclables : la liaison Artzenheim-Mittlach qui tangente la bordure Sud du site urbain et la liaison Wihr-au-Val-Stosswihr qui passe le long de la D417, du côté Nord de la ville.

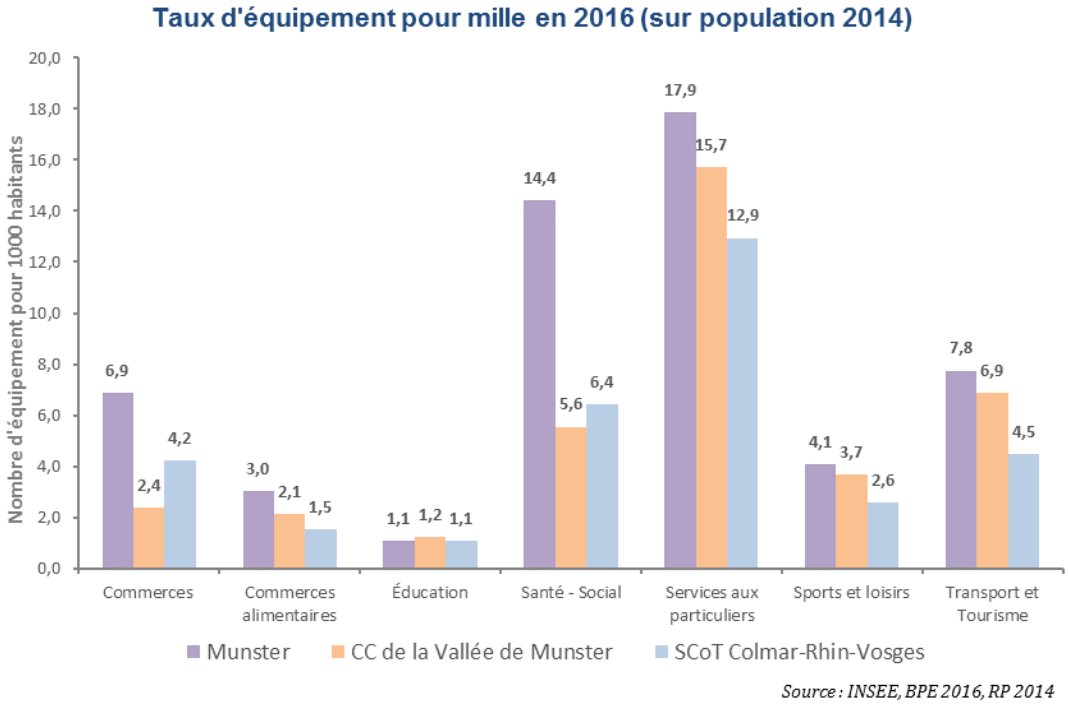
Liaison Artzenheim-Mittlach

- Aménagement : Piste mixte
- Voie : chemin rural
- Revêtement : enrobé

Liaison Wihr-au-Val – Stosswihr

- Aménagement : site propre
- Voie : voie communale
- Revêtement : enrobé

4.2. Les équipements de la commune



Excepté en matière d'éducation -légèrement en retrait- le taux d'équipement pour 1000 habitants est supérieur aux taux des territoires plus larges représentés dans le graphique. La commune est, au prorata du nombre d'habitants, nettement mieux équipée en matière de santé-social ainsi qu'en commerces. Le taux de services aux particuliers se démarque également positivement de ceux du SCOT et du département.

➢ Etablissements scolaires

MUNSTER dispose de trois groupes scolaires (année scolaire 2018-2019) :
- L'école maternelle «du Centre» accueillant 91 enfants.
- L'école maternelle «Badischhof» accueillant 41 enfants.
- Une école primaire accueillant 258 élèves.

Depuis la rentrée de septembre 2013, le collège Hartmann et le lycée Kirschleger ont fusionné en une cité scolaire. Pour l'année scolaire 2017-2018, le collège accueille 659 élèves tandis que le lycée en compte 436.

Le périscolaire dispose d'une capacité de 110 places et la crèche multi-accueil de 40 places.

➢ **Commerces, services et autres équipements recensés dans la commune en 2018**

Gendarmerie	1
Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP)	1
Banque, Caisse d'Epargne	6
Pompes funèbres	2
Bureau de poste	1
Réparation automobile et de matériel agricole	10
Contrôle technique automobile	2
Ecole de conduite	3
Maçon	4
Plâtrier peintre	12
Menuisier, charpentier, serrurier	7
Plombier, couvreur, chauffagiste	7
Électricien	7
Coiffure	12
Vétérinaire	2
Restaurant-restauration rapide	23
Agence immobilière	7
Pressing-laverie automatique	4
Institut de beauté-onglerie	3
Supermarché	2
Grande surface de bricolage	1
Épicerie	3
Boulangerie	6
Boucherie charcuterie	3
Librairie papeterie journaux	2
Magasin de vêtements	8
Magasin d'équipements du foyer	1
Magasin de chaussures	2
Magasin de meubles	2
Magasin d'articles de sports et de loisirs	1
Droguerie quincaillerie bricolage	1
Horlogerie Bijouterie	2
Fleuriste-jardinerie-animalerie	3
Magasin d'optique	3
Magasin de matériel médical et orthopédique	3
Station service	2
École maternelle	2
École élémentaire	1
Collège	1

Lycée d'enseignement général et/ou technologique	1
Établissement santé moyen séjour	1
Etablissement psychiatrique avec hébergement	1
Centre de santé	2
Médecin généraliste	9
Spécialiste en dermatologie vénéréologie	1
Spécialiste en gynécologie obstétrique	1
Spécialiste en ophtalmologie	1
Spécialiste en pédiatrie	1
Spécialiste en radiodiagnostic et imagerie médicale	2
Chirurgien dentiste	9
Sage-femme	1
Infirmier	2
Masseur kinésithérapeute	8
Orthophoniste	5
Orthoptiste	1
Psychlologue	1
Pédicure-podologue	4
Pharmacie	3
Laboratoire d'analyses et de biologie médicales	1
Ambulance	1
Personnes âgées : hébergement	3
Personnes âgées : soins à domicile	1
Crèche	2
Adultes handicapés : hébergement	1
Centre accueil demandeur d'asile	1
Gare sans desserte train à grande vitesse (TAGV)	2
Bassin de natation	1
Boulodrome	1
Tennis	1
Athlétisme	1
Plateaux et terrains de jeux extérieurs	1
Salles spécialisées	1
Terrains de grands jeux	1
Salles de combat	1
Salles non spécialisées	1
Roller-Skate-Vélo bicross ou freestyle	1
Salles de remise en forme	4
Salles multisports (gymnase)	2
Boucle de randonnée	2
Cinéma	1
Agence de voyages	1
Hôtel	5
Camping	1
Information touristique	3

Avec près de 260 équipements, commerces et services, la commune dispose d'une offre relativement étoffée, correspondant à son rôle de bourg-centre à l'échelle de l'ensemble de la vallée.

➢ Associations

En 2015, la commune compte environ 113 associations dans les domaines cultuels, de la culture, des sports et des loisirs.

4.3. Le secteur agricole

	1988	2000	2010
Orientation technico-économique de la commune	-	Polyculture et polyélevage	Polyculture et polyélevage
Nombre d'exploitations agricoles	15	9	6
Travail dans les exploitations agricoles (en UTA)	26	11	5
Surface agricole utilisée (en ha)	211	117	85
Cheptel (en UGBTA)	123	106	103
Superficie en terres labourables (en ha)	0	0	0
Superficie en cultures permanentes (en ha)	nc	0	0
Superficie toujours en herbe (en ha)	209	116	85

***UGB**TA : L'unité gros bétail alimentation totale (UGBTA) compare les animaux selon leur consommation totale, herbe, fourrage et concentrés (par exemple, une vache laitière = 1,45 UGBTA, une vache nourrice = 0,9 UGBTA, une truie-mère = 0,45 UGBTA). L'unité gros bétail "alimentation grossière" (UGBAG) les compare selon leur consommation en herbe et fourrage et ne concerne que les herbivores (par exemple, une vache laitière = 1 UGBAG, une vache nourrice = 0,85 UGBAG, une brebis = 0,15 UGBAG).

Source : RGA 2010 - Principaux résultats

En 2010, l'orientation technico-économique de la commune privilégiait la polyculture et l'élevage. La situation de l'agriculture à MUNSTER est caractérisée par le maintien de 6 exploitations. Elles étaient plus du double en 1988.

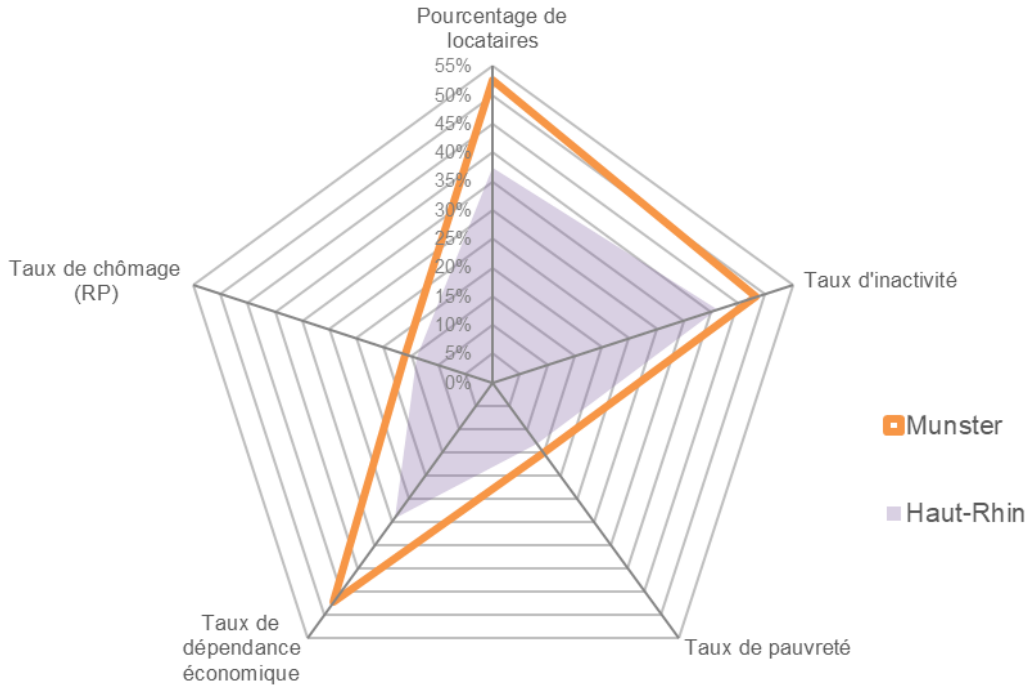
L'ensemble des indicateurs est en baisse. L'élevage n'échappe pas à la tendance mais son potentiel semble cependant relativement bien se maintenir (recul mesuré du cheptel de -16 % entre 1988 et 2010).

Conclusion

MUNSTER se dessine sous les traits d'un bourg-centre niché dans la vallée de la Fecht, au cœur du massif des Hautes-Vosges.
Le graphique ci-dessous permet de retracer le profil global de la commune en mettant en exergue certains éléments saillants :

- Ainsi, au niveau de l'habitat, MUNSTER est dominée par du logement collectif occupé en location
- Son taux de chômage est important
- En matière de dépendance économique, MUNSTER affiche un niveau élevé du fait notamment d'un taux d'actifs occupés réduit (en cause notamment, le vieillissement marqué de la population)
- Son taux de pauvreté se situe au-dessus de la moyenne départementale
- Rappelons pour finir que le revenu médian des habitants de MUNSTER se situe en-dessous de la moyenne départementale, comme c'est également le cas au sein de l'ensemble de la communauté de communes de la Vallée de MUNSTER

Le profil socio-économique de la commune



Source : INSEE RP 2016 - Exploitation principale, complémentaire et fichier filosofi 2016

2ème partie
Les choix d'aménagement retenus et les dispositions du P.L.U.

1.
Perspectives d'évolution et besoins recensés

SITE ENVIRONNEMENT, PAYSAGE, ESPACE BATI

DONNEES	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	PREVISIONS/ TENDANCE	BESOINS RECENSES
Environnement naturel et agricole	• Territoire communal situé eu cœur de vallée à la confluence de la Grande Fecht et de la Petite Fecht. • Diversité et richesse des milieux naturels et semi-naturels en présence. • Niveau de biodiversité élevé du territoire communal : sites Natura 2000, réservoirs de biodiversité, zones humides, Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique… • Trame verte et bleue et territoire dans un assez bon état de fonctionnement écologique. • Forêt en partie propriété communale d'où une maîtrise de sa gestion par la collectivité. • Mise en place du GERPLAN et des mesures agri-environnementales à l'échelle de la Communauté de Communes. • Existence du syndicat de rivière de la Fecht amont.	• Trame urbanisée assez dense assez peu perméable aux déplacements des espèces. • Réduction progressive des vergers traditionnels à haute tige. • Absence de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux sur le bassin versant de la Fecht.	• Pénuries alimentaires à l'échelle mondiale, fin du gel des terres. • Impact probable du changement climatique sur les écosystèmes, les ressources, les populations humaines et animales. • Extinction des espèces et érosion de la biodiversité en cours. • Espace naturel, espace convoité par plusieurs catégories d'utilisateurs dans le cadre des pratiques de loisirs.	• Préservation des milieux remarquables (ZSC « Sites à chauves-souris des Vosges haut-rhinoises » et ZPS « Hautes Vosges, Haut-Rhin ») et du réservoir de biodiversité (Hautes Vosges haut-rhinoises). • Préservation de la qualité du corridor lié à la vallée de la Fecht et des corridors locaux. • Préservation de la biodiversité ordinaire liée à la forêt, aux prairies des versants et à la trame verte urbaine et périurbaine (parcs, espaces verts, vergers). • Conservation et réhabilitation des lisières forestières fonctionnelles; • Nécessité de préserver le potentiel économique et agronomique des terres agricoles. • Eviter tout aménagement de nature à aggraver la fragmentation de l'espace.

DONNEES	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	PREVISIONS/ TENDANCE	BESOINS RECENSES
Espace bâti	• Présence d'un patrimoine architectural et urbain remarquable malgré les destructions liées aux guerres. • Existence de parcs urbains et d'une trame verte et bleue qui irrigue l'agglomération. • Centre urbain vivant et animé en raison d'un appareil commercial bien représenté et de la présence de nombreux équipements. • Conditions de stationnement et de circulation globalement satisfaisantes, points à améliorer notamment pour la circulation des cycles.	• Espace public central, la Place du Marché, insuffisamment mis en valeur. • Problème de la rétention du foncier au sein des espaces urbains interstitiels. • Friches industrielles, à la fois atout et handicap. • Présence de nombreux logements vacants en centre ancien qui créent un effet de déprise.	• SCOT définissant les perspectives de développement de la commune. • Renchérissement du coût de la construction et du foncier. • Obligation d'objectifs chiffrés en termes de modération de la consommation d'espace. • Mise en demeure des communes de promouvoir des formes urbaines plus denses.	• Conservation de l'unité architecturale et urbaine du centre ancien. • Concilier performance énergétique des bâtiments et préservation de leurs qualités architecturales. • Remise sur le marché d'une part des logements vacants. • Réussir le recyclage et l'insertion urbaine des friches par la mise en œuvre de projets urbains encadrés par des orientations d'aménagement et de programmation pertinentes. • Assurer la transition énergétique du parc de logements anciens. • Poursuivre le développement d'une offre d'habitat attractive, équilibrée et de qualité ; • Consolider la trame verte et bleue d'agglomération.

DONNEES	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	PREVISIONS/ TENDANCE	BESOINS RECENSES
Ressources/ Contraintes/ Nuisances/ Energie	• Existence d'un mode performant de collecte sélective des déchets. • Présence d'une déchèterie à Munster. • Valorisation énergétique des déchets à l'usine d'incinération de Colmar. • Commune raccordée à la station d'épuration intercommunale de Colmar qui fonctionne dans des conditions satisfaisantes. • Ressource en eau assurée par 8 sources et 1 captage répondant aux besoins en quantité et en qualité de la commune. Diversification de la ressource. • Commune desservie par une structure de transport en commun cadencée. • Couvert forestier important jouant le rôle de puis de carbone.	• Vulnérabilité de la ressource en eau face à toute pollution de surface. • Commune concernée par plusieurs risques naturels et technologiques : zone inondable de la Fecht, transport de matières dangereuses, risque de barrage… • Nuisances sonores et pollution de l'air sous l'effet du trafic routier. • Potentiel local en énergies renouvelables se résumant au solaire et au bois énergie. • Part des refus de tri ayant légèrement augmenté au sein de la ComCom. • Présence d'une pollution historique au sein du périmètre du site Hartmann.	• Augmentation des coûts liés à la gestion des déchets, de l'assainissement et de la ressource en eau. • Réglementation de plus en plus stricte dans le domaine de la performance énergétique des bâtiments publics et privés. • Modification des mobilités sous l'effet du renchérissement de l'énergie.	• Nécessité de poursuivre la fourniture d'eau potable en quantité et qualité. • Préserver la ressource en eau. • Amélioration de la performance énergétique du parc de logements. • Mise en place de règles qui ne s'opposent pas au déploiement des énergies renouvelables. • Vigilance vis-à-vis de la pollution de l'air par l'ozone. • Poursuivre les efforts en termes de sensibilisation au tri des déchets. • Prise en compte des risques technologiques et d'accident (rupture de barrage et transport de matières dangereuse). • Prise en compte des risques d'inondation du PPRI de la Fecht. • Prise en compte des nuisances sonores liées à la RD 417 et à la RD 10. • Maîtrise de la pollution historique.

DONNEES	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	PREVISIONS/ TENDANCE	BESOINS RECENSES
Paysage	• Paysage de moyenne montagne, site emblématique de cœur de vallée à la confluence de de la Grande et de la Petite Fecht. • Agglomération traversée par une trame verte et bleue. • Multiplicité des points de vue sur la ville depuis les versants qui encadrent l'agglomération. • Territoire communal maintenu à l'écart du mitage et de toute forme de dégradation du paysage. • Réseau de clairières sur les versants à l'origine à vocation agricole jouant un rôle paysager important. Alternance paysage ouvert espace boisé. • Présence de murets en pierres sèches qui participent à l'identité du territoire communal. • Présence de tout un patrimoine lié à l'eau : canaux, moulins, ouvrages hydrauliques.	• Déprise agricole, tendance à l'enfrichement des vallons et des versants qui dominent la ville. • Disparition progressives des coupures vertes à l'aval et à l'amont entre Munster et Stosswihr et entre Munster et Luttenbach, et Eschbach-au-Val, tendance à la conurbation. • Insertion paysagère de la zone d'activités à l'entrée Est peu réussie. • Pression urbaine sur les prairies de fond de vallée et sur les premières pentes.	• GERPLAN en cours.	• Maintien des séquences rurales de transition avec les commune voisines. • Gestion de la pression urbaine sur les versants (bas de pente et clairières) et intégration d'objectifs de qualité dans les secteurs à urbaniser en termes d'insertion au site et au paysage. • Valorisation et réouverture des points de vue sur la ville et les paysages environnants. • Gestion de l'enfrichement sur les bas de pentes et vallons périurbains. • Valorisation des coulées vertes de la Fecht et de la Petite Fecht en traversée de ville. • Traitement des entrées de villes. • Amélioration de l'insertion paysagère de la zone d'activités. • Valorisation du patrimoine architecturel et arboré en milieu urbain. • Mise ne valeur du patrimoine rural et hydraulique. • Eviter les coupes rases étendues au sein des massifs boisés, promouvoir une gestion paysagère des lisières.

DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES

DONNEES	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	PREVISIONS/ TENDANCE	BESOINS RECENSES
Démographie	• Munster ville jouant le rôle de bourg-centre pour l'ensemble de la vallée, bénéficiant d'un appareil commercial développé et d'un haut niveau en équipements et services. • Potentiel élevé en termes d'attractivité de population.	• Diminution des effectifs de la population locale liée à un solde naturel négatif et à un déficit migratoire. • Niveau de population, 4560 habitants, le plus bas depuis 50 ans. • Déséquilibre de la structure de la population lié à un déficit des jeunes adultes et des enfants de 0 à 9 ans, assorti d'un excédent des séniors. • Indice de vieillissement élevé.	• Part des personnes âgées de plus en plus importante ces prochaines années compte tenu de la structure actuelle de la population. • Réduction de la taille des ménages. • Accroissement du nombre de ménages.	• Fixer et attirer des jeunes adultes, des jeunes ménages et des familles pour assurer un renouvellement démographique. • Garantir sur le long terme la stabilité des classes jeunes en adaptant l'offre en logements en conséquence. • Proposer des solutions en termes de logements adaptés aux personnes âgées.

DONNEES	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	PREVISIONS/ TENDANCE	BESOINS RECENSES
Logements/ Habitat	• Hausse continue du parc de résidences principales sur plusieurs décennies. • Bon niveau de diversification de l'habitat avec une représentation significative des logements de 2 et 3 pièces. • Commune attractive compte tenu de son accessibilité, de son cadre de vie et son niveau en équipements. • Présence d'un parc important de logements sociaux (16,5% du nombre total de logements). • Existence de 193 résidences secondaires. • Potentiel important de création de logements en densification.	• Présence de 337 logements vacants soit 12,6 % du nombre total de logements, dont de nombreux logements vétustes.	• Demande de plus en plus forte en faveur de formes d'habitat du type collectif ou habitat intermédiaire. • Augmentation constante du prix du foncier et du m² de logement. • Age moyen des candidats constructeurs de plus en plus élevé. • Vieillissement de la population : développement d'une demande spécifique en termes de logements. • Mise en œuvre de la Réglementation environnementale 2020. • Mise aux normes énergétiques progressive de l'habitat existant.	• Poursuivre le développement d'une offre d'habitat équilibrée tournée notamment vers les jeunes, ménages, les jeunes adultes, les personnes seules. • Proposer des formes d'habitat intermédiaire ou collectif susceptible d'attirer les familles, en accession ou en location. • Résorber progressivement une part des logements vacants. • Assurer la production d'un nombre de logements minimum par opération nouvelle. • Affecter la reconversion des friches pour partie à la réalisation de logements. • Rénovation énergétique d'une partie du parc de logements. • Sensibiliser, accompagner les particuliers dans leur projet de rénovation énergétique des logements.

DONNEES	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	PREVISIONS/ TENDANCE	BESOINS RECENSES
Economie/ Activités	• Commune jouant le rôle de pôle d'emploi. • Présence de deux sites économiques. • Activité économique dominante représentée par les services devant l'industrie. • Activité touristique croissante constituant un secteur économique à part entière, générant des emplois durables. • Synergie-tourisme-culture-manifestations culturelles-patrimoine. • Diversité et complémentarité des modes d'hébergement, hôtellerie, gîtes, camping, résidence touristique. • Restauration bien représentée. • Présence de la maison du Fromage. • Tissu artisanal diversifié. • Appareil commercial développé. • Présence d'exploitations agricoles sur le territoire communal. • Commune desservie par la fibre optique.	• Déclin de l'activité industrielle traditionnelle. • Taux de chômage élevé, 16 %. • Situation de la commune quelque peu à l'écart des grands axes structurants.	• Recherche d'un nouveau modèle économique adapté à un monde de ressources finies et alternatif au couple consommation-croissance. • Développement de l'économie circulaire. • Développement de l'économie des services à la personne (économie résidentielle). • Développement des circuits courts dans le domaine agricole. • Rapprochement des lieux d'emploi et d'habitat.	• Confirmation de la vocation économique des sites d'activités présents. • Maintien d'une diversité de l'activité économique. • Ouvrir les zones urbaines centrales et périphériques à l'accueil d'activités économiques. • Orienter la reconversion des friches, en partie, vers l'activité économique. • Assurer à l'agriculture les conditions de son maintien et de son développement. • Préservation du potentiel économique des terres agricoles et notamment les terrains plats mécanisables de fond de vallée. • Equilibre entre commerces de proximité et grandes surfaces à conserver. • Maintien des commerces et services de proximité en centre-ville. • Attractivité touristique à renforcer dans le respect du cadre de vie de la population locale. Faire de Munster, une destination touristique de premier plan. • Développer l'offre en hébergement touristique de qualité et pour les cyclistes, notamment dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne maison médicale de Haslach. • Permettre le développement de la Maison du Fromage.

DONNEES	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	PREVISIONS/ TENDANCE	BESOINS RECENSES
Equipements	• Equipements scolaires en place permettant aux enfants de mener leur scolarité dans la commune jusqu'à bac. Présence d'un lycée. • Présence d'un accueil périscolaire dans la commune sous différentes formes. • Commune bénéficiant d'un réseau d'équipements associatifs, sportifs, culturels et de loisir bien développé. • Vie associative et culturelle riche et dynamique. • Commune desservie par un réseau de bus et le TER, ligne Colmar-Metzeral avec deux arrêts. • Commune bien desservie par le réseau départemental des itinéraires cyclables. • Raccordement de la commune à la fibre optique. • Réseau de sentiers de randonnée très développé et bien balisé.	• Réseau d'alimentation en eau potable très ancien dans certains secteurs.	• Développement de la mutualisation et du partage des biens et des services.	• Adaptation constante du niveau d'équipements à l'évolution de la demande de la population. • Etendre le réseau d'itinéraires et pistes cyclables, notamment vers Stosswihr. • Sécuriser la circulation des vélos à l'intérieur de l'agglomération et renforcer les capacités de stationnement pour les deux roues. • Aménager des bornes de recharge pour vélos électriques. • Renouvellement au fur et à mesure du réseau d'alimentation en eau potable. • Prévoir une aire de covoiturage.

2.

Les choix d'aménagement retenus pour l'établissement du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Le passage du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) est l'occasion d'inscrire l'ensemble de l'action communale, dans un cadre global cohérent, d'entreprendre une réflexion sur son territoire incluant les espaces agricoles, les milieux naturels et les espaces urbains et à urbaniser.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, véritable clé de voûte du P.L.U., représente un moyen pour la commune de se structurer, de se construire de manière cohérente autour d'un projet global de commune, et d'éviter une évolution par simple addition d'initiatives isolées.

L'ambition du P.A.D.D. est de répondre aux enjeux en termes économiques, touristiques, écologiques, patrimoniaux, paysagers auxquels l'agglomération et le territoire communal sont confrontés.

Il s'agit également de créer les conditions qui vont permettre à la commune de réussir la reconquête des friches industrielles et urbaines dans un processus de retour de la ville sur elle même et de renouvellement urbain.

En outre, le diagnostic a montré à quel point en matière de services, commerces, équipements la Ville de MUNSTER assure une fonction de bourg-centre pour l'ensemble des communes de la vallée. Afin de consolider et pérenniser ce rôle moteur dans l'organisation du territoire, il est indisepensable que la Ville retrouve son dynamisme et sa vitalité démographique, sans quoi ses fonctions urbaines et sa position de pôle urbain structurant risquent à terme de décliner.

Maintenir sa population, attirer une part de population extérieure et retrouver une attractivité réidentielle conditionne l'avenir de la Ville et par là même celui des autres communes de la vallée.

En conséquence, le P.AD.D. s'articule autour d'axes majeurs donnant lieu chacun à une série d'orientations dans les domaines suivants :

- ❖l'urbanisme et l'habitat ;
- ❖le développement économique, le commerce et les équipements publics et de loisirs ;
- ❖la gestion des espaces naturels, agricoles et forestiers et la prise en compte des continuités écologiques ;
- ❖ les transports et déplacements ;
- ❖le paysage ;
- ❖des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Les hypothèses en termes de développement démographique.

Les perspectives de développement démographique sont déterminantes pour connaître les besoins en logements de la commune, afin de définir, en conséquence, le foncier nécessaire au développement urbain aussi bien en densification (renouvellement urbain et optimisation des terrains non bâtis), qu'en extension.

Le diagnostic a mis en évidence le recul démographique subi depuis plusieurs années par la ville de MUNSTER qui comptait 4560 habitants en 2016 contre 5041 en 2007. Ce déclin est lié à la fois à un solde naturel et à un taux de natalité négatifs. La commune ne peut raisonnablement s'inscrire durablement dans la poursuite d'une telle tendance qui risque à terme de fragiliser et de remettre en cause sa fonction, sa vitalité et son attractivité de ville centre à l'échelle de la Vallée.

C'est pourquoi, le P.L.U. se fonde sur un objectif de retour au niveau de population des années 2000, qui avoisinait les 5000 habitants, et de stabilisation démographique à un tel palier. Il s'agit là d'une vision légitime, crédible et réaliste pour une commune qui souhaite pleinement animer son territoire et assumer son rôle dans l'organisation urbaine du bassin de vie. Ce rééquilibrage démographique s'impose comme une nécessité pour le maintien et le dynamisme des équipements, des commerces et services présents. En outre, la desserte de MUNSTER par les transports en commun avec la ligne ferroviaire Colmar-Metzeral milite également pour un retour à la bonne santé démographique, dans le but, notamment, de répondre au souhait de conservation de cet équipement structurant exprimé par l'ensemble des communes de la vallée.

Le rééquilibrage démographique passe, entre autres, par l'accueil de jeunes ménages avec enfants attirés par le niveau de services et d'équipements dans les domaines scolaires, périscolaires et de loisirs que propose la commune, mais aussi par la qualité de vie, l'environnement général d'une ville à la montagne et un coût du logement inférieur à l'agglomération colmarienne.

Dans cette perspective, il convient ce créer les conditions favorables à la création de logements, dans le cadre d'une offre d'habitat équilibrée, en capacité de répondre aux différents parcours résidentiels.

Selon l'hypothèse d'un niveau de population atteignant 5000 habitants au terme de l'application du P.L.U. soit 440 habitants en plus par rapport à 2016 à l'horizon 2035, le taux de croissance démographique annuel serait de 0,49 %, sensiblement supérieur au taux annuel de l'ensemble du territoire du SCoT Colmar-Rhin-Vosges dans la période 2009-2014. Une telle évolution demeure cependant réaliste dans la mesure où la ville a connu dans un passé récent un rythme de croissance supérieur (0,53% par an dans la décennie 1990-1999 par exemple).

Urbanisme et l'habitat

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
1. Préservation et mise en valeur du centre, renforcement et densification du tissu bâti périphérique	
S'appuyer sur la structure urbaine existante, ainsi que sur les caractéristiques locales (spécificités de la trame bâtie, voirie, morphologie urbaine, topographie, enjeux,…). L'objectif est de proposer des formes urbaines visant notamment à optimiser le foncier en préservant la qualité de vie et la cohabitation.	Malgré des opérations de renouvellement urbain déjà réalisées au cours des dernières années, le centre ancien offre encore aujourd'hui des perspectives d'évolution, notamment en termes de réhabilitation et de transformation de bâtiments, tout en sauvegardant sa richesse patrimoniale. Le cœur de ville englobant le centre historique et le site de l'abbaye, siège notamment de la maison du Parc Régional des Ballons des Vosges, assure des fonctions urbaines fondamentales en termes d'animation, d'attractivité et de dynamisme de la cité. La consolidation de cette centralité représente un enjeu majeur dont il doit être tenu compte dans le cadre du document d'urbanisme. La ville dispose encore de tout un potentiel en termes de croissance interne constitué par les logements vacants, dont la réhabilitation et la mise sur le marché de la location contribue à l'amélioration et à la valorisation du centre ancien et de ses abords. Par ailleurs, l'intensification de l'espace urbain passe également par l'optimisation des espaces interstitiels et des vides dans le cadre de projets réfléchis conçus en fonction d'une bonne insertion au tissu bâti. La coulée verte urbaine en traversée d'agglomération constituée par les deux branches de la Fecht représente un atout paysager et écologique unique en termes de trame naturelle et d'espace naturel de proximité qu'il convient de valoriser en conciliant les différentes fonctions urbaines et biologiques déployées par la rivière. Les entrées de ville représentent des sites stratégiques qui marquent le passage de l'espace rural à l'espace urbain méritant une attention particulière dans la mesure où ils déterminent une part de l'image de la ville. Le traitement des limites urbaines sur les versants exposés et sensibles au plan paysager est tout aussi essentiel exigeant des mesures d'insertion et d'adaptation du bâti à la pente.
Préserver et mettre en valeur les bâtiments présentant un intérêt patrimonial local et assurer la bonne intégration des constructions nouvelles à la morphologie urbaine.	
Valoriser et conforter le cœur de ville en poursuivant les actions sur les espaces publics, le patrimoine, le paysage urbain et les circulations douces	
Affiner certaines règles de construction risquant d'empêcher des opérations de restructuration du bâti de se réaliser, alors qu'elles ne perturberaient pas le fonctionnement urbain ou la sécurité publique, tout en préservant le caractère et l'intérêt des lieux.	
Intégrer et mettre en valeur la trame verte et bleue qui traverse la Ville (intérêt paysager et environnemental) ainsi que la trame noire destinée à favoriser la biodiversité nocturne par l'intermédiaire d'un corridor réduisant l'éclairage artificiel.	
Porter une attention particulière au traitement des entrées de ville et des franges urbaines, en particulier le long des RD et sur les versants.	

Urbanisme et l'habitat

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
2. Engager la reconversion des friches industrielles	Dans ce souci d'économiser la consommation d'espace et de préserver au maximum les espaces naturels et agricoles qui forment un écrin autour de l'agglomération, la reconversion des friches à des fins d'habitat et d'activités constitue une volet majeur du P.L.U. Plus qu'une contrainte, ces sites, de par leur localisation stratégique, représentent une opportunité, un levier pour redessiner et redynamiser la ville. Les sites en question nécessitent, par leur situation stratégique en périphérie du centre ancien et par leur taille, une réflexion du type projet urbain, exprimant une véritable ambition, devant se traduire par des orientations d'aménagement et de programmation.
Fixer un cadre règlementaire permettant de réaliser des opérations de construction et d'aménagement (ZAC, lotissements, permis groupés) répondant au projet de développement urbain de la commune, notamment par l'élaboration d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) intégrées au P.L.U.	
Favoriser l'implantation et le développement d'activités et de services compatibles avec un voisinage d'habitat	
Définir les conditions de nature à garantir des capacités de stationnement adaptées au contexte local	
3. Promouvoir la diversité des fonctions et la mixité de l'habitat	Pour conforter MUNSTER dans son rôle de pôle structurant et de bourg-centre à l'échelle de la vallée, toutes les initiatives visant à développer les fonctions urbaines méritent d'être encouragées. A cet égard, maintenir une offre territoriale attractive et équilibrée dans le domaine de l'habitat est un impératif absolu pour la commune, compte tenu des besoins exprimés par les différents types de ménages dans un contexte de parcours résidentiels de plus en plus complexes et diversifiés. Dans cette perspective et du fait de la raréfaction croissante des terrains à bâtir, il convient de promouvoir des formes d'habitat économes en foncier et en énergie tout en proposant une qualité et un confort de vie, en faisant appel à l'habitat dense individualisé notamment. Par ailleurs, en complément de l'habitat, la diversité des implantations doit être encouragée pour promouvoir une ville vivante et animée : services en lien ou en prolongement de l'habitat, activités économiques bien insérées dans l'environnement urbain. En tous cas, le P.L.U. ne doit pas constituer un frein ou un obstacle réglementaire à une intensification des usages.
Fixer les dispositions permettant notamment de réaliser des constructions alternatives à la maison individuelle, des constructions groupées, de réaménager des bâtiments existants,…	
Poursuivre la diversification de l'offre en logements de façon à répondre à la fois à une demande locale générée par le phénomène de décohabitation (jeunes adultes, familles monoparentales, personnes seules,…), mais également à une attractivité du territoire. Encourager la mixité sociale et intergénérationnelle.	
Ne pas entraver l'éventuel développement d'activités et de services, à condition qu'il n'y ait pas création de nuisances pour le voisinage.	
Fixer les conditions permettant de préserver le caractère urbain et le rôle de pôle-central de la ville à l'échelle de la Vallée.	

Urbanisme et l'habitat

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
4. Maîtrise et planification du développement urbain	Pour répondre aux besoins en termes de logements et à la volonté de retour sur le chemin de la bonne santé démographique, la commune ne peut miser exclusivement sur ses capacités de développement interne. En complément, il convient de programmer des secteurs en extension de taille limitée destinés à l'accueil d'opérations garantissant une utilisation optimale du foncier, à travers notamment des orientations d'aménagement et de programmation. Au-delà de la question de la densité et de la production minimale de logements, ces orientations devront également assurer la qualité de l'environnement urbain, des espaces publics, la continuité de la trame viaire et des cheminements Les sites en extension, en nombre limité et sur des périmètres restreints, sont inscrits pour permettre la mise en œuvre de projets dans une perspective de court et de moyen terme. Les opérations de renouvellement urbain et de mobilisation des friches se jouent sur le temps long, c'est pourquoi le P.L.U. se doit de proposer des alternatives pour répondre à des besoins immédiats dont dépend la vitalité de la commune.
Développer la capacité de renouvellement urbain et de mobilisation des terrains disponibles pour l'urbanisation situés à l'intérieur de l'enveloppe urbaine (possibilités de densification).	
Fixer des orientations d'aménagement et de programmation spécifiques à chaque secteur d'une certaine importance de façon à assurer un développement cohérent, une utilisation rationnelle de l'espace et une insertion réussie dans le tissu urbain existant.	
Prendre en compte les contraintes locales et la configuration des sites : accès, liaisons avec les quartiers avoisinants, maillage des réseaux, possibilités de phasage des opérations d'urbanisation, risque ponctuel d'inondation, topographie, sensibilité paysagère,…	
Intégrer dans les projets la nécessité de diversification de l'offre en logements et la possibilité d'implanter des activités compatibles avec un voisinage d'habitat.	

Développement économique, commerce et équipements publics et de loisirs

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
1. En matière de zones économiques.	La fonction économique est fondamentale pour MUNSTER et l'ensemble de la vallée. La création d'emplois et de ressources qui en découle est déterminante pour la vitalité du territoire, d'où la nécessité de maintenir et pérenniser les sites économiques qui ont bénéficié d'investissements de la part de la collectivité publique après le déclin de l'activité textile. A cet égard, il convient de souligner le rôle de force économique que joue l'artisanat présent au sein des sites d'activités et dans le reste de l'agglomération Le maintien et le développement de l'emploi dans le bourg-centre de la vallée contribue également à la réduction des déplacements et à la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Il s'agit également de créer toutes les conditions favorables au renouveau démographique en rapprochant emploi et habitat. L'activité économique doit pouvoir se déployer au sein de l'ensemble des zones urbaines ; en tout cas le P.L.U. ne doit pas être un frein à l'implantation de commerces, entreprises, services, dès lors que la cohabitation avec l'habitat ne pose pas de problème particulier. La prise en compte de la qualité de l'insertion paysagère et urbaine des entreprises aussi bien dans les sites économiques que dans les zones mixtes est un impératif absolu tant pour l'image de ville le long des axes structurants que pour la notoriété de ces entreprises.
Confirmer l'importance des activités économiques locales pour la vitalité de la commune que ce soit au niveau des emplois et services proposés, des rentrées financières, de la réduction des déplacements, …	
Favoriser le renforcement et l'organisation des espaces urbanisés existants et optimiser l'utilisation des terrains résiduels dans les zones d'activités et mixtes. Encadrer la réalisation de logements de fonction.	
Maintenir une diversité du type d'activités proposées.	
Prendre en compte l'impact visuel des espaces notamment économiques localisés en bordure des RD 417 et RD 10, en veillant à l'aménagement paysager	
2. En matière de tourisme, de commerce et d'équipements publics et de loisirs.	A ce chapitre relatif au développement économique, il convient d'évoquer le tourisme qui doit être pensé comme une force majeure du territoire, tirant parti des ressources locales, du patrimoine, du paysage, pour créer de la richesse et de l'emploi non délocalisable. Pour ce faire, il est indispensable d'adapter, d'améliorer de diversifier et d'élargir, en fonction de l'évolution de la demande de la clientèle, les différentes formes d'hébergement touristique, conçues dans le respect des sites et de l'environnement. La réhabilitation de la maison médicale de Haslach, située dans un site en tous points remarquable, constitue une opportunité pour développer une structure d'hébergement touristique adapté au contexte montagnard, valorisant un bâtiment de caractère, dans les limites de l'unité touristique locale.
Maintenir la diversité des types d'activités proposées, voire les élargir.	
Développer, améliorer et diversifier l'offre en hébergement touristique.	
Créer les conditions permettant la réhabilitation de l'ancienne maison médicale de Haslach en structure d'hébergement touristique, associée à l'aménagement de gîtes, dans le cadre d'une unité touristique locale. Ce projet pourra comprendre des logements affectés à de l'habitat permanent, en lien notamment avec la vocation touristique du site, aménagés au sein du bâti existant.	

Développement économique, commerce et équipements publics et de loisirs

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
Favoriser l'implantation de commerces et services de proximité, en particulier au centre-ville	Il convient de souligner que la présence d'un appareil commercial diversifié et attractif est fondamentale pour maintenir la dynamique et l'animation du centre-ville. Toutes les dispositions utiles doivent être prises en ce sens par le document d'urbanisme et dans le cadre de sa mise en œuvre**.** Enfin, le niveau actuel très satisfaisant en matière d'équipements publics, sportifs et de loisirs doit être conforté et amélioré constamment pour répondre aux besoins actuels et futurs de la population et ainsi consolider la fonction et le rayonnement de la ville à l'échelle de l'ensemble de la vallée
Maintenir et renforcer les possibilités de développement des sites d'équipements sportifs, culturels et de loisirs.	

Transports, déplacements et développement des communications numériques

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
1. Prévoir, dans le cadre de l'ouverture des futures zones d'extension, la réalisation de connexions cohérentes avec les voies et réseaux existants.	S'agissant des secteurs de développement urbain mis en œuvre par requalification des friches ou par urbanisation de terrains en extension, il convient d'assurer les conditions de leur bonne insertion au tissu urbain, notamment par la continuité de la trame viaire et des liaisons douces. La question des mobilités doit être traitée de manière globale. Sans remettre en cause la voiture individuelle, à l'échelle de l'agglomération et de la vallée, tout doit être mis en œuvre pour diminuer son utilisation dans le cadre des déplacements de proximité, par le développement des aménagements cyclables et de cheminements piétonniers. Ce réseau de liaisons douces doit être conçu de manière à relier les secteurs d'habitat au centre-ville, aux commerces, aux sites économiques, aux arrêts ferroviaires et aux équipements. Pour que la ville gagne en urbanité, la place de la voiture mérite d'être repensée pour une meilleure appropriation de l'espace urbain par l'habitant, le touriste, l'usager des commerces et des équipements. Ce maillage doit être pensé en termes d'imbrication de continuités qui dépassent le niveau de l'agglomération pour s'inscrire à l'échelle de la vallée, du département, de la région, intégrant les déplacements de proximité, mais aussi ceux à vocation sportive, touristique et de loisirs. Enfin, la desserte par les communications numériques est indispensable à la vitalité de la commune en tant que facteur essentiel de son attractivité résidentielle et économique, participant à l'évolution des mobilités, à la diffusion des connaissances et de la culture, à l'accès à l'emploi et aux services publics. Cette priorité absolue pour l'avenir du territoire doit être anticipée au moment de l'élaboration du P.L.U.
2. Prévoir des capacités de stationnement adaptées aux futurs projets.	
3. Proposer des solutions alternatives concernant les formes de déplacement.	
4. Améliorer l'accessibilité vers et à partir de la gare, de l'arrêt ferroviaire du Badischhof et des établissements scolaires.	
5. Améliorer les liaisons douces avec les bourgs voisins. S'inscrire dans le cadre des réseaux intercommunaux existants ou projetés.	
6. Intégrer, dans le cadre des dispositions règlementaires du PLU, la possibilité d'accéder dans les meilleures conditions aux réseaux de communication numérique existants et futurs.	

Gestion des espaces naturels, agricoles et forestiers et prise en compte des continuités écologiques

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
1. Organisation maîtrisée de l'espace et des activités agricoles.	L'activité agricole en intervenant sur les versants et le fond de vallée contribue non seulement à l'activité économique locale par la création de biens et de richesses, mais participe au caractère entretenu et soigné des sites, à leur aspect humanisé et vivant.
Préserver la pérennité du secteur économique agricole et la cohérence des grands ensembles fonciers existants.	
Mettre en place les conditions permettant aux structures agricoles localisées à proximité immédiate du tissu urbain de poursuivre leur activité.	C'est l'activité agricole qui a façonné le paysage de la Vallée de MUNSTER pour en faire un des hauts lieux du tourisme régional. Mais c'est aussi l'agriculture locale qui a payé le lourd tribut du développement économique et urbain qui s'est effectué au détriment des prairies de fond de vallée. Désormais, l'espace agricole doit être considéré comme un bien commun, une ressource naturelle non renouvelable à préserver, excluant tout usage ou construction sans lien avec l'agriculture ou l'élevage. Les terrains plats de fond de vallée mécanisables méritent à ce titre une attention toute particulière.
Fixer les règles permettant l'intégration paysagère des bâtiments.	Par ailleurs, le P.L.U. se doit de garantir la possibilité aux exploitations existantes de se développer et de permettre à de nouvelles exploitations de s'installer en fixant les conditions d'intégration paysagère des constructions et installations.
Organiser l'interface entre l'habitat urbain et l'espace agricole.	
Interdire la construction dans les espaces particulièrement sensibles, inconstructibles compte tenu de la valeur agronomique des sols, des risques existants, des contraintes naturelles, des sites à préserver, …	
Rendre possibles les opérations de restauration pastorale et d'ouvertures paysagères ponctuelles sur les versants colonisés par des peuplements boisés.	Les anciens terroirs agricoles sur le versant exposé au Sud peuvent faire l'objet d'opérations très limitées d'amélioration ou restauration pastorale, en lien notamment avec le développement des circuits courts et pour permettre à de jeunes agriculteurs de s'installer. La Ville de MUNSTER et les communes voisines offrent l'opportunité de débouchés pour une agriculture de proximité ayant pour objet de rapprocher producteurs et consommateurs. Une des préoccupations majeures de l'agriculture de montagne pour son maintien réside dans la production locale de fourrage.

Gestion des espaces naturels, agricoles et forestiers et prise en compte des continuités écologiques

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
2. Protection des espaces naturels et forestiers et consolidation des continuités écologiques.	De par sa situation au cœur des Vosges centrales, MUNSTER compte sur son territoire des espaces forestiers correspondant à des milieux remarquables reconnus pour leur valeur biologique dans la partie supérieure des versants, notamment au titre de l'inventaire Natura 2000. Il appartient au P.L.U. de préserver ces espaces en les maintenant à l'écart de toute occupation et utilisation du sol de nature à menacer leur intégrité. Toutefois, une telle disposition si nécessaire soit-elle, ne suffit pas au maintien et au développement de la biodiversité et ne permet pas à elle seule de lutter contre l'effondrement en cours des espèces animales et végétales. En effet, désormais, la question de la biodiversité doit s'appréhender à l'échelle de l'ensemble du territoire régional dans une logique dynamique de fonctionnement écologique global. C'est pourquoi, le P.L.U. doit également tenir compte des continuités écologiques indispensables à la vitalité des espèces dans le cadre de leurs déplacements pour se nourrir, se reposer, se reproduire. Ces continuités écologiques, qui relient les différents milieux le long de la Fecht et les versants encadrant la vallée, doivent être préservées, par le document d'urbanisme, de toute forme de cloisonnement et d'obstacle aux échanges biologiques. Les parcs et jardins publics ou privés, les espaces verts urbains contribuent également au fonctionnement de la trame verte qui irrigue l'ensemble du ban communal. Enfin, la question de la biodiversité suppose que chaque projet d'urbanisation ou d'aménagement, quel qu'il soit, du plus modeste au plus ambitieux, participe au développement et à l'enrichissement environnemental du territoire, par le biais de l'application des règles du P.L.U.
Préserver les grands ensembles naturels localisés sur le ban communal et présentant plusieurs types d'intérêts : production forestière et agricole, environnement et biodiversité, paysage, tourisme et loisirs,… La conservation de la fonctionnalité écologique de ces espaces sera la règle afin de maintenir en l'état les équilibres naturels.	
Assurer le maintien des noyaux de biodiversité et des différentes continuités environnementales à vocation supra-communale prévues au SRCE. Les compléter par l'identification d'espaces à préserver d'enjeu local.	
Affirmer les cours de la Fecht et de la Petite Fecht ainsi que leurs abords dans leur fonction de coulées vertes urbaines assurant également une continuité naturelle dans la traversée de la ville, favorable aux déplacements de la faune et agrémentant le cadre de vie.	

Orientations en matière de paysage

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
1. Protéger les grands ensembles forestiers existants ainsi que les éléments végétaux plus modestes (ripisylves, haies, bosquets, vergers, …) qui contribuent à la mise en valeur paysagère des sites.	La question du paysage est centrale en matière d'urbanisme et représente un enjeu majeur de l'avenir de la commune à plus d'un titre. D'abord le paysage constitue l'ossature du cadre de vie de la population locale, très attachée à la qualité des sites et de son espace vécu au quotidien. Le paysage demeure également l'expression d'une identité, d'un patrimoine, de l'image d'une ville et d'une région. Par là même, il joue un rôle économique majeur en tant que moteur principal de l'attractivité touristique du territoire. Pour toutes ces raisons, la prise en compte du paysage s'inscrit comme une priorité dans l'élaboration du P.L.U. Au cœur de la vallée de la Fecht, à la confluence de la Grande Vallée et de la Petite Vallée, en un lieu d'une grande qualité paysagère et environnementale, la ville de MUNSTER, dans son écrin montagnard, occupe un site d'une grande force et d'une grande ampleur. C'est pourquoi, le maintien de la lisibilité du paysage, de l'équilibre entre espace boisé et espace ouvert, des séquences rurales avec les agglomérations voisines s'impose, notamment, comme un principe absolu. La dimension paysagère intègre également la prise en compte des entrées de villes, le traitement des futurs fronts urbains qui vont s'affirmer dans le site, la qualité du paysage urbain au sein du nouveau quartier en extension ou dans le cadre de la reconversion des friches. Enfin, l'unité architecturale et urbaine du centre ancien, la préservation du patrimoine bâti et de la forme urbaine, la mise en valeur des espaces publics, la mise en scène de l'eau et de tout le patrimoine qui lui est lié, sont autant d'éléments qui méritent une attention particulière de la part du document d'urbanisme.
2. Préserver de toute nouvelle extension de l'urbanisation les ensembles d'espaces ouverts, naturels et agricoles afin d'éviter leur mitage.	
3. Protéger et mettre en valeur les éléments identitaires du patrimoine.	
4. Porter une attention particulière à l'aménagement des entrées de ville, au traitement des fronts urbains, notamment le long des voies de communication et aux transitions avec les espaces naturels.	
5. Limiter les possibilités d'urbanisation des flancs de versants et préserver la silhouette de la ville.	
6. Définir des règles d'implantation, de volumétrie et d'aspect des constructions permettant la sauvegarde du caractère architectural du centre ancien tout en permettant son évolution.	
7. Intégrer, notamment à travers la définition d'orientations d'aménagement et de programmation, un traitement paysager à la conception des opérations d'urbanisation, en particulier dans les zones pouvant accueillir des bâtiments d'activités. Permettre leur bonne insertion, tant par rapport aux limites extérieures que vis-vis du tissu préexistant.	

Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
1. Considérer les capacités de densification de la trame bâtie existante, la mobilisation des logements vacants, le renouvellement urbain et le remplissage des "dents creuses" et des terrains encore libres dans l'espace urbain comme prioritaires pour répondre aux besoins futurs sans engendrer d'étalement de l'urbanisation.	Le document d'urbanisme doit traduire concrètement à l'échelle du territoire de MUNSTER le souci d'économie de la consommation foncière. Le passage du P.O.S. au R.N.U., puis au P.L.U., consacre l'avènement d'un monde de ressources foncières finies qu'il convient d'utiliser avec parcimonie, la commune étant soumise à obligation de résultats dans ce domaine. Pour cela elle dispose de plusieurs armes. Tout d'abord, elle compte exploiter au mieux le potentiel de croissance interne que constituent les friches urbaines, les logements vacants, les espaces libres présents au sein de l'enveloppe urbaine. L'exploitation de ce gisement évite l'artificialisation de surfaces en extension et ne nécessite pas la création de nouveaux réseaux. Les règles, notamment en termes d'emprise au sol, sont définies pour une utilisation optimale des terrains, tout en évitant une surdensification par la recherche d'un équilibre entre espace libre et espace bâti. La réutilisation des friches industrielles Hammer et Hartmann constitue le deuxième volet de cette politique foncière qui vise à mener sur ces sites des projets urbains encadrés par des orientations d'aménagement et de programmation. Il s'agit là d'une option forte de la commune en faveur d'un retour de la ville sur elle-même, contribuant à la préservation des terrains agricoles et des espaces naturels périphériques. Le principe de lutte contre l'étalement urbain s'illustre également par un seul secteur en extension limité en surface, au sein duquel les projets à venir doivent répondre à la production d'un nombre minimum de logements à l'ha pour éviter l'utilisation de surfaces importantes pour un faible nombre de constructions.
2. Cibler la transformation de l'ancienne maison médicale d'Haslach en structure d'hébergement touristique, de manière à créer les conditions d'un développement d'une activité économique, le tourisme, dans le cadre d'une gestion parcimonieuse des sols.	
3. Favoriser la densification et la restructuration du bâti par des règles d'implantation ou de gabarit uniquement destinées à la préservation d'une morphologie urbaine adaptée aux différents contextes urbains	
4. Optimiser l'utilisation des espaces constructibles par la définition d'orientations d'aménagement et de programmation permettant l'urbanisation des secteurs de renouvellement urbain et du secteur en partie en extension, tout en garantissant une cohérence d'ensemble des opérations d'aménagement et de construction.	
5. Concernant les secteurs d'activités économiques, conserver globalement les limites actuelles, tout en veillant à une utilisation optimale des surfaces encore disponibles.	

Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

ORIENTATIONS	JUSTIFICATIONS
6. Par ailleurs, une définition plus précise des limites de l'enveloppe constructible permettra le reversement en zone naturelle d'un grand nombre de terrains classés en zones d'urbanisation future par le POS approuvé et en particulier ceux qui étaient à vocation touristique.	Il convient également de considérer le développement économique selon une logique de rationalisation du foncier. Il a été décidé d'appliquer à l'économie un principe encore plus rigoureux que pour l'habitat en la maintenant à l'intérieur de l'enveloppe bâtie. En effet, l'implantation exclusive d'activités économiques nouvelles ne pourra s'effectuer qu'au sein des zones urbanisées existantes, ou en voie de reconversion, et en aucun cas au détriment des espaces agricoles. A ce chapitre, il convient d'évoquer le développement touristique qui est programmé à Haslach par réhabilitation d'un ancien centre de soins, participant ainsi à la création de ressources et d'emplois sans entamer de nouveaux espaces naturels. Ce projet est encadré par des orientations d'aménagement et de programmation élaborées de manière à respecter pleinement les équilibres écologiques et paysagers de ce milieu d'altitude. Enfin, au-delà des secteurs urbanisés et à projet, l'urbanisation est strictement limitée, principalement aux besoins de l'activité agricole. Il s'agit d'éviter toute forme de morcellement, fragmentation, mitage irréversibles des espaces naturels et pastoraux. Les constructions en lien avec l'agriculture devront s'inscrire de façon discrète et harmonieuse dans le site pour constituer des éléments positifs d'animation du paysage.
7. Limiter la consommation de terrains en extension au seul secteur Badischhof pour des projets à vocation d'habitat.	
8. Contribuer à la modération de la consommation d'espace en imposant pour le secteur Badischhof une optimisation du gisement foncier par le biais d'une densité minimale 40 logements/ha dans les futures opérations d'habitat.	
9. Limiter les possibilités de construction en zones agricoles et naturelles uniquement aux besoins liés au maintien et au développement des différentes activités implantées, sur la base des périmètres urbanisés existants et dans le respect de la qualité paysagère et environnementale des lieux.	

3.
Les dispositions du P.L.U.

1. Délimitation des zones et exposé des motifs du règlement

1.1. Découpage du territoire communal en zones et secteurs

Le P.L.U. de MUNSTER classe les sols en 4 grandes catégories :

- **Les zones urbaines ou zones UA, UB, UC, UD** et **UE** qui correspondent aux zones déjà urbanisées et aux zones où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

  -**La zone à urbaniser ou zone AU**, regroupant les secteurs de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation en vue d'une urbanisation à moyen ou à long terme. Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement des terrains. Les constructions y sont autorisées dans le cadre de la réalisation d'opérations d'aménagement d'ensemble. Il s'agit dans le cas présent des secteurs **AUf1, AUf2** correspondant aux anciens sites industriels en voie de reconversion et du secteur **AUh**, se distribuant le long de la rue du Chemin de Fer, délimité en vue de l'accueil d'opérations à vocation dominante d'habitat.

- **La zone agricole ou zone A**, englobe l'ensemble des surfaces et secteurs, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des prairies de fond de vallée et de versant. La zone A a également été étendue aux surfaces colonisées par les boisements à mi-versant de manière à permettre les opérations d'amélioration pastorale.

- **La zone naturelle et forestière ou zone N**, qui comprend les secteurs à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

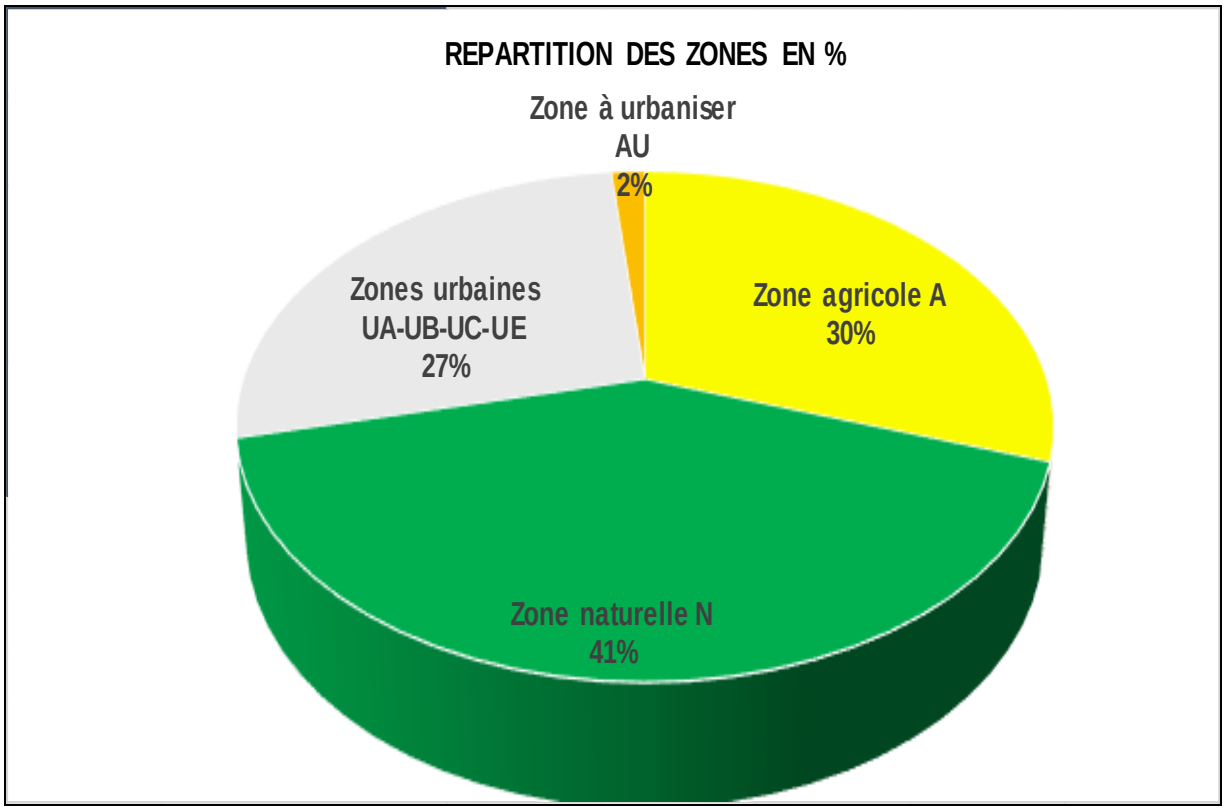
La révision du P.L.U. intègre l'ensemble des nouvelles dispositions législatives appliquées aux documents d'urbanisme, dont :

- la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (S.R.U.) du 13 décembre 2000 ;
- la loi Urbanisme et Habitat du 02 juillet 2003 ;
- la loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 dite loi "Grenelle 2" ;
- la loi Accès au Logement et à l'Urbanisme Rénové du 24 mars 2014 dite loi ALUR en ce qui concerne la suppression du C.O.S. et la superficie minimale de terrains constructibles ;
- la loi du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;
- la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

Par ailleurs, le P.L.U. demeure compatible avec les options concernant le territoire de MUNSTER définies par le Schéma de Cohérence Territoriale Colmar-Rhin-Vosges approuvé le 14 décembre 2016 et amendé le 19 décembre 2017.

En cohérence avec le P.A.D.D, le zonage traduit à la parcelle les objectifs de projet de territoire.

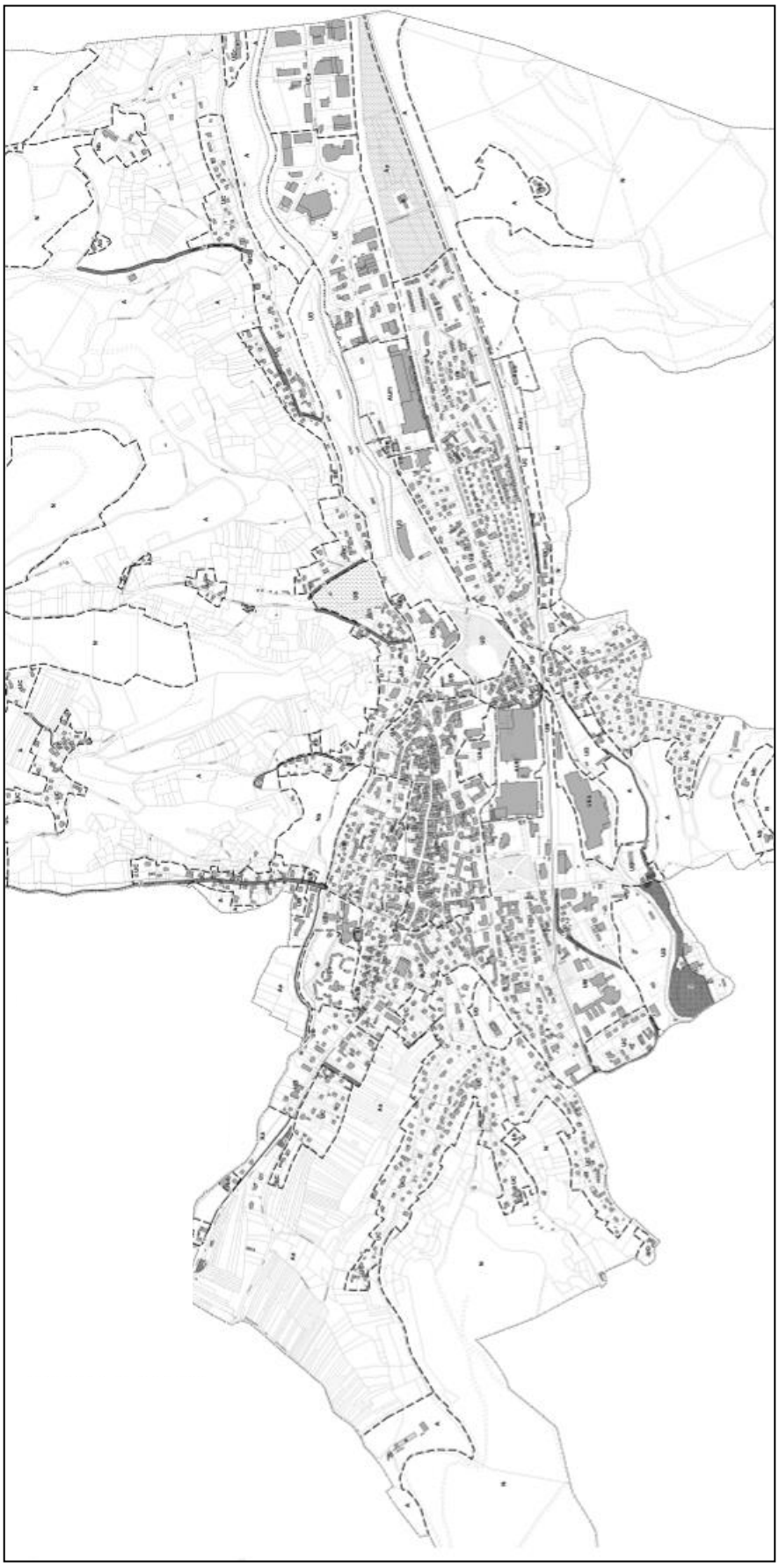
Répartition de la surface des différentes zones de P.L.U.		
ZONES	**Superficie ha**	**Proportion %**
Zone agricole A	262,9	30
Zone naturelle N	355,3	41
Zones urbaines UA-UB-UC-UE	234	27
Zone à urbaniser AU	11,8	2
TOTAL	**864**	**100**



Chacune des zones ou des secteurs définis par le PLU est délimitée sur des documents graphiques et fait l'objet d'un règlement qui comporte les 17 articles suivants :

Art.	Intitulé	
1	Destinations, sous-destinations, usages et affectations des sols, nature d'activités interdites	**Usage des sols et destinations des constructions**
2	Destinations, sous-destinations, usages et affectations des sols, nature d'activités soumises à des conditions particulières	
3	Mixité fonctionnelle et sociale	**Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère**
4	Emprise au sol	
5	Hauteur des constructions	
6	Implantation par rapport aux voies et emprises publiques	
7	Implantation par rapport aux limites séparatives	
8	Implantation par rapport aux autres constructions sur une même propriété	
9	Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions ainsi que des clôtures	
10	Identification et localisation du patrimoine bâti et paysager à protéger, à conserver et à mettre en valeur	
11	Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales	
12	Obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations	
13	Installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et du ruissellement	
14	Obligations de réalisation d'aires de stationnement	
15	Condition de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public	**Equipements et réseaux**
16	Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie et notamment d'électricité et d'assainissement	
17	Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques	

Zonage agglomération



1.2. Les zones urbaines 234 ha, soit 27 % du ban communal

➢ Zone UA : 16,9 ha

- **Délimitation et caractéristiques**

La zone UA est délimitée afin d'identifier et d'individualiser au sein de l'agglomération le cœur de la ville. Cette zone orientée Ouest-Est se distribue de part et d'autre des axes majeurs que constituent la Grand Rue et la Rue Saint-Grégoire. Ce périmètre qui englobe services, commerces et équipements se caractérise par une forme urbaine particulière marquée par la densité du tissu bâti, le gabarit et la volumétrie imposante des constructions, l'ordre d'implantation de ces constructions à l'alignement de la voie pour former des fronts réguliers et continus.

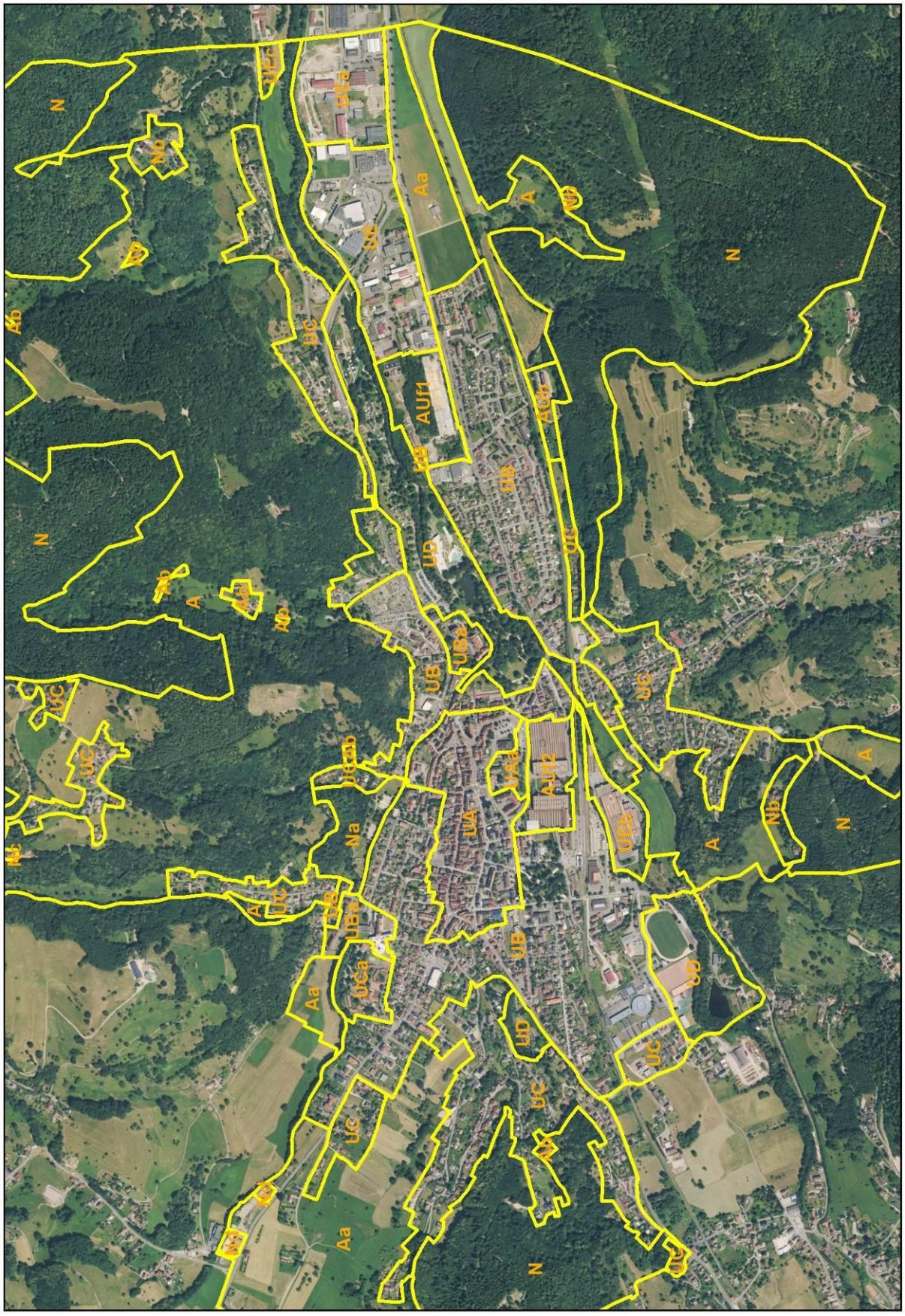
Cette organisation urbaine qui participe à l'attractivité de MUNSTER en tant que ville à la montagne, animée et vivante, mérite d'être pérennisée. Plusieurs bâtiments remarquables, faisant l'objet ou non d'une protection, sont présents.

- **Objectifs**

Le P.L.U. vise à la fois à conserver l'unité urbaine et architecturale de ce cœur de ville et à y maintenir toutes les fonctions de centralité, de commerces, de services et d'animation. Il s'agit de garantir au plan réglementaire la structure urbaine qui donne corps au tissu bâti historique et le distingue du reste de l'agglomération.



Zonage agglomération
(photo aérienne)



La zone UA englobe le secteur **UAa**, d'une superficie de 1,6 ha, attenant à la Place du Marché et comprenant le palais abbatial dit "Batial", le "Couvent", les ruines de l'ancienne abbaye et le bâtiment du Prélat siège du Parc Régional Naturel des Ballons des Vosges et de l'Office du Tourisme de la Vallée de MUNSTER. Ce secteur occupe une place stratégique au sein du cœur de ville et participe à l'animation et au rayonnement de la cité. Sa délimitation est rendue nécessaire en raison dispositions particulières liées au stationnement.

- **Dispositions réglementaires**

D'une manière générale, les **articles UA 1 et UA 2** sont déterminés de manière à ouvrir la zone à une large gamme d'occupations et d'utilisations du sol. En effet, dans un souci de vitalité de l'espace urbain central, à travers notamment l'appareil commercial et les services, le règlement du P.L.U. autorise l'accueil de commerces, services, voire d'activités économiques, susceptibles de renforcer le caractère, l'attractivité et l'animation du cœur de ville.

Par ailleurs, le règlement vise à encadrer la cohabitation de plusieurs fonctions en limitant les interdictions aux occupations et utilisations du sol de nature à perturber le fonctionnement de la zone et à porter atteinte à la sécurité et à la salubrité publique. Il est également fait référence au Plan de Prévention du Risque Inondation de la Fecht, servitude d'utilité publique qui s'impose au P.L.U.

En termes de caractéristiques urbaines, **l'article UA 4** ne fixe pas d'emprise au sol maximum pour permettre l'optimisation du potentiel foncier de la zone.

L'article UA 5 fixe une hauteur maximum de 3 niveaux à l'égout du toit de manière à s'inscrire dans le gabarit et la volumétrie des constructions présentes tout en évitant les implantations en rupture d'échelle avec l'environnement urbain.

L'article UA 6 impose le respect de l'alignement des constructions qui forme un ordre continu permettant de conserver un "effet rue", lié au maintien d'un lien entre le bâti et la voie.

Dans le but de conforter la morphologie et la densité de la trame bâtie, **l'article UA 7** autorise, sous certaines conditions, l'implantation des constructions sur limite séparative. Le règlement du P.L.U. offre ainsi la possibilité d'exploiter au mieux les possibilités de construction.

En ce qui concerne les caractéristiques architecturales des constructions**, l'article UA 9** édicte un certain nombre de dispositions contraignantes portant notamment sur la pente de toiture, le traitement des façades, les clôtures et l'aspect des matériaux destinés à assurer une bonne insertion des futures constructions dans le paysage urbain. L'unité et l'harmonie du centre-ville justifient pleinement l'adoption de règles strictes dans ce domaine.

S'agissant des performances énergétiques, **l'article UA 11** n'impose pas de règles supplémentaires à celles, déjà très contraignantes, exigées au titre du Code de la Construction, RT 2012 et bientôt RT 2020. La question de la performance énergétique se pose surtout pour le bâti ancien sur lequel le P.L.U. est sans effet en l'absence de dépôt de permis de construire.

L'article UA 12 marque la volonté d'un traitement de qualité des espaces non bâtis et des abords des constructions de manière à accompagner et mettre en valeur le patrimoine bâti.

L'article UA 14 est défini de manière à faire réaliser par les aménageurs sur le terrain de l'opération ou dans son environnement immédiat, les places de stationnement répondant aux besoins nés de la réalisation de logements pour éviter, notamment, le stationnement des véhicules sur la voie et l'encombrement de l'espace public qui en résulte. Les normes de stationnement ont été définies pour répondre aux besoins spécifiques liés aux vélos.

Pour ne pas faire obstacle à leur implantation en zone **UA**, il n'est pas exigé de places de stationnement pour les commerces, le stationnement s'effectuant sur les aires publiques aménagées à cet effet et suffisamment nombreuses en centre-ville et à sa périphérie. Par ailleurs, pour ne pas entraver les initiatives visant la revitalisation de l'habitat en centre-ville, les normes de stationnement sont assouplies en cas de création de logements par transformation de locaux existants.

Enfin, en secteur **UAa**, pour ne pas bloquer la réhabilitation des bâtiments Batial et Couvent, notamment dans le cadre de projets de logements, de services et de commerces, l'aménagement de nouvelles places de stationnement, qui s'avère très onéreux compte tenu des contraintes du site, n'est pas exigé en cas de nouvelles constructions, transformations et changements d'affectation des bâtiments existants. En effet, il a été considéré que les places existantes au sein des aires de stationnement présentes sur le site et à sa proximité immédiate permettent de répondre aux besoins liés aux opérations futures.

En matière d'équipements et de réseaux**, les articles UA 15, 16 et 17** sont établis de manière à assurer un raccordement satisfaisant à la trame des infrastructures existantes. A ce propos, le branchement au réseau de communication numérique à haut débit demeure de plus en plus une priorité absolue pour les constructions à usage d'habitat ou professionnel, au même titre que le raccordement au réseau électrique ou d'eau portable.

➢ Zone UB : 89,7 ha

• Délimitation et caractéristiques

Cette zone correspond aux faubourgs en prolongement du centre ancien. Il s'agit de la zone urbaine la plus étendue qui s'étale en nappe, réunissant plusieurs quartiers à dominante d'habitat. Ces derniers témoignent de phases d'expansion successives, du début du 20ème siècle à aujourd'hui, cités ouvrières, maisons de ville, ensembles collectifs, maisons bourgeoises, associés à des équipements, des services et des commerces. La zone UB occupe majoritairement les terrains plats de fond de vallée qui ont été urbanisés dès le début du développement de la ville.

• Objectifs

Le P.L.U. vise une densification maîtrisée de la zone par une utilisation raisonnable du potentiel foncier existant et à y autoriser une gamme étendue de types de constructions. Certains quartiers présentent des caractéristiques urbaines et architecturales particulières, reflétant un patrimoine bâti méritant d'être préservé.

L'objectif du P.L.U. consiste également à bien relier les différents quartiers entre eux et au centre-ville par, notamment, le développement de la trame des liaisons douces.



- **Dispositions réglementaires**

Comme en zone UA, les **articles UB 1 et UB 2** sont définis de telle manière que la diversité des occupations et utilisations du sol y soit admise (habitat, activités, services, commerces, équipements), dès lors qu'elle ne génère pas de nuisances pour le voisinage. Par ailleurs, le règlement fait référence au Plan de Prévention du Risque Inondation de la Fecht qui concerne très partiellement la zone UB.

En termes de caractéristiques urbaines, **l'article UB 4** limite l'emprise au sol maximale aux deux tiers de la parcelle. Il s'agit de créer les conditions permettant l'optimisation du potentiel foncier de la zone tout en conservant une part d'espaces libres, pour éviter tout phénomène de surdensification et laisser "respirer la trame urbaine".

L'article UB 5 fixe une hauteur maximum de 3 niveaux à l'égout du toit et 4 en secteur **UBa** pour prendre en compte la morphologie des constructions présentes comprenant des ensembles collectifs et des maisons de ville. Il s'agit de conforter les caractéristiques de la forme urbaine tout en évitant les implantations en rupture d'échelle avec le tissu bâti.

L'article UB 6 vise à conserver l'alignement architectural des constructions quand celui-ci existe. Le maintien du lien entre le bâti et la voie, le long de certaines sections de voie, est comme en zone UA, un moyen de pérenniser l'identité de la ville, à laquelle participent les faubourgs.
Pour conserver la structure urbaine de certains quartiers, dans un souci d'harmonie, les nouvelles constructions devront obligatoirement s'implanter en respect du retrait des constructions avoisinantes.

Pour permettre à la fois aux constructions présentes de s'agrandir et d'exploiter les nombreuses parcelles libres existantes, **l'article UB 7** autorise, en la limitant en hauteur et en longueur les implantations sur limite. Il s'agit d'éviter l'écueil d'une densification menée à l'encontre de l'équilibre résidentiel de la zone.

Du point de vue des caractéristiques architecturales des constructions, **l'article UB 9** définit un cadre à l'intérieur duquel l'innovation et les formes contemporaines demeurent possible. Afin de promouvoir les constructions efficaces et performantes en termes énergétique, les toits plats et les toitures-terrasses végétalisées sont admises. En contrepartie, cet article garantit des conditions de bonne insertion des constructions au site et au paysage urbain.

Le parc Hartmann représente un îlot de verdure précieux au sein de la ville, entre la gare et le centre, justifiant pleinement sa préservation au titre de **l'article UB 10** sur la base de l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme.

L'article UB 12 impose la végétalisation des espaces restés libres après implantation des constructions et des aires de stationnement. Chaque projet du plus modeste au plan ambitieux doit, à son niveau, contribuer au développement de la biodiversité par la création de jardins, espaces verts, vergers, potagers en milieu urbain. Cette trame verte urbaine concourt également à la réduction de l'îlot de chaleur urbain, absorbe les polluants atmosphériques et agrémente le cadre de vie.

➢ Zone UC : 70,8 ha

• Délimitation et caractéristiques

La zone UC englobe les quartiers pavillonnaires périphériques, réalisés notamment dans le cadre d'opérations de lotissement, et des constructions implantées le long des voies de communication, dans les vallons et sur les premières pentes. Elle recouvre également le hameau de Haslach situé à mi-versant. Dans cette zone qui s'ouvre très progressivement à une diversification de l'habitat, domine la forme urbaine traditionnelle de la maison au milieu de la parcelle. Les services, commerces et équipements y sont absents.

Compte tenu de son mode de développement, la zone UC compte des espaces interstitiels qui offrent des opportunités en termes de réalisation de logements au sein de l'enveloppe urbaine.

• Objectifs

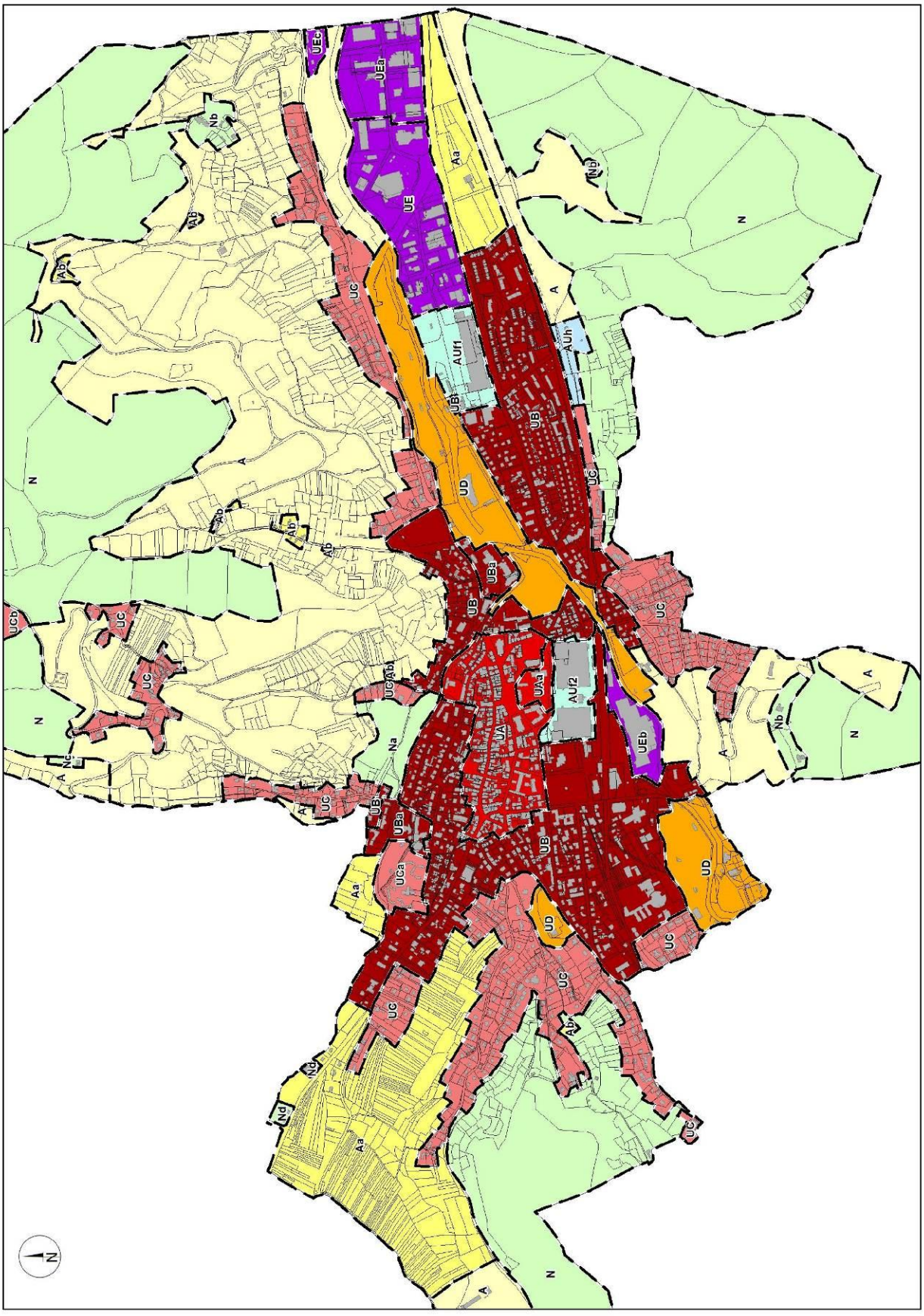
Du point de vue de son extension spatiale, la zone UC a été définie de manière à fixer une enveloppe urbaine cohérente, se limitant aux terrains bénéficiant d'une desserte satisfaisante et d'un raccordement aux réseaux d'eau et d'assainissement. Le P.L.U. vise à contenir l'enveloppe urbaine dans ses limites actuelles. Le document d'urbanisme se propose de stopper le développement de l'urbanisation :

- linéaire en fond de vallée qui tend à la conurbation avec les agglomérations voisines de Stosswihr, Luttenbach et Gunsbach et à la fragmentation des espaces agricoles et naturels et à l'éloignement des habitants des équipements et du centre-ville ;
- dans les vallons latéraux ;
- sur les versants dans des secteurs à très forte sensibilité paysagère.

Le P.L.U. souhaite permettre la mobilisation raisonnable du potentiel foncier disponible en évitant la mise en oeuvre d'opérations en rupture avec l'équilibre résidentiel actuel de la zone. Cette optimisation doit s'effectuer dans des conditions de bon fonctionnement de l'espace urbain.
Le maintien de l'équilibre entre espace bâti et espace libre, de la qualité du cadre de vie urbain, de la présence du végétal, constituent également des objectifs poursuivis par le P.L.U.



Zonage agglomération



Enfin le règlement ouvre cette partie de l'agglomération à l'installation de services, équipements, commerces pouvant être associés à l'habitat.

La zone UC comprend les secteurs suivants :

- **UCa** (3,1 ha) correspondant à une structure d'hébergement touristique ;
- **UCb** (5 ha) destiné principalement à l'accueil de constructions et installations à vocation d'hébergement hôtelier et touristique ;

- **Dispositions réglementaires**

Les **articles UC 1 et UC 2** ouvrent cette zone, dominée quasi exclusivement par de l'habitat individuel, à des formes d'habitat alternatives, mais aussi à des occupations et utilisation autres, qui ne soient pas de nature à porter atteinte à l'équilibre résidentiel. Cet équilibre suppose d'y exclure les occupations et utilisations du sol de nature à perturber le fonctionnement de la zone.

Le secteur **UCb**, correspondant au site d'un ancien équipement de santé dominant le hameau de Haslach, est inscrit afin de permettre le développement d'une structure d'hébergement touristique. Compte tenu des contraintes qui affectent le périmètre et du caractère exceptionnel du lieu, sont associées à ce secteur des orientations d'aménagement et de programmation destinées à promouvoir un projet à la hauteur du cadre environnemental et paysager.





Le site de Haslach au début du 20ème siècle et en février 2020

Ce secteur UCb occupe, en effet, une situation unique à l'échelle du massif vosgien. La position de belvédère, la qualité et l'étendue des vues, l'ambiance montagnarde calme et la plénitude des lieux en font un site en tous points remarquable. L'objectif du P.L.U. consiste donc à créer les conditions d'une valorisation du secteur dans le cadre d'un projet touristique basé en priorité sur la réhabilitation du bâtiment principal. Cet édifice possède des caractéristiques architecturales devant être conservées. Par le biais de ce secteur UCb, la commune entend mettre en œuvre une politique favorisant le tourisme conçu comme une activité économique à part entière source d'emplois et de richesses et valorisant les ressources locales à partir d'un site en partie déjà artificialisé.

Cette reconversion d'un élément du patrimoine s'inscrit dans la politique de recyclage des friches poursuivie par la commune par ailleurs à des fins économiques et d'habitat (Hammer, Hartmann). Cette ancienne structure hospitalière offre l'opportunité de créer des surfaces de plancher destinées à de l'hébergement touristique sans consommation d'espace naturel.

La sensibilité des lieux vis à vis de l'environnement (site Natura 2000 notamment) ne doit pas être considérée comme un obstacle mais au contraire comme une force devant conduire à une opération qui se solde par un bilan environnemental positif au final. Le renoncement à toute initiative et à tout projet, compte tenu du contexte écologique, aboutirait à une situation désastreuse pour le site, le paysage et les milieux naturels du fait d'une dégradation inéluctable des lieux, d'une évolution vers la friche du bâtiment principal et des bâtiments annexes.

En conséquence, le P.L.U., tout en maîtrisant les conditions d'occupation et d'utilisation du sol par un cadre réglementaire strict, offre des potentialités aux porteurs de projet. Si la priorité demeure la réhabilitation du bâtiment principal, l'offre d'hébergement touristique, dans un souci d'équilibre et d'attractivité, est complétée par la possibilité d'édifier des constructions de type gîte en nombre limité accompagnées d'habitations insolites en lien avec le caractère boisé du site.

Dans tous les cas, le projet doit rester à l'échelle de l'Unité Touristique Locale et en conséquence ne devra pas dépasser au total 12 000 m^2 de surface de plancher.

Une part des logements (de l'ordre de 30 environ), réalisés exclusivement par voie de réhabilitation du bâtiment principal et des annexes (ancienne ferme, ancien bâtiment du personnel) , peut être affectée à des logements à vocation d'habitat permanent pour répondre à une demande exprimée par des ménages souhaitant disposer d'une résidence principale dans un contexte montagnard, tout en profitant de la proximité du bourg centre de MUNSTER. Dans ces conditions, le secteur bénéficie d'une présence permanente tout au long de l'année et demeure un lieu vivant.

En définitive, le P.L.U. entend trouver un équilibre entre le respect des milieux naturels et la mise en oeuvre d'un projet touristique exemplaire et attractif qui offre également des perspectives de restauration de l'ancien parc et de réouverture paysagère des lieux. Le nouveau contexte sanitaire rend plus compliquées les longues destinations et doit inciter les porteurs de projet à se tourner davantage vers une clientèle départementale et régionale. Au-delà de l'aspect strictement touristique et économique, cette opération peut être aussi l'occasion d'ouvrir le site aux habitants de MUNSTER et de la vallée en devenant un but de promenade, un élément de son espace vécu que la population locale se réapproprie.

En termes de caractéristiques urbaines, **l'article UC 4** limite l'emprise au sol des constructions à la moitié de la superficie du terrain afin de promouvoir un juste équilibre entre espace libre et espace bâti dans le respect de la structure urbaine de la zone. Cette emprise n'est pas limitée pour l'hébergement touristique ainsi que pour les constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif.

L'article UC 5 détermine une hauteur maximum fixée à 12 mètres de manière à admettre une diversité de l'habitat sans créer de contraste avec le tissu bâti existant, mais également pour tenir compte de la très forte sensibilité paysagère de cette zone qui occupe les versants dominant la ville. Des dispositions particulières sont édictées pour les constructions à toit plat ou toiture-terrasse afin d'éviter l'impact dans le site de façades massives.

Dans le secteur **UCb**, au faîtage, la hauteur maximale des nouvelles constructions édifiées en prolongement du bâtiment principal est fixée à 8 mètres, dans un souci majeur de leur bonne insertion au site et au paysage.

En l'absence de fronts bâtis clairement identifiés et structurés, **l'article UC 6** fixe une distance minimale d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques de 2 mètres. Cet article prend également en compte la situation de l'existant et autorise certaines implantations dans la marge de recul.

L'implantation sur limite séparative est admise à **l'article UC7**, comme en zone UB, afin de permettre une évolution du bâti et l'utilisation de parcelles de taille réduite, dans des conditions limitant les problèmes de voisinage.

Du point de vue des caractéristiques architecturales des constructions, compte tenu du fait que la zone UC se distribue majoritairement sur des terrains en pente, **l'article UC 9** impose l'obligation d'une adaptation des constructions à la topographie et non l'inverse. L'objectif du P.L.U. est d'éviter les importants volumes de déblais-remblais en cas de construction ignorant le profil du terrain. Ce type d'implantation crée un impact négatif et nécessite la réalisation d'enrochement ou de murs de soutènement pour la stabilisation des talus qui dénaturent les lieux.

Sur des terrains en pente, les toits plats ou toitures-terrasses, admis dans le cas présent, sont de nature à limiter le gabarit des constructions dont l'insertion dans le site et le paysage est ainsi favorisée.

Le règlement affirme la volonté à **l'article UC 12** de développer la biodiversité au sein de la zone par le choix d'essences fruitières ou feuillues dont la valeur biologique est supérieure aux résineux. L'interdiction des plantes invasives se justifie dans la mesure où ce type de plantes, en devenant localement dominantes, peur avoir des effets négatifs sur la biodiversité, la santé et les écosystèmes.

➢ Zone UD : 29,7 ha

- **Délimitation et caractéristiques**

La zone UD correspond à la coulée verte le long de la Fecht dans toute la traversée d'agglomération, comprenant ainsi le Parc Albert Schweitzer et le Parc de la Fecht, dans laquelle sont implantés majoritairement des équipements sportifs et de loisirs, le camping et des services publics et d'intérêt collectif au sein d'une trame arborée. Cette zone est concernée par le risque élevé et modéré d'inondation.

- **Objectif**

Le P.L.U. vise à conforter le rôle de continuité écologique de ce site, en valorisant et en développant ses qualités paysagères et environnementales et sa fonction d'espace naturel de proximité associé au milieu urbain. Son rôle en tant qu'élément de la trame noire du territoire destinée à favoriser la biodiversité nocturne par une absence ou réduction de l'éclairage nocturne doit également être soulignée. Il s'agit de transformer la contrainte d'inondation en un atout destiné à valoriser le site en tant qu'axe naturel qui fédère la ville et que s'approprient les habitants, les visiteurs et les touristes.



- **Dispositions réglementaires**

Cette zone compte tenu de sa vocation et des contraintes d'inondation qu'elle subit n'est pas appelée à être densifiée, elle est destinée à n'accueillir que des constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif dans le respect des dispositions du PPRI. Les extensions des maisons d'habitation sont toutefois autorisées, mais de manière mesurée.

Le classement en zone UD plutôt qu'en zone naturelle se justifie en raison du contexte urbain et offre la possibilité à la commune d'exercer son droit de préemption pour consolider la vocation naturelle de ce site.

➢ Zone UE : 26,9 ha

• Délimitation et caractéristiques

Cette zone est exclusivement réservée à l'accueil d'activités économiques, industrielles, artisanales, et commerciales. Cette zone occupe les terrains à l'aval de l'agglomération qui se distribuent entre la Fecht et l'axe RD417/RD 10, englobe un site industriel historique et la Maison du Fromage. Elle participe du fait de sa localisation à la perception de l'entrée d'agglomération et véhicule ainsi l'image de la Ville. Il s'agit d'un tissu économique relativement diversifié où sont rassemblées des surfaces commerciales, des PME/PMI, une structure à vocation touristique et une usine présente de longue date dans la commune.

• Objectif

Cette zone, répartie sur 3 sites, revêt une importance stratégique en tant que pôle économique majeur à l'échelle de la vallée contribuant à la fonction de MUNSTER en tant que bourg centre. Afin d'assurer le maintien et le développement de l'emploi local, le P.L.U. se doit de permettre le développement des structures en place, d'autoriser le renouvellement de l'activité économique et d'optimiser les capacités d'accueil encore présentes. Etant donné l'effet de vitrine de ce site en entrée de ville le long d'un axe majeur, le P.L.U. affirme la volonté de sa bonne insertion au site et au paysage par un traitement adapté des espaces libres, des bâtiments, des aires de stationnement. En cas d'implantation d'activités nouvelles qu'il faut encourager, ou de renouvellement d'activités, toutes les mesures doivent être mise en œuvre pour améliorer l'image globale et la qualité architecturale et environnementale de site.

Le règlement vise à interdire dans cette zone les activités tertiaires de services et de bureau mais aussi les commerces de détail en secteur **UEa**. En effet, la tendance à la "délocalisation" des activités du type banques, assurances, des commerces de proximité vers la périphérie des agglomérations est de plus en plus forte, en particulier pour des raisons d'accessibilité. Ce mouvement d'exode commercial s'accompagne d'une dévitalisation des centres bourg, or de tout temps ce qui fonde l'urbanité du cœur de ville, c'est notamment la fonction commerciale par l'animation, le dynamisme qu'elle suscite, les échanges, les rencontres qu'elle provoque. Le P.L.U. se veut un outil destiné à éviter cette dérive, d'autant que l'accessibilité au centre-ville de MUNSTER ne pose pas de réel problème compte tenu des possibilités de stationnement existantes.

C'est pourquoi en zone **UE** sont définis les secteurs suivants :

- **UEa** dans lequel les établissements commerciaux de détail sont interdits afin de garantir la pérennité du commerce de détail au centre-ville ;
- **UEb** dans lequel ne sont admises que les activités industrielles ;
- **UEc** inscrit pour permettre le développement des activités touristiques, agricoles et culturelles.

Ce secteur correspond à la Maison du Fromage qui s'étend à la fois sur Gunsbach et sur MUNSTER. Les dispositions relatives à ce secteur, limité en taille, ont été élaborées de manière commune avec celles du P.L.U. de Gunsbach. L'objectif du P.L.U. de MUNSTER est de ne pas bloquer les opérations, activités et projets destinés à conforter cette structure de développement local qui participe à l'attractivité touristique de la Vallée.



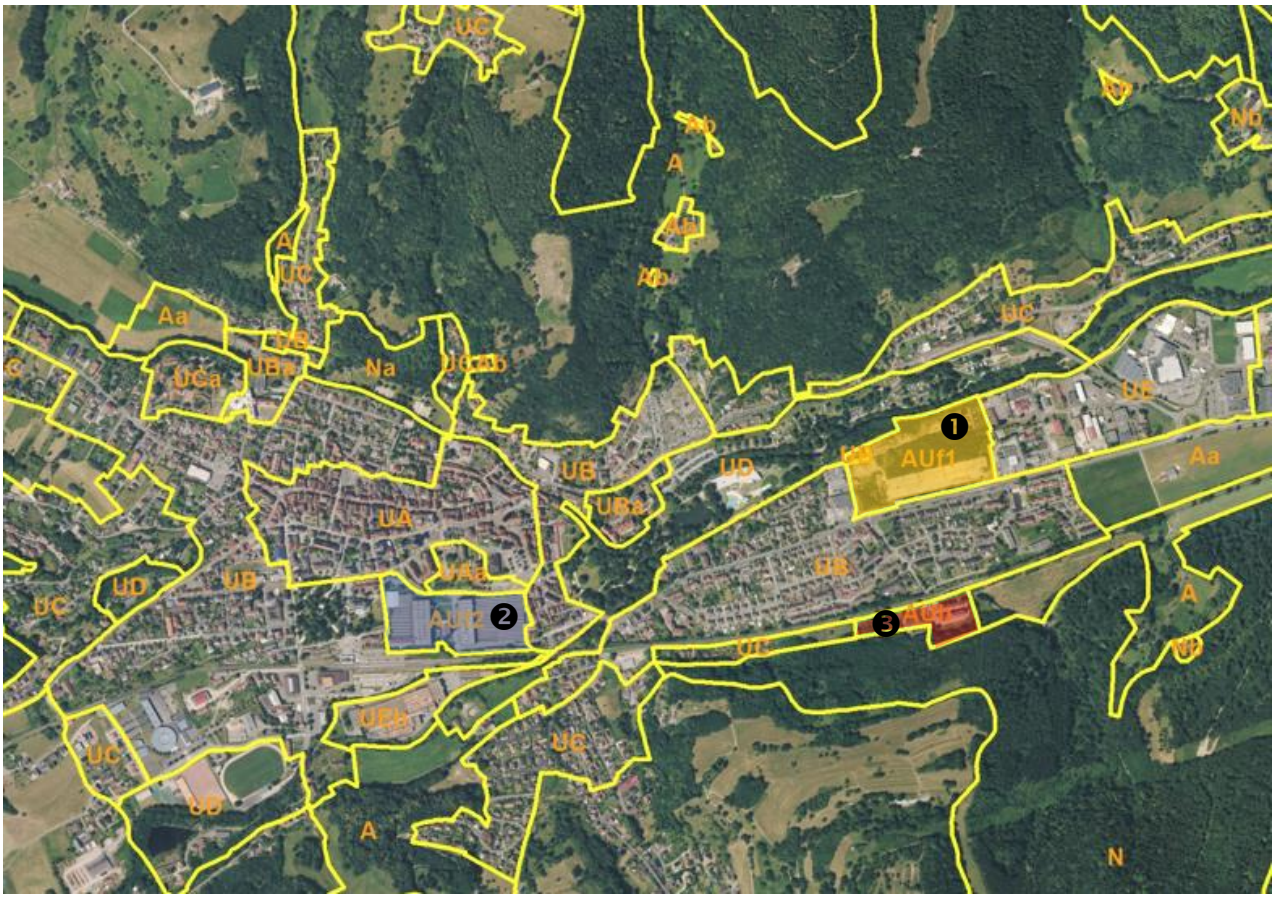
- **Dispositions réglementaires**

La zone est affectée exclusivement à l'activité économique ; il est en effet difficile d'entrevoir la cohabitation de constructions à usage d'habitat avec des entreprises d'une certaine taille générant de la circulation et des contraintes. Seules sont donc admises les constructions et installations nécessaires aux activités économiques avec certaines restrictions concernant les commerces de détail et les activités de services et de bureau **(articles UE 1 et UE 2)**.

Pour optimiser le potentiel de ces terrains et répondre aux besoins des entreprises actuelles et futures, l'emprise au sol n'est pas réglementée **(article UE 4)**. En ce qui concerne la hauteur maximum des constructions, **l'article UE 5** la limite à 12,50 mètres afin de répondre aux besoins en termes de volumétrie des bâtiments à caractère industriel, tout en évitant des gabarits trop imposants dans un contexte de vallée et du fait d'une situation en entrée de ville.

Pour conforter l'attractivité de la zone et améliorer son image l'article **UE 9** édicte un certain nombre de dispositions destinées à améliorer la qualité urbaine et architecturale du site : bâtiments, clôtures, dépôts et stockages. L'article **UE 12** introduit un coefficient de biotope par parcelle de manière à y favoriser le développement de la biodiversité. Il s'agit de profiter de la grande taille des parcelles pour amener également de la biodiversité au sein des sites économiques, chaque territoire, chaque projet du plus modeste au plus ambitieux devant, à son niveau, contribuer au développement du monde vivant.

Situation des secteurs à projet



❶	Secteur AUf1 Hammer
❷	Secteur AUf2 Hartmann
❸	Secteur AUh Badischhof
❹	Secteur UCb Haslach



1.3. Zone AU, à urbaniser : 11,8 ha soit moins de 2 % du ban communal

- **Délimitation et caractéristiques**

Cette zone recouvre l'ensemble des sites affectés au développement à moyen et à long terme de l'agglomération dans le cadre d'opérations à vocation d'habitat et d'activités et d'opérations combinant activité économique, services, équipements, commerces et habitat.

Les terrains considérés se situent à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, sur des anciens sites industriels en reconversion et à sa périphérie immédiate.

Sont ainsi délimités :

- le secteur **AUf1**, d'une superficie de 5,5 ha; recouvrant l'ancien site industriel du Hammer ouvert à l'accueil d'activités artisanales, de P.M.E-P.M.I., de commerces, de services et d'équipements.

- le secteur **AUf2**, d'une superficie de 4,4 ha, englobant l'ancien site industriel Hartmann destiné à la mise en œuvre d'une opération de reconversion et de réhabilitation tournée vers l'habitat et une large gamme d'activités : commerces, services, équipements, hébergement touristique. Ce secteur est inscrit à l'intérieur des limites du Plan Délimité des Abords.

- le secteur **AUh** Badischhof à vocation à dominante d'habitat situé au Sud de la rue du Chemin de Fer, d'une superficie de 1,8 ha ; à l'intérieur du périmètre en question figure un immeuble d'habitat social de 29 logements, actuellement désaffecté et appelé à être démoli. Ce secteur correspond donc, en partie, à un secteur de renouvellement urbain.

- **Objectifs**

En cohérence avec le PADD, compte tenu de la fonction de MUNSTER en tant que centre secondaire structurant à l'échelle de l'ensemble de la vallée, desservi par les transports en commun, le document d'urbanisme se doit de créer les conditions favorables au développement économique et de l'habitat.

Les principes majeurs qui ont présidé à la localisation des secteurs de développement urbain sont les suivants :

- réhabilitation et reconversion des anciens sites industriels, Hammer et Hartmann (AUf1 et AUf2) ; ces sites à l'état de friches constituent un héritage du passé industriel de la commune. Il s'agit dans le cadre du P.L.U. d'exploiter au mieux leur potentiel, compte tenu d'une localisation stratégique au sein de l'agglomération, dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain visant une croissance "concentrée " de la cité. Plus qu'un héritage encombrant, ces sites représentent une opportunité pour une vision renouvelée à long terme de la ville, pour redessiner le cadre de vie urbain et renforcer l'attractivité de MUNSTER.

- le secteur à vocation dominante d'habitat (AUh) est inscrit de manière à être urbanisé sous forme de projet d'ensemble pouvant être mis en œuvre à une échéance plus rapprochée, compte tenu des contraintes qui pèsent notamment sur le site Hartmann. Ce secteur a été localisé de façon à s'insérer au mieux au contexte urbain, au site et au paysage. Il cumule de nombreux avantages liés notamment à la proximité de l'arrêt du train, de l'école maternelle Badischhof, du passage de la voie verte, de l'absence nuisances et d'une bonne accessibilité.



Dans tous les cas, le développement économique et de l'habitat programmé par le P.L.U. s'effectue majoritairement à l'intérieur de l'enveloppe bâtie de l'agglomération et sera mis en œuvre dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain : Hammer, Hartmann, immeuble du Badischhof.

- **Dispositions réglementaires**

Le secteur **AUh**, ne pourra être ouvert à l'urbanisation que de façon rationnelle et cohérente dans un souci d'éviter toute forme de gaspillage de terrains. Par conséquent, **l'article AU 2** précise que l'urbanisation ne pourra s'effectuer que dans le cadre d'opérations d'ensemble (du type A.F.U., lotissement, permis groupé, ZAC…), d'une superficie minimale de 1 ha, dans le respect des principes définis par les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

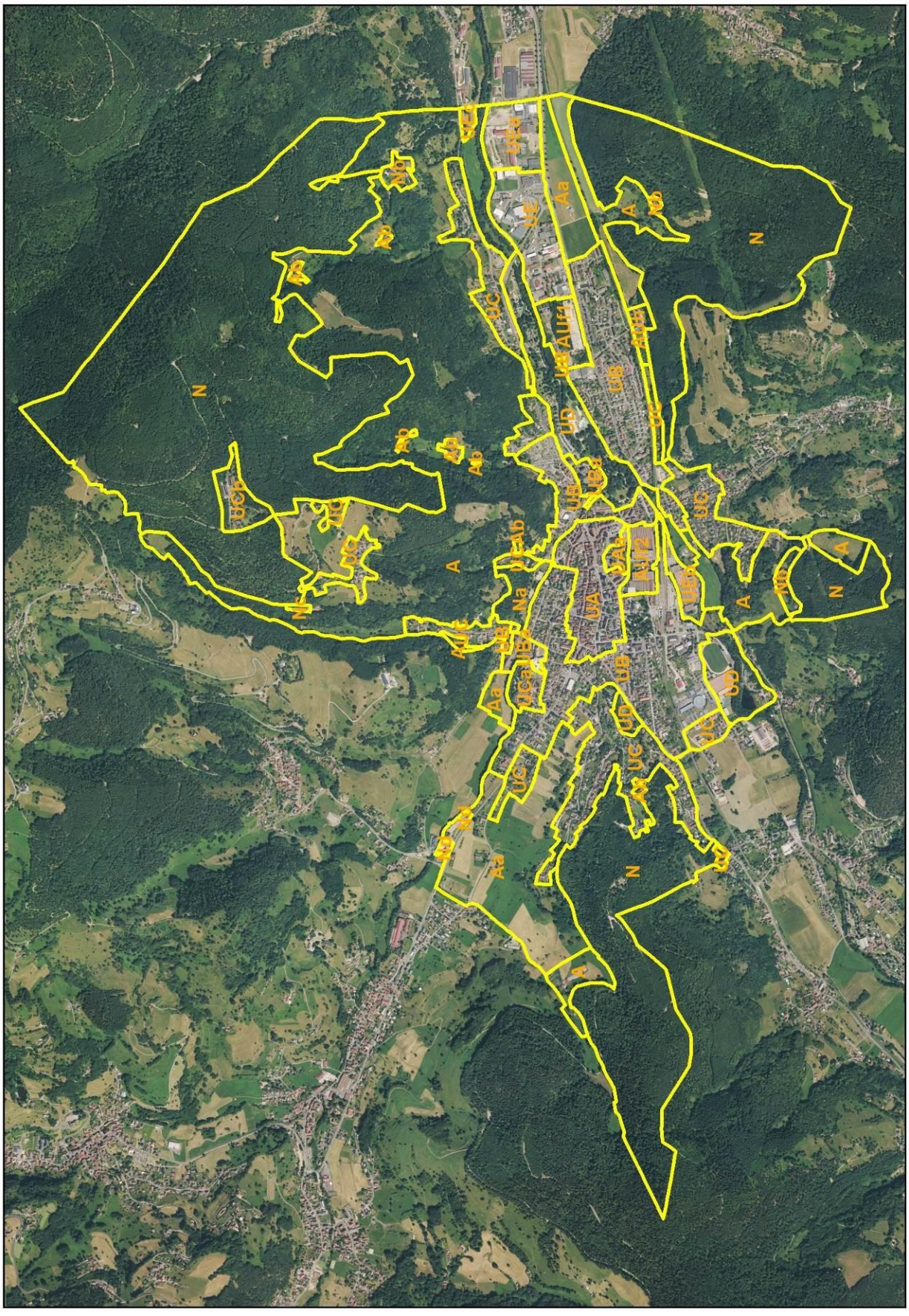
L’objectif essentiel du P.L.U. est d’assurer la mobilisation du capital foncier dans des conditions d’insertion satisfaisante à la trame urbaine du point de vue de la desserte, de l’articulation avec les zones limitrophes et d'élimination de la pollution historique. Dans un souci d’harmonie et de cohérence, le règlement appliqué à ce secteur est identique à celui de la zone UC dont il constitue le prolongement.

Le secteur **AUf1** est régi logiquement par les règles de la zone UE limitrophe. Le secteur **AUf2** fait l'objet d'un règlement particulier ; dans tous les cas pour l'ensemble de ces secteurs, les Orientations d'Aménagement et de Programmation ont été établies afin de conduire des projets urbains ambitieux, notamment dans le cas du site Hartmann. Règlement et OAP forment un tout cohérent destiné à la réalisation d'opérations de grande qualité urbaine qui apporte une réelle plus value au territoire.

La présence d'une pollution historique au sein de ces sites ne doit pas entraver la démarche de renouvellement et de recyclage urbains qui leur est associée par le biais des OAP. Ces dernières imposent d'évaluer au préalable le niveau de pollution du site et de ses installations et d'effectuer selon la vocation future, les travaux de dépollution et d’assainissement nécessaires.

Il n'est pas possible au stade du P.L.U. d'apporter toute les réponses dans ce domaine. Les études de sol et travaux de dépollutions éventuels seront engagés en amont des opérations d'aménagement. Dans tous les cas, s'applique à ces secteurs la réglementation issue du Code de l'Environnement et notamment les articles R 556-1 à R556-6 relatifs aux sites et sols pollués.

Zonage ban communal
(photo aérienne)



1.4. Zone agricole, zone A, 262,9 ha soit 30 % du ban communal

➢ Délimitation et caractéristiques

En zone de montagne, au cœur des Vosges centrales, la zone agricole demeure le domaine des prairies, prés de fauche et pâtures qui occupent à la fois les fonds plats de vallée, très précieux en raison de leur caractère mécanisable, mais aussi les versants, majoritairement le versant Nord exposé au Sud dont une partie a été colonisée par les boisements.

La zone **A** présente une grande valeur au plan économique et agronomique pour les exploitations tournées vers l'élevage, présentes sur le territoire de MUNSTER ou issues des communes voisines, dans un contexte de foncier agricole en diminution constante. Cette zone présente également un grand intérêt du point de vue paysager et du cadre de vie en tant qu'espace de proximité pour la population locale, élément de l'espace vécu des habitants de MUNSTER et des villages voisins.

Par ailleurs, l'espace agricole joue un rôle en tant que milieu de vie pour plusieurs espèces animales, support aux continuités écologiques, aux déplacements de la faune, aux échanges et flux biologiques le long des cours d'eau d'amont en aval, mais aussi d'un versant de la vallée à l'autre.

La zone **A** est également concernée par le risque d'inondation par débordement de la Fecht.

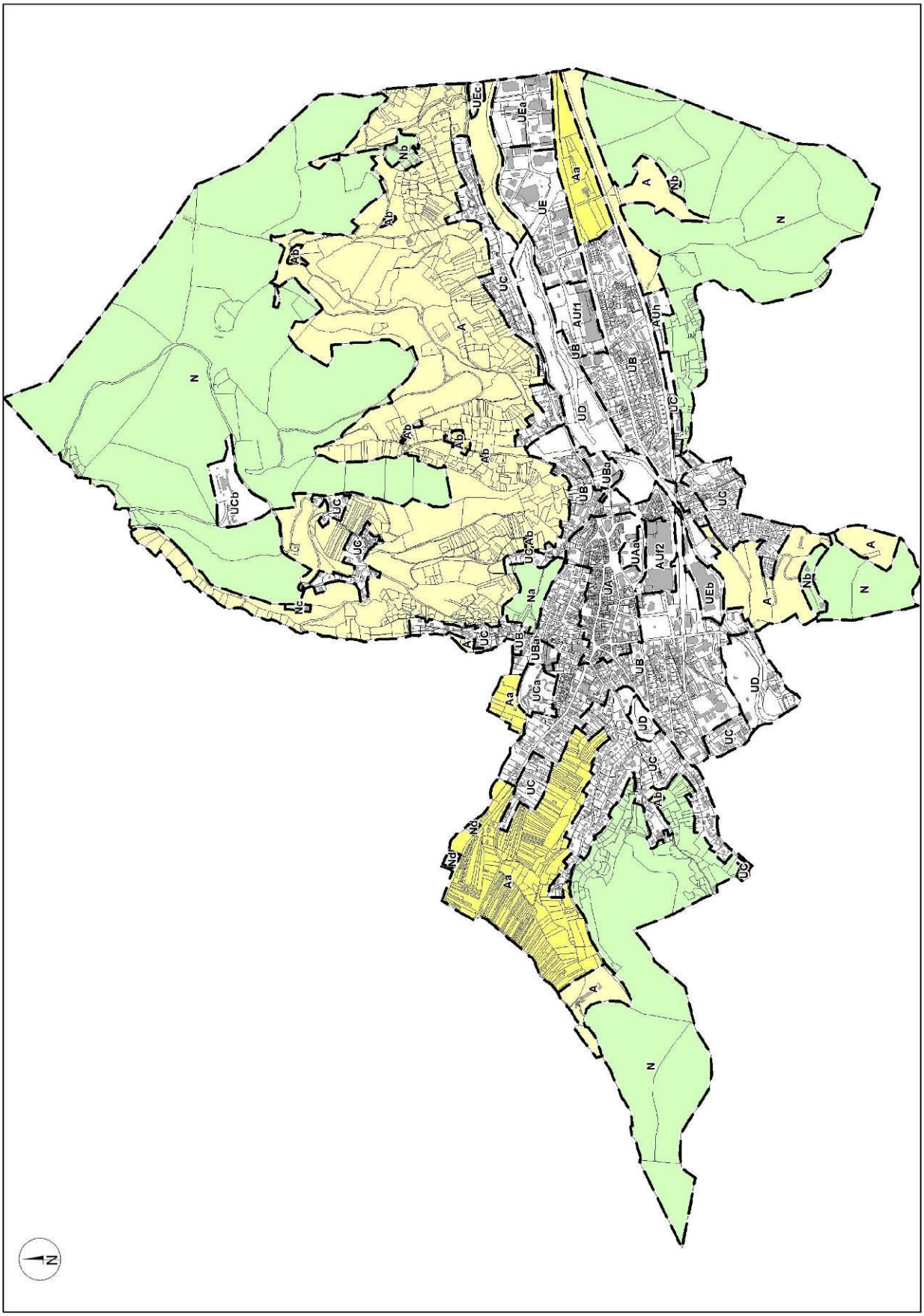
Cette zone comprend :

- un secteur **Aa** (51,4 ha) délimité en amont et en aval de l'agglomération de manière à conserver des séquences rurales inconstructibles dans des sites à forte sensibilité paysagère ;

- un secteur **Ab** (1,9 ha) correspondant à un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL), instauré pour permettre aux propriétaires de maisons d'habitation présentes et dispersées au sein de la zone agricole de bénéficier de la possibilité de réaliser, sous conditions, des transformations en vue de l'aménagement de gîtes ruraux et chambres d'hôtes. Ce dispositif vise à favoriser l'entretien et la mise en valeur du patrimoine bâti existant hors agglomération dans le cadre d'un développement touristique demeurant à l'échelle du site et du paysage.



Etendue des zones agricoles et naturelles



➢ **Objectifs et dispositions réglementaires**

Afin de concilier l'ensemble des fonctions développées par l'espace agricole, l'objectif du P.L.U. est multiple :

- conserver le potentiel agronomique, économique et biologique des prairies et consolider ainsi la situation des exploitations agricoles de la vallée ;

- préserver la qualité des perspectives paysagères et l'ambiance dominante d'un environnement rural de moyenne montagne ;

- maintenir un équilibre entre espace boisé et espace ouvert en créant notamment les conditions permettant une réouverture et une reconquête des terrains colonisés par la friche et les boisements dans le cadre d'opérations d'amélioration pastorale.

- préserver les champs d'épandage des crues de la Fecht et de la Petite Fecht.

Par la délimitation d'un secteur **Aa**, totalement inconstructible, le P.L.U. affirme la volonté forte de tenir compte de la grande vulnérabilité paysagère des terrains situés aux extrémités de l'agglomération le long d'un axe routier majeur. Le document d'urbanisme entend conserver des espaces de respiration en fond de vallée, entre les communes, de manière à s'opposer au phénomène de conurbation faisant disparaître les séquences rurales qui rythment la lecture du paysage.

S'agissant du secteur **Ab**, son inscription répond au besoin légitime de développer l'hébergement touristique en zone agricole, de manière réfléchie, par extension mesurée des maisons présentes. Une telle mesure contribue à l'entretien du patrimoine constitué par les maisons traditionnelles de l'habitat rural de montagne en offrant la possibilité aux propriétaires de valoriser économiquement leur bien. Ce secteur a été délimité de manière à ne pas entraver l'activité agricole.

L'ensemble du reste de la zone agricole, la zone **A** dite *stricte* à l'écart des périmètres soumis au risque d'inondation, demeure ouverte à l'implantation de bâtiments agricoles associés, le cas échant à une maison d'habitation, dans l'hypothèse notamment d'une exploitation d'élevage. Les terrains concernés occupent une situation sensible de versant au sein d'un espace en partie découvert qui accroît l'impact des constructions. En conséquence, le P.L.U. est fondé à édicter des dispositions réglementaires, en termes de volumétrie, de hauteur, d'aspect extérieur, de traitement des abords qui favorisent une bonne insertion au site et au paysage des futurs constructions agricoles. Le document d'urbanisme s'attache à faire en sorte que tout nouveau bâtiment agricole devienne un élément positif d'animation et d'enrichissement du paysage, un point quasi naturel et discret dans le site.



Exemple de bâtiment agricole ayant fait l'objet de mesures d'intégration paysagère sur le territoire de Munster (EARL du Widenthal).

Le P.L.U. interdit tout élément supplémentaire de fragmentation du territoire, compte tenu du rôle écologique majeur de l'espace agricole en termes de biodiversité et de continuités écologiques. En définitive, le P.L.U. s'attache à ne pas bouleverser l'état actuel de l'occupation des sols de la zone agricole dont la préservation se justifie autant pour des motifs agronomiques et environnementaux que pour des raisons environnementales et paysagères.

On ne peut clore ce chapitre sans évoquer l'existence de maisons d'habitation à l'intérieur de cette zone, hors secteur **Ab** et sans lien avec la profession agricole. Pour améliorer le confort légitime de ces constructions, sans pour autant renforcer l'habitat, le P.L.U. admet leur extension mesurée dans la limite de 30 % de l'emprise initiale de la construction et ce, de manière non cumulative, et sans création de nouveau logement.

Il convient de préciser que les présentes dispositions ont donné lieu à une concertation spécifique avec les représentants de la profession agricole, en particulier dans le cadre d'une réunion de présentation en mairie le 1 octobre 2018. Les personnes présentes lors de cette séance n'ont pas exprimé de désaccord quant à la réglementation portant sur la zone agricole.

1.5. Zone naturelle, zone N, 355,3 ha, soit 41 % du ban communal

➢ Délimitation et caractéristiques

La zone **N** se distribue à la périphérie du territoire communal et correspond aux espaces situés sur le haut des versants, occupés pour l'essentiel par la forêt communale soumise au régime forestier mais aussi de façon plus marginale par des boisements privés. Cette zone se caractérise ainsi par son caractère naturel dominant et par le faible nombre de constructions et d'infrastructures présentes. Elle est en partie couverte par le site Natura 2000 FR4202004, site à Chauves-souris des Vosges haut-rhinoises, délimité dans le cadre de la directive habitat.

La zone **N** comprend les secteurs suivants :

- **Na** (4,6 ha) situé le long de la Fecht au lieu-dit Dubach délimité en vue de l'accueil d'activités récréatives et de loisirs et de développer la fonction de balcon sur la ville de ce site ;
- **Nb** (4 ha) inscrit pour permettre l'accueil de constructions à vocation d'hébergement touristique et en lien avec la structure associative présente ;
- **Nc** (0,3 ha) recouvrant le stand de tir ;
- **Nd** (0,6 ha) délimité afin de permettre, sous conditions, le développement des activités artisanales.



➢ Objectifs et dispositions réglementaires

Cette zone est à protéger de façon prioritaire en raison de son caractère de zone naturelle et forestière, de la qualité des sites, des milieux naturels et de leur intérêt du point de vue paysager et écologique. Le P.L.U. exprime la volonté forte de sauvegarder ces massifs forestiers appartenant au domaine des Vosges centrales, considérés comme des réservoirs de biodiversité et jouant donc un rôle majeur au sein de la trame verte régionale.

En zone **N** ne sont donc admis que :

- les constructions et installations nécessaires à la sauvegarde, à l'entretien et à l'exploitation de la forêt, ainsi qu'à la mise en valeur récréative et écologique des sites ;

- les constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif, les abris de chasse et pour les randonneurs ;

- l'extension mesurée des très rares maisons d'habitation existantes, comme en zone **A**, dans la limite de 30 % de l'emprise initiale de la construction et ce, de manière non cumulative, et sans création de nouveau logement.

Le P.L.U. vise à éviter toute perturbation de la quiétude des lieux, toute modification de l'équilibre écologique de cette zone au sein de laquelle la présence de l'homme et de ses activités doit demeurer discrète.

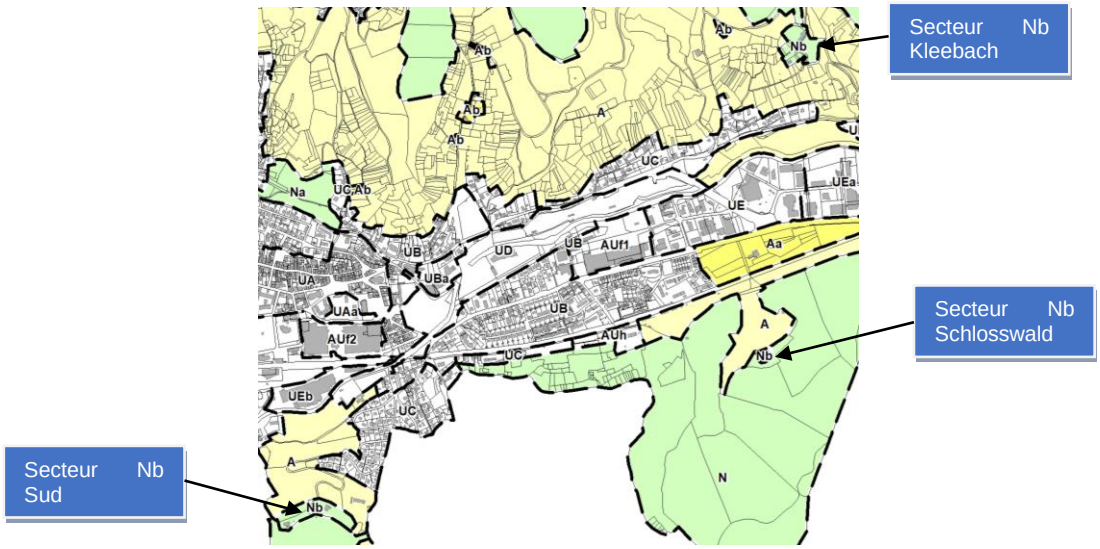
Le secteur **Na** est délimité dans le prolongement de la promenade du Dubach comprenant des installations légères de loisirs et un parc à cigognes et figurant à l'intérieur d'une parcelle de forêt communale. L'objectif du P.L.U. est d'y autoriser l'aménagement d'un sentier de découverte et de mener de manière ponctuelle des opérations de réouverture paysagère afin d'offrir des perspectives inédites depuis ce site qui occupe une situation de balcon surplombant la ville. Il s'agit de créer les conditions de mise en scène du paysage à partir de ce promontoire.



Panorama rapproché sur la ville historique et son site à la jonction de la grande et de la petite vallée depuis le versant dominant la promenade du Dubach

Le secteur **Nb** se distribue sur 3 sites distincts, **déjà occupés par des constructions**, dont la Maison du Kleebach, à proximité de l'agglomération. Son inscription répond au besoin de développer l'offre en hébergement touristique de qualité en milieu naturel, dans le cadre d'un tourisme basé sur la mise en valeur des sites et des ressources locales. Le P.L.U. entend à son niveau contribuer à la mise en œuvre d'une filière économique, facteur d'emplois et de richesses, restant à l'échelle du territoire et de l'environnement de moyenne montagne. Le règlement vise à écarter tout projet en rupture avec la qualité des lieux et de nature à porter atteinte au site et au paysage. Il s'agit également de permettre à la structure associative qui gère la Maison du Kleebach de faire face aux perspectives d'évolution de cet équipement culturel et d'animation.

Localisation des secteurs Nb



Le secteur **Nc** recouvre le stand de tir existant jouant un rôle important en tant qu'équipement de loisir et équipement public à plus d'un titre dans la vie associative locale.

Le secteur **Nd** est inscrit dans le but de permettre le développement d'une activité professionnelle au sein de deux ensembles de constructions situées au cœur d'une "coupure verte" entre la ville de MUNSTER et le village de Stosswihr. Le but du P.L.U. est de ne pas bloquer l'activité des entreprises concernées tout en maîtrisant l'évolution de cette partie du territoire stratégique au plan paysager.

Les secteurs **Na**, **Nb**, **Nc**, **Nd** correspondent à des secteurs de taille et de capacités d'accueil limitées (STECAL) au sens de l'article L 151-13 du Code de l'Urbanisme. A l'appui de leur délimitation stricte au plan de zonage et des prescriptions dont ils font l'objet, notamment en termes d'emprise au sol et de volumétrie, ces secteurs ne sont pas de nature à entraîner un impact sur les milieux naturels et l'environnement. Ils ne visent qu'à maintenir et renforcer, sous condition, sans créer d'effet de mitage, des équipements et constructions déjà présents dans un contexte de vallée présentant, à l'origine, une certaine forme d'habitat dispersé.

1.6. Autres éléments de zonage et de règlement

➢ Emplacements réservés

L'inscription d'emplacements réservés au P.L.U. répond au souci de réserver la meilleure localisation possible pour la réalisation des équipements publics d'infrastructures ou de superstructures. Toute demande de permis de construire concernant un terrain frappé d'emplacement réservé sera rejetée. En outre, les terrains en question ne pourront faire l'objet d'une utilisation autre que celle prévue au document d'urbanisme.

Les emplacements réservés inscrits au P.L.U., tous au bénéfice de la commune, concernent des aménagements liés :

- à la voirie ;
- au stationnement ;

- aux liaisons douces ;
- à la coulée verte d'agglomération.

➢ **Eléments de paysage à conserver au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme**

La prairie située à l'aval de l'agglomération est considérée selon l'inventaire du Conseil Départemental comme zone humide remarquable et constitue de ce fait un élément majeur du patrimoine naturel communal. Par conséquent, ce milieu prairial, d'une superficie de 6,9 ha, est repéré et fait l'objet d'une protection au titre de cet article du Code de l'Urbanisme.





Outre un classement en secteur Aa inconstructible, les terrains concernés ne peuvent faire l'objet de travaux et d'occupations et d'utilisations *du sol de nature à détruire ou à détériorer directement ou indirectement le fonctionnement ou les caractéristiques de cette prairie humide.*

Les parcs Hartmann et Albert Schweitzer, présents respectivement en zone UB et en zone UD, forment des îlots de nature en prolongement du centre historique qui participent pleinement à la qualité du cadre de vie urbain et dont la préservation est une priorité. Aussi, le règlement *interdit tous travaux et occupations du sol de nature à compromettre leur conservation*.

Par ailleurs, *les coupes et abattages d'arbre sont soumis à autorisation préalable qui ne peut être délivrée que pour les motifs suivants :*

- *assurer la sécurité des biens et des personnes ;*
- *garantir la qualité phytosanitaire des arbres.*

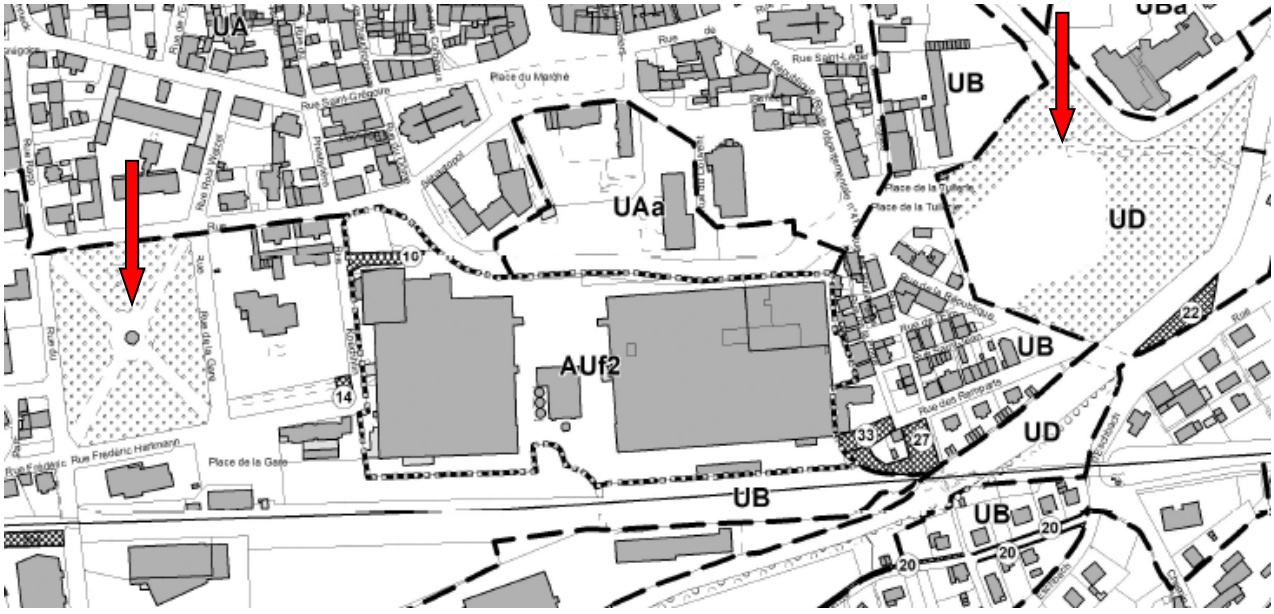
Tout abattage qu'il soit involontaire, provoqué ou rendu nécessaire est compensé par une plantation équivalente.



Parc Hartmann



Parc Schweitzer



La ville de Munster bénéficie d'une implantation exceptionnelle à la confluence de la Grande Fecht et de la Petite Fecht. Pour consolider le rôle de coulée verte et bleue en traversée d'agglomération reliée aux espaces naturels de ce réseau hydrographique, *la végétation d'accompagnement arborée de la rivière est à préserver contre tous travaux de nature à détruire ou à porter atteinte aux fonctions biologiques et paysagères et à la continuité de ces formations linéaires jouant le rôle de corridor écologique.*





La Petite Fecht et la Grande Fecht dans la traversée d'agglomération





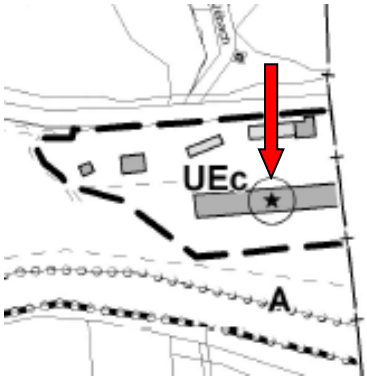
➢ **Les exploitations agricoles d'élevage**

Les exploitations d'élevage présentes dans la commune, encore en activité, sont mentionnées au plan de zonage en fonction de leur classement au titre du Règlement Sanitaire Départemental (RSD), pour deux d'entre elles, et au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en ce qui concerne la Maison du Fromage. Conformément à l'article L111-3 du Code Rural, ces exploitations génèrent des périmètres d'inconstructibilité vis-à-vis des tiers autour des bâtiments concernés. Selon les cas, des marges de recul de 50 à 100 mètres sont exigées.

Toutefois, par dérogation, cet article du Code Rural prévoit *qu'une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales*.

Compte tenu de l'évolution de la réglementation et de la situation des exploitations, les périmètres ne sont pas matérialisés au plan de zonage. Seules, les exploitations sont indiquées pour attirer l'attention des pétitionnaires et du service instructeur des permis de construire en cas de projet à proximité.

La situation de ces élevages à l'écart de l'agglomération les préserve de tout risque de nuisances et de conflit de voisinage.





Le site de la Maison du Fromage

2. Capacités d'accueil théoriques en logements offertes par le P.L.U.

	Nombre de logements	Nombre de résidences principales 2016	Permis délivrés dans la commune depuis 2016	Nombre de logements théoriques dans la commune au terme du P.L.U.	Population théorique à raison de 2 personnes/ Logement au terme du P.L.U.
Utilisation des espaces libres interstitiels en zones UB/UC	20	**2145**	Immeuble collectif : 11 logements Maisons individuelles : 17 logements Réhabilitation ancien tribunal : 7 logements Maisons jumelées : 6 logements Transformations granges : 2 logements Total : **43 logements**	**2497** (2145+309+43)	**4994** (2497x2)
Reconversion des friches urbaines (résidence Bellevue, ancien hôtel Val Saint-Grégoire…)	39				
Projet en cours sur ancienne friche Schneider	26				
Secteur AUf2 ancien site industriel Hartmann	100 (estimation)				
Reconversion de l'ancienne maison médicale de Haslach	29				
Mobilisation des logements vacants	35				
Secteur AUh Badischhof	60				
Total	**309**				

Le nombre de logements en termes de potentiel d'accueil offert par le P.L.U. estimé à 309, et les perspectives d'évolution démographique qui en découlent, soit près de 5000 habitants, résultent des éléments suivants :

- L'hypothèse de remplissage des espaces interstitiels des zones UB/UC repose sur une utilisation des parcelles libres pouvant donner lieu à la réalisation de 20 logements environ. Cette estimation du potentiel de densification peut paraître sous-évaluée mais résulte d'une analyse du foncier (voir diagnostic) qui fait ressortir l'importance du blocage dont ce foncier fait l'objet. Sur les 6,5 ha de parcelles libres recensées, il a été considéré que seulement 1,5 ha est susceptible de se libérer à terme en vue de la création de logements. Le mouvement de comblement des terrains non bâtis de 2003 à 2015, plus de 5 ha, a constitué une première période de densification de l'enveloppe urbaine par l'implantation de collectifs. L'essentiel, sinon une grande part, du gisement des espaces libres ayant été mobilisé durant cette période, il n'est donc pas possible, dans le cadre de l'application du P.L.U. d'obtenir des résultats équivalents en termes d'optimisation du foncier libre.

- Avec le P.L.U. s'ouvre une deuxième période de densification qui concerne davantage la reconversion des friches urbaines et industrielles. Cette évolution est soumise à plus de contraintes, soulève plus de problèmes et nécessite la mise en œuvre d'une politique d'aménagement encore plus volontariste et ambitieuse.

- Le calcul intègre le desserrement interne de l'agglomération et se base sur une poursuite de la réduction du nombre de personnes par ménage ramenée à 2, conformément à la tendance observée ces dernières années.

- Le potentiel de remise sur le marché des logements vacants est difficile à prendre en compte dans la mesure où il s'agit d'un parc sur lequel la commune n'a que très peu de prise. Les opérations du type Cœur de Ville, Opération de Revitalisation du Territoire ou encore Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat n'étant pas à l'ordre du jour, la ville ne bénéficie pas d'un contexte favorable à la mobilisation de ce gisement interne.
  Toutefois, quand elle le peut, la commune intervient et mène des initiatives ponctuelles en faveur de la réhabilitation de logements. A ce titre, un outil tel que le bail à réhabilitation mérite d'être développé par la collectivité ou les organismes HLM. Dans un souci de cohérence avec l'objectif de renouvellement urbain affiché par le P.A.D.D., la commune se fixe un objectif raisonnable de remise sur le marché d'une part estimée à 13 % du parc de logements vacants (évalué à environ 270 logements en 2021), soit environ 35 logements.

- L'estimation de réalisation de 100 logements au sein de la friche Hartmann est approximative et très certainement surévaluée compte tenu des contraintes liées à ce site et aux perspectives de mixité fonctionnelle (commerces, services, activités économiques).

En conclusion, il ressort de ce tableau que les capacités de création de nouveaux logements et les perspectives d'accueil de population nouvelle qui en découlent demeurent globalement cohérentes avec l'horizon démographique sur lequel s'appuie le P.A.D.D. Il faut rappeler que ce document mise sur un retour de la ville de MUNSTER sur le chemin de la bonne santé démographique en tablant sur la réalisation de 300 à 350 logements pour retrouver un niveau de population de l'ordre de 5000 habitants au terme de l'application du document d'urbanisme, analogue à celui que la commune a connu au courant des années 2000.

Plutôt qu'une volonté de croissance, les dispositions du P.L.U. traduisent une ambition de rééquilibre démographique, indispensable à la vitalité et au dynamisme d'un centre secondaire doté d'un ensemble d'équipements, de services et de commerces dont la pérennité doit être assurée, notamment par la création de logements.

Si l'on résume, le potentiel de création de logements généré par le P.L.U. se répartit de la manière suivante :

Situation	Nombre de logements	%
Occupation des terrains non bâtis au sein de l'enveloppe urbaine	20	6,5
Reconversion des friches urbaines et industrielles et de la maison de Haslach	194	62,8
Remise sur le marché de 13 % du parc de logements vacants	35	11,3
Total développement interne	**249**	**80,6**
Extension partielle au-delà de l'enveloppe urbaine secteur Badischhof	60	19,4
Total général	**309**	**100**

En définitive, si l'on tient compte du fait que le secteur Badischhof occupe en partie une friche urbaine, ce tableau montre que, pour l'essentiel, à 80 %, le développement de l'agglomération en matière d'habitat est réalisé à l'intérieur de l'actuelle enveloppe bâtie. Il convient également de souligner que le développement économique en ciblant les sites Hammer et Hartmann ne s'effectue qu'exclusivement au sein de cette même enveloppe.

3. Orientations d'Aménagement et de Programmation

Les O.A.P. constituent un outil qui permet de dépasser l'approche réglementaire pour mener une réflexion en termes d'urbanisme au moment de l'élaboration du P.L.U. sur les sites stratégiques destinés à l'urbanisation ou sur les sites à projet et de renouvellement urbain. A la jonction de l'urbanisme prévisionnel et de l'urbanisme opérationnel, les O.A.P. offrent l'opportunité à la commune d'exprimer son ambition, sa vision en termes d'évolution de l'agglomération.

La commune entend appliquer aux secteurs à enjeux forts, à savoir :

- le secteur AUf1 Hammer ;
- le secteur AUf2 Hartmann ;
- le secteur AUh Badischhof ;
- le secteur UCb Haslach.

Les O.A.P. portant sur les anciens sites industriels, Hammer et Hartmann prennent une importance particulière, compte tenu de la taille de ces deux ensembles de terrains (10 ha au total) et d'une situation stratégique au cœur de l'agglomération. Dans le cas présent, les O.A.P. ont pour fonction prioritaire d'assurer la réussite des futurs projets urbains en garantissant, notamment, une optimisation du gisement précieux que constitue ce potentiel foncier, une connexion et une insertion satisfaisantes à la trame urbaine préexistante pour relier physiquement, fonctionnellement et visuellement ces sites au reste de la ville tout en leur conservant une identité propre.

Les O.A.P. associées aux deux secteurs AUh ont été élaborées de manière à traduire concrètement les objectifs de production minimale de logements à l'ha fixés par le SCoT. La greffe harmonieuse de ces nouveaux quartiers au bâti en place, la continuité de la trame viaire et la réussite de l'insertion dans le site et le paysage, compte tenu d'une situation sensible de ces secteurs occupant des versants, représentent un autre volet important des O.A.P.

Dans le cas du secteur UCb dominant le hameau de Haslach, la définition d'O.A.P. ambitieuses se justifie pleinement compte tenu du caractère exceptionnel de ce site à l'ambiance rurale et montagnarde calme, en position de belvédère délivrant des panoramas grandioses. Les O.A.P. visent à réussir la transformation d'une ancienne maison de cure en structure d'hébergement touristique dans le cadre d'un projet qui soit à la hauteur d'un lieu aussi prestigieux, tenant compte des contraintes environnementales présentes. Ces contraintes ne doivent pas constituer un frein dans la mesure où il s'agit, là aussi, d'une opération exemplaire de reconversion d'une friche en l'occurrence ici une friche médicale. L'opération comprenant plusieurs volets architecturaux, paysager et environnemental consiste à saisir l'opportunité d'accroître les capacités en hébergement touristique de la commune sans entamer de nouveaux espaces, en valorisant un équipement déjà présent et le parc qu'il occupe.

Les opérations d'ensemble à venir (ZAC, AFU, lotissement, permis groupé, permis de construire…) devront demeurer compatibles avec ces principes traduits sous forme de prescriptions. Les préconisations, qui n'ont pas de portée juridique, constituent des propositions à l'attention des porteurs de projet.

Le lien de compatibilité signifie que les opérations d'aménagement ou de construction doivent respecter les Orientations d'Aménagement et de Programmation dans l'esprit et non au pied de la lettre. Même en l'absence de maîtrise du foncier, cet outil intervient en complément du règlement et en cohérence avec le PADD et permet à la commune d'agir sur les projets structurants dans le cadre d'un dialogue constructif avec les aménageurs.

Cohérence des OAP avec les orientations du PADD	
Orientations du PADD	**Réponses des OAP**
Porter une attention particulière au traitement des entrées de ville et des franges urbaines, en particulier le long des RD et sur les versants.	Mise au point d'OAP portant sur le site Hammer en entrée de ville tenant compte de cette problématique. OAP Badischhof élaborée dans un souci de bonne insertion des opérations futures au site et au paysage.
Engager la reconversion des friches industrielles.	Elaboration d'OAP spécifiques pour les anciens sites industriels Hammer et Hartmann.
Fixer un cadre règlementaire permettant de réaliser des opérations de construction et d'aménagement (ZAC, lotissements, permis groupés) répondant au projet de développement urbain de la commune, notamment par l'élaboration d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) intégrées au P.L.U.	Définition d'OAP pour les deux anciens sites industriels en reconversion, pour les secteurs en extension et pour le secteur de Haslach.
Favoriser l'implantation et le développement d'activités et de services compatibles avec un voisinage d'habitat.	OAP portant sur le site Hartmann prenant en compte la mixité fonctionnelle, combinant habitat, services, commerces et activités économiques.
Fixer les dispositions permettant notamment de réaliser des constructions alternatives à la maison individuelle, des constructions groupées, de réaménager des bâtiments existants,…	OAP Badischhof imposant une diversité de l'habitat.

Cohérence des OAP avec les orientations du PADD	
Orientations du PADD	**Réponses des OAP**
Fixer des Orientations d'Aménagement et de Programmation spécifiques à chaque secteur d'une certaine importance de façon à assurer un développement cohérent, une utilisation rationnelle de l'espace et une insertion réussie dans le tissu urbain existant.	Secteurs à projet faisant l'objet d'OAP dont les principes d'organisation concernent notamment la volonté d'optimisation des terrains et la bonne insertion dans le site des futures opérations.
Prendre en compte les contraintes locales et la configuration des sites : accès, liaisons avec les quartiers avoisinants, maillage des réseaux, possibilités de phasage des opérations d'urbanisation, risque ponctuel d'inondation, topographie, sensibilité paysagère	OAP définies de manière à répondre à ces priorités.
Confirmer l'importance des activités économiques locales pour la vitalité de la commune que ce soit au niveau des emplois et services proposés, des rentrées financières, de la réduction des déplacements,	OAP portant sur l'ancien site industriel Hammer établies en fonction d'une vocation économique du secteur tourné vers l'accueil d'activités artisanales et de commerces.
Prendre en compte l'impact visuel des espaces notamment économiques localisés en bordure des RD 417 et RD 10, en veillant à l'aménagement paysager	OAP Hammer tenant compte de la localisation du secteur en entrée de ville le long de la RD 10.
Optimiser l'utilisation des espaces constructibles par la définition d'Orientations d'Aménagement et de Programmation permettant l'urbanisation progressive de certains secteurs tout en garantissant une cohérence d'ensemble des opérations d'aménagement et de construction	OAP fixant des objectifs de production minimale de logements en respect des règles de densité édictées par le SCoT.
Limiter les possibilités de construction en zones agricoles et naturelles uniquement aux besoins liés au maintien et au développement des différentes activités implantées, sur la base des périmètres urbanisés existants et dans le respect de la qualité paysagère et environnementale.	OAP Haslach élaborée dans un souci prioritaire de reconversion de l'ancienne structure médicale et d'équilibre de ce milieu d'altitude.

ANNEXES

CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES PHASES DE L'ELABORATION DU P.L.U.

DATES	DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE REVISION DU P.L.U.
21 avril 2015	Délibération du Conseil Municipal prescrivant la révision du P.O.S. et sa transformation en P.L.U. et fixant les modalités de la concertation.
15 décembre 2016	Débat au sein du Conseil Municipal sur le P.A.D.D.
24 février 2017	Présentation aux personnes publiques associées du diagnostic et du P.A.D.D.
30 mars 2017	Première réunion de concertation avec la population portant sur le diagnostic et le P.A.D.D.
18 décembre 2018	Deuxième réunion de concertation avec la population sur les éléments réglementaires du dossier de P.L.U.
26 février 2019	Présentation aux personnes publiques associées de l'avant-projet de P.L.U.
21 janvier 2021	Débat complémentaire sur le P.A.D.D. au sein du Conseil Municipal.
25 mars 2021	Délibération du Conseil Municipal tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de P.L.U.
27 août 2021	Arrêté du Maire ordonnant la mise à l'enquête publique unique du projet de Plan Local d'Urbanisme et du projet de Périmètre Délimité des Abords.
20 septembre 2021-22 octobre 2021	Enquête publique unique sur le P.L.U. et le projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA).
24 février 2022	Délibération du Conseil Municipal approuvant le P.L.U. modifié suite à la consultation des services et à l'enquête publique. Délibération du conseil Municipal donnant son accord à la création du Périmètre Délimité des Abords (PDA).

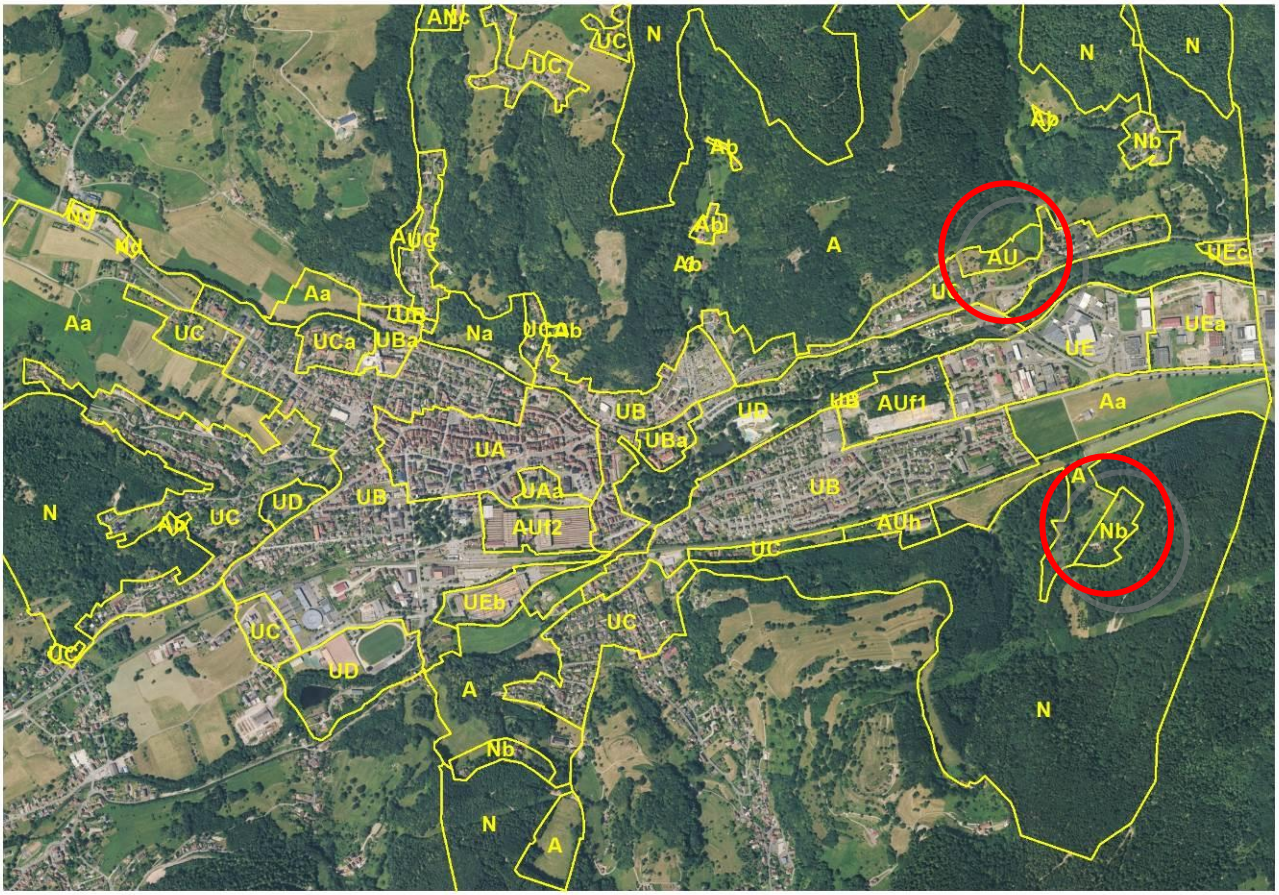
RECAPITULATIF RESUME DE LA PRISE EN COMPTE PAR LE P.L.U. APPROUVE :
- DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET CONSULTEES SUR LE P.L.U. ARRETE ;
- DES AVIS EXPRIMES LORS DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Thématique	Emetteurs des avis	Réponses apportées par la commune	Pièces du P.L.U. concernées
Consommation d'espace pour l'habitat	• D.D.T. • M.R.A.E. • Chambre d'Agriculture d'Alsace. • INAO. • Particuliers lors de l'enquête publique.	• Reclassement en totalité de la zone AU du Zellenberg d'une superficie de 1,9 ha en zone A.	• Règlement graphique • Règlement écrit • Rapport de présentation. • P.A.D.D.
Loi Montagne Secteur Nb Schlosswald	• D.D.T. • M.R.A.E. • Chambre d'Agriculture d'Alsace • Parc Régional des Ballons des Vosges • Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites • Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers.	• Réduction du secteur de 2,2 ha à 0,2 ha au profit de la zone N et de la zone A.	• Règlement graphique • Règlement écrit. • Rapport de présentation.
UTN Haslach (secteur UCb)	• D.D.T. • M.R.A.E. • U.D.A.P. • Parc Régional des Ballons des Vosges • Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites • Particuliers lors de l'enquête publique.	• Renforcement sur différents points des Orientations d'Aménagement et de Programmation associées au secteur.	• Document d'Orientations d'Aménagement et de Programmation complété pour le secteur UCb. • Evaluation environnementale consolidée sur le volet Chauves-souris.
Etat des contraintes, informations relatives à l'environnement, au site et au patrimoine	• D.D.T. • M.R.A.E. • U.D.A.P. • C.E.A.	• Rapport de présentation et évaluation environnementale complétés et actualisés.	• Rapport de présentation. • Evaluation environnementale.
Ajustements techniques des dispositions réglementaires et des OAP	• D.D.T. • U.D.A.P. • C.E.A. • Chambre d'Agriculture • Particulier lors de l'enquête publique.	• Suppression de la référence au PDA à l'article AU 10. • Rectifications et compléments apportés au règlement du secteur AUf1.	• Règlement graphique. • Règlement écrit. • Rapport de présentation.

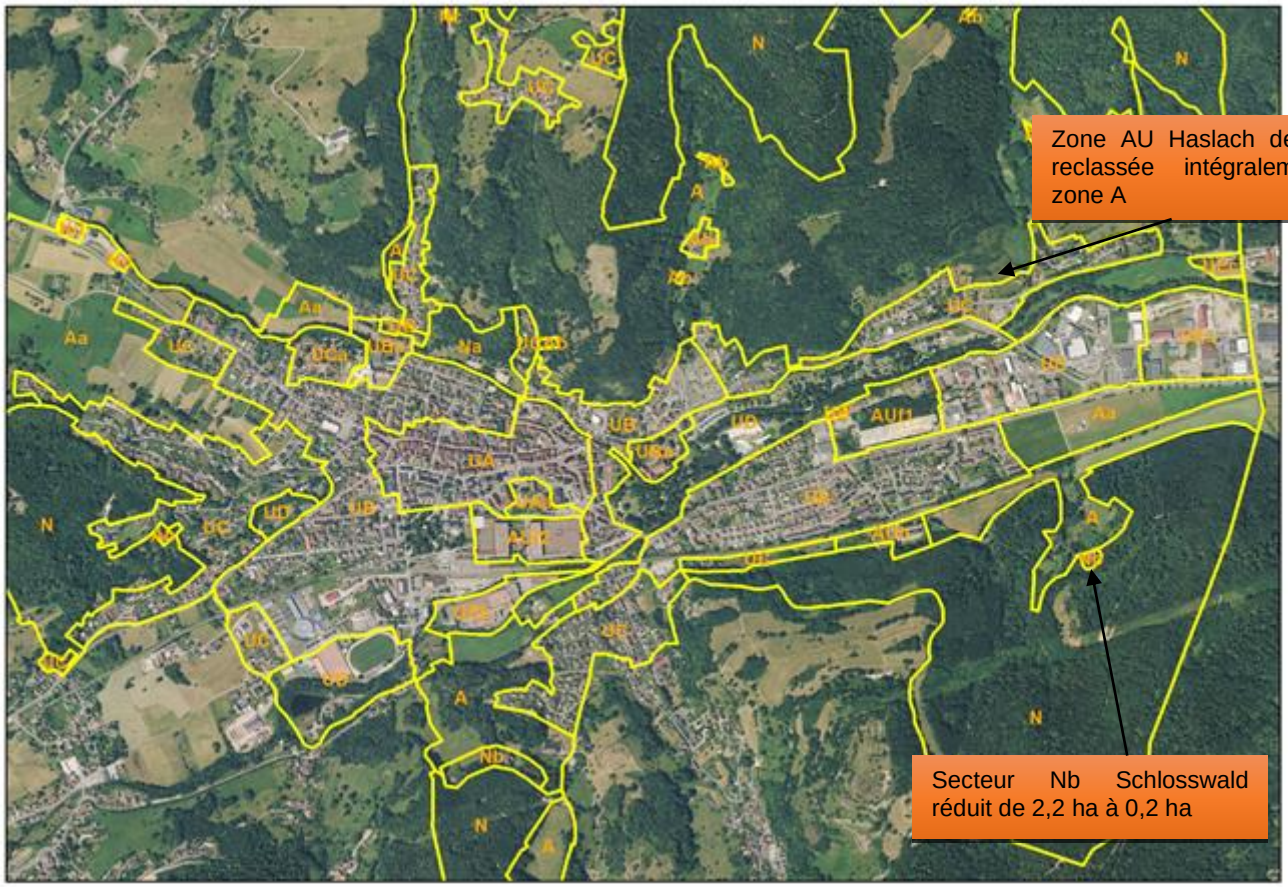
Thématique	Emetteurs des avis	Réponses apportées par la commune	Pièces du P.L.U. concernées
Ajustements techniques des dispositions réglementaires et des OAP (suite)	• D.D.T. • U.D.A.P. • C.E.A. • Chambre d'Agriculture. • Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites. • Particulier lors de l'enquête publique. • Communauté de Communes de la Vallée de Munster	• Matérialisation des exploitations agricoles d'élevage au plan de zonage. • Zone inondable dissociée du plan de zonage figurant sur un plan à part en annexes. • Articles 5 et 6 du préambule du règlement complété. • Mise en cohérence du règlement du secteur Nd. • Elargissement de l'accueil du secteur AUf2 à l'hébergement touristique.	• Règlement graphique. • Règlement écrit. • Rapport de présentation. • OAP.
Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL)	• D.D.T. • Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers.	• Réduction du secteur Nc correspondant à un stand de tir pouvant être considéré comme un équipement public.	• Règlement graphique.
Plans des réseaux	• Commissaire-enquêteur.	• Mise à jour des plans afin de les rendre plus lisibles.	• Plans AEP et assainissement.

EVOLUTION MAJEURE DU REGLEMENT GRAPHIQUE DU P.L.U.

P.L.U. ARRETE



P.L.U. APPROUVE



ALSACE
Collectivité européenne

DAUHR
ATD Alsace

ECO SCOP
Etudes, conseils et formations
Environnement, écologie et paysage

lescop
la démocratie nous réussit